LE PORTUGAL

DEPUIS

LA RÉVOLUTION DE 1820.

I.

Le Portugal est si près de nous par ses révolutions et tellement éloigné par ses mœurs et ses sentimens, qu'il est très difficile de faire comprendre tout ce qu'il y a de différent et d'opposé dans la situation d'un peuple qui se présente à nous sous des dehors à peu près semblables aux nôtres. Nous ne connaissons guère les pays étrangers que par leurs journaux, partout les gazettes parlent à peu près la même langue, et quand les hommes qui se mêlent des affaires n'ont pas une vie commune avec la masse de la nation, celle-ci reste ignorée ou méconnue. Le public écoute ceux qui parlent et néglige les autres; il entend les mots de despotisme et de liberté, d'égalité et de priviléges, il croit que ces mots ont en tout lieu la même valeur, et qu'en France et en Portugal il s'agit absolument des mêmes choses. Bien que ce temps soit ami du paradoxe, personne ne peut être soupçonné de penser que la liberté et le despotisme influent médiocrement sur le sort des peuples. Il faut cependant reconnaître qu'il y a, indépendamment de toute combinaison politique, quelque chose comme des mœurs nationales, et que les idées théoriques et les

formes de gouvernement qu'elles engendrent ne sont pas tout dans ce monde. En Portugal, ce sont des intérêts presque secondaires. De la solution des questions constitutionnelles ne dépendent pas seulement la force et le repos de ce pays faible et tourmenté. C'est chose évidente pour qui a quelque temps habité cette terre. Tant qu'au lieu d'essayer des combinaisons artificielles, on n'aura pas ranimé les forces vives de la nation, celle-ci sera toujours ballottée entre un despotisme flétrissant et une anarchie désolante. Les évènemens qui disposeront de son sort lui seront comme étrangers; entraînée par un mouvement tout moderne, il semble qu'elle ne sache vivre que dans le passé. Les Portugais sont uniquement les héritiers de leurs ancêtres. Dans leur caractère, rien de sérieux ne se découvre qui soit d'importation étrangère ou date de notre siècle; tout appartient encore aux temps chevaleresques. Si l'empreinte primitive est ternie, aucune nouvelle trace ne se distingue, et le Portugais de nos jours, mutilé si l'on veut, n'est pas transformé. La situation générale de la société ne peut s'expliquer que par ses anciennes mœurs et la nature des atteintes successives qu'elles ont subies. Il faut donc, pour connaître le Portugal, savoir son histoire et surtout les traditions qui enchaînent les imaginations. Là se retrouvent les sentimens, s'il en existe encore, ou du moins les regrets du peuple; mais le peuple est la mer que les vents soulèvent. Quels sont les vents? d'où vient la tourmente? Les partis, les gouvernemens, ont causé les agitations du Portugal; leur action a pesé sur la nation, qui, sans se laisser pénétrer par les idées libérales, leur ouvre un passage facile et s'affaiblit sans s'éclairer. Il n'y a point d'harmonie entre le pouvoir et le peuple. Leurs tendances diffèrent, et leur union est forcée; de là un Portugal nouveau, plein de disparates et de contrastes, où la société est vieille et le gouvernement moderne. Comment rendre à ce pays l'ensemble et la vie qui lui manquent? Les théories politiques qui n'ont pu guérir ses maux ne suffiraient pas même à les définir. Mais chercher comment s'est formé le caractère national, c'est apprendre encore aujourd'hui à juger la société contemporaine; pénétrer dans les mouvemens qui l'ont agitée depuis vingt années, c'est connaître les gouvernemens et les partis. Je demanderai donc au passé quelles causes ont produit et développé les mœurs et les idées du Portugal avant d'examiner quelle conduite doit être désormais suivie pour lui donner un gouvernement à la fois libre et national.

Un fait dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui domine toute l'histoire portugaise. Les nobles aventuriers qui se rangèrent sous l'étendard du comte Henri et des rois ses descendans, ne vinrent pas asservir un peuple riche et puissant pour fonder leur existence féodale sur la perte de ses richesses et de ses libertés. Loin de là. Quand la race chrétienne, fort clairsemée dans le pays, eut vu reculer les infidèles, les guerriers étrangers furent considérés comme des libérateurs; ils trouvèrent les terres abandonnées, le sol à peu près inculte; et, comme il fallait sans cesse refouler la nation vaincue, la population chrétienne, même la plus infime, profita de tous les succès et s'y

associa. Chaque combat lui donna un nouveau territoire à exploiter, et ce fut à ces glorieux rois et à ces vaillans chevaliers que les uns durent leur liberté, les autres leurs terres, tous une patrie. En Portugal, l'histoire n'offre aucune trace de ces sentimens de haine et de jalousie que dans d'autres contrées le peuple a nourris contre les nobles. La raison de cette différence est fort simple. L'origine de la noblesse portugaise est la délivrance du pays; l'origine de la noblesse dans presque toute l'Europe est la conquête.

Aussi les deux grandes classes qui partout ailleurs divisent la société paraissent-elles unies par un lien de confiance, de respect et de familiarité; singulier mélange qu'un Français a peine à comprendre. Le cours des évènemens accrut encore l'harmonie qui s'était si facilement établie entre des guerriers et leurs compagnons. La civilisation romaine avait laissé peu de traces en Portugal; si la langue est latine et colorée d'un reflet arabe, tous les sentimens primitifs, toutes les libertés sont de race germanique, et le génie des Visigoths plane sur ce peuple, enfant de la foi et de la chevalerie. Après le gouvernement des Maures, il n'existait point de ces villes, centres de sociétés particulières, où aurait pu se former une bourgeoisie avec des intérêts différens de ceux des autres classes de la nation. Celle-ci n'avait donc devant les yeux qu'un seul état de choses plus aristocratique que féodal, et la masse sociale n'était travaillée ni par le mépris ni par l'envie. La noblesse avait fait le peuple, et avec l'aide du peuple conquis sa gloire et sa puissance; le Portugais pauvre ne connaissait d'autre moyen de s'enrichir que de prendre les armes. « Tout soldat est noble, » dit un vieil axiome national. Il ne s'offrait pas d'autre carrière qui pût exciter l'ambition. On n'entreprenait de guerres que pour le salut commun ou par un esprit de zèle religieux qui devait resserrer l'union des chefs et des soldats, et donner un but sacré aux efforts de toutes les classes.

Le souvenir de leurs rois, des guerriers des premiers temps, n'est resté si profondément gravé dans le cœur des Portugais, que parce qu'ils reconnaissent en eux les sauveurs de la patrie, les défenseurs de la foi. Il n'est pas un homme du peuple qui n'admire avec un patriotique enthousiasme Alphonse Henrique, le premier et le plus grand de ses rois, le vainqueur des Maures et de la Castille. Le cœur du plus humble se gonfle d'un légitime orgueil au nom éclatant d'Aljubarotta. Comment oublier Jean Ier, le glorieux bâtard, et son magnanime connétable? Nuno Alvarès est le plus poétique des chevaliers portugais. « Ce n'est pas, dit Camoens, un homme qui s'élance au combat, c'est un lion qui bondit et brise les remparts de fer. » Le Portugal était, à vrai dire, plutôt un nid de héros que la demeure d'un peuple. Toujours sous les armes, il fallut que les chevaliers, à peine vainqueurs des Maures, défendissent plus d'une fois leur conquête contre les Castillans. Souvent aussi ils se liguèrent avec ces nouveaux adversaires pour aller combattre au nom de la religion leurs ennemis anciens et invétérés. Le pays tout entier ne fut long-temps qu'un camp de croisés; il se retrempa sans cesse dans cet esprit guerrier et chrétien qui avait présidé à sa formation. On peut encore en découvrir la trace dans

la commanderie d'un des trois ordres religieux que presque tous les grands de Portugal possèdent héréditairement, et dont ils portent les insignes.

Chose plus singulière encore, ce furent les guerriers qui apportèrent au peuple ses richesses. Tandis qu'en Espagne les découvertes étaient entreprises par des soldats grossiers comme Pizarre, ou des gentilshommes ruinés comme Fernand Cortez, en Portugal les rois et les princes furent les hommes les plus aventureux comme les plus instruits de la nation, et les plus illustres seigneurs s'élancèrent dans la carrière des découvertes et des conquêtes lointaines. Vasco de Gama était d'une grande naissance; Gonzalvès Zarco da Camara découvrit Madère, et Cabral le Brésil. Pacheco, Almeida, Albuquerque, Castro, Menezès, Souza, Mascarenhas, tous ces grands hommes furent les plus célèbres comme les plus nobles parmi les conquérans et les vice-rois des Indes. Il n'existait pas d'industrie intérieure; toutes les richesses qui élevèrent le Portugal lui vinrent du dehors; c'étaient les dépouilles des peuples de l'Asie, les trophées de la gloire nationale. On ne connaissait de transactions commerciales que celles que faisait la victoire, et l'avidité même dut s'empreindre d'un caractère guerrier et presque héroïque. Le peuple vivait sans cesse dans les camps avec les gentilshommes; il s'assimila de plus en plus à eux par une communauté d'intérêts et de dangers, par la fraternité qu'amenait naturellement une vie d'aventures. Les traditions qu'un homme enrichi léguait à son fils n'étaient pas un recueil de maximes économiques sur l'art de gagner de l'argent, mais les souvenirs de merveilleux combats dans les Indes et le nom du chef renommé sous les ordres duquel il avait vaincu les infidèles. Il plaçait son honneur à devoir sa fortune au talent de son capitaine, à identifier ainsi la jouissance de son bien-être et la gloire de sa patrie.

Ainsi, le Portugal, fondé par la conquête et la foi religieuse, vécut, s'agrandit, s'enrichit par la guerre et les expéditions lointaines. Pendant plus d'un siècle, les regards de la nation furent exclusivement tournés vers le dehors. De là une disposition des esprits qui dure encore et des tendances qui sont restées les mêmes. Mais ce qui fit jadis la prospérité et la puissance de la nation n'est pas une des causes les moins actives de sa décadence actuelle; elle était, au moment de la conquête des Espagnols, comme un grand arsenal rempli de soldats, de marins, de capitaines et de martyrs; elle devint ensuite une pépinière de moines, de colons, d'officiers et de chercheurs de fortune; et maintenant que leurs plus belles colonies leur ont échappé, les Portugais reportent sans intérêt leurs yeux sur eux-mêmes. L'extérieur leur manque; l'intérieur ne les excite pas : c'est une trop vieille habitude nationale que de le négliger. L'imagination populaire n'est plus émue, et l'esprit public ne l'a pas remplacée. Les anciennes routes de la fortune et de la gloire sont en même temps fermées. Au désenchantement absolu s'ajoute la misère universelle. La nation n'a plus de goût à rien. Elle a perdu tout ensemble sa poésie et son bien-être. Le vieux génie portugais ne se révèle que par le profond découragement et la prostration du peuple, qui ne sait ni ne veut se soumettre à la

nécessité. L'activité plus productive que glorieuse qui convient aux nations civilisées répugne trop à sa nature et au charme de ses souvenirs; il aime les aventures, et non le travail.

En 1580, la domination des Espagnols n'apporta aucun changement aux relations mutuelles du peuple et des nobles, mais elle déprima tous les cœurs sous l'étreinte du génie monacal, cet auxiliaire du despotisme castillan. La nation entière s'affaissa dans l'oisiveté; elle perdit sa vigueur conquérante, et les semences de toute gloire à venir furent étouffées. Les traditions, sans se perdre, devinrent, dans la bouche des vieillards, plus merveilleuses et plus ornées; mais, si elles occupèrent davantage l'imagination, elles tinrent moins de place dans la vie réelle et sérieuse. La perte de la bataille d'Alcasser avait dépeuplé le Portugal de ses chefs et de ses soldats; désormais nulle occasion ne s'offrit d'en former de pareils.

Cependant la noblesse eut encore un beau jour. Quarante seigneurs, s'étant réunis, délivrèrent le pays du joug espagnol et proclamèrent roi le duc de Bragance; cette nouvelle gloire ne fit que voiler le déclin de l'aristocratie portugaise. Plusieurs circonstances contribuèrent sans doute à consommer sa destinée; le temps de la puissance individuelle, le temps des héros était passé. L'esprit des siècles qui s'avançaient a pu également affaiblir la vieille organisation créée par la foi, cimentée par la victoire; mais des causes intérieures, des nécessités économiques, exercèrent une influence plus positive. Délivrés du joug espagnol, les Portugais retrouvèrent un monde maritime nouveau, où le commerce et l'industrie l'emportaient sur la chevalerie aventureuse. La Hollande et l'Angleterre avaient pris l'essor, et leurs solides conquêtes se fondaient sur l'utilité. Circonscrits, pressés de toutes parts, les Portugais épuisés se trouvèrent entourés de maîtres là où ils avaient régné sans rivaux. Ils remirent leur épée dans le fourreau, et, ne sachant modifier ni leurs idées ni leurs mœurs, ils abaissèrent leur caractère aux chances de leur fortune. Restait le Brésil, dont la prospérité s'accrut. Mais cette colonie était d'une autre nature que les possessions indiennes, et soit qu'elle ait enrichi temporairement la nation, soit qu'en définitive elle l'ait appauvrie de toute sa population active et industrieuse, toujours est-il que, ne donnant à l'aristocratie aucune occasion d'acquérir de la gloire et du talent, elle ne put qu'alimenter ses vices et satisfaire sa vanité. L'affaiblissement moral de la noblesse fut un mal général; la corruption descendit d'elle aux autres classes du peuple; la décadence de l'aristocratie ne grandit personne, le vide qu'elle laissa ne fut pas rempli.

Les princes de la maison de Bragance devaient trop aux nobles pour que ceux-ci ne leur portassent pas ombrage; la reconnaissance est un lourd fardeau pour les puissans. Aussi voit-on les rois de cette dynastie, tout en cherchant à attirer à eux les membres des premières familles, s'efforcer de ruiner leur autorité. Les grands, retenus à la cour et uniquement occupés de ses frivolités, perdent de leur valeur; leur influence tombe entre les mains des gentilshommes du second ordre, qui n'osent pas être puissans; les anciens

élémens qui formaient la nation commencent à se disjoindre et à se dégrader. Les maux actuels, la démoralisation des hautes classes, doivent être attribués aussi à une cause tellement mesquine, qu'on a peine à l'accuser de si désastreux effets: je veux dire la création de places de cour de rangs différens, qui furent une source perpétuelle de mépris et d'envie. Elles mirent en rivalité deux portions de la société qu'on vit s'user et se rapetisser dans des querelles obscures et puériles. Enfin l'influence de la dynastie de Bragance sur l'aristocratie en Portugal pourrait se comparer aux effets produits en France par l'avénement de la maison de Bourbon, si en France, pendant que les derniers remparts de la féodalité tombaient, une classe ne s'était élevée, riche, instruite, prête à saisir le pouvoir, et à l'exercer suivant les instincts de la nation. Là, au contraire, il ne se produisit que des prétentions; rien d'actif, rien de fort; tous les buts sérieux de la société furent négligés et dédaignés. Le désœuvrement social, voilà ce que l'esprit d'égalité moderne a donné au Portugal. Une noblesse de second ordre s'agite pour s'élever aux dignités et atteindre aux faveurs de la première. Les fonctions du gouvernement sont méprisées: on ne recherche que l'influence de cour, seule elle passionne, seule elle excite l'envie, défaut capital de la nation; mais dans les anciens temps on se proposait un but si glorieux, qu'il était permis peut-être d'y tendre avec trop d'avidité, et ce vice avait quelque chose de moins bas quand il s'agissait de la conquête et du gouvernement des Indes. Si beaucoup de grands hommes ont cruellement expié leurs hauts faits, si le dominateur des mers de l'Inde, l'illustre Pacheco, a langui dans les fers, au moins, à défaut du bonheur, le destin lui donnait la gloire, comme dit Camoëns de don Pedro Mascarenhas. Le peuple n'avait aucune connaissance de cette sourde révolution et de l'affaissement graduel des classes élevées. Il conservait ses souvenirs purs et intacts, il adorait ses rois, vénérait ses nobles, et demeurait calme et confiant, tandis que la société était ébranlée, non par la base, comme elle le fut en France, mais par le faîte, qui l'écrasa dans sa chute.

Le marquis de Pombal précipita la catastrophe et pesa sur la société portugaise de toute la puissance de son despotisme, de toute la force de sa supériorité.

L'administration de cet homme d'état a trouvé en France de nombreux admirateurs. Les philosophes, dans leur passion pour les idées nouvelles qu'il imposait à son pays, lui ont facilement pardonné d'avoir massacré des nobles, exilé des prêtres, et fait, au profit de la philosophie, un cruel usage de l'inquisition. En Portugal, les sentimens à son égard sont loin d'être unanimes, et le peuple a plus conservé le souvenir de ses échafauds que de son génie. En France, on donne une médiocre attention aux faits; on juge les idées, et, suivant qu'on les approuve ou non, on admire ou on blâme la conduite. Les Portugais, au contraire, se soucient peu des maximes générales, ils ne les comprennent guère; mais ils discernent et apprécient les sentimens avec un tact remarquable, et chez le marquis de Pombal, si le ministre était grand, l'homme fut bien petit. « Quels étaient les mobiles de ses actions? disent ses ennemis; la haine, l'envie

des passions égoïstes et cupides. Quel fut son but? le despotisme. De quels moyens se servit-il? de la plus odieuse terreur, du meurtre, de la calomnie et de la délation. En définitive, quels résultats a-t-il obtenus? Voyez les maux qui nous accablent. Sans doute, il a effectué des améliorations, l'ordre matériel lui doit quelque progrès; mais en même temps il a miné toutes nos croyances, bouleversé nos traditions, désenchanté le peuple; et, lorsque sa main puissante ne fut plus là pour soutenir son œuvre, le désordre moral enfanté par lui amena la chute de l'ordre matériel qu'il avait créé, et il devint ainsi le destructeur posthume de son propre ouvrage. »

Tout, il est vrai, ne fut pas destruction dans l'œuvre du célèbre ministre. La noblesse de province, la magistrature et le peu de haute bourgeoisie qui existât en Portugal, acquirent sous son gouvernement plus de consistance et de développement. Il favorisa le commerce et l'industrie par la fondation de corporations et de compagnies dont la plus célèbre est celle des vins de Porto. Enfin il facilita les moyens généraux d'instruction, et jusqu'à un certain point les mit en harmonie avec la philosophie française.

Si un despotisme minutieux, cupide et cruel n'eût rongé la société et n'eût été à lui seul une cause de décadence, le marquis de Pombal eût sans doute fait faire de grands pas à la nation, et dans un autre pays l'impulsion énergique de son gouvernement aurait imprimé un mouvement dont la civilisation eût recueilli plus tard les fruits; mais les instincts portugais étaient trop tenaces pour être ainsi modifiés, et plus forts sur leur sol que les idées du XVIIIe siècle. En allant à l'encontre des vieilles mœurs, le despote Carvalho ne fit que tout ébranler, sans rien consolider de nouveau. Ce qu'il édifia tomba rapidement; la noblesse devint moins puissante, moins apte à la pratique des affaires, moins capable de commander par le caractère et par le talent. Elle seule conserva cependant quelque autorité sur les souvenirs du peuple; elle n'eut plus de force réelle, mais, si je puis m'exprimer ainsi, son ombre effaçait dans les cœurs toute autre image. La bourgeoisie ne put prendre racine, et la main d'une faible femme, de la pieuse reine Marie Ire, renversa en un instant l'œuvre de la philosophie moderne; et comme le gouvernement nobiliaire qui succéda à l'administration du marquis de Pombal, n'aspira qu'à détruire à son tour, dès leur naissance les nouveaux élémens de force subirent le sort des anciennes institutions.

Le clergé a toujours exercé une grande autorité dans la société portugaise. Dès les premiers temps de la monarchie, les évêques, héritiers des prélats visigoths, dominèrent dans les réunions des cortès, et allèrent jusqu'à renverser des rois; la déposition de don Sanche II prouva leur puissance et leur patriotisme. A l'époque des conquêtes, lorsque la gloire des navigateurs et des guerriers remplissait d'orgueil le peuple enivré, cette influence s'affaiblit beaucoup; mais la réaction qui suivit dans la Péninsule l'apparition de la réforme au nord de l'Europe rendit à l'esprit sacerdotal toute son énergie. Si le clergé ne forma plus une force politique aussi distincte au milieu de celles de la nation, il la pénétra de toutes parts, il s'infiltra dans toutes les classes, et les im-

prégna de son esprit. Sous la dynastie de Bragance, le clergé régulier prit beaucoup d'accroissement, et l'action des ordres mendians sur les mœurs de la nation devint si active et si corrosive, qu'on ne saurait guère l'en séparer. On peut donc diviser l'histoire portugaise en trois grandes époques, marquées de caractères différens : celle des évêques, celle des nobles, celle des moines. Le marquis de Pombal, tout en accablant les ordres monastiques supérieurs, épargna les plus humbles. Les franciscains gagnèrent aux dépens des jésuites, comme les petits gentilshommes s'étaient accrus au préjudice des grands. Ce fut un abaissement et non une réforme. Aujourd'hui les prêtres et les moines se sont mêlés à tant de guerres et de dissensions civiles, beaucoup d'entre eux ont tellement avili leur caractère en mettant la religion et leurs personnes au service de toutes les passions et de toutes les intrigues, que le clergé portugais a dû subir la loi générale et partager la dépréciation qui pèse sur le pays (1). Du reste, la révolution historique qui date du règne des Bragance a partout produit les mêmes effets; tandis que les idées, les sentimens du peuple, demeuraient immobiles, elle a constamment autour de lui abattu tout ce qui était élevé. Les préjugés et les vices des classes inférieures ont été encouragés pour éteindre toute supériorité, et quand, par suite des vides faits dans la société portugaise, un nouvel état de choses s'est de lui-même substitué au précédent, il est arrivé qu'à défaut d'une aristocratie habile et d'un clergé distingué, on trouva moins encore un peuple fait pour la liberté et propre à sa situation nouvelle.

On voit que, de tous les anciens élémens constitutifs de la nation portugaise, le pouvoir royal était seul resté intact; il s'était même accru, et se serait enrichi des dépouilles de tous les autres, si de pareils héritages pouvaient jamais solidement profiter aux princes. Le peuple portugais n'est pas de caractère à se mêler de ses propres affaires; il laisse faire ceux qui le gouvernent, il blâme, il dénigre, sans agir jamais; il attend qu'un évènement, auquel il compte bien ne prendre aucune part, le tire d'embarras, et se contente de regretter et d'adorer le passé. Le pouvoir royal était donc la seule force vivante; il portait le poids de toutes ses usurpations, et le sort du Portugal et ses destinées futures dépendaient de la manière dont il serait exercé. Malheureusement, ce lourd fardeau tomba, à la fin du dernier siècle, entre les

(1) Les étrangers s'étonnent de voir le mépris et les insultes dont les gens du peuple accablent souvent un moine de Saint-François, et en même temps le profond respect qui accueille et accompagne le passage du viatique; tout le monde s'agenouille, se découvre, baise la terre et prie avec ferveur. Les Portugais ne se piquent pas de logique; ils sentent et ne raisonnent pas. C'est l'esprit qui se complaît dans l'analyse, non le cœur. Les sentimens exercent sur eux l'influence qui appartient aux idées chez nous, et l'imagination joue le même rôle que le caractère pour les Français. Aussi leurs instincts sont-ils les plus tenaces et les plus permanens qu'on puisse voir, tandis que rien n'est plus fugitif que leurs engouemens et plus contraire que leurs fantaisies. C'est une société immobile au fond, mais dont le souffle le plus léger agite la surface.

mains d'un prince bien peu capable de soutenir la nation au milieu des pénibles circonstances qui vinrent l'assaillir. La situation du Portugal, enveloppé par la Castille, fut telle dès l'origine, qu'au prix de sa nationalité, il lui fallait être commandé par des chefs habiles. Ses souverains eurent surtout à remplir les fonctions de généraux d'armée, et le peuple le plus passionné pour ses rois ne put jamais les souffrir incapables. Mille traits de l'histoire portugaise prouvent ce double instinct de la nation qui la portait à s'abandonner tout entière à ses princes et à beaucoup attendre d'eux. Sous l'empire de cette nécessité, de grands hommes se succédèrent sur le trône, et les rois faibles furent renversés, soit par les prêtres, soit par les nobles. L'imprudence du seul don Sébastien causa la perte du Portugal et le fit gémir pendant soixante ans sous le joug de la Castille. Les rois de la maison de Bragance, moins brillans que leurs devanciers, et, au contraire de ceux-ci, plus princes que gentilshommes, déployèrent des facultés de commandement, et jusque dans ces derniers temps Jean V, par la magnificence et la splendeur de ses fondations, charmait les yeux du peuple ébloui. La chute fut soudaine et complète; au roi don Jose succéda la reine Marie Ire, et, lorsqu'elle fut atteinte de monomanie religieuse, le débile Jean VI monta sur le trône.

En 1807, les Français entrent en Portugal; le roi s'embarque pour le Brésil avec sa cour, et laisse son pays désarmé sans gouvernement. Puis, quand les Portugais, se souvenant de leur passé glorieux, lèvent l'étendard de l'indépendance au nom de leur roi et de la religion, Jean VI confie l'exercice de ce même pouvoir, que vient de lui reconquérir la nation, aux Anglais, qui exploitent le Portugal et l'épuisent d'or et de sang. Ainsi, abandonnant son peuple, il l'a deux fois livré aux étrangers; sa faiblesse insigne a fait naître de cruelles factions. Du moins le peuple révérait Jean VI, tout en renversant son gouvernement, tout en lui insultant; mais les princes de la famille royale ont attaqué le monarque leur père, l'un au nom de la liberté, l'autre au nom du despotisme : le premier lui a ravi un empire, le second l'a poursuivi dans son propre palais, et c'est sur la tête du monarque débile qu'il a porté la main pour en arracher la couronne. Quand la toute-puissance a été usurpée, il a bien fallu discuter les titres, contester, juger, scruter la conduite. C'est alors que le peuple a vu à nu l'ame de ses princes; le prestige s'est effacé, et le doute sur la légitimité de la personne a ébranlé la foi dans le principe.

La royauté a donc subi le sort de la noblesse et du clergé, et de tout le vieil édifice de la monarchie portugaise il ne reste que des cendres. Je suis loin de m'en étonner, et quand je considère la conduite des princes, de la noblesse, du clergé, chargés de veiller sur une nation qui s'abandonne elle-même, ce qui me surprend, c'est que le peuple porte encore tant de respect aux fragmens mutilés de son ancien culte. Je n'en vois qu'une raison : il n'a rien pour les remplacer. Tout ce qu'on lui a offert est contraire à ses instincts, à sa nature, et n'a été que le prétexte ou l'occasion de nouveaux malheurs; il n'a rien admis, et, placé entre le néant et la grande ombre que projette le passé,

il s'attache à ses magnifiques souvenirs; il aime encore, bien qu'il ne croie plus.

Enfin la bourgeoisie elle-même a été entraînée dans la décadence des autres classes. Accablé par tant de causes de ruine, le négoce a disparu : le port de Lisbonne est aujourd'hui désert, et les nouvelles fortunes n'ont pu s'élever qu'en exploitant le désordre financier de l'aristocratie. Au commerce a succédé l'usure. Mais pourquoi, demandera-t-on, si la noblesse, le clergé, la royauté, la bourgeoisie elle-même, ont tant perdu de leur influence, pourquoi prétendre que le peuple ne marche pas vers la liberté? C'est que, pour se conduire soi-même, il ne suffit pas de n'avoir point de maîtres. C'est le peuple qui gémit le plus de l'état actuel; c'est encore lui qui se croit le plus malheureux. Plus que les classes supérieures, il est étranger au pouvoir qui le domine. Qui donc gouverne? Il faut bien que ce soit quelqu'un; ce n'est personne, ou du moins presque personne. Les dernières années du directoire ne nous offrent-elles pas un spectacle à quelques égards semblable?

Par suite de la perte de tous les anciens débouchés et de tous les moyens légitimes de fortune, et aussi à cause de cet esprit aventureux et joueur qui fit faire jadis aux Portugais de grandes choses, il s'est formé une classe à part, qui s'occupe uniquement d'intrigues politiques, s'en nourrit et s'y consume. Elle s'est accrue par les révolutions et les bouleversemens successifs qui ont échauffé toutes les vanités, renversé toutes les barrières, et laissé chaque fois un peu d'écume sur le rivage. Cette espèce d'hommes est presque la seule qui s'intéresse aux affaires publiques; elle occupe toutes les charges de l'administration, fait ce qu'on appelle l'opinion, s'empare des élections, et remplit les siéges des cortès. Pouvoir exécutif et pouvoir législatif, tout lui appartient; elle est à la fois peuple et gouvernement. Le nombre de ces politiques n'est pas considérable, je n'ose fixer un chiffre, tant il paraîtrait hors de toute proportion avec les effets; mais, si petit qu'il soit, il est encore trop grand pour le budget appauvri du Portugal. Une partie de ce monde, tantôt l'une, tantôt l'autre, est alternativement délaissée; elle souffre et vit dans le besoin, l'amertume et l'envie. Le poste le plus élevé est si facile à atteindre, et le plus bas si précaire, que l'ambition n'a rien qui la retienne, et la modération rien qui la satisfasse. Ainsi, pour supplanter les possesseurs de quelques misérables places dont les appointemens ne sont jamais payés, quelques centaines d'hommes renversent des constitutions et ébranlent des trônes. Le peuple demeure froid et impassible, il s'écarte de l'arène où son sort se décide, comme un homme prudent et de goût délicat fuirait une rixe de carrefour.

Pour étudier le gouvernement du Portugal, il faut presque oublier ce pays, se placer en dehors, et s'occuper exclusivement de la classe particulière qui vient d'être signalée. Ces hommes influent seuls sur la direction des affaires, ils sont les citoyens actifs; ils forment la nation politique, le pays légal, comme on dit chez nous. C'est dans leur monde que se passent presque tous les évènemens que les journaux racontent, et que naissent et se perdent ces ombres

de gouvernemens et ces apparences de révolutions que l'Europe prend quelquefois plus au sérieux que le Portugal lui-même.

Ces réflexions étaient peut-être nécessaires avant d'entrer dans le récit de l'histoire contemporaine; pour comprendre la vérité des faits, il faut savoir distinguer le peuple des partis, et ne jamais confondre ceux-ci avec le gouvernement. Le peuple a dans le mouvement de la société portugaise une importance qu'il serait insensé de dédaigner. Son action obscure est tout indirecte; sa force est passive. En général, il paralyse les résultats et met obstacle aux conséquences des faits. Mais, sauf quelques émotions passagères et frivoles, la masse, même par la pensée, ne prend aucune part aux crises que son éloignement corrompt ou dénature. Le gouvernement est le produit variable de trois élémens disparates : d'un peuple inerte et défiant, de partis que traversent mille passions individuelles, et qui connaissent leurs drapeaux mieux que leurs principes; enfin d'idées quelquefois étrangères aux sentimens de ceux qui les invoquent.

II.

Depuis le commencement de ce siècle, deux pays, la France et l'Espagne, exercent une grande influence, mais à des titres et à des degrés divers, sur le mouvement des esprits en Portugal. L'Angleterre, plus puissante sur le littoral qu'aucune autre nation, commande souvent et se fait toujours obéir, mais elle ne dirige pas l'opinion et elle révolte les sentimens. La France, au contraire, est aimée; beaucoup de Portugais, dans les émigrations successives, ont trouvé chez elle un sûr et agréable asile, et l'éclat de ses crises multipliées frappe les imaginations. Toutefois son importance tient à ce qu'elle a donné la langue politique; par l'expression, elle agit jusqu'à un certain point sur la pensée, qui ne vient presque jamais d'elle, et la forme domine le fond. C'est une tyrannie d'imitation que facilitent la faiblesse des convictions et le dégoût d'une impuissance prolongée. On parle d'une façon et l'on sent d'une autre; mais on parle tant et l'on sent si peu, qu'au milieu de cette discordance tout devient bientôt indifférent; et si la France n'impose pas ses idées au nouveau Portugal, elle contribue à y étouffer l'expression des sentimens du vieux pays.

L'action de l'Espagne est d'une tout autre nature; les Castillans et les Portugais se ressemblent beaucoup moins qu'on ne le dit, et s'aiment fort peu. Cependant le contre-coup de presque tous les mouvemens politiques qui ont ébranlé l'Espagne s'est fait ressentir chez ses voisins; il y a là un effet physique plutôt que moral, né du contact et de la position géographique, non de la sympathie et de la ressemblance des idées. La même tempête soulève dans les deux pays des élémens contraires; les désirs, les griefs, les intérêts, peuvent être différens, mais l'incendie ne se propage pas moins, et s'étend à la Péninsule entière. Ce résultat, dû quelquefois à des sociétés secrètes et au concert de cabales apostoliques, tient néanmoins à des causes plus constantes. Dans

les deux royaumes de la Péninsule, l'épuisement des convictions, l'absence des volontés publiques, se joignent à l'intempérance des imaginations et au dérèglement des désirs individuels. Au bruit d'une crise en Espagne, tous les hommes épars en Portugal que rapprochent la cupidité ou l'ambition, se réunissent dans une même espérance et parviennent à se créer un but commun. Ils entreprennent, et rencontrent rarement quelque résistance. Chacun est préparé aux crises; les uns se proclament vainqueurs, les autres se reconnaissent vaincus.

Il est cependant des révolutions dont les motifs ne furent pas aussi frivoles, et celle de 1820, encouragée par les troubles de l'île de Léon, aurait éclaté sans cette insurrection. Deux causes récentes provoquaient un mouvement en Portugal. La nation ne pouvait se résigner à demeurer plus long-temps colonie du Brésil, où continuait à résider le roi, et vassale de l'Angleterre, qui dominait par l'épée de lord Beresford. L'armée surtout était impatiente du joug, et plusieurs officiers avaient été déjà victimes de leur généreux patriotisme (1). Mais un mal plus profond, la misère, dévorait la société portugaise. Certes, il n'y aurait pas eu lieu de s'étonner si les Portugais, humiliés, délaissés, eussent poussé d'eux-mêmes un cri de liberté et tenté de relever de leurs propres mains l'antique édifice de la gloire nationale; toutefois, ils s'insurgèrent par un motif plus modeste. « C'est, dit le manifeste du gouvernement provisoire, par le droit qu'ont les hommes de lutter contre le malheur. » Qui le croirait? c'est en partie par amour de l'*adorable maison de Bragance*, selon l'expression de la proclamation de Porto, que se fit cette révolution si démocratique, qui refusa au roi jusqu'au *veto* suspensif. Il faut se reporter aux idées de 1820. Le mot vague de cortès n'avait rien, en Portugal, d'hostile à la royauté; il rappelait les plus éclatans souvenirs de la monarchie, la gloire de Jean Ier comme la restauration de Jean IV. Le roi et les cortès étaient pour la masse des Portugais une même idée. On prit le drapeau de la liberté, parce que les voisins en donnaient l'exemple, et que l'esprit du XIXe siècle ne souffrait pas d'autre remède aux maux présens.

Ce mouvement vraiment populaire et unanime dévia bientôt de sa direction première. Le peuple, qui avait applaudi à la révolution, en ignorait les principes; il ne suivit pas ses nouveaux chefs dans les phases de leur pouvoir orageux, et, peu de temps après que le gouvernement provisoire eut été organisé à Lisbonne, un semblant d'émeute, dont les auteurs même ne connaissaient pas l'importance, fit décider par une autorité incertaine que les députés seraient élus d'après la loi des cortès de Cadix. Le suffrage universel favorisa les hommes passionnés et entreprenans, au préjudice des gens timides qui reculèrent devant la violence des luttes constitutionnelles. Les élections devinrent plus politiques que la nation; ce fut un grand malheur, et l'origine de la perte des cortès. Cette assemblée ne parvint alors qu'à faire une constitution servilement cal-

(1) En 1817, M. Gomez Freire et onze autres officiers avaient été condamnés à mort par l'influence de lord Beresford et exécutés par ses ordres.

quée sur celle d'Espagne, et à établir un gouvernement moins empreint d'un libéralisme pratique que d'un esprit révolutionnaire et anti-religieux. Tel fut le triste résultat d'idées excellentes et généreuses, mais apprises par cœur, et qui n'émanaient pas de la nature même des choses. Tout gouvernement qui a perdu le sentiment national est impropre à remplir sa tâche, et celui de 1820 ne fit que professer des idées étrangères et nouvelles, qu'il mêla dans la pratique d'anciens vices portugais.

Le roi, obéissant au vœu de la nation, avait quitté le Brésil et était venu se placer sur son trône constitutionnel; les Anglais avaient disparu; le mobile commun de la révolution n'existait plus, et les cortès s'étaient isolées du peuple en défendant trop ardemment ses droits. La misère augmentait toujours. La séparation du Brésil, hâtée peut-être par les fausses mesures des cortès, et dont on les rendit responsables, fut suivie d'un énorme déficit dans les recettes, et causa le mécontentement le plus vif. Ce fut au milieu de cette disposition des esprits que se termina la session des cortès constituantes, qui avait duré près de deux ans. Le 1er décembre 1822, les cortès ordinaires s'assemblèrent à Lisbonne sous les plus sinistres présages. Un parti actif s'organisait contre elles. La reine Charlotte avait refusé de prêter serment à la constitution, et les intrigues qu'elle ourdissait du château de Ramalhao, où les cortès l'avaient exilée, animaient les complots des absolutistes. La réunion des troupes françaises sur les Pyrénées les encourageait encore, tandis que dans l'assemblée une minorité anarchique entravait la marche du gouvernement. Celui-ci n'était soutenu que par une majorité incertaine, et ne pouvait compter sur l'armée, qui n'était pas payée; il fut tracassier plutôt qu'énergique, et devint plus oppressif à mesure qu'il était plus faible et plus abandonné. Il s'aliéna tout le monde, et enfin resta sans force au milieu des partis extrêmes.

Cette situation fut encore aggravée par la révolte du comte d'Amarante, qui, à la fin de février, proclama le roi absolu dans la province de Tra-os-Montès. Le comte d'Amarante, ce maniaque intrépide, plus connu sous le nom de marquis de Chaves, sans appartenir à l'une des plus grandes maisons de Portugal, était d'une naissance distinguée. Son père, Francisco da Silveira, avait joué un noble rôle dans la guerre de l'indépendance; ses alliances et le crédit de sa famille faisaient de lui un ennemi dangereux; plusieurs gentilshommes des provinces du nord, la plupart ses parens, se joignirent au marquis, et ce ne fut pas sans étonnement qu'on vit au nombre de ses adhérens MM. Antonio da Silveira et Gaspard Texeira (1). Le premier avait été chef de la junte de Porto, et tous deux s'étaient montrés les plus ardens promoteurs de la constitution espagnole. Le marquis de Chaves, après quelques combats peu importans, fut forcé de se retirer, avec près de trois mille hommes, dans le royaume de Léon.

(1) M. Antonio da Silveira fut créé depuis vicomte de Canellas, et M. Gaspard Texeira vicomte de Peso da Regoa. Comme presque tous les personnages qui jouèrent un rôle dans ces évènemens ont changé de noms dans la suite, je me servirai, pour les désigner, des titres sous lesquels ils sont généralement connus.

Pendant ce temps, l'armée française faisait des progrès en Espagne; tous les jours la faction absolutiste grossissait à Lisbonne, et le parti des cortès se disloquait de plus en plus. Le roi craignait tout le monde et toutes choses, et, redoutant le vainqueur, quel qu'il fût, restait plongé dans une complète inertie. Il est certain que beaucoup des malheurs qui accablèrent le Portugal et qui amenèrent tant de guerres civiles doivent être attribués à la faiblesse et au pusillanime égoïsme de Jean VI. Cependant, si l'on se rappelle ses souffrances et ses longues infortunes privées, on ne peut se défendre d'une certaine sympathie pour ce prince, qui fut malheureux comme roi, comme fils, comme père, comme époux, et qui, à la fin de sa triste existence, eut à trembler pour sa vie au milieu de sa famille. On lui sait même gré de cette banale bonté qui ne va pas jusqu'à faire le bien. Le peuple, qui méprisait son gouvernement, adorait sa personne. Une fois par semaine, suivant l'ancien usage, il donnait une audience publique qui durait jusqu'à la nuit; tout le monde pouvait venir le solliciter, et les gens des dernières classes allaient en foule causer avec le roi de leurs affaires privées. Mais cette bienveillance générale ne lui donnait aucun appui, et personne ne se compromettait pour un prince qui ne savait qu'obéir à la terreur présente.

La crise que tout annonçait depuis long-temps éclata le 27 mai. Au point du jour, un régiment d'infanterie quitta Lisbonne, et, à peine sorti des portes de la ville, proclama le roi absolu. Le commandant vicomte de Santa-Martha présenta aux soldats l'infant don Miguel, qui, à l'instigation de sa mère, s'était échappé pendant la nuit du palais de Bemposta; la colonne insurrectionnelle se grossit peu à peu de milices, de soldats, d'hommes de toutes les conditions et presque de tous les partis; enfin ses chefs se crurent assez forts pour s'arrêter à Santarem, où les personnages les plus importans de Lisbonne ne tardèrent pas à les joindre.

Les cortès, à la nouvelle de ce soulèvement, confièrent des pouvoirs extraordinaires au général Sepulveda, chef militaire de l'insurrection de Porto; mais, dès le lendemain, on connut de nombreuses défections, le général Sepulveda devint suspect, et M. Jorge Davilèz (1) fut nommé commandant des troupes. Presque tous les fonctionnaires publics désertaient leur poste, d'autant plus empressés de se joindre à l'infant, qu'ils s'étaient plus compromis dans le parti contraire. Les cortès s'abandonnaient elles-mêmes; la contre-révolution devenait inévitable, une réaction sanglante était imminente, et le roi, presque seul, entouré de bien peu d'amis, pouvait en être la victime.

Ce fut alors que le marquis de Loule, auquel son dévouement coûta plus tard la vie, pressa le monarque, délaissé par ses troupes, qu'entraînait loin de sa personne un zèle royaliste, de courir après ces déserteurs trop fidèles, et, en se mettant à la tête de l'insurrection, de la modérer et de détourner une partie de ses effets. Jean VI, qui ne demandait qu'à trembler en repos, sentait son cœur défaillir; le serment qu'il avait prêté à la constitution le retenait

(1) Vicomte de Reguengo.

aussi, et l'on doit dire à son honneur qu'il fut un des derniers à le violer. Mais il craignait par-dessus tout de se mettre à la merci des partisans de la reine, et il n'osait approcher de son fils. Les circonstances étaient impérieuses, le 18e régiment d'infanterie, le dernier qui restât à Lisbonne, accourut sous les fenêtres du roi, le suppliant de se placer à sa tête, et Jean VI fut entraîné presque de force vers Villa-Franca, escorté par une foule immense qui faisait retentir l'air de vivats et d'acclamations. Tout le monde alors voulut être des vainqueurs, et il fallait n'avoir ni un mauvais cheval ni une épée rouillée pour rester à Lisbonne. Arrivé à Villa-Franca, le triste monarque envoya M. de Loule porter à l'infant une lettre qui lui ordonnait de venir aussitôt rejoindre son père. Celui-ci prétendit que le soin de ses troupes le retenait à Santarem. Alors le comte de Subserra et tous les royalistes fidèles quittèrent cette dernière ville pour aller retrouver Jean VI. Les affiliés du parti de la reine étaient encore peu nombreux. L'infant ne pouvait recevoir d'instructions de Ramalhao; il obéit donc à une seconde injonction, faite par le comte de Subserra au nom du roi, et, pour prix de son obéissance, il obtint le titre de généralissime. Le 5 juin, Jean VI rentra dans Lisbonne au milieu de cris d'enthousiasme qui contrastaient avec l'abattement de sa physionomie. On cloua la porte du palais des cortès, qui s'étaient séparées après avoir rédigé une protestation, et la contre-révolution fut consommée.

Il est assez difficile de se reconnaître au milieu de ces évènemens, dans la confusion desquels s'ébauchèrent les divers partis qui ont depuis dominé en Portugal. Tout se passa si rapidement, que l'on serait réduit aux conjectures si la suite n'avait tout expliqué. La constitution fut détruite, mais les absolutistes ne triomphèrent pas complètement. Jean VI resta sur le trône, des hommes modérés l'y entourèrent. MM. de Palmella et de Subserra formèrent un ministère, le roi promit des institutions libérales, et presque tous les employés des cortès conservèrent leurs postes. Le triomphe de la royauté ne fut donc pas une victoire complète pour le despotisme; il y a dans l'absolutisme plus de nuances qu'on ne semble en admettre en France. Le but de la reine et de l'infant était manqué; le roi, en se rendant à Villa-Franca, avait ruiné les espérances de leur ambition. Depuis l'entrée des Français à Madrid, personne ne croyait plus à la durée des cortès, et la véritable et sérieuse lutte avait eu lieu entre le roi et la reine, entre Villa-Franca et Santarem, où les complots de l'infant avaient été étouffés sous le nombre de ses partisans; on comprendra le désappointement des absolutistes au milieu de leurs chants de triomphe. La chute des cortès ôtait désormais tout prétexte au zèle royaliste. Il fallut donc jeter le masque et recourir à la terreur.

Mais, avant d'aller plus loin, je dois donner quelques détails sur celle qui fut l'ame de tant de troubles et de complots.

La reine Charlotte, contrefaite d'esprit, de cœur et de corps, ne fut pas une épouse fidèle; les raisons qu'elle se plaisait à alléguer ne sont pas de celles que l'on peut écrire. Je dirai seulement, à cause de l'intérêt politique, que, vers la fin de 1803 ou le commencement de 1804, elle donna à son époux des preuves

d'infidélité d'une telle nature, qu'il fut forcé de rompre tout rapport intime avec elle. L'affliction qu'éprouva le prince, jointe au mauvais état de sa santé, le fit tomber dans un état de marasme accompagné d'accidens nerveux. La reine renonça dès-lors à dominer le cœur du roi, et résolut de profiter de l'état où elle-même l'avait réduit pour tramer une conspiration. Jean VI devait être conduit de force à Villa-Viciosa, et déclaré en état d'imbécillité, tandis qu'avec le titre de régente la reine Charlotte aurait gouverné au nom de la reine Marie (1). C'était un complot dans l'ancien style, une conjuration de palais, à laquelle les principes politiques n'eurent aucune part. Au moment de l'exécution, la reine s'effraya, se jeta aux pieds du roi et lui dénonça ses complices. Forcée ensuite de suivre tous les membres de la famille royale dans leur fuite au Brésil, elle affecta de ne pouvoir supporter ce climat, dans l'espoir de retourner à Lisbonne, et de parvenir, une fois en Portugal, à gouverner le royaume. En même temps ses intrigues allaient chercher les chefs de plusieurs provinces de l'Amérique du sud, entre autres, le docteur Francia. Lorsque, après la révolution de Porto, le roi fut rappelé en Europe, comme il parut au premier moment essayer d'en imposer aux cortès, elle s'efforça de séduire les membres les plus exaltés de cette assemblée, ce qui rappela certaine bienveillance témoignée aux cortès de Cadix; mais quand le roi se fut soumis à tous les désirs de l'assemblée, la reine refusa de jurer fidélité à la constitution, sous prétexte qu'elle s'était promis à elle-même de ne jamais faire aucun serment, *bon ou mauvais*. Six mois avant l'époque où je suis parvenu, elle avait été exilée à Ramalhao.

On a peine souvent à démêler les intrigues compliquées qu'elle ourdit; les agens de ses menées sont si obscurs, qu'il est malaisé de suivre leurs traces, mais l'ensemble des actions de la reine prouve que son but constant fut d'usurper l'autorité. Elle ne pouvait y parvenir qu'en s'attaquant à la personne du roi, que tous les partis respectaient. Ainsi donc, dès que le roi court quelque danger, et que l'on tente de faire passer le sceptre en d'autres mains, on peut dire hardiment que c'est le parti de la reine qui agit. Don Miguel lui devenait un instrument nécessaire. Aussi l'accabla-t-elle de caresses; elle l'associa à tous ses projets, et fit de lui le séide de ses volontés. L'oisiveté de l'infant et sa brutale indifférence le rendaient parfaitement propre à devenir l'agent docile de turbulentes intrigues. Il passait son temps au milieu des vastes prairies où paissaient de nombreux troupeaux de taureaux qui servaient à ses

(1) La reine Marie Ire, qui succéda au roi don Jose, fut, peu de temps après son avénement au trône, atteinte d'une monomanie religieuse, suite des troubles de conscience que lui avait causés dès sa jeunesse l'administration du marquis de Pombal. Son fils don Juan prit en 1792 les rênes du gouvernement sous le titre de régent, et exerça le pouvoir en cette qualité jusqu'à la mort de sa mère, qui eut lieu au Brésil dans l'année 1817. Comme je ne parle qu'incidemment de cette époque de la vie du prince, pour éviter de trop longues explications, j'ai toujours désigné le régent sous le nom de Jean VI.

amusemens journaliers. Là se groupaient autour de lui quelques nobles qu'attiraient des goûts semblables, des pasteurs et des campagnards qui admiraient son adresse à tous les exercices du corps, et surtout à ce jeu favori. Ceux qu'on appelait les gens de *monsieur l'infant* n'étaient, à vrai dire, d'aucun parti, si ce n'est de celui des taureaux; leurs cœurs, endurcis par ces plaisirs féroces, restaient étrangers à la vie civilisée, et, n'estimant que le suffrage de leurs grossiers compagnons, indifférens au bien et au mal, ils étaient prêts à tout entreprendre.

Après la chute des cortès, les partisans de la reine restèrent long-temps armés; le duc de Cadaval entra dans Lisbonne, suivi de nombreux pasteurs des bords du Tage, que les longs bâtons ferrés avec lesquels ils gardent les taureaux rendaient redoutables; le marquis d'Abrantes avait ramassé tous les paysans de ses terres. Les chefs apostoliques ne se méprirent pas sur le coup qui les avait frappés; ils tentèrent d'exciter les passions de la tourbe fanatique, et, malgré les ordres du roi, l'armée royaliste du marquis de Chaves entra menaçante dans Lisbonne. Néanmoins, la douceur de Jean VI, l'amour du peuple pour le roi et le sang-froid des ministres préservèrent le Portugal des sanglantes réactions qui désolaient l'Espagne, et, quoique le monarque n'eût pas osé accomplir ses promesses constitutionnelles, le parti des modérés paraissait gagner dans son cœur; mais rien n'était difficile et dangereux comme la position de ses chefs. Libéraux, ils gouvernaient au nom du roi absolu après une victoire soustraite aux apostoliques; ces derniers étaient leurs ennemis réels, et les modérés avaient pour mission de poursuivre les affiliés maçonniques. L'infant, commandant en chef de l'armée, disposait de toutes les forces, et les ministres ne pouvaient, sans paraître pactiser avec les francs-maçons, arrêter les complots des apostoliques, ni accuser la reine et l'infant, qui venaient de rendre au monarque l'intégralité de sa puissance. Le parti apostolique était cependant avide de vengeance, il ne supportait pas la modération du gouvernement, qui était à chaque instant mis en demeure ou de lui céder, ou de lui résister, et ne pouvait faire un mouvement, dans quelque sens que ce fût, sans se compromettre ou sans s'affaiblir, et sans donner des armes à ses ennemis. Un mot du roi eût conjuré le danger, mais il était impossible d'obtenir qu'il se déclarât, ou même de lui montrer l'imminence du péril. Si on lui disait peu, il n'agissait pas; si on le prévenait de tout, la crainte le jetait dans les bras de ses ennemis. Il fallut donc attendre que ceux-ci se dévoilassent eux-mêmes par l'exécution ouverte de leur complot, et apprissent au peuple étonné que les ennemis du roi étaient la reine, l'infant et les apostoliques. L'assassinat du marquis de Loule, commis le 29 février, au palais de Salvaterra, couvrit le Portugal d'une sombre tristesse, et répandit dans toutes les ames de lugubres pressentimens. C'était ce loyal gentilhomme qui, par sa décision et son dévouement, avait surtout contribué à sauver le trône du roi à Villa-Franca. Il venait de soutenir par son crédit le ministère modéré et son ami M. de Subserra. Il était depuis longues années le confident chéri de Jean VI;

ses conseils, et surtout ses services intimes et personnels étaient nécessaires à ce malheureux roi; en frappant le favori, on atteignait le monarque à l'endroit le plus sensible; son cœur et son esprit étaient abattus du même coup; il se tut, tout le monde comprit, et chacun imita son silence.

Déjà les partis existaient dans toute leur violence; mais ils vivaient pour ainsi dire ensemble, et le monde politique n'était pas divisé en groupes séparés: apostoliques et libéraux, tous vivaient pêle-mêle. Avouer ses craintes, c'eût été se déclarer factieux, clubiste, et se livrer au poignard des assassins; aussi personne ne prononça le nom des coupables. Le secret que tout le monde savait était gardé, en quelque sorte, par la population tout entière. Les terreurs de chacun grandirent au milieu du silence et de l'isolement. Pendant ce temps, les absolutistes accusaient les francs-maçons de tous les crimes, et tous les modérés d'être des francs-maçons. On est surpris de voir que le ministère, qui ne pouvait douter de l'assassinat ni de l'intention des assassins, que M. de Subserra, qui avait le couteau sur la gorge, et M. de Palmella, qui dans les circonstances extrêmes est si fertile en ressources, laissèrent à l'infant le commandement de l'armée, à la reine tous les moyens de bouleverser le Portugal et de détrôner le roi. Il faut que dans le conseil il n'ait pas été plus possible qu'ailleurs de dire ce qu'on pensait. Jose Antonio Oliveira Leite, qui fut depuis, sous le nom de comte de Bastos, l'agent le plus ardent du despotisme de don Miguel, en faisait partie. Le roi, qui espérait encore tout apaiser à force de concessions et de silence, n'eût pas souffert sans doute que l'on dît la vérité et que l'on prît les moyens de le sauver; jamais il n'avait montré tant d'égards à la reine ni témoigné plus de confiance à l'infant. En même temps, il aimait à compromettre ses serviteurs avec eux, et il faisait poursuivre l'instruction du procès, afin d'avoir une arme dont il comptait ne jamais faire usage. La conduite du roi, qui laissait à ses ennemis tous les moyens de l'attaquer en les poussant à de nouveaux attentats, n'eut d'autres mobiles que l'égoïsme et la peur. La reine sut exploiter ces aveugles instincts à l'aide de la calomnie.

Il serait à peu près impossible au narrateur le plus exact de décrire toutes les circonstances et de faire ressortir cette multitude de causes secondaires qui amènent souvent les plus importans résultats. Dans le midi surtout, une foule de préjugés, de passions et de faiblesses individuelles, en dehors de toute logique, dominent les grands évènemens. L'histoire des peuples du nord est presque uniquement celle de leurs intérêts et de leurs idées. L'histoire des peuples du midi est au contraire celle de leurs caprices. Chez les premiers, on peut juger l'humanité, chez les seconds on peut seulement peindre des hommes. Les grands faits politiques s'y passent en quelque sorte à l'insu de la société tout entière. Les principes ne sont que des drapeaux, les paroles sont en contradiction avec les actions, et les actions souvent en désaccord avec les pensées. Qui voudrait écrire sur le Portugal ce que l'humilité des auteurs modernes appelle une histoire providentielle, choisirait le moyen le

plus sûr de donner une idée non-seulement incomplète, mais absolument inexacte de ce pays. Quant à moi, je n'ai pas la prétention d'écrire l'histoire, et j'essaie de raconter fidèlement quelques faits.

Des conciliabules fréquens se tenaient chez la reine, à Queluz. La camarilla se composait à peu près exclusivement d'hommes de la plus basse classe et des plus avilis. Parmi les intimes confidens de la reine, on comptait jusqu'à des mendians; mais les plus influens étaient ces valets privilégiés qui déshonorent les cours du midi: dominateurs dans l'intérieur du palais, inconnus ou méprisés au dehors, ils se trouvent perpétuellement en contact avec des hommes d'une condition supérieure, mais moins puissans qu'eux en réalité. Leur vanité est sans cesse blessée, et leur crédit auprès du prince leur donne les moyens de se venger; c'est là le travail acharné de leur ambition. Un manque absolu d'éducation les rend impropres à remplir tout emploi public; ils ne peuvent s'élever qu'en flattant les vices privés et les passions puériles des princes. C'est chose curieuse d'observer avec quel art ils alimentent leur incroyable orgueil, et de quelle admiration ils les pénètrent non-seulement pour leur rang et leurs pauvres qualités politiques, mais surtout pour leurs personnes, pour leurs plus misérables actions, pour leur manière de boire et de manger. L'habitude de vivre avec de tels complaisans inspire à leurs maîtres un mépris excessif pour les hommes, qu'ils jugent d'après ces ignobles modèles. Aussi le despotisme péninsulaire porte-t-il un caractère particulier de bassesse, de sottise et de vulgarité, qui le rend plus impossible à supporter que tout autre.

L'infant se rendait presque tous les soirs à Queluz, accompagné de ses créatures, et dispensait ses aides-de-camp de le suivre. Quelquefois, déguisé en pasteur, il se rendait dans un lieu appelé *Cabeça de Bola*, où des voleurs et des contrebandiers avaient construit quelques huttes au milieu des ruines de palais renversés par le tremblement de terre. Là il se plaisait à se mêler à une société de malfaiteurs, et plusieurs des assassins du marquis de Loule venaient le trouver. Enfin, au moment où l'instruction dirigée contre les meurtriers touchait à son terme, le complot du 30 avril éclata.

Le chevalier Thornton, ambassadeur d'Angleterre, donnait ce jour-là un bal pour l'anniversaire de la naissance du roi George IV. Le corps diplomatique, les ministres et presque toute la société de Lisbonne s'y trouvaient rassemblés; amis et ennemis, les conjurés et leurs victimes, tous étaient réunis. Au milieu de la soirée, le comte de Subserra reçut l'avis qu'à *Cabeça de Bola* on avait discuté les moyens de l'assassiner, et que sa voiture serait attaquée quand il sortirait du bal. M. Hyde de Neuville, ambassadeur de France, sauva M. de Subserra en le ramenant dans son carrosse. Le duc de Palmella était à peine rentré dans sa maison de Boahora, quand on vint lui dire qu'un officier le demandait de la part de l'infant, et que ce prince l'attendait dans les quartiers du 4e de cavalerie. M. de Palmella sortit aussitôt en costume de bal, et ne tarda pas à s'apercevoir qu'il était tombé dans un guet-apens, et qu'on le conduisait à la tour de Belem. M. de Renduffe, intendant-général de la police,

était monté à cheval avec le baron de Portella, chef des gardes de la ville. Après être passé chez le vicomte Santa-Martha, commandant de la place, il se rendit au palais de Bemposta. Des pasteurs à cheval et armés de lances lui barrèrent le passage; enfin, en se rendant à la place du Roscio, où était établie l'intendance de la police, dans l'ancien palais de l'inquisition que déjà l'infant occupait en personne, le baron de Renduffe fut reconnu, poursuivi et arrêté.

Dès minuit, l'infant généralissime avait visité toutes les casernes, allant ventre à terre de l'une à l'autre. Il ordonnait aux soldats de prendre les armes, criait que les francs-maçons avaient voulu assassiner le roi et tous les membres de la famille royale, que des mesures énergiques pouvaient seules les sauver, et qu'il les prenait sur lui.

Don Miguel réunit ensuite sur la place du Roscio les régimens qui s'étaient révoltés avec le marquis de Chaves, et ceux sur le dévouement desquels il faisait le plus de fonds. Des gens cernaient Bemposta et gardaient le roi en interdit. Les officiers dont il craignait le plus la loyauté furent arrêtés en un instant. Après avoir donné à plusieurs colonels des ordres pour faire monter leurs régimens à cheval et les avoir félicités sur leur fidélité au roi, il les fit conduire à la tour de Belem. Le comte de Villaflor et le comte de Paraty, le vicomte de Santa-Martha et le baron de Portella étaient déjà au château Saint-George. Avant midi, la moitié des officiers de l'armée se trouvait en prison. Les forteresses étaient pleines, et, comme on manquait d'hommes pour opérer tant d'arrestations, on chargeait de les effectuer des officiers qui, en arrivant à Belem, étaient incarcérés avec ceux mêmes qu'ils amenaient. Chacun en son particulier se croyait victime d'une méprise, et n'opposait aucune résistance, pour ne pas paraître complice de la grande conjuration maçonnique.

Lisbonne était dans la stupeur; mille bruits ridicules se transmettaient de bouche en bouche. Beaucoup d'hommes modérés, par leur fatale faiblesse, avaient eux-mêmes accrédité les calomnies de leurs ennemis. A la suite des absolutistes, ils s'étaient empressés de proclamer les crimes chimériques des francs-maçons, et pour échapper à une lutte contre les véritables conspirateurs, dont ils redoutaient la puissance, ils avaient attaqué d'anciens ennemis désarmés. En se courbant devant le danger, en s'efforçant de le dissimuler, ils contribuèrent à élever le perfide échafaudage du complot dont ils devaient être les premières victimes. Il n'y eut qu'à changer quelques noms pour les atteindre. Les partis les plus opposés semblaient s'être entendus pour préparer à tout admettre un peuple crédule, frivole et passionné.

Il serait injuste de confondre tous les apostoliques avec les partisans de la reine. Plusieurs absolutistes tinrent, dans ces journées, une conduite parfaitement loyale; mais la plupart, sans participer à la direction du complot, obéissaient avec ardeur aux ordres du généralissime : ils étaient ravis de profiter de l'occasion pour accabler leurs ennemis, et prêtaient, sans se compromettre, l'appui le plus efficace à la conspiration de la reine et de l'infant.

Au milieu de la nuit, le palais de Bemposta avait été entouré de troupes qui

croyaient accourir au secours du roi. Des hommes dont je me suis interdit d'écrire les noms excitaient le courroux des soldats en leur montrant par les fenêtres de longues bandes de toile, au moyen desquelles, disaient-ils, les francs-maçons avaient été sur le point d'étrangler leur monarque adoré. Don Miguel, sous prétexte d'empêcher les assassins d'approcher du roi, avait défendu de laisser pénétrer dans le palais tous ceux qui ne seraient pas munis d'une carte sur laquelle étaient gravées ses armes. Ayant ainsi isolé Jean VI de ceux de ses serviteurs qui auraient échappé aux arrestations, don Miguel le tenait sous sa complète dépendance. Il avait laissé pour lui cette lettre, que je crois devoir citer en entier :

« Sire,

« Mon roi, mon auguste père et mon seigneur,

« Frissonnant d'horreur à la vue de la trahison la plus perfide tramée par les terribles associations maçonniques, qui, de concert avec celles d'Espagne, ont renversé la maison royale de Bragance, en réduisant en cendres le plus beau pays du monde, j'ai résolu, après avoir entendu les vœux sincères et fidèles de tous les bons Portugais, d'appeler aux armes la brave et immortelle armée portugaise, afin d'assurer par son intermédiaire le triomphe du grand œuvre commencé dans la journée immortelle du 27 mai 1823, et qui, par une fatalité inattendue, n'a pas eu un résultat qui corresponde aux vœux de la nation. Votre majesté, qui possède de sublimes vertus dont les hommes n'ont aucune idée, et qui font d'elle le meilleur des rois qui aient régné sur la terre, ne pourra qu'approuver ma résolution héroïque, puisqu'elle a pour but d'empêcher votre majesté de tomber entre les mains des infames individus qui l'entourent et qui l'ont conduite sur le bord de l'abîme, et en sauvant votre majesté d'un danger si imminent, de préserver à la fois la famille royale et la nation.

« La proclamation que j'ai l'honneur de transmettre à votre majesté empêchera toute fausse accusation que les mécontens pourraient chercher à faire retomber sur moi, soit dans le moment, soit plus tard; et je supplie votre majesté de jeter sur cette proclamation un regard paternel, afin qu'elle puisse reconnaître les vérités pures qu'elle contient comme le seul moyen de rendre justice à un fils qui, pour sauver son auguste père, son roi et son seigneur, et pour conserver intacts les droits primitifs de la royauté, n'a pas hésité à exposer son sein aux hasards de la fortune, dans la ferme persuasion qu'un prince portugais, quand il prend les armes pour une entreprise si glorieuse, ne doit les déposer que lorsqu'il a mis un terme à une lutte extrêmement nuisible aux personnes qui, comme votre majesté, sont nées pour régner, ou lorsqu'il a délivré votre majesté des chaînes que la franc-maçonnerie lui avait préparées. Qu'il plaise à votre majesté d'approuver ma noble et royale conduite, en annonçant à la nation que votre majesté la sanctionne, en daignant m'accorder la permission d'agir, et en levant ainsi tous les obstacles à la grande entreprise dans laquelle je suis engagé. — Plein d'anxiété et plus

qu'impatient, j'attends à la tête de l'armée, entouré de bons Portugais, fidèles amis de votre majesté, qui mettent autant que moi leur espoir dans vos sublimes vertus, la décision royale de votre majesté pour l'approbation de ma résolution. Je supplie votre majesté de se rappeler qu'il n'y a pas de temps à perdre, et que la célérité ne fut jamais plus nécessaire. Je prie Dieu de faire prospérer la vie de votre majesté pendant un long cours d'années.

« MIGUEL. »

Le monarque désolé ne savait rien des évènemens. Livré à la terreur la plus profonde et abattu sous le poids de l'attente et de l'anxiété, il n'avait pas même la force de s'informer de ce qui se passait. A onze heures, la reine arriva de Queluz, escortée par un régiment de cavalerie que lui avait envoyé l'infant. Elle criait au peuple qu'on avait voulu tuer le roi, mais sa physionomie était radieuse, et elle souriait en agitant son éventail et en quêtant des vivats. Devant elle les obstacles s'aplanirent, et elle monta rapidement à l'appartement du roi. Bientôt lord Beresford arriva; don Miguel l'avait autorisé à se rendre à Bemposta.

Cette faveur exceptionnelle et les conseils qu'il donna pendant la crise pourraient faire présumer que lord Beresford était complice du prince; cependant il serait peut-être injuste de dire que le maréchal ait tenté de détrôner son bienfaiteur, le roi Jean VI. Ennemi constant du comte de Subserra, lord Beresford venait de se brouiller avec le duc de Palmella; les cortès lui avaient retiré son pouvoir, et tant que les constitutionnels et les *afrancesados* auraient conservé quelque influence, il ne pouvait espérer de le ressaisir; il était donc naturel, pour ces raisons et pour d'autres, qu'il désirât le triomphe du parti de la reine et sympathisât avec l'infant. Aussi s'efforça-t-il de persuader au roi de monter avec lui dans une calèche découverte, et de passer les troupes en revue. Son but était de mener Jean VI au Roscio, de lui faire sanctionner toutes les mesures de l'infant, d'affermir ainsi le pouvoir du prince, et de devenir lui-même un arbitre nécessaire entre le père et le fils. Mais la timidité de Jean VI, qui lui faisait craindre toute espèce de démonstration et de mouvement, le sauva cette fois de sa perte, et donna au corps diplomatique le temps d'arriver.

M. de Neuville, en apprenant les singuliers évènemens de la nuit, avait convoqué tous les envoyés des puissances étrangères chez le nonce du pape. Il leur proposa de se rendre ensemble auprès du roi. Le nonce, homme sincèrement pieux et qui ne se mêlait d'aucune intrigue, déclara qu'il suivrait partout un guide tel que M. l'ambassadeur de France; le ministre d'Angleterre et tous les autres diplomates se joignirent à lui avec un abandon généreux. L'envoyé des États-Unis fit remarquer que la diplomatie américaine s'occupait peu des usurpations européennes. « Mais, s'écria M. de Neuville, c'est le plus honnête homme de son royaume qu'il s'agit de sauver! c'est un père que son fils veut assassiner! » — « Je vous suivrai donc! » répondit le

ministre républicain, et tous partirent pour Bemposta, en passant par la place du Roscio.

L'infant se trouvait alors au balcon du palais de l'inquisition, ayant à ses côtés le marquis d'Abrantes, don Antonio da Sylveira (1), un lieutenant de chasseurs nommé Païva Raïposo, un avocat père de ce dernier, et des gens obscurs. Il débitait à la populace la fable du complot maçonnique, changeait tous les employés publics, et venait de proclamer un ministère de sa façon, quand l'attention fut attirée vers un des angles de la place par l'approche d'un cortége qui s'avançait lentement; c'était la voiture du nonce du pape, puis une seconde où se trouvaient l'ambassadeur de France et celui d'Angleterre; dans une troisième était l'ambassadeur d'Espagne; enfin, tout le corps diplomatique suivait. Les voitures s'avancèrent à travers la foule qui criait : « Vive le roi! vive la reine! vive l'infant! » — « Vive le roi! s'écria M. de Neuville se montrant à la portière; vive le roi! Portugais, le corps diplomatique va se réunir autour du roi Jean VI! Vive le roi! » Qu'on juge de l'effet que dut produire sur cette cabale apostolique la vue de tous les représentans des légitimités européennes, le nonce du pape à leur tête, passant avec dédain devant elle et allant délivrer le roi Jean VI de sa captivité.

A l'entrée de la cour extérieure du palais, les membres du corps diplomatique furent contraints de descendre de voiture, et, quand les ambassadeurs se trouvèrent au pied du grand escalier, des soldats les arrêtèrent; un officier leur dit avec insolence qu'ils ne pouvaient monter, s'ils n'étaient porteurs d'une carte délivrée par l'infant. M. de Neuville répondit qu'ils allaient chez le roi, que l'Europe ne reconnaissait que le roi, et que l'infant n'était qu'un sujet du roi. Les choses en étaient à ce point, quand don Thomas Mascarenhas arriva. Ce fidèle gentilhomme, quoique aide-de-camp de l'infant, était bien loin de participer au complot. Il courut vers l'officier, et lui ordonna de laisser avancer le corps diplomatique : « Faites entrer messieurs les ambassadeurs! cria-t-il avec feu. — Par quel ordre? — Par celui que je vous donne et que je garantis sur ma tête. » L'officier surpris n'osa s'opposer à l'aide-de-camp de l'infant. Les rangs s'ouvrirent, et le corps diplomatique, après avoir traversé les salons déserts, trouva dans la salle du dais le roi, n'ayant auprès de lui que le marquis de Torres-Novas, son majordome, et le maréchal Beresford. Des pleurs inondaient le visage du monarque. Après avoir remercié les ambassadeurs, il dit à voix basse, car la reine écoutait de la pièce voisine : « Je n'ai rien vu, rien entendu, je ne sais rien de ce qui se passe; je suis en prison, et personne n'a voulu m'assassiner. » Et comme M. de Neuville cherchait à raffermir son courage, il répondit en sanglotant : « Ils ont tué le comte de Subserra. — Non, sire, reprit l'ambassadeur. — Ils l'ont tué! répéta le roi avec angoisse. — Il est à l'ambassade de France, s'empressa d'ajouter M. de Neuville, et nous saurons bien l'y défendre. » Jean VI saisit la main du

(1) Don Antonio da Sylveira ne doit pas être confondu avec le vicomte de Canellas; ils ne sont pas de la même famille.

généreux diplomate, le remercia avec une tendre effusion et parut retrouver un peu d'énergie. Lord Beresford s'interposait sans cesse entre le roi et le corps diplomatique. M. de Neuville, se tournant alors vers lui : « A quel titre parlez-vous, milord? lui dit-il; est-ce comme Anglais? voilà votre ambassadeur; est-ce comme Portugais? voici votre roi! »

L'ambassadeur de France voulait que Jean VI ôtât immédiatement à don Miguel le commandement des troupes et déclarât publiquement qu'il désapprouvait sa conduite. Tout était terminé, si cet avis eût prévalu; mais l'opinion de lord Beresford l'emporta en partie, parce que ce malheureux père craignait de déshonorer sa famille en publiant la trahison de son fils. Il fut donc décidé que le roi exigerait seulement que l'infant lui fît des excuses en présence du corps diplomatique. Don Miguel avait déjà fait prévenir son père qu'il allait se rendre à Bemposta; mais c'était en maître et non pas en suppliant qu'il comptait y arriver. Don Thomas lui apprit que le corps diplomatique était au palais, que lui-même lui en avait facilité l'entrée. Tout étourdi de ce coup, l'infant n'osa tarder plus long-temps à se rendre à Bemposta. En montant les degrés du palais, dans sa fureur puérile, il mordait et déchirait ses gants. Jean VI lui parla d'abord quelques instans en particulier; après dix minutes d'entretien, ils rentrèrent dans la salle où se trouvaient les ambassadeurs. Le prince mit un genou en terre, et demanda humblement pardon à son père. M. de Neuville déclara ensuite, au nom de ses collègues, qu'ils ne traiteraient avec aucun autre ministre des affaires étrangères que M. de Palmella, dont il réclama la mise en liberté; l'infant donna sa parole de le délivrer, et la reine, qui jusqu'alors avait suivi silencieusement cette scène de la pièce voisine, ne put se contenir davantage : « Si on lâche celui-là, s'écria-t-elle, tout est perdu. » Puis, sans dissimuler sa fureur, elle repartit pour Queluz. Don Miguel ordonna aux troupes de rentrer dans leurs casernes, et la marche du complot fut un moment suspendue.

Malgré le bouleversement général et l'effervescence causée par un tel désordre, on resta pendant quatre jours dans une situation à peu près indécise, sans qu'aucune explication vînt donner au peuple incertain le mot de l'énigme. M. de Palmella était hors de prison; mais, ainsi que les autres ministres, il ne jouissait d'aucune autorité. L'infant disposait de toute la force militaire; ses agens de police et cette sorte de gouvernement d'état de siége qu'il avait nommé au Roscio dominaient à Lisbonne, quand, dans la matinée du 4 mai, on vit paraître un décret qui excusait l'infant, reconnaissait la fable du grand complot, et par le fait mettait les serviteurs du roi à la merci de don Miguel. La teneur ambiguë de ce décret avait été conseillée par lord Beresford et consentie par des hommes modérés qui espéraient opérer une transaction et désarmer l'infant en lui donnant cette satisfaction verbale. Quant à Jean VI, il se flattait, en cédant, d'être souffert sur le trône.

On est frappé, dans les jours qui suivirent, de l'indécision des conspirateurs engagés dans une entreprise aussi téméraire, de leur manque d'ensemble et de leur lenteur. Ces différens caractères, aussi bien que les faits,

dénoncent les coupables. On reconnaît que le chef de la conjuration était une femme d'un esprit vif et pénétrant, fécond en intrigues, mais que l'aveuglement de la passion, un excessif orgueil et sa position même rendaient impropre à mesurer les obstacles. On sent que ses associés et ses confidens étaient hors d'état de combiner et d'exécuter un plan suivi; on voit enfin que tous ces projets d'une audace effrontée étaient mis en œuvre par un jeune prince dont l'esprit était aussi léger et insouciant que ses instincts étaient turbulens et cruels.

L'ordonnance du 4 mai ouvrit une libre carrière aux conjurés. Tous les hommes énergiques que l'on avait oubliés le 30 avril furent arrêtés, et une nouvelle terreur accabla Lisbonne. L'infant se mit à opérer lui-même les arrestations; il allait dans les maisons arracher les honnêtes gens au milieu de leurs familles; il les poursuivait à cheval dans les rues; il menaça même d'assiéger l'hôtel de l'ambassade de France pour en enlever M. de Subserra; et, quand il apprit que ce dernier s'était enfui à bord d'un bâtiment anglais, il courut de toute la vitesse de son cheval vers la tour de Saint-Julien, et fit canonner le paquebot qui sortait du Tage. Le sauvage infant ne respectait plus rien; il n'y avait de sûreté pour personne, et les ministres étrangers déclarèrent que, si un semblable état de choses se prolongeait, ils seraient forcés de se retirer avec tous leurs nationaux. Les forteresses qui avaient suffi à contenir les victimes de la tyrannie du marquis de Pombal étaient trop étroites pour tant de prisonniers.

Une pareille situation ne pouvait durer. Le peuple commençait à manifester un froid mécontentement et soupçonnait la trahison. Les nouveaux chefs de corps avaient peine à maintenir leurs soldats; et si, dans la première période, le temps seul avait donné de la puissance au complot, la prolongation d'un état si violent perdait les factieux. Les conjurés durent désespérer de tromper plus long-temps la nation; ils obéirent à une impitoyable logique, et résolurent de faire plier l'opinion publique sous une terreur plus forte. Mais ils craignaient que le peuple de Lisbonne ne se soulevât, s'il était témoin de scènes sanglantes, et ils prirent le parti d'envoyer à la forteresse de Peniche ceux qu'ils destinaient à la mort. Le jeudi 6 mai, le comte de Villaflor et plusieurs prisonniers furent tirés du château Saint-George; un grand nombre d'officiers furent aussi envoyés de Belem à Peniche. Le lendemain, quarante-sept nouvelles voitures de prisonniers partirent de la tour de Belem. Le général Vasconcellos commandait à Peniche; on lui fit l'honneur de le destituer. Le décret du 4 mai rendait facile tout assassinat juridique. La mort de tant de braves gens était donc imminente. Il n'y avait pas de temps à perdre pour les sauver. Que faisaient le peu d'hommes de cœur restés libres? Ils attendaient. On s'indigne de leur patience; peut-être la situation ne permettait-elle pas de prendre un plus noble parti : s'insurger contre une autorité qui n'avait pas été désavouée par le roi, c'était prêter un corps à la chimère du complot maçonnique, s'aliéner le peuple et l'armée, assurer la perte des prisonniers et la leur. Mais que le roi eût dit un mot, le peuple, l'armée et les absolutistes

même, qui n'agissaient que sous le manteau du zèle royaliste, se seraient réunis aux honnêtes gens. Il était donc d'une absolue nécessité que Jean VI se prononçât; lui seul ne pouvait être suspecté. Le doute, ou plutôt l'apparence du doute sur les ennemis réels du roi, faisait seul la puissance des factieux, et il répugnait à la loyauté portugaise de les chercher si près du trône. Malheureusement la crainte que la reine et l'infant inspiraient à ce triste prince, à la fois abandonné et adoré de tous, était si profonde, qu'il n'osait dévoiler leur imposture; peut-être ne le pouvait-il plus sans danger, il s'était laissé désarmer. Aussi, M. de Neuville le pressait-il de se rendre à bord d'un des bâtimens de guerre étrangers stationnés dans le Tage. Mais ce projet était sans cesse ajourné, quand, le jeudi 6 mai, une vieille femme vint dire au roi, qui tenait son audience publique, que le comte de Villaflor et les autres prisonniers de Saint-George avaient été transférés à Peniche. Jean VI ne se méprit pas sur les intentions de la reine, et, comme il ne lui restait plus rien à livrer à ses ennemis, il se rendit aux sages conseils de M. de Neuville.

Le 7, le roi, dont la terreur avait vaincu un moment l'indécision, monta en voiture et se dirigea du côté du quai de Belem; là, il aperçut la reine se promenant dans les jardins du château qui bordent le Tage, et sa frayeur fut si impérieuse, que, renonçant à toute tentative d'évasion, il retourna en grande hâte à Bemposta.

D'heure en heure, le danger menaçait davantage; les prisonniers de Peniche allaient être sacrifiés, la contrainte morale exercée sur le roi pouvait se changer en des liens matériels. Si ses fidèles serviteurs étaient massacrés, son sort était incertain, et, s'il ne s'évadait pas, leur perte était assurée. Il fallait saisir le dernier instant que laissait au roi la sécurité des absolutistes, rendus confians par leur facile triomphe. Ce ne fut cependant qu'après deux jours entiers que Jean VI put se relever de l'anéantissement où l'avait plongé la vue de la reine, et trouver assez d'énergie pour oser fuir. On forma un nouveau plan; et, pour rendre toute trahison impossible, l'ambassadeur d'Angleterre, celui de France et M. de Palmella en furent les seuls confidens. Ce dernier, poursuivi et traqué sans cesse par des assassins, s'était réfugié, le samedi 8, à bord du *Windsor-Castle*.

Le dimanche 9, le roi, sous prétexte d'aller dîner à Caxias, maison de campagne située sur le bord du Tage, s'embarqua sur la galère royale, n'ayant avec lui que les deux infantes et les officiers de service du jour. Pendant quelque temps, il navigua lentement le long des quais de Lisbonne, et une fois parvenu à la hauteur du *Windsor-Castle*, il ordonna au pilote de se diriger de ce côté. Le monarque à bord, l'étendard royal fut hissé au grand mât, et Lisbonne apprit au même instant que le roi avait été captif et qu'il était libre.

La question ne fut pas un seul instant douteuse. Le mensonge était à découvert, et les conjurés n'essayèrent même pas de résister. L'infant, en arrivant de Queluz, était monté sur un canot pour aller à Caxias, quand, parvenu au milieu du fleuve, il reçut l'ordre du roi de venir prendre ses ordres sans

retard et sans excuses à bord du *Windsor-Castle*. Don Miguel hésita un moment avant d'obéir, ayant peine à saisir l'importance de la démarche à laquelle il allait être entraîné; mais le voisinage de chaloupes anglaises donnait à l'intimation du roi une autorité irrésistible à laquelle le prince dut se soumettre.

Les prisons furent à l'instant ouvertes à Lisbonne, et le jeune marquis de Loule porta à Peniche l'ordre de délivrer les captifs; le Portugal tout entier fut en fête. Le peuple manifesta la joie la plus vive pour la délivrance de ces mêmes hommes à l'exécution desquels il aurait pu applaudir. On jetait des fleurs sur le passage de ceux qu'on appelait alors d'innocentes victimes, tout le long de cette route où quatre jours auparavant ils avaient été accablés d'outrages. Don Miguel partit le 13, à bord d'une frégate portugaise surveillée par deux bâtimens de guerre, français et anglais. La reine fut confinée à Queluz, et le 14 Jean VI débarqua à l'arsenal de la marine, et se rendit au palais de Bemposta au milieu des cris de *vive le roi seul*. Il fut reçu avec un ardent enthousiasme et une bruyante effusion. Il était véritablement adoré des Portugais; jamais il n'y eut tant d'amour pour de si pauvres vertus.

Si je me suis si longuement étendu sur ces derniers événemens, c'est que tous les Portugais, apostoliques et libéraux, font dater de cette époque les cruelles divisions qui ont depuis déchiré leur patrie; et l'on verra dans la suite comment ces troubles influèrent plus puissamment sur le classement des partis que les principes politiques même.

Les factions demeurèrent accablées d'un sommeil douloureux, attendant pour se réveiller la mort de Jean VI, que le déclin de sa santé annonçait être prochaine. Le respect et l'amour que le peuple portait à ce faible monarque, qui, ainsi que lui, souffrait des maux qu'il ne savait empêcher, était une barrière que les princes de la famille royale avaient seuls osé franchir.

III.

La nation portugaise avait accueilli avec ardeur, en 1820 et 1823, deux révolutions faites en sens contraire. Après s'être précipitée sous le drapeau des théories libérales, elle était venue demander au trône absolu l'appui et la force qu'elle n'avait pas su trouver en elle-même. La cruelle ambition d'une reine et la turbulence féroce d'un jeune prince lui apprirent bientôt que l'abaissement n'assure pas toujours le repos. Accablée de cette double déception, fatiguée du choc des idées et de l'avidité des intérêts, la nation n'essaya plus désormais d'échapper à son sort, elle s'affaissa graduellement sous le poids de ses infortunes et de ses doutes. Les effets de la crise sociale et financière déterminée par la perte du Brésil se faisaient de plus en plus sentir. Il n'existait de débouchés ni pour les hommes ni pour les choses, et dans de pareilles circonstances, que n'auraient pu dominer un respect séculaire pour l'autorité

et une généreuse confiance dans l'avenir, vint s'élever un doute sur la légitimité du droit de succession, doute aggravé par la lutte des principes politiques. Les démarches incohérentes d'un prince placé à deux mille lieues du Portugal affaiblirent encore une autorité naturellement précaire, et contribuèrent à miner le pouvoir fragile confié à une jeune princesse pour être remis à une enfant. Au milieu de mouvemens si divers et de cette confusion infinie, on ne distingue clairement qu'une chose, c'est la douloureuse nécessité d'une crise prochaine. Peu importe que quelques hommes de cœur combattent avec hardiesse et désintéressement, ou que des intrigans s'empressent de profiter du peu d'instans que leur laisse la fortune; le résultat est inévitable. Le parti constitutionnel ne s'appuie ni sur le peuple, ni sur les princes; la nation est indifférente; don Pedro est au Brésil, et dona Maria dans l'enfance; la reine Charlotte, au contraire, est active et pleine de vie, et l'infant don Miguel est à Vienne, n'attendant que son signal. Quelle que puisse être la variété des évènemens, quel que soit l'oubli dans lequel semblent plongés les principaux acteurs de ce triste intermède, il ne faut jamais perdre de vue ces deux funestes personnages. La reine et l'infant planaient sur les destinées du Portugal comme deux sombres nuages; ils tendaient toujours à se joindre, et à leur contact devait éclater une explosion qui ferait tomber sur ce malheureux pays tous les maux qui lui restaient à connaître.

Le 6 mars 1826, le faible roi, dont la perte se fit cruellement sentir, voyant sa fin approcher, nomma régente du royaume sa fille chérie l'infante Isabelle-Marie. Quatre personnages importans, le duc de Cadaval, le patriarche de Lisbonne, le marquis de Vallada et le comte dos Arcos, composaient le conseil de cette régence, qui devait gouverner jusqu'à ce que l'héritier légitime du trône (ce sont les termes du décret) eût décidé ce qu'il importait de faire pour le bien du royaume. Cette expression d'héritier légitime, que les troubles subséquens ont rendue fort peu explicite, semblait alors parfaitement claire; l'héritier légitime était le fils aîné du roi. L'élévation de l'empereur don Pedro au trône avait de plus cet avantage, de rendre au Portugal une colonie dont chaque jour il déplorait la perte. Aussi la régente et son conseil envoyèrent-ils, immédiatement après la mort du roi, à Rio-Janeiro, prendre les ordres de don Pedro. Comme on ignorait les intentions du prince, on hésita un moment à le proclamer roi; mais, quinze jours après, l'acclamation eut lieu dans les formes ordinaires, et l'empereur du Brésil fut reconnu, sans opposition, roi de Portugal, sous le nom de don Pedro IV. Néanmoins, si le désir de la mère-patrie devait être de reconquérir sa superbe colonie par la main du prince qui la lui avait enlevée ou conservée, comme disait Jean VI, l'intérêt du Brésil était au contraire de rester indépendant. Ce fut donc le Brésil, et non le Portugal, qui exigea que les deux couronnes ne reposassent pas sur la même tête, et don Pedro, forcé d'opter entre son sceptre légitime et son pouvoir révolutionnaire, se déclara pour le dernier; avant d'abdiquer ses droits, il voulut en faire un usage qui, personne ne le niera, émanait d'un noble principe. Son premier acte de roi fut de confirmer, le 25 avril, la régence créée

par son père; il accorda une amnistie générale, et le 29 il octroya une charte. Le 30, il nomma les membres de la chambre des pairs, composée presque entièrement des grands du royaume et des évêques. Puis il abdiqua en faveur de sa fille aînée, doña Maria da Gloria, ordonnant qu'elle ne sortirait pas du Brésil que son mariage ne fût conclu avec l'infant don Miguel et qu'elle n'eût prêté serment à la constitution : l'abdication devenait nulle, si ces conditions n'étaient pas remplies. Don Pedro renonçant à la couronne, les droits de sa fille étaient aussi incontestables que l'avaient été les siens. L'ordre de succession au trône suit dans tous les pays les principes établis pour la constitution des majorats; la loi des princes est, sous ce rapport, celle des particuliers, et en Portugal les femmes héritent des fiefs, à défaut d'héritiers mâles dans la ligne directe. Aussi l'infant don Miguel, qui s'était empressé de jurer fidélité à son frère, prêta-t-il sans difficulté serment à sa nièce doña Maria, et presque tous ceux qui furent depuis ses partisans imitèrent son exemple. L'abdication de don Pedro éveilla néanmoins toute l'ambition de la reine Charlotte. Quelle perspective s'ouvrait devant elle! L'infant don Miguel, son disciple servile, allait être le mari de la reine. La puissance devait donc inévitablement tomber entre les mains de son fils et les siennes propres. Être assuré de l'avenir, c'est posséder le présent, et l'empereur don Pedro, tout en faisant reconnaître les droits de doña Maria, facilita par cette promesse de mariage l'usurpation de don Miguel.

Alors s'opéra dans les différentes catégories de la noblesse portugaise un revirement de position dont les luttes de partis ont fait depuis oublier l'origine. En 1820, presque tous les grands se trouvaient au Brésil avec le roi; plusieurs avaient gouverné au nom de l'Angleterre; d'autres, qui avaient suivi l'armée française, étaient éloignés des affaires de leur pays, et bien peu de noms appartenant à la première noblesse figurèrent dans les mouvemens qui déterminèrent la constitution de 1822. Les gentilshommes de province, au contraire, restés chez eux loin de la cour, comptant sur leur influence auprès des populations, et principalement cette nombreuse famille des Sylveira, qui couvre les provinces du nord, avaient désiré ardemment acquérir de l'autorité à la faveur du système représentatif. Le mouvement les dépassa, et leur désappointement s'accorda avec celui de la reine Charlotte. Ils furent, lors de l'insurrection de Santarem, tout disposés à coopérer au renversement des cortès, et le régime de la charte ne leur offrit ensuite aucune position qui pût les séduire. La naissance ne les appelait pas à la chambre des pairs, et ils dédaignèrent de siéger dans celle des députés. En 1823, on vit donc beaucoup de partisans de la révolution de 1820 prendre les armes en faveur de l'absolutisme, et la promulgation de la charte les enchaîna pour toujours à ce parti. Les grands, au contraire, spectateurs défians de la révolution de 1820 et particulièrement attachés à la personne de Jean VI, avaient en grand nombre suivi le roi à Villa-Franca. Plusieurs, par leur résistance au complot de la reine, furent exposés à la haine personnelle de cette princesse et aux vengeances de son parti. Le régime constitutionnel devint un abri sous lequel

se réfugièrent beaucoup de royalistes. Leur sécurité à venir se trouva liée au maintien de la charte et au salut du trône de doña Maria. Dans les premiers temps de la régence de l'infante Isabelle, presque tous les membres de la haute aristocratie, attirés par la pairie, parurent disposés à admettre la forme nouvelle de gouvernement, et si deux ans après un si grand nombre se montra peu dévoué, cela tint à des circonstances nouvelles et provint de ce que le danger, pour le commun des ames, change le point de vue.

C'est une chose digne de remarque dans la filiation des partis : les héritiers des familles persécutées par le marquis de Pombal furent plus tard victimes de leur attachement aux idées libérales. L'esprit d'indépendance se perpétua dans ces familles, tout en changeant d'objet. M. de Palmella lui-même, que le penchant naturel de son esprit attirait vers les principes nouveaux, avait été sans doute profondément ému, dans sa jeunesse, par le récit des souffrances d'une mère qui défendit avec un si tendre courage la fidélité de l'amour qu'elle avait voué à M. de Souza, plus tard son époux. Elle ne craignit pas, presque enfant, de résister ouvertement aux violences du marquis de Pombal, qui prétendait l'unir à son fils. Beaucoup de grands seigneurs libéraux étaient parens ou alliés des Tavoras et de ceux qui périrent dans la grande exécution de 1759. Le général Saldanha, au contraire, était petit-fils du marquis de Pombal, et cette différence d'origine entra peut-être pour plus qu'il ne le sut lui-même dans la position exceptionnelle qu'il occupa long-temps au milieu du parti le plus exalté.

Dans le nord, aussitôt après l'abdication de don Pedro, la promulgation de la charte donna des soldats à l'intrigue apostolique, et quelques paysans, excités par des moines et des officiers en retraite, proclamèrent don Miguel roi absolu. Le général Saldanha, commandant de Porto, comprima ce mouvement par sa vigoureuse activité. Un soulèvement de la même nature éclata dans les Algarves. Le général Saldanha, devenu ministre de la guerre, et le comte d'Alva, commandant de la province, parvinrent également à étouffer cette insurrection. Les rebelles se réfugièrent en Espagne, et des émeutes partielles eurent ensuite lieu sur plusieurs points de la frontière. Elles furent successivement vaincues; mais à chaque insurrection nouvelle des portions de régimens et des corps entiers quittaient le Portugal et cherchaient un refuge en Espagne. Le gouvernement du roi Ferdinand donnait des armes, des chevaux, des munitions aux déserteurs ennemis de la constitution. Un grand nombre de libéraux espagnols se réfugiaient également en Portugal, et la guerre semblait devoir être à la fois civile et étrangère. Le marquis de Chaves, à la tête de six mille hommes, pénétra dans la province de Tra-os-Montes, et d'autres chefs plus obscurs envahirent l'Alemtejo et les Algarves. La position du gouvernement portugais, devenu constitutionnel sans le savoir, et qui devait dans peu d'années remettre le pouvoir entre les mains des absolutistes, n'était plus tolérable. Les intrigues se multipliaient dans tous les sens; l'administration, en général modérée, mais toujours faible, subissait tous les inconvéniens des clubs, sans même avoir, comme en 1820, leur dange-

reux appui; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Heytesbury, se mêlait des détails les plus intimes du palais; certains confidens de la régente allaient proclamer dans les carrefours et les cafés les délibérations du conseil, et, en avilissant le pouvoir, décourageaient ses partisans. C'était le gouvernement de tout le monde et de personne.

Cependant, grace au dévouement de quelques ministres tels que le comte de Lavradio (1), M. Trigoso, et aux talens militaires du comte de Villaflor, qui s'est depuis illustré sous le nom de duc de Terceire, la victoire appartint un moment à la cause du droit et de la justice. L'Espagne était toujours menaçante; le gouvernement de Lisbonne pouvait être plusieurs fois vainqueur sans se consolider, et un seul revers suffisait pour le perdre : il eut recours alors à un remède peut-être nécessaire, mais douloureux; il appela la puissance britannique à son aide. Les Anglais ne tirèrent pas l'épée, leur force morale contrebalança seulement l'influence espagnole, ils défendirent en quelque sorte les barrières du champ clos; mais plus tard les constitutionnels payèrent de leur ruine cet appui passager. On sait que lord Stuart avait apporté du Brésil la charte de don Pedro, que le gouvernement anglais s'opposa ensuite à l'entrée des Espagnols, et enfin qu'il favorisa l'avénement de don Miguel. La politique britannique est généralement plus ferme que logique, et, si elle marche toujours vers un même but, c'est souvent par des voies contraires. Le premier point pour l'Angleterre était de séparer le Portugal du Brésil, afin de devenir elle-même la métropole commerciale de ce dernier pays; le second, d'isoler le Portugal de l'Espagne. Pour cela, une charte pouvait être bonne, mais une charte donnait le pouvoir aux constitutionnels, qui, en 1820, avaient chassé les Anglais : de là les démarches contradictoires et les indignes trahisons.

Les intrigues étrangères n'affaiblirent pas seulement le gouvernement de Lisbonne; elles s'étendirent aussi à Rio-Janeiro. Don Pedro obéit toute sa vie à de grandes idées, mais sa conduite ne répondit jamais à ses desseins. Sincèrement attaché au Brésil, il abandonna sa couronne portugaise sans regret; plaçant sa gloire dans le triomphe des idées nouvelles, il donna une charte sans arrière-pensée; malheureusement la vanité de l'homme était plus sensible que celle du prince, et don Pedro ne put résister au désir d'être considéré comme l'arbitre suprême d'un pays qu'il avait renoncé à gouverner. Il retint ce qu'il avait donné loyalement, devint le point de mire des ambitions mécontentes, et toutes les minorités factieuses s'adressèrent à lui. Il rendit des décrets, nomma des conseillers d'état, des pairs, entrava de mille manières l'exercice de l'autorité de la régente. Celle-ci, pour ne pas violer la charte, fut plus d'une fois contrainte de désobéir aux ordres de don Pedro; et les cours étrangères, abusant de l'irritation du prince contre sa sœur, l'amenèrent à modifier la régence et à en investir l'infant don Miguel. Nommé régent, le prince s'empressa d'écrire à l'infante pour l'assurer de son dévouement sin-

(1) Don Francisco d'Almeida.

cère à la charte, de son respect pour son auguste frère, et il demanda que les cortès fussent extraordinairement convoquées, afin de prêter dans leur sein serment à la constitution et à la reine, sa nièce. Ces apparences libérales ne trompèrent personne; don Miguel régent, c'était la reine Charlotte toute puissante. Les absolutistes n'eurent plus qu'à contenir leur joie; la proie qu'ils convoitaient tombait entre leurs mains, et le penchant de don Pedro pour les hommes de 1820, son mécontentement contre la régente, qui leur avait quelquefois résisté, allaient avoir pour conséquence l'intronisation du despotisme et de la terreur.

Le 22 février de l'année 1828, l'infant entra dans le port de Lisbonne et débarqua au milieu des acclamations d'une populace ameutée. Les jours suivans, des vivats en faveur de l'absolutisme et des cris de mort contre les francs-maçons retentirent sur son passage; souvent ils étaient provoqués par les gens de son escorte; d'autres fois ses propres gardes tiraient l'épée pour punir ceux qui proféraient des cris anti-constitutionnels. La confusion était partout, et la mêlée précéda la bataille. Un jour les plus crédules d'entre les libéraux reprenaient quelque espoir: l'infant paraissait indécis, on disait que les conseils de l'empereur d'Autriche l'avaient rendu au moins prudent; mais, le lendemain, les absolutistes manifestaient une joie féroce et se répandaient en menaces de mort.

Tous avaient les yeux fixés sur don Miguel, et attendaient avec anxiété le jour où il devait se rendre à l'assemblée des cortès pour y jurer fidélité à la constitution. Les apostoliques eux-mêmes surveillaient les mouvemens de l'infant avec l'inquiétude d'une ambition avide. La situation de ce prince, instrument de l'absolutisme, qui rentrait dans son pays pour le gouverner au nom de la charte, était si étrange et si contradictoire, qu'elle pouvait bien jeter dans les esprits autant d'incertitude que de crainte; cependant, quoique depuis deux ans il eût été soustrait à la direction de sa mère, et que son langage et ses manières parussent moins sauvages, don Miguel n'avait pas changé. En attaquant le trône de son père, vieillard débile, il avait préludé à l'usurpation de la couronne de sa nièce, jeune enfant de neuf ans; il savait mépriser les faibles. La reine Charlotte reprit bientôt son empire, et le jour où l'infant jura fidélité à la charte dissipa le peu d'illusions que quelques constitutionnels avaient bien voulu conserver. Ce fut en face des cortès, des pairs, des députés, de toute la cour et de la diplomatie étrangère, que don Miguel prêta serment; son regard était vague, sa démarche incertaine, et toute sa personne embarrassée. L'infante Isabelle-Marie, au contraire, semblait animée d'un courage qu'embellissaient la douceur de son caractère et le charme languissant de sa personne. Au milieu de cette assemblée muette et consternée, entourée de factieux pleins d'arrogance et prêts à l'outrager, cette princesse se montra fidèle à son frère et à ses engagemens; en remettant à don Miguel ses pouvoirs, elle osa lui rappeler de quelle main il les tenait, à quelles conditions et sous quel nom il devait gouverner. L'infant ne répondit pas un seul mot au discours de sa sœur; il prêta serment à la charte d'une voix si

basse, que personne ne put l'entendre, et les assistans remarquèrent qu'au lieu de poser la main sur le livre des Évangiles, il l'appuyait sur la manche du patriarche de Lisbonne.

Débarrassés de cette importune cérémonie, les absolutistes agirent plus librement : les honnêtes gens furent maltraités dans les rues et assaillis par des bandes armées de bâtons dont le nom de *cacetes* a acquis une si funeste célébrité; on pouvait reconnaître les soldats du 30 avril, si leur chef n'osait encore se montrer à leur tête. Dans l'intérieur même du palais, les personnages les plus considérables étaient menacés par les soudoyés de la reine. Tous les fonctionnaires fidèles furent destitués, et bientôt après les cortès dissoutes. Les hommes que leurs principes et leur courage désignaient à la haine des apostoliques furent obligés, ainsi que leurs femmes et leurs parens, de chercher un refuge à bord des bâtimens de guerre étrangers; ils furent contraints d'abandonner patrie, famille et fortune, pour sauver leur vie. Les témoins eux-mêmes ont peine aujourd'hui à se retracer le déchirant spectacle que présenta Lisbonne pendant ces mois d'angoisses, de fourberie et de capricieuse terreur. Don Miguel gouvernait nominalement au nom de la charte et de la reine, et cependant il y eut des ministres nommés par l'infant, le comte de Villaréal par exemple, qui furent forcés de fuir le Portugal à cause de leur fidélité à doña Maria. On était traité de rebelle pour être soupçonné de partager les sentimens qu'affichait l'infant. La prison, l'exil ou la mort menaçaient indistinctement tous ceux qui n'appartenaient pas à la faction de la reine Charlotte.

La présence des troupes anglaises empêchait de détruire la dernière ombre de légalité; mais le gouvernement britannique, qui avait envoyé cette force au secours des constitutionnels, venait de faire décider par don Pedro la régence de don Miguel, et le général Clinton, interrogé sur le parti qu'il prendrait dans le cas d'une insurrection, avait répondu qu'il défendrait la personne du prince. Le 25 avril, après avoir détruit toute chance de succès pour les libéraux, les Anglais, dont la position devenait fort embarrassante, se retirèrent sous prétexte que le Portugal n'avait plus rien à craindre de l'Espagne. Alors la reine Charlotte et l'infant ne dissimulèrent plus aucun de leurs projets; ils violèrent ouvertement la charte. De prétendues cortès furent convoquées d'après les anciennes formes, et chargées de proclamer la légitimité de l'infant.

On a dit que don Miguel avait été appelé au trône par le vœu spontané de la nation : c'est confondre trop aisément les clameurs de la multitude avec les véritables sentimens du peuple. En Portugal comme partout, il s'est trouvé des voix pour applaudir à tous les régimes. Des acclamations semblables à celles qui accompagnèrent l'arrivée de l'infant avaient accueilli la promulgation de la charte de don Pedro. Il était dans les destinées de la nation portugaise qu'une constitution conquise par le peuple fût renversée par le peuple, et qu'une charte octroyée par un prince fût détruite par un prince. Qui ne voit que la masse ne doit être comptée que pour ses souffrances, et que la question se décida par les princes? Les constitutionnels n'avaient plus l'héritier légitime

du trône à leur tête; ce fut ce qui perdit la liberté. Par la fatale imprudence de don Pedro, le gouvernement avait été soustrait aux libéraux; si l'empereur du Brésil se fût trouvé en Europe, il eût défendu la charte avec moins de peine qu'il n'en fallut prendre pour la détruire; car enfin, bien que je me sois interdit toute attaque personnelle, il faut le dire, les principaux ministres de don Miguel avaient servi la régente, défendu la charte, et le discours d'ouverture de ces cortès mensongères, dans lequel fut posée la question d'illégitimité de la reine doña Maria, fut prononcé par le même prélat qui, deux fois au nom de cette princesse, avait ouvert la session des cortès constitutionnelles. Toutefois la position des chefs apostoliques, moines ou nobles, leur donne des cliens nombreux; ils s'adressent à des instincts plus ardens, ils sollicitent des intérêts plus tenaces, ils agitent facilement des passions factices, bien que le nombre des fanatiques de l'absolutisme soit extrêmement faible. Rien ne ressemble à une intrigue comme les trois mois qui ont précédé l'usurpation de don Miguel. Pour être irrégulière, la violence n'en est pas moins calculée; tous les coups sont prémédités; la cabale de cour agit par la rue; elle presse, elle excite le prince. L'intérêt évident de celui-ci était, il est vrai, d'attendre l'arrivée de doña Maria en Europe et de ménager les sujets anglais; mais l'impatiente reine Charlotte se rappela qu'à Villa-Franca l'absolutisme avait triomphé sans qu'elle ou les apostoliques eussent rien gagné. La faction entraîna donc l'infant à des mesures violentes contrairement à ses intérêts et au vœu des adversaires honnêtes de la constitution. Si dans ces circonstances la valeur des émotions populaires est difficile à déterminer, il reste des décrets officiels qui déposent contre la spontanéité du mouvement contre-révolutionnaire. Le gouvernement fut obligé d'ordonner à tous les fonctionnaires de ne recevoir dans les élections aux cortès les votes d'aucune personne connue *pour mal comprendre les questions de légitimité;* encore fallut-il éliminer beaucoup de membres, afin que, bravant la terreur, aucune voix accusatrice ne pût s'élever.

Ainsi donc, à l'unanimité, les trois ordres déclarèrent don Miguel relevé de ses sermens, parce que les droits du peuple à un monarque légitime ne pouvaient être aliénés. Mais on ne saurait s'appesantir sur des formes trompeuses et sur des manques de foi, quand un pays est ensanglanté par le crime et déchiré par la violence. Chaque volontaire royaliste a le droit d'arrêter de son chef celui qu'il suspectera, le mot de *suspect* est dans la loi; des cours spéciales doivent informer sommairement, parce que le crime de franc-maçonnerie, dit le décret, est trop indigne pour être couvert par de vaines formalités; un arrêt de déportation est cassé par l'infant, qui exige et obtient des juges la peine de mort; les prisonniers de Villaviciosa sont massacrés comme ceux de la haute cour d'Orléans; par ordre du gouvernement, les têtes sont portées sur des piques, les corps brûlés, les cendres jetées dans la mer; chaque individu est exhorté à se faire lui-même l'exécuteur des sentences, et à tuer les ennemis du roi, quand même ils ne lui auraient fait personnellement aucun mal, précaution qui dénonce les mœurs du parti. Enfin, les lois

ont un effet rétroactif et font remonter les crimes contre la royauté absolue au 22 février, quand, le 26, don Miguel avait juré la charte. Une faction exécrable dominait le parti absolutiste et engageait sur ses traces tous les intérêts, sinon tous les cœurs.

L'armée comptait encore beaucoup de constitutionnels dans ses rangs, et sur plusieurs points des soulèvemens eurent lieu; mais, après la défaite des insurgés de Porto, qui deux mois avaient tenu tête au nouveau pouvoir, la cause de la reine doña Maria paraissait perdue sans retour, si des évènemens imprévus ne lui eussent rendu un drapeau et un coin de terre pour l'arborer.

Don Pedro avait décidé que doña Maria irait demeurer auprès de son grand-père, l'empereur d'Autriche, jusqu'à l'époque de son mariage. M. de Palmella, alors ambassadeur de Portugal à Londres, et qui avait protesté, ainsi que plusieurs membres du corps diplomatique, contre la récente usurpation de l'infant, sentit qu'il importait de ne pas laisser entre les mains d'une puissance absolutiste un gage aussi précieux que la jeune reine. Au moment même où l'envoyé d'Autriche attendait à Livourne l'arrivée de doña Maria, M. de Palmella donnait à Gibraltar l'ordre aux frégates brésiliennes de cingler vers l'Angleterre. Toutes les cours de l'Europe, excepté celle d'Espagne et le saint siége, avaient rappelé leurs ambassadeurs de Lisbonne et refusaient de reconnaître l'usurpation de l'infant. La reine de Portugal fut reçue en Angleterre avec tous les honneurs qui lui étaient dus, et, après un court séjour à Londres, doña Maria retourna au Brésil sur le bâtiment qui conduisait à l'empereur don Pedro sa jeune fiancée, la princesse Amélie de Leuchtenberg.

Pendant ce temps, un bataillon de chasseurs, cantonné dans l'île de Terceire, proclamait sur ce rocher, en dépit des habitans, la souveraineté de doña Maria. Les réfugiés portugais désiraient ardemment se joindre à cette troupe, leur dernière espérance: ils s'embarquèrent à Plymouth sous le commandement du général Saldanha; mais le duc de Wellington avait donné l'ordre à la station anglaise de canonner les bâtimens qui s'approcheraient de l'île. C'était, comme on le dit alors, avec des boulets oubliés de la canonnade de Copenhague. Cet ordre cruel et injuste devait anéantir à jamais le parti de doña Maria, et ne s'accordait pas avec les honneurs royaux que l'Angleterre rendait dans le même temps à cette princesse. La conduite du ministère anglais prouva que, malgré l'injurieuse épithète de lâche et cruel qu'appliqua lord Aberdeen à don Miguel, il était prêt à se rapprocher du prince usurpateur. L'amicale réception faite à doña Maria avait peut-être pour but de rendre les absolutistes portugais plus dociles en les effrayant sur leur avenir. Contraints de s'éloigner de Terceire, les soldats constitutionnels se réfugièrent en France, où ils furent reçus avec empressement par toute la population, et accueillis par le gouvernement avec un hospitalité à laquelle n'étaient pas étrangers les efforts du fidèle ami de Jean VI, M. Hyde de Neuville.

Quelques semaines après, le duc de Terceire fut plus heureux que ne l'avait été le marquis de Saldanha. Il parvint, avec quelques compagnons dévoués,

à échapper aux croisières anglaises et au blocus miguéliste, et se fit échouer sur la côte de Terceire, dont la garnison, au moment du danger, se trouva ainsi renforcée de quelques soldats et surtout d'un chef. Ce secours était urgent, car, peu de temps après, une escadre miguéliste parut devant l'île, et tenta, le 29 juillet 1829, une descente à Villa da Praya. Elle fut repoussée avec vigueur; huit cents hommes, abandonnés par les leurs sur le rivage, contraints de déposer les armes, grossirent ensuite le nombre des soldats constitutionnels; les miguélistes ne tentèrent plus de débarquement, et bientôt après ils renoncèrent au blocus. L'année suivante, le duc de Terceire se lança dans une série d'entreprises aventureuses; avec un seul brick et des barques non pontées, sans munitions, presque sans vivres, il s'empara successivement des îles de Saint-George, du Pic et de Fayal. Puis, grandissant ses espérances avec ses succès, il se hasarda à quarante-cinq lieues en mer, là où le moindre bâtiment de guerre ennemi aurait pu le détruire, et attaqua l'île de Saint-Michel. La garnison, double en nombre, fut vaincue après un combat opiniâtre, et cette île riche et populeuse accueillit avec joie les troupes constitutionnelles.

Pendant que la cause de doña Maria gagnait des provinces, les évènemens du Brésil lui rendaient son chef naturel.

Don Pedro arriva en Europe en 1831. Au mois de février 1832, il partit du port de Belle-Isle pour les Açores, et alla se placer à la tête des troupes de la reine sa fille. Les victoires du duc de Terceire en avaient accru le nombre, qui s'élevait à six mille cinq cents hommes; mais peut-être n'eût-on pu se procurer les ressources nécessaires pour équiper cette armée, la transporter en Portugal, et former une flotte, sans l'active industrie et le hardi dévouement de M. Mendizabal. Le duc de Terceire, M. Guereiro et M. de Palmella, qui avaient dirigé si habilement les affaires de l'émigration en qualité de régens, déposèrent leur pouvoir entre les mains de l'empereur. Le brave amiral Sartorius commanda la flotte, et M. de Terceire l'armée de terre. Celle-ci s'accrut de deux bataillons, l'un anglais, sous les ordres du colonel Hodges, l'autre français, à la tête duquel fut bientôt placé M. de Saint-Léger; et un jour du mois de juin, au lever du soleil, par un temps calme, quelques minutes avant de s'embarquer, la petite armée, l'empereur à sa tête, entendit une messe basse, célébrée sur un autel de bois qui s'élevait au milieu d'un champ. Les bâtimens de guerre et les transports pavoisés étaient en vue, couvrant la rade de Ponta del Gada, et complétaient l'imposante simplicité du spectacle. Ce fut avec un élan passionné que ces soldats, après quatre années d'exil et d'infortunes, supplièrent le Tout-Puissant de leur rendre leur patrie, leurs familles, et le remercièrent d'avoir mis entre leurs mains la possibilité de mourir du moins sur la terre natale. L'espérance était grande, comme la tâche qu'il fallait entreprendre; elle était vaste comme la mer qui séparait du but.

Depuis 1828, de nouvelles insurrections militaires avaient troublé le gouvernement de don Miguel. Celle de 1831 ne fut étouffée à Lisbonne que par

des flots de sang. Les emprunts forcés, les désordres, les assassinats de toute nature, ruinaient et désolaient les provinces. Les constitutionnels devaient donc s'attendre à trouver dans le peuple et dans l'armée de nombreux partisans; mais le peuple n'avait plus de ressort, les confiscations l'avaient épuisé, les emprisonnemens en masse terrifié; le despotisme avait pesé d'un si grand poids, que tous les hommes énergiques en avaient été atteints, et si les exécutions s'étaient ralenties, la mort n'en faisait que plus de ravages dans les humides cachots que le Tage baigne et inonde.

Quant à l'armée, les épurations de l'échafaud lui avaient fait perdre son ancien caractère; ce qui restait des vieilles troupes s'était associé à l'esprit des volontaires royalistes, et don Pedro n'eut pas affaire à une nation, mais à une troupe fanatique dominant un pays accablé. Après la mort de la reine Charlotte, on aurait pu espérer que le despotisme de don Miguel se relâcherait un peu de sa fureur, ce prince étant plutôt indifférent au crime qu'avide de vengeance; mais le danger grandissait du côté des constitutionnels, les plus compromis du parti apostolique étaient naturellement les plus fidèles. Le pouvoir leur appartint de droit au moment de la crise, et, quels que fussent les sentimens intimes du peuple, le conflit sembla se circonscrire entre une armée pédriste de sept mille hommes fortement organisée et bravement commandée et une troupe nombreuse, mal instruite et encore plus mal dirigée.

Le 9 juillet, l'armée libératrice débarqua au nord de Porto, et entra le lendemain dans cette ville. Un grand nombre d'habitans s'avancèrent pour la recevoir, tandis que d'autres commençaient déjà à tirailler avec l'arrière-garde miguéliste; mais l'enthousiasme diminua, et les pluies de fleurs cessèrent quand on eut constaté le petit nombre des constitutionnels. Après une bataille gagnée à Ponte-Fereira, au nord du Douro, et un échec éprouvé au sud, à Souto-Redondo, l'armée de la reine, sans cavalerie, sans caissons, sans équipages, fut forcée de rentrer dans la ville. Alors commença un siége qui dura plus d'une année, sans qu'aucun des partis remportât sur l'autre d'avantage décisif. La fortune vint souvent en aide aux constitutionnels. Après les deux premiers combats, réduits à quatre mille cinq cents hommes, ils auraient sans doute succombé, s'ils avaient été attaqués incontinent. Plus tard, séparés de la mer, ils se virent au moment de manquer de munitions, et n'avaient pas assez de chaussures pour supporter une marche d'un jour; mais on leur laissa un mois pour se fortifier, et dans les circonstances les plus critiques ils ne furent jamais attaqués. Les menaces des miguélistes unirent la population au sort de l'armée, et le besoin d'une défense commune se fit sentir de tous. Les bourgeois s'enrôlèrent parmi les soldats, et comblèrent les vides de chaque jour. Cette grande ville, tant de fois malheureuse, affamée et bombardée, était réduite, à la fin du siége, au tiers de sa population; elle supporta ses maux sans murmurer, c'était là un des fruits de la terreur miguéliste. Du reste, les Portugais se retrouvent tout entiers dans l'adversité, et les situations extrêmes remettent en lumière leur caractère aventureux.

Mais un tel état de choses, en se prolongeant, devenait fatal aux constitu-

tionnels; il leur fallut tenter un coup décisif. Le duc de Palmella sauva une fois encore la cause de la reine. Il parvint, avec M. Mendizabal, à contracter en quelques jours un emprunt à Londres, fortifia la flotte d'un vaisseau, de trois cents matelots et du commodore Napier, dont le nom a récemment fort occupé l'Europe, et arriva inopinément à Porto avec six bateaux à vapeur, des habits, des souliers, des munitions et de l'argent. Le duc de Terceire partit alors avec deux mille cinq cents hommes pour les Algarves, où le vicomte de Mollelos commandait quatre mille soldats ou miliciens. Le duc s'empara sans grande peine de toutes les Algarves, où il laissa deux bataillons; puis, par un mouvement rapide, il gagna deux marches, et s'avança sur Lisbonne, où l'on venait d'apprendre l'intrépide attaque du commodore Napier et la défaite totale de la flotte miguéliste au cap Saint-Vincent. M. de Terceire avait sur ses derrières le vicomte de Mollelos avec quatre mille hommes, et devant lui le Tage et sept mille hommes sous les ordres du duc de Cadaval. Ce dernier, redoutant les dispositions du peuple, crut devoir évacuer Lisbonne dans la nuit. Le général Tellez Jordan fut le même jour défait et tué sur la rive gauche du Tage; le peuple s'insurgea, et le duc de Terceire, traversant le fleuve, prit possession avec quinze cents hommes de la capitale du royaume.

Pendant ce temps, l'armée miguéliste avait passé sous le commandement de M. de Bourmont. Ce maréchal arrivait à une époque malheureuse. Ignorant sans doute l'état précis des affaires, et ne connaissant pas parfaitement l'armée qu'il avait à commander, il ne fortifia pas, comme il en aurait encore eu le temps, la garnison de Lisbonne, et crut pouvoir emporter de haute lutte la ville de Porto. L'empereur don Pedro y commandait en personne avec le maréchal Saldanha, et les troupes miguélistes vinrent une dernière fois se briser contre des positions devant lesquelles, pendant plus d'une année, elles s'étaient consumées en inutiles efforts. L'attaque de Porto donna le temps de fortifier Lisbonne, et, lorsque M. de Bourmont assiégea cette ville, il n'était plus temps de la reconquérir. Après deux sanglantes batailles, l'armée miguéliste fut forcée de se retirer sur Santarem, et se maintint dans cette position pendant près d'un an. On dit que cette armée, encombrée d'un nombre infini de femmes, d'enfans et de fugitifs de toute espèce, décimée par le choléra et le typhus, abîmée par la famine et la guerre, eut à supporter des maux incroyables. Cependant la position était telle que le maréchal Saldanha, qui commandait alors l'armée constitutionnelle, ne pouvait emporter Santarem de front ni faire un seul mouvement sans découvrir Lisbonne. Enfin, au commencement de 1834, le duc de Terceire, arrivant par le nord, menaça les derrières de l'armée miguéliste, et le général espagnol Rodil, en vertu du traité de la quadruple alliance, entra en Portugal par la province de Beïra. Don Miguel se retira alors sur Evora, et signa dans cette ville, le 26 mai, une convention par laquelle il s'engageait à quitter le Portugal sous quinze jours et à ne point chercher désormais à troubler la tranquillité du royaume.

IV.

Avec le succès des armes de don Pedro, la charte octroyée par lui en 1826 fut inaugurée de nouveau. Elle est, à peu de choses près, la charte française de 1830; seulement la pairie est héréditaire, et l'élection à deux degrés a pour base un suffrage presque universel. Cette constitution ne fut pas réellement exécutée pendant la régence de don Pedro; les circonstances commandaient peut-être alors un régime dictatorial. Tant que ce prince vécut, l'influence de sa personne et le prestige d'un triomphe récent soutinrent le pouvoir, et tous, dans le principe, devaient s'estimer trop heureux, les uns d'être délivrés de la terreur qui les avait accablés, les autres de ce que nulle réaction sanglante ne succédait à leurs attentats. L'absence de tout échafaud politique a légitimé, ennobli le succès des constitutionnels et honoré le triomphe de leur chef. Malheureusement celui-ci commit des fautes dont les conséquences se feront long-temps sentir. Don Pedro était un homme d'une nature particulière; il avait au moins une qualité qui le place au-dessus du commun des princes : c'était d'aspirer à la gloire. Peut-être l'aima-t-il plus qu'il ne la connut, et sa passion pour les nouveautés ne fut pas toujours heureuse. Il fit un abattis complet de l'ancienne législation et saccagea toutes les lois politiques, financières et civiles. Chaque matin, pendant le siége de Porto, on voyait paraître dans la gazette quelques lambeaux de codes de procédure ou de droit civil de la composition du prince, qui à la fin, et sans que personne s'en doutât, se trouvèrent former les lois nouvelles du royaume. Toutes les attributions judiciaires, administratives et financières, furent bouleversées, et l'on changea jusqu'aux noms des magistratures, confusion qui favorisa extrêmement la vénalité des juges, cette plaie profonde et incurable de la Péninsule. Quant au peuple, il ne ressentit que de l'étonnement et de l'inquiétude. Ces innovations inattendues ne furent ni goûtées ni comprises, et aucun intérêt national compact ne remplaça l'influence des classes dépossédées. Mais ce serait une erreur de croire que ces graves perturbations aient amené les mouvemens qui éclatèrent peu de temps après. Elles n'avaient atteint que le corps de la nation, c'est-à-dire frappé une masse inerte. En Portugal, les sentimens généraux languissent étouffés, tout est livré à l'action des intérêts individuels, et l'on dirait que les vaincus ont cessé d'exister. Don Pedro put même, sans danger, rechercher les querelles avec le saint-siége. Cette puissance avait soulevé de nombreuses difficultés; il les accueillit avidement comme des moyens de rupture, et tout à coup, au milieu de son orthodoxie, l'église de Portugal se trouva séparée de celle de Rome. Les conséquences de ce schisme eurent peu de gravité; à peine si les ames pieuses s'en alarmèrent : ce ne fut qu'un voile de plus jeté sur la nuit obscure.

En Portugal, la stabilité et l'ordre dépendent uniquement des questions de personnes. Le chaos est si complet, les bouleversemens sont si profonds et si

récens, que, quels que soient la forme du gouvernement et le nom dont il se décore, le règne de l'arbitraire n'est jamais interrompu. Aussi, dans toutes les révolutions de ce pays, faut-il considérer la composition des partis avant de regarder les drapeaux sous lesquels ils se rangent. Là où la loi n'est jamais appliquée, la question des fonctionnaires est bien plus sérieuse que celle de la législation. Dans la Péninsule malheureusement, il ne s'agit jamais que de places de cour, de titres et d'emplois, c'est-à-dire de vanité et d'argent. Les fautes les plus sensibles de don Pedro, disciple du marquis de Pombal, dont il admirait plus qu'il ne connaissait l'histoire, prince impérieux autant que niveleur et révolutionnaire, furent surtout relatives aux personnes. Il repoussa indistinctement tous les miguélistes, même ces hommes inoffensifs, cortége nécessaire de tous les pouvoirs, qui n'avaient fait que courber humblement la tête sous le joug. Loin d'essayer de les rallier au nouveau régime, il les éloigna de son gouvernement, et les chassa du palais quand ils vinrent le complimenter sur le succès de ses armes. Un tort plus grand et de conséquence immédiates fut de s'isoler au milieu de son propre parti. Celui-ci se composait d'hommes dont les principes n'étaient pas homogènes, chose en soi de peu d'importance, mais, ce qui est plus grave, dont les origines libérales n'étaient pas les mêmes. Dans un pays naturellement absolutiste, pour former avec des hommes isolés, avec des débris et des fractions de bannis, un parti capable de lutter avec succès contre les passions monacales et les anciens priviléges, pour créer une armée de la liberté indépendante du peuple, il avait fallu qu'une succession de luttes, de victoires et d'oppressions, et beaucoup de circonstances étrangères à la politique, réunissent un grand nombre d'hommes dans une opposition commune aux principes apostoliques, aux chefs de ce parti et à leur prince. La légitimité les rallia tous et les confondit sous son drapeau. Parmi les constitutionnels, on comptait beaucoup d'ouvriers de la onzième heure; les amis, les confidens de Jean VI avaient lutté à la fois contre ses deux fils, contre l'empereur don Pedro au Brésil, contre l'infant don Miguel à Lisbonne. Ils devinrent les chefs de l'émigration, sa force et sa parure. Mais don Pedro ne leur accorda jamais qu'une confiance contrainte non plus qu'aux jeunes révolutionnaires. Son affection se porta exclusivement sur des hommes qui, pour la plupart, ministres du temps de la révolution de 1820, avaient été en butte aux attaques violentes de la portion la plus active et la plus déterminée du parti révolutionnaire. Peu importans par eux-mêmes, mais ayant pratiqué de hauts emplois, ils avaient ce cachet particulier du démocrate devenu despote par le pouvoir. Plus que tous les autres, ils excitaient la haine des miguélistes, inspiraient aux libéraux exaltés de l'envie sans respect, et pourtant ils n'étaient pas des modérés.

Ainsi, le 24 septembre 1834, lorsque don Pedro mourut peu de mois après son triomphe, l'avenir du Portugal était loin d'être assuré. Don Miguel avait été vaincu; Madère et toutes les autres possessions portugaises venaient de reconnaître la reine avec joie. La France, l'Angleterre et l'Espagne étaient alliées intimes du Portugal, et le traité de la quadruple alliance garantissait la

durée du nouveau régime. Mais à la confusion de la déroute avait succédé celle de la victoire. Le gouvernement constitutionnel ne vivait que de nom, et les libéraux n'avaient pas encore appliqué leurs théories. Comment vont-ils gouverner la nation interdite? Comment échapperont-ils à l'oppression de l'alliance anglaise, au danger du voisinage de l'Espagne, à leurs propres divisions, aux difficultés financières? Comment pourront-ils surmonter les maux matériels dont la nécessité des temps accable le Portugal? Après la chute de don Miguel, toutes ces questions restaient pendantes. L'avenir du Portugal était gros de dangers. Bien que la nature de l'esprit de don Pedro le rendît peu propre à fonder un nouveau pouvoir, le poids de sa personne semblait contenir les difficultés qu'il suscitait à plaisir. Destructif par ses actes, ce prince dominait par son nom. S'il eût vécu, les causes de troubles eussent été aggravées, et les désordres ne se seraient pas manifestés aussitôt, parce que l'on savait que la volonté du prince était de soutenir ses ministres. Les gouvernemens sont si fréquemment renversés dans la Péninsule, non pas tant parce qu'ils sont mauvais que parce qu'on croit facile de les détruire.

Doña Maria avait seize ans à la mort de son père. Les cortès crurent néanmoins devoir déclarer la majorité de la reine, qui n'eût été atteinte, d'après la charte, qu'à sa dix-huitième année. Ce fut un acte de grande sagesse, non-seulement à cause des généreuses qualités de cette princesse, développées par le malheur, mais parce qu'ainsi on évitait de créer de nouveaux foyers d'intrigues. Doña Maria s'empressa de faire reposer toute sa confiance sur le duc de Palmella. L'âge de la jeune souveraine, la position du premier ministre et ses grands services semblèrent lui donner, sur la direction des affaires, une influence qui excita l'envie sans assurer solidement son autorité. Il crut devoir s'associer MM. Freire et Carvalho. Ce dernier, ministre des finances sous don Pedro, dans un temps de bouleversemens de fortunes, où les intérêts de chacun étaient mêlés et confondus avec ceux du trésor, était un homme considérable par le grand nombre d'employés qui étaient ses créatures; l'importance de ses fonctions se reflétait sur sa personne. M. Freire était un orateur habile et insinuant, un homme fécond en ressources d'intrigues. Mais, quels que fussent les avantages personnels de ces anciens conseillers de don Pedro, peut-être eût-il mieux valu élargir la base du pouvoir, et se hasarder à prendre son point d'appui sur la portion plus animée et plus inquiète du parti libéral. C'eût été le seul moyen de se fortifier contre les attaques inévitables que devaient bientôt amener la pénurie du trésor et l'arrogance avide de l'Angleterre. M. de Palmella et ses amis, tout en apportant un grand appui au gouvernement, ne suppléaient pas à la force dont le privait la mort de don Pedro, et ne désarmaient aucun adversaire. La position de tout ministre portugais à l'égard de l'Angleterre est vraiment intolérable; placé entre un sentiment national impérieux et des nécessités invincibles, il est toujours accusé par l'opposition d'abandonner les intérêts de son pays pour ceux d'un insatiable allié. La question des droits de douanes et la prolongation des traités fournirent des armes nationales aux ennemis du ministère, car rien n'est

impopulaire en Portugal comme l'abaissement des tarifs et la liberté du commerce.

Malgré les dépenses excessives causées par la guerre civile et la ruine générale, la réalisation des emprunts contractés à Londres couvrit d'abord facilement le déficit du trésor. L'abondance d'argent fut même telle, qu'on employa follement le numéraire à détruire un papier monnaie en circulation depuis Jean V. Cette prospérité factice n'eut d'autre conséquence que de fermer les yeux sur les dangers de l'avenir. Au commencement de 1835, le ministre des finances fut contraint d'accuser un énorme déficit. Le gouvernement était dans l'impossibilité d'emprunter de nouveau, et plus encore d'augmenter les impôts. M. Carvalho, toujours confiant, s'en remit, pour l'avenir, au développement de la prospérité nationale, et proposa des accroissemens de dépenses. Il y avait long-temps que celles-ci dépassaient de beaucoup le produit des recettes, et si le régime constitutionnel avait supprimé quelques abus onéreux, on venait de surcharger le budget central de dépenses que les provinces payaient antérieurement. La centralisation financière et la suppression de toute affectation spéciale peuvent être un utile progrès; mais pour cela il faut que ces mesures soient accompagnées de la régularité de la perception, et précédées de l'exécution des lois. Beaucoup de prétendues améliorations eurent ce double résultat, d'accabler les finances de l'état, dont les rentrées ne s'opèrent pas facilement, et de faire négliger des établissemens qui sont le premier besoin de tout pays civilisé. La ressource des biens nationaux dissipés autant que vendus étant promptement épuisée, il fallut avoir recours aux expédiens, et se lancer dans la voie déplorable des anticipations. Le traitement des fonctionnaires et la solde des officiers ne furent plus régulièrement payés; le nombre des mécontens s'accrut en proportion de l'impossibilité où l'on était de les satisfaire, et les sociétés secrètes s'emparèrent entièrement de l'armée et de la garde nationale de Lisbonne. Peut-être le gouvernement avait-il encore assez de force pour les contenir, le respect pour l'autorité de la reine et le souvenir d'efforts et de triomphes communs conservaient de la puissance; malheureusement les divisions intérieures des ministres amenèrent plusieurs d'entre eux à s'associer aux clubs, et à chercher dans le parti anarchique un point d'appui passager contre leurs collègues, car, bien que les attaques parussent toujours dirigées contre M. de Palmella, et surtout contre M. Carvalho, il y eut dans l'espace d'une année huit changemens de cabinet. Les motifs de ces mutations furent tous personnels; ils se rattachaient à des intrigues de cour qui se croisèrent et se confondirent souvent avec celles des clubs. Les désirs des partis s'irritèrent par ces reviremens continuels auxquels ils servirent plus d'une fois d'instrumens. Sans cesse au moment de saisir le pouvoir et toujours cruellement désappointés, leur impatience et leur haine s'en accrurent, et ces rapides rotations de ministères qui se succédèrent sous l'impulsion d'imprudentes cabales énervèrent l'autorité, détruisirent tout prestige, et rendirent plus choquant l'esprit d'exclusion des gouvernans. Sur ces entrefaites éclata la révolte de la Granja, qui servit de signal à un mouvement analogue en Portugal.

Depuis plus d'une année, des symptômes alarmans s'étaient manifestés. La chambre des députés avait refusé le commandement en chef de l'armée au premier époux de la reine, le prince Auguste de Leuchtemberg. Quelles que pussent être les théories constitutionnelles, et quelles que fussent les intrigues anti-ministérielles qui expliquent cette mesure, elle était pour des Portugais de la nature la plus grave. Mais doña Maria était trop jeune pour que de tels coups l'atteignissent, et l'opposition fut plutôt dirigée contre la veuve de don Pedro, Mme la duchesse de Bragance, sœur du prince, que contre la reine. Le peuple se plaisait même, par des bruits ridicules, à séparer doña Maria de son mari. Après deux mois de mariage, le prince Auguste succomba à une courte maladie. A la même époque, des émeutes menacèrent la vie des ministres, et ce qui rendit encore plus odieuses ces indignes machinations, c'est qu'on soupçonna quelques membres du cabinet de les avoir suscitées.

Aux dernières élections, le scandale avait été porté à ce point, qu'un grand nombre d'officiers appartenant aux sociétés secrètes avaient fait entrer de force et voter leurs soldats dans les colléges électoraux. Le maréchal Saldanha, ministre de la guerre, dut sévir contre les coupables. Jusqu'alors il avait paru être plutôt qu'il n'avait été le chef des exaltés. Cet acte de vigueur lui fit perdre toute influence sur ce parti, qui recrutait chaque jour nombre de mécontens. La chambre des députés devint plus impérieuse à chaque changement de cabinet, et le pouvoir tombait sans force, quand la reine ordonna la dissolution des cortès, au moment où toutes les juntes espagnoles étaient en pleine insurrection.

Les gouvernans jouissaient de la frivolité du peuple et de leur propre légèreté, quand, le 9 septembre, les députés de Porto, nouvellement élus, débarquèrent à Lisbonne. Ils appartenaient tous au parti exalté. Une troupe de musiciens s'avança à leur rencontre; la ville fut illuminée, et des vivats bruyans remplirent les rues et les carrefours. A la fin de la soirée, les ministres s'alarmèrent de cette démonstration, et envoyèrent un bataillon pour maintenir l'ordre. Les soldats se joignirent au peuple, et tous crièrent : *A bas les ministres! vive la constitution de* 1822! Cette troupe animée, et d'abord plus joyeuse qu'hostile, se porta vers le palais, et envoya à la reine surprise une députation qui lui enjoignait de chasser ses ministres et d'adhérer à la constitution. La jeune reine fut profondément émue. La douleur plus que la crainte l'agitait; elle se rappelait que long-temps son nom avait été confondu dans le cœur des Portugais avec celui de la charte : tant de travaux avaient été entrepris, tant de misères supportées sous cette double et glorieuse invocation! La reine refusa d'obéir, et rejeta avec noblesse les ordres des révoltés. Il est probable qu'elle aurait pu alors arrêter le mouvement par le renvoi de ses ministres. Ce fut un peu plus tard que, dans la crainte de compromettre ses serviteurs, et d'après leurs conseils pressans, elle se résigna à signer. Alors seulement elle versa des larmes. Le comte de Lumiares, MM. Bernard de Sâ et Passos furent nommés ministres, et la reine s'engagea à réunir les cortès d'après les formes de la constitution de 1822, pour qu'elles eussent à recom-

poser la loi fondamentale du royaume. M. Passos était un jeune enthousiaste, qui aspirait à gouverner le Portugal par la vertu et l'éloquence; le vicomte de Sâ, mutilé comme M. de Rantzau et doué d'un rare courage, cachait sous la légèreté de son humeur et sa bravoure aventureuse une ambition tenace et un scepticisme profond. Ces deux hommes, fort différens de caractère et également étrangers aux passions du parti qui les poussait au pouvoir, suivirent leurs instincts indépendamment l'un de l'autre. M. Passos décréta un panthéon, fit mille ordonnances relatives aux bibliothèques et aux musées, et abolit par philantropie les combats de taureaux. M. Bernard de Sâ détruisit tout ce qu'il put; son principe était que les choses s'arrangeraient par la suite comme elles le pourraient, et que ce qui était une fois renversé ne se relevait jamais. Les choses allèrent donc ce train jusqu'au mois de novembre sans que les nouvelles cortès fussent réunies, et M. Passos, dont les lois multipliées inondaient la gazette officielle, put se croire un moment le régénérateur du Portugal. Mais, le 3 du même mois, quelques personnes de la cour tentèrent d'opérer à l'insu de tous, même des leurs, une contre-révolution. La reine se rendit secrètement au château de Belem; de ce lieu elle appela près d'elle l'armée et les gens de sa cour, et révoqua le serment forcé qu'elle avait prêté le 10 septembre.

Cette entreprise, mauvaise en elle-même et impraticable, présentait une difficulté, entre plusieurs autres, qui ne fut pas prévue par les tacticiens du complot: Belem est séparé de Lisbonne par une petite rivière, et les constitutionnels, en s'emparant du pont d'Alcantara, coupèrent toute communication entre le château et les partisans de la charte. Aussi surpris que leurs adversaires, ceux-ci ne s'employèrent qu'à dénigrer l'entreprise, conçue, disait-on, par le ministre britannique. Cette coopération malencontreuse de lord Howard enleva aux chartistes tout désir d'action et accrut l'ardeur des constitutionnels. L'attitude hostile des vaisseaux de guerre de sa majesté britannique n'intimida personne. La crainte du danger n'ébranle pas, elle irrite les factions en armes; pour agir sur les masses populaires, il faut le danger lui-même. Fiers de leur succès récent, et n'ayant pas encore eu le temps de se diviser, les constitutionnels fortifièrent leur amour de la constitution de la haine contre l'Angleterre, et cette fois le peuple de Lisbonne parut entraîné par un sentiment unanime. Après trois jours, la reine renonça à son dangereux projet, et rentra dans la ville au milieu des acclamations enthousiastes du peuple et des feux de joie. Cette triste échauffourée prouva trois choses: la solidité du trône de doña Maria, qui n'avait pas été un instant ébranlé par cette folle tentative, l'aversion du peuple pour le joug anglais, et la haine des exaltés contre quelques hommes politiques. M. Freire avait été assassiné au pont d'Alcantara.

Le 18 janvier 1835, après quatre mois et demi d'un pouvoir dictatorial exercé sous l'invocation de la constitution par MM. Bernard de Sâ et Passos, les cortès constituantes se réunirent à Lisbonne. D'après la loi de 1822, elles formaient une chambre unique, et avaient été élues par un suffrage

presque universel. Dès le 6 mai, les cortès posèrent les bases de la constitution, et soixante-quatre voix contre seize décrétèrent le *veto* absolu, les deux chambres, et les grands principes de toutes les lois fondamentales. La conduite de l'assemblée eut un certain caractère de transaction. Elle semblait destinée à voter une loi qui, comme celle d'Espagne, tiendrait le milieu entre la charte et la constitution. Les exaltés s'en alarmèrent, leurs clameurs firent impression sur les cortès, qui, malgré l'imposante majorité qui s'était manifestée sur les principes, livrèrent les personnes, et, par un vote significatif, forcèrent les ministres à se retirer. Le nouveau pouvoir parut donc ébranlé dès son origine; il s'isolait de ses premiers chefs et se voyait abandonné d'une partie de ses soldats. Ce fut un appât pour tous ses ennemis, et le baron de Leiria, qui commandait dans le nord, leva, le 12 juillet, le drapeau de l'insurrection. Plusieurs garnisons, plus importantes par le nom des villes que par le nombre des soldats, se soulevèrent aux cris de *vive la charte!* Le maréchal Saldanha se rendit à Castel-Branco. Bientôt le duc de Terceire se joignit à lui, et pendant un mois les deux maréchaux insurgés parcoururent le pays sans opposition. Le gouvernement de Lisbonne avait confié des pouvoirs extraordinaires au vicomte de Sâ et au baron de Bonfim. Ces deux officiers, avec les forces constitutionnelles, attaquèrent le 28 août, à Rio-Mayor, les troupes des maréchaux, et, quoique de part et d'autre on eût eu plus de six semaines pour faire ses préparatifs, aucune des deux armées ne comptait huit cents hommes. N'est-ce pas la preuve évidente de l'inanité des partis et du peu de fondement de toutes ces guerres civiles, dans lesquelles, quelle que soit la cause, l'agresseur est toujours coupable? Les constitutionnels avaient commis une mauvaise action en renversant la charte, et les chartistes eurent également tort d'attaquer la constitution. C'était, de part et d'autre, pousser aux bouleversemens par des motifs individuels. Mais les soldats furent plus prudens que leurs chefs. Après un léger combat d'infanterie où la noblesse portugaise eut à déplorer des pertes trop sensibles, les deux maréchaux ayant ordonné à leur petit escadron de charger, et le vicomte de Sâ s'étant avancé à la tête de sa troupe, les cavaliers des deux parts s'arrêtèrent à cinquante pas, remirent le sabre dans le fourreau, et, après avoir fraternisé, retournèrent fidèlement sous le drapeau de leurs chefs respectifs. Ceux-ci se virent contraints de signer un armistice, et les maréchaux se retirèrent vers le nord pour joindre le baron de Leiria, qui tenait encore dans les environs de la ville de Valence. Les forces étaient en équilibre, et la victoire dépendait du parti qu'allait prendre le corps qui, après avoir servi dans l'armée de la reine Christine, rentrait en Portugal sous les ordres du vicomte das Antas. Ce général se décida pour les constitutionnels, et, après un combat sanglant livré à Ruivaens, le 20 septembre, les débris du corps chartiste furent contraints de se réfugier en Galice.

Dans ces circonstances, les cortès accordèrent au ministère des pouvoirs extraordinaires, et suspendirent dans tout le royaume la liberté de la presse et les garanties individuelles. Dès le mois de mars, les Algarves et l'Alemtejo

avaient été mis en état de siége, pour réprimer l'insurrection d'un partisan miguéliste nommé Remichildo. Cette mesure fut étendue pour des causes analogues à d'autres parties du territoire, si bien que, depuis la révolution de septembre jusqu'à la proclamation de la nouvelle constitution, le Portugal fut presque entièrement soumis à un régime exceptionnel. Cependant on doit rendre aux partis la justice de dire que, s'ils n'ont pas craint de troubler leur pays par des insurrections frivoles, l'indifférence de tous et la futilité des causes ont au moins produit un noble résultat qu'elles n'entraînent pas toujours, l'oubli des haines après la victoire. L'affaire de Belem avait déjà été considérée comme non avenue, et la reine put refuser sa sanction au décret des cortès qui privait les chefs chartistes de leurs grades.

Pendant trois mois d'une insurrection faite en son nom, il semblerait que cette princesse eût dû courir de graves dangers. Les proclamations de part et d'autre étaient de la dernière violence. Mais ce que les constitutionnels reprochaient surtout aux chartistes, c'était de troubler le Portugal au moment de la grossesse de la reine. Les imprudences dans lesquelles l'ardeur d'un trop jeune courage avait entraîné le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg, second mari de la reine, furent aussi facilement oubliées. Le peuple portugais, qui s'enquiert si soigneusement des détails intimes de la vie de ses princes, était reconnaissant du tendre attachement que le roi avait su inspirer à la reine, et la naissance de plusieurs fils a encore exalté depuis le dévouement de la nation.

Les mouvemens chartistes eurent pour unique effet de confirmer la ruine de la charte, et d'appeler à la tête des affaires le vicomte de Sâ et le baron de Bonfim. Les cortès, plus calmes, reprirent ensuite leurs discussions sur la loi fondamentale. La constitution nouvelle différait de la charte principalement en ce que les sénateurs, éligibles d'après des catégories, étaient nommés par la reine sur une triple liste de candidats. Une modification plus importante dans les crises actuelles fut l'élection des députés par suffrage direct avec un cens très bas; on exclut tous les fonctionnaires de la chambre; l'admission de cette dernière clause devait avoir pour résultat de détruire toute l'influence du gouvernement sur les cortès. Malheureusement, la fixation d'un traitement considérable fit un état des fonctions de député. Beaucoup d'entre eux ne vivant que de leur salaire, et se trouvant soumis pour leur élection à l'influence du gouvernement ou des clubs, l'indépendance et la dignité qu'on avait rêvées ne furent que nominales. Mais le mal auquel nulle constitution ne pouvait remédier, allait toujours s'aggravant. Le 14 octobre 1837, la banqueroute fut proclamée de fait; la nécessité de solder les vainqueurs épuisa les derniers débris des finances de l'état. Il fallut recourir à des mesures qui toutes détruisaient le crédit sans apporter de soulagement au trésor, et grevaient l'avenir sans assurer le présent. Les clubs n'étaient point satisfaits; les idées les plus exaltées n'avaient pas triomphé dans les cortès. Tous n'avaient pu être récompensés suivant l'âpreté de leurs désirs. Le bataillon des ouvriers de l'arsenal, qui depuis quinze jours donnait des signes non équivoques de mécontentement, s'in-

surgea ouvertement le 13 mars 1838. Le baron de Bonfim fit entourer le bâtiment de l'arsenal par la troupe de ligne, et les révoltés tirèrent les premiers sur les soldats. Ce fut une époque vraiment critique pour le Portugal. Les nouveaux ministres constitutionnels avaient, pour la première et non pour la dernière fois, affaire aux constitutionnels révoltés, à ceux mêmes qui faisaient leur force contre les chartistes, à la seule armée active du parti de la constitution. Aussi M. Bernard de Sâ parut-il d'abord plus empressé d'opérer une transaction que de rétablir l'ordre; il commanda à la troupe de ligne de se retirer, et laissa au bataillon de l'arsenal ses armes et son poste. Celui-ci, exalté par l'avantage qu'il semblait avoir obtenu, se joignit à d'autres bataillons de la garde nationale, et occupa dans l'intérieur de la ville des positions formidables. Les cortès s'opposaient à toute mesure vigoureuse et penchaient du côté de l'insurrection; c'est ce qui la perdit. Le sort des ministres était désormais lié au maintien de l'ordre, et M. Bernard de Sâ prit hardiment son parti; il marcha, avec le baron de Bonfim, contre les révoltés, qui furent complètement défaits après un combat sanglant et acharné. Depuis ce temps, le parti de l'arsenal, comme on l'appelle, a tenté de nouvelles insurrections, et menacé plus d'une fois la tranquillité du royaume; mais la journée du 13 mars avait irrévocablement fixé la position du gouvernement. Aussi, lorsque le 4 avril la reine prêta serment à la constitution nouvelle, et proclama une amnistie générale pour le passé, les chartistes et la portion modérée des constitutionnels se trouvèrent naturellement réunis contre le parti le plus exalté. Ils se sont à peu près confondus depuis sous le nom des amis de l'ordre.

Tel est l'empire de la raison; l'instinct de conservation a tant de force, que, même dans le petit nombre d'hommes qui dominent et agitent la société, le parti du bon sens compte en Portugal une grande majorité. Le mal est bien plus dans un défaut d'accord entre les partis et les sentimens nationaux, dans l'absence des hommes d'expérience et de caractère, que dans le vice des principes politiques pris en eux-mêmes. Mais c'est une vérité aussi bizarre qu'elle est triste : pendant que la nation n'aspire qu'au repos, et que la majorité de ceux qui prennent part au gouvernement s'attache aux principes d'ordre et de stabilité, les principes ont été sans cesse sacrifiés aux passions anarchistes. Cela semble autoriser l'opinion admise en France, que dans la Péninsule il ne se rencontre que des partis extrêmes. Nulle part, au contraire, le cynisme de l'indifférence n'est plus grand ni plus commun, et cette indifférence même produit les effets qui trompent le spectateur éloigné. La société est si divisée, les dissensions politiques et le malheur, cette grande cause d'immoralité, ont tellement brisé tous les liens et tous les cœurs, qu'il ne reste que des atômes inertes. Rien ne les unit, rien ne fait corps; la moindre force organisée se fait facilement obéir; elle ne rencontre que des individus isolés et découragés. Tous les intérêts ont été écrasés, tous les ordres détruits, les corporations affaiblies; les cendres sont demeurées stériles; il ne s'est pas recomposé une nation nouvelle, et aux points extrêmes de la chaîne politique existent deux forces compactes, d'origine bien différente; l'une est ancienne,

l'autre toute moderne, mais elles se ressemblent en ce point, qu'elles seules sont douées de mouvement, et qu'elles s'adressent également aux passions violentes. A la faveur du fractionnement universel et d'un scepticisme moral plus corrupteur encore que celui de l'intelligence, elles ont alternativement entraîné, non pas la nation, immobile dans son inertie, mais les gouvernemens successifs et divers que lui a envoyés la Providence. Que le vent souffle du côté de l'absolutisme, les moines oppriment facilement leur parti; ils le dominent malgré lui, car il n'a de force et d'appui qu'en eux. Que la tempête ramène les idées libérales, les francs-maçons et les exaltés assiégent le pouvoir; leur nombre est bien petit, mais les modérés ont peine à se soustraire à leur empire. Ceux-là seuls sont unis et actifs. Qu'ils parviennent à s'affilier quelques bataillons de garde nationale ou les officiers d'un ou deux régimens, au premier tumulte ils accourent et triomphent sans résistance; la population entière reste passive. C'est avec indifférence qu'un ministère, une constitution, sont renversés; on dit alors que la voix du peuple et de l'armée s'est fait entendre, et en France l'inertie de la nation portugaise est prise pour un signe d'assentiment.

Mais peut-être le Portugal s'avance-t-il vers un meilleur avenir, peut-être le présent vaut-il mieux que le passé. Le Portugal s'est dégagé de la sphère d'action de l'Espagne, il a résisté à l'imitation des dernières crises de son turbulent voisin; ce fait est à lui seul d'un heureux présage; c'est un signe de vie, une preuve d'individualité. La reine Christine tombe insultée, tandis que le trône de doña Maria est soutenu par le dévouement et le respect. Le parti exalté espagnol se divise, et les constitutionnels portugais s'unissent aux chartistes; n'importe dans quelle route, c'est faire le premier pas vers la liberté sincère, que de s'isoler de toute influence étrangère. La conclusion des négociations entamées avec le saint-siége par le vicomte da Careira offre un progrès plus utile encore. L'union du Portugal avec Rome peut frayer au nouveau régime sa route vers la conquête de sa nationalité. Les constitutionnels modérés possèdent depuis quatre ans le pouvoir qu'ils ont exercé seuls d'abord, et ensuite réunis aux chartistes. Il est vrai que les amis de l'ordre, comme ils s'appellent, ont rarement la puissance de maintenir l'ordre; ils ne savent pas assurer la perception des impôts, les finances sont dans la dernière pénurie, et la corruption administrative et judiciaire ne cesse pas de dévorer lentement la société. On ne saurait dire ce qu'est, dans la réalité, ce pouvoir confus et oscillant qui se soutient par la faiblesse de ses ennemis; au moins, c'est quelque chose de doux et de modéré qui ne demande qu'à vivre. Ce gouvernement serait constitutionnel, si l'on exécutait la constitution, et pourrait s'appeler populaire, si l'état des esprits n'isolait le peuple de toute participation aux affaires publiques; tel qu'il est, on doit faire des vœux pour sa conservation : la durée est le premier des élémens de force et de moralité.

V.

Je le demande à tout homme qui voudra bien laisser de côté ses idées faites à l'avance; importe-t-il beaucoup au bonheur du Portugal d'avoir un peu plus ou un peu moins de principes théoriques dans sa constitution, quand les lois ne sont pas sérieusement exécutées? Il est futile de s'arrêter aux mots, et cruel de fermer les yeux sur les choses, lorsque la proclamation stérile de chaque liberté nouvelle blesse les mœurs de la nation. La liberté est fondée sur la connaissance des intérêts généraux, et en Portugal, non-seulement on ne les comprend pas, mais on les dédaigne. Il faut bien en convenir, l'abus des formes étrangères et modernes ne peut que détruire les derniers et languissans élémens de la vie nationale. Beaucoup de gens se rejettent alors vers l'absolutisme, et appellent de leurs vœux une forme de gouvernement qu'ils croient au moins capable de maintenir l'ordre; mais avec quels moyens? A l'aide de l'armée et des fonctionnaires publics? ce sont les élémens même des troubles et des révolutions. Comment les dominer et gouverner le gouvernement? c'est le point de la question. Si quelque idée libérale a pu se glisser dans ce chaos et prendre quelque consistance, pourquoi la détruire et ajouter cette ruine moderne aux anciens décombres? Le peuple n'a certainement pas trop de vie, gardez-vous d'éteindre ce qu'il lui en reste. Le malheur de la situation n'est-il pas dans la rareté des esprits éclairés et des volontés constantes? Et le despotisme sait-il autre chose que courber les hommes sous son niveau, dégrader les intelligences et les caractères? Il n'élève personne, quoi qu'en disent ceux qui font aujourd'hui de la servilité idéale, comme jadis on composait l'âge d'or de la liberté. L'absolutisme portugais ne peut pas être celui de la Prusse, et je ne sais si, au milieu de toutes les passions haineuses et désordonnées qu'il ferait naître, il lui serait possible seulement de maintenir l'ordre matériel. Mais on se rattache à une espérance, au *despotismo illustrado;* cette illusion d'un scepticisme honnête est bien plutôt un mot qu'une possibilité. Comment croire, après tant de bouleversemens et au milieu d'une telle démoralisation, que l'on pourra accomplir en Portugal et en Espagne l'œuvre dans laquelle ont échoué M. de Malesherbes et M. Turgot? On ne gouverne pas seulement avec une idée, il faut des hommes pour la mettre en œuvre. Aucun système n'en exige de plus éclairés, de plus intègres, de plus puissans par le caractère et la position; celui-là est donc le plus impossible de tous. Choisirez-vous vos fonctionnaires publics parmi les absolutistes? alors le despotisme *illustré* courra grand risque d'être tout simplement du despotisme avec sa bassesse accoutumée. S'ils sont libéraux, qui pourra les retenir sur la pente où tout les entraîne? Un homme peut essayer de rester en équilibre sur un point mathématique; un parti ne le fera jamais, surtout si la nation demeure impassible et lui laisse le champ libre.

La forme du gouvernement me paraît donc pour le Portugal une question

secondaire. Les différences théoriques des lois fondamentales sont sans portée dans la pratique. Avec la constitution, comme avec la charte, on peut commettre les mêmes fautes, aliéner le peuple et ruiner le pays, tout gît dans la conduite : celle qui sera suivie décidera de l'avenir des institutions. Sous le régime absolu comme sous le régime libéral, toujours on sent le besoin du concours actif de la nation; tant qu'elle restera désintéressée dans la question, tout gouvernement honnête et raisonnable sera impossible. Il faut, avant tout, réveiller l'ame engourdie du peuple, s'incorporer à lui, le faire vivre et marcher. On n'y parviendra qu'en l'associant à son gouvernement; pour cela, que celui-ci lui soit sympathique, qu'il se plie à ses instincts et respecte une multitude de goûts, de préjugés, de fantaisies souvent indifférens à la liberté véritable. C'est l'unique moyen de conduire le peuple sans efforts, et d'assurer pour l'avenir ses institutions; à ce but, à ce grand intérêt de prévoyance et de durée, que les amis du progrès sacrifient toutes les vanités de leurs opinions. Réchauffer le vieil orgueil national, inspirer la confiance, l'espérance, la passion publique, la noble tâche! Appuyez-vous sur le passé pour vous élancer vers l'avenir; en relevant leur fierté, vous moraliserez à la fois la nation et les individus, vous formerez les mœurs publiques, et elles réagiront sur la vie privée; vous posséderez enfin un gouvernement qui sera excité par une impulsion et maintenu par une résistance, et vous aurez un peuple, des hommes, un pouvoir et de la liberté. Les sociétés humaines semblent avoir une vie particulière qui leur est propre; il faut craindre de la leur arracher, et vous ne régénérerez jamais la nation portugaise en la traitant comme un troupeau d'enfans trouvés. Les hommes ont besoin d'un passé, les Français eux-mêmes, quoi qu'ils en disent; ils en ont un, la philosophie et la révolution; ils se sont faits avec cela une histoire si pleine et si vive, qu'ils ont pu oublier celle de plusieurs siècles. Tant d'idées, de luttes, de triomphes, de malheurs, ont formé un ensemble si immense et si terrible, que les adorateurs même des temps anciens en ont l'imagination toute remplie.

Mais en Portugal aucune grandeur moderne n'est venue combattre les vieux souvenirs. On cherche vainement, on ne trouve rien qui puisse occuper et charmer les esprits, les captiver par des souvenirs glorieux ou tragiques. Serait-ce l'invasion des Français, vainqueurs sans combat? Serait-ce la guerre de la Péninsule sous des commandans anglais? Seraient-ce un despotisme ignorant et imprévoyant, dix révolutions infructueuses et cent émeutes avortées? Quelle autre trace peuvent laisser ces obscurs et cruels évènemens, qu'un profond abattement et une amère tristesse? Si vous tentez de régénérer ou de grandir la nation, détournez les yeux de ce pénible spectacle, elle-même vous y invite. Les Portugais étaient des pasteurs nomades, et tout aussitôt ils devinrent de nobles coureurs d'aventures. On n'a pas même attendu qu'ils fussent fixés au sol pour inonder d'institutions faites pour des sociétés industrieuses et mercantiles un peuple chez lequel des générations successives ont obéi sans effort à cette prescription de don Joao de Castro, qui, par esprit de chevalerie, ordonna, dans la constitution de son majorat de Panhaverde, de

ne rien cultiver de productif. Beaucoup, sans un aussi pieux motif, suivent l'exemple de ses descendans; nulle part on ne découvre les disciples de la *Science du bonhomme Richard*. Les artisans eux-mêmes n'ont entre les mains que l'histoire de Charlemagne et de ses douze pairs, et les classes élevées ne connaissent que l'héroïque et poétique Camoëns. Si les actions ne portent pas l'empreinte de ces lectures chevaleresques, elles n'en influent pas moins sur les goûts et les sentimens. On a cru qu'il suffisait de décourager les Portugais de leur gloire, de les éloigner de leurs souvenirs et de les dégoûter d'eux-mêmes pour les faire libres, et on s'étonne que le peuple ait assez conservé le sentiment de ce qu'il était pour ne pas applaudir à son déshonneur et à sa ruine! Respectez-le, vous qui essayez de le gouverner; ne l'asservissez pas à sa mélancolie, si vous voulez le rendre fier et actif. Suivez la route que vous indiquent l'histoire, les mœurs et le caractère de la nation. Ce n'est pas par l'humiliation qu'on élève un peuple à la liberté.

Cependant il y a quelque profit à tirer des troubles et des désordres même; les révolutions successives n'ont pas eu pour unique résultat d'abattre le caractère national; elles ont en même temps détruit beaucoup de maux matériels, des vices rongeurs et parasites. L'abolition des ordres mendians à elle seule pèse d'un grand poids dans la balance, et le peuple s'est accoutumé à jouir de certaines améliorations, tout en les maudissant. On ne peut pas revenir sur ses pas; je le dis avec joie, il est plus impossible aujourd'hui de restaurer complètement l'ancien gouvernement, qu'il n'est difficile d'édifier le nouveau. On doit de toute nécessité fondre les idées modernes avec les vieilles mœurs, laisser aux dernières la forme et l'apparence, et donner aux premières la réalité. Il faut à tout prix que la nation prenne virtuellement part à son gouvernement, que ses vœux l'accompagnent, que son esprit l'inspire. Quand la question se pose sur la nationalité du gouvernement, le choix n'est pas tant entre la liberté et le despotisme qu'entre la vie et la mort.

Pour sortir des généralités et donner un exemple précis, appliquons ces idées aux titres et aux majorats. Rien ne paraît moins compatible que ces deux choses avec les institutions modernes; elles subsistent pourtant en Portugal. Malgré plusieurs révolutions, elles n'ont pas subi de profondes atteintes. Voyons s'il serait possible de les modifier, tout en respectant les mœurs du pays.

On veut appeler le peuple portugais à la liberté; le premier point est de le fixer au sol, de l'attacher au travail. Si vous tenez à lui donner des habitudes de propriétaire et d'industriel, obtenez, avant tout, qu'il honore ces professions respectables comme elles méritent d'être honorées. A la manière dont il est fait, vous n'y parviendrez jamais, tant que brilleront devant ses yeux des distinctions de vanité, et qu'il sera si facile de les conquérir. Toujours un Portugais ambitionnera d'être un gentilhomme, et non point un commerçant et un industriel. Il méprisera la juste considération qu'il pourrait obtenir par son travail, sa probité et sa fortune, et n'aspirera à rien de plus qu'à devenir un parvenu subalterne. Il est urgent de combattre cette tendance;

il le faut, ou les Portugais ne seront jamais un peuple actif, libre et sérieux (1). Il faut donc, ou détruire tous les titres, ou, en accordant des droits égaux, rendre infranchissable la barrière de vanité qui sépare les différentes classes. Détruire les titres est aujourd'hui impossible, peuple et nobles se soulèveraient à la fois; puis, tout est tellement abaissé au ras de terre, qu'il faudrait hésiter avant d'enfouir quelque chose de plus, fût-ce un abus, dans la poussière des révolutions successives. Si l'esprit d'égalité sévère commande qu'il n'y ait point de distinctions parmi les hommes, il n'ordonne certainement pas d'augmenter le nombre des privilégiés au préjudice d'une société entière. L'envie peut l'exiger, non la pure égalité. Ce généreux principe doit être surtout respecté en ce qu'il élève l'humanité entière. Si au contraire cette facilité de tous à obtenir des distinctions qui ne sont pas méritées abaisse la dignité de l'homme et éloigne la nation de la route qu'elle doit suivre pour son bien et son honneur, il serait odieux de sacrifier la véritable fierté aux soupirs de quelques vaines ambitions. En Portugal, un des points les plus essentiels est de n'accorder aucun titre nouveau. Le terrain est si épineux, que je crains toujours de voir mes idées mal interprétées. Abandonnons les noms pour retenir les choses; sans cela, elles échapperont dans la Péninsule à la domination des principes libéraux. Ainsi donc, *vive la constitution catholique, apostolique et romaine!* comme disait une vieille femme des Açores en voyant s'embarquer l'expédition de don Pedro. Mon but principal, dans les deux points sur lesquels je me suis arrêté, est de relever aux yeux du peuple sa nouvelle situation. J'aimerais à obtenir un peu d'orgueil pour ceux qui ne veulent pas en avoir.

La première et la plus indispensable mesure, même sous le point de vue moral, pour mettre en harmonie les mœurs du peuple avec les conditions de la vie moderne, est la modification des majorats. A peine existe-t-il en Portugal d'autres modes de propriété. Le sol en est couvert, car la manie du plus pauvre a toujours été de devenir *morgado* (2), ce qui lui donne un certain parfum de noblesse, et glorifie à ses yeux sa paresse et sa vanité; la destruction des petits majorats est le complément essentiel et radical de la mesure qui interdirait

(1) Une des causes les plus actives des dissensions civiles fut la fureur des titres, et il y a telle révolution qu'on peut justement appeler celle des vicomtes, telle autre celle des barons, car ceux qui s'y employèrent le plus l'ont fait pour obtenir ces distinctions. Cette inondation de nobles n'a nullement flatté les instincts du peuple; elle est devenue pour le gouvernement un sujet de ridicule et de discrédit, en même temps qu'elle stimulait l'insatiable envie d'un grand nombre. La corruption de la vanité est bien dangereuse; comme celle de l'argent, elle n'a pas de limites, et elle est à la portée de toutes les intelligences et de tous les cœurs.

(2) En France, le mot *majorat* donne exclusivement l'idée de la richesse et de l'importance. On comprend difficilement les sentimens et les positions aristocratiques infimes. Ce sont pourtant celles-là qui dominent impérieusement les mœurs d'une nation, et en Portugal il existait, dit-on, quatre cent mille constitutions de majorats.

les titres nouveaux; elle est l'unique moyen de mettre les mœurs du peuple en harmonie avec ses nouveaux principes politiques. Ce serait aussi un acte d'humanité. Quand le majorat est trop petit, le sort des cadets est vraiment déplorable; ils vivent dans un état de vanité, d'humiliation et de misère fait pour abaisser l'ame et déprimer le caractère.

Il faut cependant ménager les grands majorats; dans l'état de désordre financier où se trouve la haute noblesse, rendre ses biens libres, ce serait du même coup les faire passer en d'autres mains, et changer à l'instant tous les propriétaires du sol. On doit donner aux *fidalgos* le temps de s'habituer un peu à l'économie et à la régularité. Si l'on précipitait le mouvement, les nobles seraient ruinés avant que des propriétaires de biens libres instruits et éclairés eussent pu se former, et le Portugal se dépeuplerait de toute classe élevée; ce serait une cause de plus de démoralisation et d'abaissement. Attendez la sève d'un nouveau printemps, avant d'arracher cette fleur fanée dont la tige flétrie couvre au moins la terre.

Les majorats importans étant maintenus, les souvenirs du peuple, ses idées de grandeur, ne seront pas froissés; à son insu, ses sentimens se transformeront avec sa condition, et le pas le plus difficile sera franchi sans blessure profonde. Certainement, en détruisant la base de l'aristocratie, on n'accroîtra pas son pouvoir, et, si je soutiens ces idées, ce n'est pas par vénération pour l'ombre de préjugés à demi éteints, par engouement pour des vanités qui se traînent dans la poussière; mais j'ai de la considération pour les sentimens de ceux qui, de leur humble sphère, adorent les traditions glorieuses: j'éprouve de la sympathie pour des instincts si généreux, si fidèles et un peu hors de saison. Je veux les ménager pour que le noble conserve sa fierté, pour que le cœur du pauvre ne se flétrisse pas, et qu'un cynisme grossier ne s'empare pas de tous les esprits. Ces préjugés, ces idées, ces chimères, comme on voudra les appeler, rattachent le présent au passé; ils sont la vie, la poésie du peuple, le seul et dernier lien social; craignons de le briser. Les réformateurs impatiens doivent le sentir eux-mêmes, il est nécessaire d'être prudent et sobre de théories. Plus on fait d'éclat, plus on frappe et l'on blesse, et plus aussi on éloigne; on ne crée que le découragement et la confusion, et celle-ci n'engendre que le néant.

Les fidèles serviteurs du passé pourront me reprocher, tout en respectant les vieux sentimens nationaux, de chercher à ébranler les institutions et les mœurs sur lesquelles ils s'appuient. Un exposé de principes politiques ne serait pas une réponse propre à les satisfaire; mais je leur dirai que la vieille société portugaise est minée jusque dans ses fondemens, et que la révolution économique qui s'avance nécessite une révolution sociale. Non, les théories politiques n'ont pas à elles seules creusé cet abîme de misère; ce qu'on peut surtout leur reprocher, c'est de n'avoir pas su soutenir la nation dans de si cruelles épreuves et de promettre ce qu'elles ne peuvent tenir. Le Portugal a perdu le Brésil, et ses autres colonies languissent. Que faire de ses moines, de ses cadets, même de ses négocians? Que répondre aux exigences et à la

fierté de ses anciens souvenirs? Vous figurez-vous l'Angleterre aristocratique sans ses possessions d'outre-mer, sans les Indes orientales? Elle a des officiers, des magistrats, des commandans pour quatre fois plus de sujets qu'elle ne possède de citoyens. Sans ces sortes de débouchés, serait-elle libre et aristocratique à la fois? Assurément non. On dit que ce sont les principes nouveaux des cortès qui ont amené la révolution du Brésil; je ne sais, mais je soutiens que la séparation du Brésil nécessite les principes des cortès. Que les nobles en gémissent plus que le peuple, car elle a amené non pas la haine, tout au contraire, le regret et l'amour, mais l'impossibilité de l'ancien ordre de choses. Il faut évidemment que l'aristocratie succombe, si elle ne sait s'ouvrir de nouvelles routes de gloire et de fortune; et puisque les nobles ne peuvent soulever la lourde et glorieuse épée de leurs ancêtres, puisqu'ils ne savent pas féconder leurs colonies abandonnées, ils verront leurs priviléges s'éteindre un à un avec leur gloire.

Les yeux attristés se sont déjà tournés vers le sol; on va se le disputer. On commence à s'occuper d'agriculture et d'industrie, car il faut vivre à l'intérieur. Le peuple se replie sur lui-même, les classes élevées se rongent et se démoralisent, et, bien qu'elles oublient le passé et les vigoureux sentimens qu'il devrait leur inspirer, elles ne se font pas au présent. Le peuple portugais ne réclame pas la liberté, il est vrai, mais il demande à vivre, et à vivre d'une manière impossible; dans sa situation, c'est un vœu révolutionnaire. La fidélité à ses anciens souvenirs ne le sauve pas des crises violentes; au contraire, l'affliction morale vient se joindre aux maux matériels. Nulle part il n'entrevoit l'espérance, il tombe flétri, et la démoralisation est infinie. Les constitutions et les chartes ne sont donc pas responsables de tant de malheurs. Les mouvemens politiques, par leurs désordres, ne font que contrarier et suspendre cette autre révolution intérieure et irrésistible. Les hommes qui, par des nouveautés, prématurées offensent les vieilles idées, les mœurs antiques, humilient la nation et l'énervent; ceux qui s'opposent à tout changement luttent contre l'inévitable et aggravent les maux qu'ils redoutent. Il ne faut ni trop faire la guerre au passé, ni trop se gendarmer contre l'avenir. Des deux façons, on porte trop de préjudice ou à la moralité ou au bonheur de la nation. Le passé et l'avenir doivent se lier dans la pensée publique. Les sentimens que l'un a laissés doivent être conservés au profit des institutions que l'autre réclame, et ce n'est qu'en respectant la fierté du peuple, en la relevant même, qu'on peut le rendre propre à la liberté. La liberté est sûre de triompher si elle est patiente, si le peuple ne devient pas, en la poursuivant, indigne d'en jouir, et surtout si, dans la folle prétention d'assurer l'avenir, on ne ruine pas le présent, sur lequel il faut nécessairement que l'avenir s'appuie.

JULES DE LASTEYRIE.

L'ISTHME DE SUEZ.

LE CANAL DE JONCTION DES DEUX MERS
SOUS LES GRECS, LES ROMAINS ET LES ARABES.

L'attention de l'Europe se reporte plus que jamais sur les moyens de faire communiquer entre elles la mer Rouge et la mer Méditerranée. Les plus grands intérêts s'attachent à l'existence d'une telle communication. Si l'isthme qui sépare leurs bassins était coupé par un canal navigable pour les bateaux à vapeur, un bateau parti de Marseille ou de Londres ne mettrait que trente-six à quarante-cinq jours pour se rendre à Bombay. Si, au lieu d'un canal, on établissait un chemin de fer entre Suez et Faramah, près de la bouche de Tyneh, le voyage ne serait pas plus long, puisque le temps nécessaire au transbordement serait compensé par la rapidité du voyage à travers l'isthme.

Par malheur, il s'écoulera sans doute encore beaucoup de temps avant que les intérêts opposés qui combattent pour la possession de ce coin du globe permettent de choisir entre ces deux voies de communication, qui donneraient un si grand essor au commerce de l'ancien continent.

En attendant que l'une de ces opérations désirables s'exécute, il est intéressant de savoir ce que les anciens avaient fait pour cette même communication dont ils ont de bonne heure senti l'importance. Qu'ils aient, à diverses époques, entrepris de l'exécuter, personne ne le nie; car les témoignages de leurs historiens suffiraient pour l'établir, quand les vestiges de leur entreprise ne seraient pas encore là pour l'attester. Mais quel a été le résultat de leurs efforts? Ici les opinions se partagent. Les uns doutent qu'une communication régulière, au moyen d'un canal navigable, ait existé avant les Arabes; d'autres nient formellement que le canal qu'on a creusé à diverses époques ait pu jamais être autre chose qu'un canal d'irrigation.

Ce sont, à mon avis, des erreurs qui tiennent à ce qu'on a mal apprécié plusieurs textes anciens où l'on a trouvé des contradictions faciles à concilier, et à ce qu'on a négligé ou méconnu quelques faits qui jettent beaucoup de jour sur cette question historique. Je pense que l'examen auquel je vais me livrer l'éclaircira suffisamment.

L'isthme qui sépare les deux mers n'a pas plus de 120,000 mètres de largeur, entre Suez et le rivage, au nord de Faramah, près de l'ancienne Péluse; comme les eaux du golfe remontent encore à environ 5,000 mètres dans leurs laisses moyennes, il en résulte que le minimum de distance entre les deux points extrêmes est de 117 à 118,000 mètres, ou environ vingt-six de nos anciennes lieues de 25 au degré.

Le sol de l'isthme est peu élevé au-dessus des mers qui le bordent; souvent ce n'est qu'une plaine rase où les couches solides du terrain se dessinent à peine sous les sables par de légères ondulations; il se distingue du reste de l'Égypte par l'absence de toute verdure, d'habitations et d'eaux vives.

Cet espace d'environ vingt-six de nos lieues peut se diviser en trois parties différentes; la première est un bourrelet sablonneux qui sépare le fond du golfe du bassin que les anciens appelaient les *lacs amers;* la seconde est formée par ce bassin, vaste dépression, dont la profondeur n'est pas moins de 25 à 30 mètres, dont le fond est par conséquent beaucoup au-dessous du niveau des deux mers; la troisième partie est une plaine sablonneuse qui part de l'extrémité supérieure de ce bassin, maintenant à sec; cette plaine, à pente continue, malgré quelques bas-fonds et quelques lagunes, aboutit à la Méditerranée.

C'est vers l'extrémité des *lacs amers* que se termine une grande vallée, portant les noms de *Toumilât* et de *Sabah-Byar*, laquelle vient du Delta presque à angle droit, en commençant près de l'ancienne branche Pélusiaque. Cette vallée, cultivée de temps immémorial, et qu'on croit être la *Terre de Gessen*, habitée par les Hébreux lors de leur séjour en Égypte, recevait les eaux du Nil, avant le dessèchement de cette branche, par une dérivation qui s'ouvrait près de Bubaste.

La jonction entre la Méditerranée et la mer Rouge peut donc se faire de deux manières :

Ou directement, de Suez à Péluse, par un canal creusé dans le bourrelet montagneux entre Suez et les lacs amers, ensuite par le bassin de ces mêmes lacs, et enfin par un second canal, entre leur extrémité et la Méditerranée;

Ou bien indirectement par l'intermédiaire du Nil, en profitant de la vallée de Sabah-Byar, et en joignant l'extrémité des lacs amers par un canal aboutissant sur un point quelconque de la branche Pélusiaque, ou un peu au-dessous de la pointe du Delta,

C'est ce second parti qu'ont pris les anciens. Jamais ils n'ont songé à établir la communication directe, qui cependant eût été plus facile, qui du moins leur eût donné une navigation continue, tandis que la voie qu'ils ont choisie ne leur a pu donner qu'une navigation temporaire, subordonnée aux chances de l'inondation du fleuve. Pourquoi ont-ils préféré cette seconde voie, et négligé entièrement la première? Ils ont eu, on le pense bien, d'excellentes raisons pour agir ainsi.

La première est la nécessité de faire profiter le Delta de cette grande communication, car l'un des principaux objets du canal a dû être l'exportation des denrées pour l'Arabie; il fallait donc le mettre en rapport avec une branche du fleuve.

La seconde est l'impossibilité d'établir un port durable sur la côte de Péluse, non-seulement à cause de la disposition de la côte, mais surtout à cause de l'existence du courant continu de l'ouest à l'est qui règne le long de la côte septentrionale de l'Afrique, courant qui, en entraînant le limon du Nil, comblerait en peu de temps tout port qu'on voudrait établir sur un point du rivage à l'orient des bouches de ce fleuve. L'existence de ce courant est, pour le dire en passant, une des causes de l'extrême lenteur de l'avancement du Delta dans la Méditerranée; car ce qu'a dit notre illustre Cuvier sur l'exhaussement rapide et l'agrandissement de cette partie de l'Égypte est

entièrement chimérique et aussi contraire à l'histoire qu'aux conditions véritables du régime du Nil (1).

La troisième raison qui a pu influer sur le choix des anciens, c'est l'opinion où ils ont été que le niveau de la mer Rouge surpasse celui de la Méditerranée; cette différence de niveau, déjà remarquée par Aristote (2), niée par Strabon (3) et quelques modernes (4), a été mise hors de doute par les opérations précises des Français en Égypte. Il est à présent établi que cette différence est, au maximum, de 30 pieds 6 pouces (neuf mètres neuf cent sept millimètres).

Cette différence de niveau est un des faits les plus singuliers que puisse offrir la physique du globe. La cause n'en est point encore connue. J'ai émis ailleurs l'opinion qu'elle est une conséquence à la fois des inégalités de la surface du globe et des différences d'attraction résultant des variations de densité. Les mesures trigonométriques du degré terrestre à différentes latitudes, et les observations faites sur la longueur du pendule dans diverses parties du monde, ont prouvé que le globe n'est point un sphéroïde de révolution; que sa surface présente de grandes inégalités, et que sa densité n'est pas la même sur tous les points. Dans la supposition qu'un liquide recouvre un sphéroïde de ce genre à une hauteur quelconque, on comprend que la surface liquide qui l'enveloppe ne forme pas non plus un sphéroïde de révolution. Si maintenant la continuité de cette surface liquide vient à être interrompue par une terre d'une très grande étendue, et que deux points viennent cependant à se rapprocher, comme la Méditerranée et la mer Rouge à l'isthme de Suez, ou le golfe du Mexique et le grand Océan à l'isthme de Panama, on conçoit que le niveau des deux mers correspondantes puisse ne pas se trouver exactement dans un même plan horizontal. Or, c'est le cas pour les parties de la mer Rouge et de la Méditerranée qui bordent l'isthme de Suez. La différence d'environ 10 mètres $= \frac{1}{684000}$ du rayon terrestre est dans les limites d'une telle inégalité. Si cette théorie est vraie, on devra trouver une inégalité du même ordre entre le golfe du Mexique et le grand Océan, quand un nivellement exact à travers l'isthme de Panama, ou par la rivière de Saint-Jean et les lacs de

(1) C'est ce que j'ai établi par une discussion approfondie dans mes cours au Collége de France, dès 1831.

(2) *Meteorol.* I, 14.

(3) Lib. XVII, p. 804.

(4) Gossellin sur Strabon. Tom. I, p. 82 et 83.

Nicaraga et de Léon, aura été exécuté. Dans ce cas, la théorie que je propose prendra beaucoup de consistance.

Quoi qu'il en soit de la cause, le fait est constant; la Méditerranée est plus basse que la mer Rouge d'une quantité extrême d'environ dix mètres; ainsi la communication directe entre les deux mers est soumise à des inconvéniens qui n'ont peut-être pas échappé aux anciens. Le résultat d'une telle différence serait de causer un courant rapide qui élargirait bientôt le canal, et, se précipitant avec force vers la Méditerranée, finirait par en élever le niveau; le premier effet de ce changement serait la submersion des terres basses du Delta.

Suivons maintenant les efforts successifs des anciens, et voyons, à l'aide des témoignages de l'histoire, quel en a été le résultat aux diverses époques.

§ I. — DU CANAL SOUS LES GRECS.

Selon Aristote (1), Strabon (2) et Pline (3), l'idée de ce canal était venue en Égypte dès le temps de Sésostris, qui commença, mais discontinua l'entreprise, s'étant aperçu que la mer Rouge était plus haute que le sol de l'Égypte, et craignant que l'eau de la mer ne vînt gâter celle du Nil. Il semble pourtant que ce n'est qu'après Hérodote que les Égyptiens ont songé à faire remonter jusqu'à Sésostris l'idée de cette grande entreprise; car, au temps de cet historien, il n'en était pas question. Il dit formellement (4) que *Néchos*, le fils de *Psammitichus* (vers 615 ou 610 avant Jésus-Christ), le *premier, entreprit* de creuser le canal qui portait à la mer Rouge. L'expression *entreprit*, littéralement *mit la main au canal*, ne laisse point de doute sur l'idée qu'Hérodote a voulu rendre. Il est bien singulier que si, à cette époque, Sésostris eût passé pour le premier auteur de l'entreprise, les Égyptiens, si jaloux de la gloire de leurs anciens rois, si fiers de leur antique prospérité, n'en eussent rien dit à cet historien. La tradition doit donc être postérieure. Le creusement du canal tient évidemment à ces vues de commerce maritime qui paraissent être restées étrangères à l'ancienne Égypte, et qui ne se montrent qu'à l'époque où l'établissement des Ioniens, sous Psammitichus, vint si notablement modifier la politique de ce prince et de ses suc-

(1) *Meteorol. l. l.*
(2) Lib. I, p. 38; XVII, p. 804.
(3) Lib. VI, 29, § 165, ed. Sillig.
(4) Herod. II, 158. — Diod. Sic. I, 33.

cesseurs. Déjà les Grecs, quelque temps auparavant, avaient, sous le règne de Périandre, essayé de couper l'isthme de Corinthe (1) : je suis, quant à moi, convaincu que cette première opération a suggéré l'autre, et que c'est là une idée grecque dont jamais les anciens rois d'Égypte ne s'étaient avisés. Voilà pourquoi Hérodote n'en a rien dit; ce qui, je le répète, serait inexplicable, si l'histoire écrite ou la simple tradition eût alors conservé le souvenir d'une première opération. On n'y peut voir qu'une de ces traditions qui, depuis l'établissement des Grecs en Égypte, vinrent grossir la légende de Sésostris et d'autres anciens rois, supposer entre la Grèce et l'Égypte des rapports qui n'ont existé que plus tard, et suggérer l'idée de ces prétendues colonies égyptiennes d'Inachus, de Cécrops et de Danaüs, qu'on faisait arriver en Grèce à une époque où les deux pays ignoraient probablement l'existence l'un de l'autre.

Néchos interrompit l'opération, dit Hérodote, dans la crainte de travailler pour le barbare. Darius, fils d'Hystaspe, qui montra les vues les plus sages, et fit tout ce qu'il put pour réparer les folies de Cambyse, la reprit et creusa de nouveau le canal.

On ne peut douter qu'il ne l'ait terminé et rendu navigable. Hérodote, qui voyageait en Égypte vers 460, trente années seulement après l'entreprise de Darius, affirme que le canal est assez large pour que deux trirèmes y passent de front; que l'*eau du Nil y entre un peu au-dessus de Bubaste, et qu'il débouche dans la mer Érythrée* (le golfe arabique). Voilà un témoignage précis et formel : il se trouve, à la vérité, en contradiction avec Aristote, Diodore de Sicile, Strabon et Pline, qui tous s'accordent à dire que Darius ne conduisit pas l'ouvrage à fin. Mais Hérodote parle de ce qu'il a vu, les autres, seulement par ouï-dire, d'un état de choses qui n'existait plus : son témoignage doit évidemment l'emporter sur le leur. Lorsque Aristote écrivit les *Météorologiques*, à Athènes (2), après l'archontat de Nicomaque (Olymp. 109, 4 = 341 A. C.) et avant l'expédition d'Alexandre, il y avait déjà long-temps que le canal était hors d'usage; il a donc pu croire qu'on ne l'avait jamais terminé. D'ailleurs on doit convenir que ses informations à cet égard ont été bien incomplètes, puisqu'il n'a pas su un mot de l'entreprise de Néchos.

Quant aux auteurs plus récens, tels que Diodore, Strabon et Pline, la cause de leur erreur s'explique par cette circonstance, qu'ils écrivaient sous l'influence des historiens des Ptolémées.

(1) Diog. Laert. I, 99.

(2) Cf. J. L. Ideler, *Præfatio in Arist. Met.*, p. x.

On conçoit que ces historiens aient cru ou voulu faire croire que ce canal, que les derniers rois perses avaient laissé dépérir, n'avait jamais servi, et aient reporté sur ce prince l'honneur d'avoir achevé le premier cette grande entreprise, commencée en vain par ses prédécesseurs; mais le témoignage d'Hérodote vient ici déposer contre leurs flatteries, en prouvant que le canal avait auparavant servi à la navigation.

Achevé par Philadelphe, comme le dit expressément Diodore de Sicile, le canal continua d'être en activité pendant tout le temps de la domination des Lagides; Diodore et Strabon, qui voyageaient en Égypte, le premier, soixante ans avant Jésus-Christ, sous Ptolémée Dionysos, et Strabon, quarante ans plus tard, lorsque la contrée était déjà réduite en province romaine, parlent du canal comme existant et servant à la navigation. Le premier décrit en ces termes le moyen employé pour y faire entrer les vaisseaux de la mer Rouge : « Ptolémée, deuxième du nom, *acheva le canal*, et pratiqua une *séparation* (διάφραγμα) *artistement construite* (φιλότεχνον), dans l'endroit le plus favorable; on l'ouvrait quand on voulait passer, et on la refermait aussitôt après (1)... » Strabon le décrit ainsi : « Il *existe* un autre canal qui va se décharger dans la mer Érythrée ou golfe arabique, près de la ville d'Arsinoé, appelée par quelques-uns *Cleopatris*. Il traverse les lacs dits *amers*... Les rois Ptolémées coupèrent cet isthme, et fermèrent le canal à l'entrée, de manière qu'on pût à volonté et sans obstacle passer dans la mer extérieure (la mer Rouge), et rentrer dans le canal (2). »

Quelle était cette *séparation artistement construite* dont parle Diodore? Ce ne pouvait être un de ces barrages simples, de ces vannes, ce que Diodore de Sicile appelle ailleurs des *portes*, en parlant de la fermeture ordinaire des canaux (3). Il n'aurait point, dans ce cas, employé une telle expression; c'était à coup sûr une invention particulière appliquée uniquement à ce canal, dont les conditions étaient différentes de celles de tous les autres canaux de l'Égypte. J'ai pensé il y a long-temps que ce pouvait être un barrage *double*, c'est-à-dire qu'outre le premier barrage à l'extrémité du canal, vers la mer Rouge, on en avait pratiqué un autre du côté de terre, et que l'intervalle formait une sorte de *sas*, que Strabon appelle un *euripe fermé*, dont le niveau s'élevait et s'abaissait selon le besoin qu'on en avait pour

(1) Diod. I, 33.
(2) Strab. XVII, 804.
(3) *Ibid.* I, 19.

le passage des vaisseaux. J'avoue qu'aucun des deux auteurs, comme le remarque le traducteur allemand de Strabon, M. Groskurd, ne parle de ce second barrage; mais il me semble nécessaire de l'admettre pour se rendre compte de l'opération. S'il en était ainsi, l'invention des *écluses* serait un peu plus ancienne qu'on ne croit; ce ne serait pas une invention des ingénieurs italiens au XV[e] siècle; du moins, ils auraient inventé, ce qui arrive souvent, une chose trouvée à leur insu, long-temps avant eux.

Mais, quelque idée qu'on se fasse du moyen employé pour le passage des bâtimens, ce moyen existait, il était en usage; conséquemment, le canal avait été fini par Ptolémée Philadelphe, d'après l'assertion même de deux témoins oculaires. Leur témoignage doit l'emporter, comme celui d'Hérodote cité plus haut, sur ceux d'écrivains qui ne parlent que sur ouï-dire, tels que Pline et Plutarque qu'on leur a toujours opposés. Deux passages de ces auteurs n'ont pas peu contribué à embrouiller la question; toutefois il est facile d'écarter une difficulté qui n'est qu'apparente.

Le premier dit, en effet, que Philadelphe ne conduisit le canal que jusqu'*aux lacs amers*, retenu par la crainte d'inonder l'Égypte (1); mais il détruit lui-même sa propre assertion, puisque, peu de lignes après, en parlant d'Arsinoé sur le golfe, fondée par Philadelphe à l'extrémité du canal, il ajoute que ce prince fit le premier explorer la Troglodytique, et donna son nom au *fleuve Ptolémée*, qui arrose Arsinoé (*et amnem qui Arsinoen præfluit Ptolemæum appellavit*); ce qui suppose nécessairement que Philadelphe l'avait conduit jusqu'au fond du golfe, et non pas seulement jusqu'aux lacs amers. Cette singulière contradiction prouve que, dans le premier passage, mêlant les noms de Sésostris, de Darius et de Philadelphe, il applique à l'opération du dernier ce qu'il ne devait dire que du premier et tout au plus du second.

Quant à Plutarque, il rapporte, dans la vie d'Antoine, qu'après la bataille d'Actium, Cléopâtre, désespérée et craignant de tomber entre les mains du vainqueur, résolut de se retirer, avec sa flotte et ses trésors, dans l'Inde (2), c'est-à-dire dans quelques-uns des établissemens formés sur la côte méridionale de la Troglodytique (qu'alors on appelait l'*Inde*), où déjà elle avait envoyé *Cæsarion*, le fils

(1) « ...., Deindè Ptolemæus sequens qui et duxit fossam... ad lacus amaros. Ultrà deterruit inundationis metus... » (VI, 29, ou § 166, ed. Sillig.).

(2) C'est dans l'Inde (εἰς τὴν Ἰνδικήν) qu'elle avait envoyé son fils (Plut. *in Anton.* § 82) : elle voulait certainement aller le rejoindre.

qu'elle avait eu de César : précaution inutile, puisque, plus tard, son précepteur Rhodon le ramena à Alexandrie, sous prétexte qu'Auguste voulait lui rendre la couronne; mais à son retour il fut mis à mort (1). Lorsque Antoine revint à Alexandrie, il trouva, dit Plutarque, Cléopâtre occupée de l'entreprise gigantesque (ἐπιτολμῶσαν ἔργῳ παραβόλῳ καὶ μεγάλῳ) de faire passer sa flotte par-dessus l'isthme qui sépare les deux mers (2).

Lebeau (3), Larcher (4), MM. Le Père (5) et Rozière, ont regardé ce passage comme décisif pour établir que sous les derniers Lagides la communication par le canal n'existait plus, et, en effet, s'il fallait le prendre à la lettre, on n'en pourrait tirer une autre conséquence; mais le récit de Diodore et de Strabon, témoins oculaires, ne permet pas d'admettre cette conséquence sans restriction. D'une autre part, quoique Plutarque écrivît cent vingt ans après l'évènement, et qu'il n'eût peut-être jamais visité l'Égypte, comme il avait composé sa vie d'Antoine avec de très bons matériaux, tels que les mémoires d'Auguste, il en coûterait trop à une critique prudente de rejeter tout-à-fait son récit. Mais heureureusement on n'en est pas réduit à cette dure nécessité, puisqu'on peut le concilier facilement avec celui de Diodore et de Strabon.

Il a été remarqué qu'à cause de la faiblesse de la pente entre la mer Rouge et Bubaste, laquelle n'excède pas deux mètres dans les circonstances les plus favorables, la navigation du canal ne pouvait durer que peu de mois chaque année. Aussitôt que le Nil était descendu au-dessous d'un certain niveau, elle devait être interrompue (6); du moins le passage du canal au Nil se trouvait forcément arrêté. L'étiage s'établit ordinairement en mars, et se prolonge jusqu'à la fin de juin; mais long-temps avant et après ces époques, le chômage du canal devait avoir lieu. La bataille d'Actium se donna le 2 septembre de l'an 31 avant J.-C., et il résulte des évènemens qui suivirent cette bataille, qu'Antoine ne put rejoindre Cléopâtre que dans les premiers mois de l'an 30, en février ou plus tard encore (7). Son retour a donc coïncidé avec le temps de l'étiage, c'est-à-dire

(1) Plut. *in Anton.* § 82.
(2) Id., *ib.* § 70.
(3) *Hist. du Bas-Empire*, liv. LIX, § 14, t. XI, p. 298, 299, éd. Didot.
(4) *Trad. d'Hérodote*, t. III, p. 449, 450.
(5) *Descr. de l'Égypte, État mod.* t. I, p. 60.
(6) La même. *Antiq. Mém.*, p. 144.
(7) Drumann, *Geschichte Roms*. Th. I, S. 486, ff.

avec l'époque où le canal devait nécessairement chômer. C'est alors qu'Antoine trouva Cléopâtre occupée de son entreprise. On conçoit que cette princesse, dans l'excès de sa frayeur, craignant à chaque instant de voir arriver Octave à la tête de sa flotte victorieuse, ne pouvait patiemment attendre trois ou quatre mois que le retour de l'inondation eût rendu le canal navigable.

Elle prit donc le parti extrême de faire passer des vaisseaux pardessus l'isthme, de Péluse à Héroopolis. Antoine la fit renoncer à cette entreprise, en lui montrant qu'il disposait encore de ressources considérables. Mais il est probable qu'elle aurait d'elle-même abandonné l'opération, ayant rencontré un obstacle, auquel elle ne s'attendait pas, dans l'opposition des Arabes de Pétra, qui brûlèrent les premiers vaisseaux qu'elle avait fait passer.

Ainsi le fait rapporté par Plutarque peut être fort exact sans contredire les témoignages concordans de Diodore et de Strabon. On doit en conclure, non que le canal avait cessé d'être en usage, mais que la navigation y était forcément interrompue, lorsque Cléopâtre voulut faire passer sa flotte dans la mer Rouge.

C'est donc à présent un point démontré que le canal fut achevé par Ptolémée Philadelphe.

Ce résultat change les idées qu'on s'était faites sur le but du canal et de la route commerciale établie par le même prince entre Bérénice sur la mer Rouge et Coptos sur le Nil, un peu au-dessous de Thèbes. Cette route, tracée à grands frais et parfaitement entretenue, était divisée en onze stations, où se trouvaient des *aiguades* (ὑδρεύματα), c'est-à-dire des puits, des citernes, parfois des sources, et des logemens pour abriter les caravanes.

On a cru généralement, d'après Robertson (1), que cette voie de communication avait été établie parce que Philadelphe, n'ayant pu achever le canal commencé, avait senti la nécessité de le remplacer par la nouvelle route de Bérénice à Coptos.

Mais puisqu'il est démontré que le canal a été terminé sous son règne et a servi pendant toute la domination des Lagides, il l'est également que la route de Bérénice n'a point été établie pour le suppléer. Une circonstance prouve même qu'elle a été tracée auparavant; c'est le nom d'*Arsinoé*, donné par Philadelphe à la ville qu'il fonda à l'embouchure du canal. Il résulte de recherches dont je ne puis donner ici que le résultat, que toutes les villes fondées par ce

(1) *Histor. Disquisition on India*, p. 39.

prince, dans les pays qu'il a successivement possédés, ont toutes porté le nom de sa mère *Bérénice*, ou celui de ses deux sœurs *Arsinoé* et *Philotéra*.

On ne compte pas moins de quatre villes du premier nom, quatorze du second, et trois du troisième. Les unes ont été fondées dans la première partie de son règne, lorsque sa mère vivait encore, et les autres après la mort de cette princesse; c'est ce qui explique pourquoi l'on ne trouve pas une seule Bérénice hors des côtes de la mer Rouge (1). On doit en conclure, en premier lieu, que Philadelphe avait commencé, dès son avénement à la couronne, l'exécution de ses grandes vues sur le commerce de la mer Rouge; en second lieu, que l'établissement de la route de Coptos à l'une de ces *Bérénices*, et la fondation de cette ville elle-même, dataient des deux premières années de son règne, et sont antérieures aux opérations entreprises pour rendre le canal navigable, puisqu'il donna le nom d'*Arsinoé* à la ville qu'il bâtit à l'embouchure de ce canal. C'est qu'en effet la destination de ces deux voies de communication fut différente.

Le port de Bérénice fut fondé pour recevoir les denrées de l'Arabie méridionale, de la côte orientale d'Afrique, et celles de l'Inde, qui arrivaient principalement par l'intermédiaire des Arabes, au moyen du cabotage, car alors le voyage direct était rare, difficile, et ne prit un véritable accroissement que sous les Romains, principalement depuis la découverte, faite par Hippalus, de la mousson qui portait du cap Syagrus, en Arabie, droit à Musiris, sur la côte de Malabar. De Bérénice, ces marchandises arrivaient au Nil sur deux points différens, à Coptos, par la nouvelle route, en douze journées, et à *Apollonopolis magna*, beaucoup plus au sud, en suivant une vallée transversale, où Belzoni, MM. Cailliaud, Wilkinson et Lhôte ont relevé des stations antiques, avec de curieuses inscriptions. Les marchandises destinées pour l'Égypte inférieure suivaient la première route; celles qui devaient rester dans les villes de la haute Égypte arrivaient par la seconde, et toutes deux servaient en même temps au transport des produits des mines d'émeraude, exploitées non loin de Bérénice.

Quant au canal, il servait principalement au transport des denrées de l'Égypte en Arabie; c'était la même destination qui lui fut donnée

(1) Excepté celle de la Cyrénaïque, fondée par Magas, fils de Bérénice et de son premier mari.

par les Arabes, au témoignage de Makrizy. Aussi Philadelphe, selon Strabon (1), lui donna une profondeur suffisante pour un vaisseau de charge. Les bâtimens, partis d'un point quelconque du Nil, arrivaient dans le canal, de là dans la mer Rouge, et se rendaient à leur destination, sans qu'il eût été nécessaire de procéder à l'opération longue et coûteuse du transbordement.

§ II. — DU CANAL SOUS LES ROMAINS ET LES ARABES.

Que le canal des deux mers ait été entretenu sous les premiers empereurs, c'est ce dont il est difficile de douter. Les soins donnés aux canaux sous le règne d'Auguste, comme l'atteste Strabon (2), et la bonne administration de l'Égypte sous ses successeurs, ne permettent pas de croire qu'on eût négligé le canal auquel le grand développement qu'avait pris le commerce de la mer Érythrée et de l'Inde donnait une importance nouvelle. Aussi Pline, sous le règne de Néron, qualifie encore le canal qui aboutissait à Arsinoé de *navigabilis alveus*. Il lui conserve le nom de *Ptolemæus amnis* (fleuve Ptolémée), qu'il continuait de porter comme au temps de Diodore de Sicile. Les quatre premiers Césars n'avaient donc pas eu besoin d'y faire exécuter de ces grands travaux qui pouvaient donner à la flatterie l'occasion d'en changer le nom contre celui d'un empereur.

Mais, au temps du géographe Ptolémée, le premier nom avait disparu, pour faire place à celui de *fleuve Trajan* (Τραϊανὸς ποταμός). Ce changement annonce que, sous le règne de Trajan, le canal avait attiré une attention nouvelle, et avait été l'objet d'améliorations considérables (3) : en effet, Ptolémée ajoute (4) que le canal passe à Héroopolis et à Babylone. D'où il suit qu'il portait ce nouveau nom dans toute l'étendue de son cours, et que le travail ordonné par Trajan avait consisté à la fois dans une grande réparation de la partie voisine de la mer Rouge et dans l'établissement d'un autre canal qui portait la prise d'eau à Babylone, près du Caire actuel, environ 60 kilomètres en amont de Bubaste, opération qui avait pour but

(1) Lib. XVII, p. 804.

(2) Strab. XVII, p. 788, et la *note de Gossellin* dans la trad. franç., t. V, p. 318.

(3) C'est sans aucun motif que M. Le Père doute que Trajan ait voulu rétablir la communication des deux mers, et présume qu'il avait seulement pour but les irrigations (p. 67).

(4) *Geogr.*, IV, 5, p. 106.

d'augmenter la pente, et par conséquent la durée du temps pendant lequel le canal pouvait être navigable.

Makrizy ne parle pas de Trajan; il dit « que ce canal fut creusé une seconde fois par Adrian Kaïsar, un des rois grecs (1). »

D'Anville et d'autres après lui (2) ont essayé de concilier les auteurs arabes avec Ptolémée, en disant que le nom de *Trajan*, dans cet auteur, désigne *Adrien*, qui s'appelait aussi *Trajan*. Sans nul doute, c'est un des noms qu'Adrien porte sur les monumens; mais on ne trouve pas d'exemple qu'il ait donné le nom de son prédécesseur à un travail qu'il aurait lui-même fait exécuter. Cela ne se voit de la part d'aucun empereur, et se concevrait moins de la part d'Adrien que de tout autre, Trajan ayant toujours été pour lui l'objet d'une rivalité que l'histoire lui reproche. Le nom de *fleuve Trajan*, dans Ptolémée, est un fait positif, contemporain, qui ne permet pas qu'on s'arrête à l'assertion de Makrizy sur un point de l'histoire romaine si éloigné de l'époque où il vivait. D'ailleurs le témoignage de Ptolémée s'accorde avec des faits qui résultent de la découverte récente des anciennes carrières de porphyre.

Le gisement de ces carrières d'où les Romains ont tiré cette belle roche qui leur a servi à décorer leurs temples, leurs basiliques, leurs palais et leurs bains, était resté inconnu ou du moins incertain. Winkelmann (3) et même Visconti (4) les plaçaient en Arabie; d'autres, avec plus de raison, sur la foi de Pline et de Ptolémée, les mettaient dans le désert de la Thébaïde, un peu au-dessus de la route de Qench à Qosseir. C'est en effet là qu'elles ont été découvertes, en 1821 et 1822, par deux voyageurs anglais, M. Burton et sir Gardner Wilkinson.

En explorant le désert entre le Nil et la mer Rouge (5), ils sont parvenus à deux établissemens antiques, abandonnés depuis des siècles, qui paraissent avoir eu une grande importance; l'un et l'autre sont situés dans une solitude profonde au milieu des montagnes primitives qui bordent la rive occidentale de la mer Rouge à la latitude des 27e et 28e degrés.

Le premier de ces établissemens, formé dans la montagne appelée

(1) Voyez la trad. de Silv. de Sacy, dans la *Trad. d'Hérodote* de Larcher, t. III, p. 453, et celle de Langlès, dans les *Notices des Manuscrits*, t. VI, p. 334, suiv.
(2) *Mém sur l'Égypte, etc.*, p. 133. Le Père, ouvr. cité, pag. 60.
(3) *Hist. de l'Art*, livre II, c. 21, § 19.
(4) *Museo Pio Clement.*, t. VI, p. 217, édit. de Milan.
(5) Voy. *Journal of the R. G. Society of London*, t. II.

Djebel-Dokhan (montagne de la fumée), a tous les caractères d'une ancienne ville, restes de rues et de maisons, place publique, citernes, temple, forteresse. On y trouve encore les boutiques et ateliers où l'on travaillait le porphyre, ainsi qu'un grand nombre de mortiers et d'autres ustensiles non achevés; les carrières se trouvent dans les montagnes voisines, qui offrent encore de nombreux débris d'exploitation.

Le second, situé dans le Djebel-Fateereh, à environ 80 kilomètres plus au sud, est aussi considérable que le premier; il présente les mêmes particularités et le même aspect; il était aussi le centre d'une population que l'on estime avoir été au moins de 1,500 à 2,000 individus. Mais ici l'exploitation était exclusivement granitique. On l'avait entreprise sur la plus grande échelle, comme l'attestent les débris qui en restent dans toute l'étendue de ces carrières, puisqu'on y trouve une multitude de colonnes, ébauchées ou terminées, de toutes les grandeurs, jusqu'à l'énorme dimension de 18 mètres de long.

A la vue de ces énormes matériaux, on se demande par quelle voie ils étaient transportés à Alexandrie. Les deux voyageurs que je viens de citer pensent qu'on les amenait jusqu'au Nil par la route du désert; mais la distance, non moins que la nature du terrain, s'y oppose, car les deux carrières sont à 80 ou 100 kilomètres du Nil, dont elles sont séparées par plusieurs vallées transversales que partagent des versans plus ou moins élevés.

Sans doute, les principaux produits de l'exploitation du porphyre dans le Djebel-Dokhan ont pu assez facilement arriver au Nil par la voie de terre : les urnes funéraires, les mortiers, quelques ornemens d'architecture, pouvaient être apportés par cette route; mais la difficulté devenait déjà considérable pour des baignoires telles que les deux qui sont déposées, l'une à la Bibliothèque royale, l'autre au musée du Louvre, et qui sont en porphyre égyptien. Elle était énorme pour des objets d'un plus grand volume, tels, par exemple, que la grande vasque du Vatican, qui a 14 pieds (4 mètres 5 centimètres) de diamètre; celle du musée de Naples, qui a 10 pieds (3 mètres 25 centimètres) de diamètre, près de 5 pieds (1 mètre 62 centimètre) de hauteur, et dont les anses en forme de serpens sont prises dans la masse; le mausolée de sainte Hélène, mère de Constantin; le tombeau antique qui est devenu celui de Benoît XIII, à Saint-Jean-de-Latran, et la statue probablement de Dioclétien, haute de 11 pieds

(3 mètres 57 centimètres), dont les débris furent retrouvés au pied de la colonne de Pompée (1). On peut tenir pour à peu près certain que des pièces de ce volume ont dû descendre de la carrière au port de Myos-Hormos.

A plus forte raison, la voie de mer, tant que cette voie a été possible, a dû être suivie pour la plupart des produits de l'exploitation granitique du Djebel-Fateereh. Entre cette montagne et le Nil, il existe plusieurs chaînes transversales, il est vrai, peu élevées, mais qui opposent une barrière presque infranchissable au transport de lourds fardeaux, et un obstacle invincible au passage de grandes colonnes telles que celles qui gisent encore sur le sol, au Djebel-Fateereh. Sans parler de celles, en si grand nombre, dont le fût atteint et dépasse 10 mètres, il suffit de rappeler celles qui ont près de 60 pieds anglais (18 mètres 59 centimètres) de longueur, et 8 mètres de circonférence (2 mètres 59 centimètres de diamètre), qui par leur grosseur surpassent la colonne de Pompée (dont le diamètre moyen est de 2 mètres 531 centimètres.) Ces colonnes surpassent donc de beaucoup les plus grandes que l'on connût jusqu'ici (la seule colonne de Pompée exceptée), car celle dont les restes existent près de Monte-Citorio, à Rome, n'avait que 14 mètres 784 centimètres de longueur (3 mètres 3 centimètres de moins que celle des carrières de Djebel-Fateereh), et celles des Thermes de Dioclétien n'ont que 11 mètres 91 centimètres (2); c'est à peu près la dimension des colonnes du Panthéon, qui proviennent en partie des carrières de l'île d'Elbe (3).Voilà les plus grosses colonnes en granit qui aient été conservées dans les monumens antiques; mais combien elles sont inférieures à quelques-unes de celles qui étaient travaillées dans les carrières de Djebel-Fateereh!

Jusqu'à présent on a pensé que les Romains tiraient les énormes colonnes monolithes qu'ils employaient dans leurs grands monumens de carrières très voisines du lieu d'embarquement; ce qui rendait leur transport très facile, puisqu'on pouvait les faire glisser par un plan incliné jusque dans le navire qui les transportait immédiatement à Ostie et à Rome. Cela est vrai pour les carrières de Syène et de l'île d'Elbe; mais la position géographique du Djebel-Fateereh ne permet pas cette explication pour les colonnes qu'on y exploitait. La distance d'environ dix de nos lieues qui sépare le Djebel-Fateereh

(1) Dubois, *Catalogue de la Collection Choiseul-Gouffier*, p. 117.
(2) Rondelet, *Art de bâtir*, t. I, p. 17.
(3) Plattner, Busen, etc *Beschreibung der Stadt Rom* Ir B. S. 349.

de la mer devait être déjà bien difficile à franchir. Malgré les puissans moyens mécaniques que notre savant ingénieur Lebas avait à sa disposition, nous savons avec quelle peine et quelle lenteur il a pu faire avancer de quelques centaines de pas l'obélisque de Louqsor, dont le poids ne doit pas excéder de beaucoup celui des colonnes du Djebel-Fateereh. Ce n'est certes pas faire injure à la mécanique ancienne que de douter si les Romains pouvaient disposer de semblables ressources, surtout dans ce désert écarté. Ils employaient, selon toute apparence, des machines fort simples, remplaçant l'impuissance des moyens par le nombre de bras et une énergique volonté. Grace à l'inclinaison du terrain depuis la carrière jusqu'au lieu d'embarcation, on avait pu pratiquer une chaussée à pente continue et diminuer ainsi beaucoup le tirage; mais il ne fallait pas moins un énorme travail pour traîner de semblables fardeaux jusqu'à la mer. Quant à la route de terre, indépendamment de sa longueur, la disposition du terrain la rendait décidément impraticable pour de tels fardeaux.

Ainsi la voie de mer a dû être la seule possible en certains cas, et celle qu'on a dû toujours préférer, si la côte voisine offrait quelque port commode pour l'embarquement.

Maintenant, il est fort remarquable que précisément sur les deux points de la côte qui correspondent aux deux centres d'exploitation, se trouvent le port de *Myos Hormos*, qui, sous les empereurs, devint l'entrepôt du commerce de l'Inde, et celui de *Philotéra*, fondé par un amiral de Ptolémée-Philadelphe, qui lui donna le nom d'une sœur de ce prince. Cette correspondance ne peut être fortuite; elle nous explique pourquoi l'on avait choisi pour l'exploitation du porphyre et du granit ces deux localités entre celles qui, au midi et au nord, pouvaient aussi bien convenir. La grande distance qui les sépare (environ quatre-vingts kilomètres) devait d'autant plus surprendre, que des inscriptions dédicatoires, gravées sur la façade de deux temples dans chacune des deux localités, prouvent qu'elles étaient placées sous la même administration politique et financière; c'étaient des espèces de *bagnes* où l'on envoyait des *condamnés* (κατάδικοι, dit Aristide), qu'on réunissait en grand nombre dans ce désert écarté; elles étaient gardées par la même cohorte, surveillées par le même procurateur de César, et affermées au même individu, qui prend le titre d'*esclave de César*. Leur éloignement devait être une source de graves difficultés et de complications nombreuses, dans une région de montagnes où l'on avait à se défendre contre les incursions des Arabes. Il fallait donc qu'on eût été contraint, par une puissante né-

cessité, à éloigner ainsi l'un de l'autre ces deux établissemens. Il ne pouvait y avoir que le besoin de les mettre tous les deux en communication avec un port commode pour l'embarquement des pièces colossales qu'on en tirait.

Il résulte de recherches nouvelles (1) que le porphyre ne fut point au nombre des pierres travaillées par les anciens Égyptiens. On n'en trouve aucun vestige parmi les monumens de style purement égyptien, grands et petits, qui peuplent nos cabinets ou qui existent encore sur le sol de l'Égypte. Ayant à leur disposition tant de belles matières, les granits, les basaltes, les albâtres, les brèches, etc., ils ont négligé le porphyre, dont la dureté, qui surpasse celle de toute autre roche, exigeait un travail long et pénible, ou même résistait peut-être aux moyens d'exécution dont ils pouvaient disposer.

Au témoignage de Pline (2), ce fut Vitrasius Pollion, procurateur de César, qui envoya à l'empereur Claude les premières statues de porphyre qu'on eût encore vues. Visconti présume que les carrières venaient d'être alors découvertes (3). Cette conjecture est confirmée par deux inscriptions (4), l'une du temps de Trajan, l'autre de la première année d'Adrien, qui nous apprennent que les montagnes où se trouvaient les carrières portaient le nom de *Mont Claudien;* il est clair qu'elles n'ont pu recevoir un tel nom que parce que la découverte en fut faite sous le règne de Claude, ce qui s'accorde merveilleusement avec le dire de Pline, auteur contemporain. Quant à l'établissement du Djebel-Fateereh, où l'on exploitait le granit, une autre inscription atteste qu'il a dû être formé plus tard, vers la XII[e] année de Trajan, époque à laquelle il reçut, en latin, le nom de *Fons Trajanus*, en grec celui d'*Hydreuma Trajanum* (Ὕδρευμα Τραϊανόν), que la géographie ancienne ne connaissait pas jusqu'ici (5).

(1) Exposées dans un Mémoire spécial récemment lu à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

(2) XXXVI, c. 7, § 57.

(3) *Museo Pio Clement*, t. VI, p. 247, éd. de Milan.

(4) Ces inscriptions, qui nous ont conservé les plus curieux détails, m'ont été communiquées par sir Gardner Wilkinson, pour être publiées dans mon *Recueil des Inscriptions latines et grecques de l'Égypte;* 3 volumes in-4°, dont le premier volume paraîtra vers la fin de cette année.

(5) Il est à remarquer que la route de Coptos à Bérénice est la seule dont les stations aient été indiquées et nommées par les auteurs anciens (Pline, la Table théodosienne et l'Itinéraire d'Antonin). D'autres routes aussi très fréquentées, celles de Coptos à Myos Hormos et au Leucos limen (Qosseyr), et celle d'Apollonopolis magna à Bérénice et aux mines d'émeraude, ne sont connues que par les vestiges de stations antiques ou des monumens qu'on y trouve. Aucun auteur n'en parle.

Or, nous avons vu plus haut que l'empereur Trajan est précisément celui qui reprit les travaux du canal et voulut donner une nouvelle activité à cette utile navigation. Ces inscriptions confirment donc pleinement le témoignage de Ptolémée, et la coïncidence des époques permet de croire que l'établissement des nouvelles carrières de granit et le besoin d'en faciliter l'exploitation, en se procurant les moyens de transporter les plus lourds matérieux directement du port de Philotéra au Nil, sont entrés dans les motifs qui déterminèrent Trajan à perfectionner et à étendre la navigation du canal.

Une autre coïncidence remarquable montre que l'existence de ces carrières était liée avec celle de ce canal, car nous voyons cesser leur exploitation en même temps que la navigation du canal fut abandonnée.

Qu'elle fût encore en pleine activité dans les premières années d'Antonin, c'est ce qu'atteste un passage de Lucien (1) où il est parlé d'un jeune homme « qui, *s'étant embarqué* (à Alexandrie), remonta le Nil et *navigua* jusqu'à *Clysma* (port à l'extrémité du canal sur la mer Rouge). » Ce texte est d'autant plus important que, comme Lucien, qui florissait vers 160 ou 170, avait exercé en Égypte des fonctions importantes (2), son témoignage n'est sujet à aucune erreur.

Dans le silence absolu de l'histoire, il est impossible de savoir si le canal servit long-temps après cette époque. On peut admettre qu'il resta navigable au moins pendant le siècle florissant des Antonins, qui veillèrent avec tant de soin à maintenir toutes les sources de la prospérité de l'empire. L'époque de l'ensablement du canal doit coïncider avec celle de l'abandon des carrières du mont Fateereh, et en même temps avec l'ouverture de nouvelles carrières de granit plus voisines du Nil.

Sir Gardner Wilkinson a reconnu, par l'examen attentif des lieux, que celles de Djebel-Fateereh ont été abandonnées peu de temps après le règne d'Adrien. Les nombreux fûts de colonnes, les chapiteaux et autres parties d'architecture qui s'y trouvent encore toutes préparées, et semblent n'attendre plus qu'un dernier effort pour être expédiées à leur destination, tout indique que, lorsque les carrières ont été délaissées, l'exploitation y était dans tout son développement. Pour perdre le fruit de tant de travaux, pour abandonner

(1) *In Pseudom.* § 44, p. 339 de l'excellente édition publiée par M. Didot, dans sa bibliothèque des classiques grecs.

(2) Lucian., *Apologia pro mercede cond.*, § 12, p. 202.

ces colonnes qu'on avait pris tant de peine à extraire, à tailler, à polir, il a fallu qu'on y fût contraint par quelque obstacle imprévu qui vint arrêter tout à coup l'exécution des commandes. Ne serait-ce pas la cessation de la navigation du canal? Or, une inscription (1) trouvée à Syène atteste qu'entre les années 205 et 209 de notre ère, sous le règne simultané de Septime Sévère et de ses fils, de *nouvelles carrières* (*novæ lapicidinæ*) furent trouvées (*adinventæ*), et qu'on en tira des pilastres (*parastaticæ*), ainsi que des colonnes grandes et nombreuses (*columnæ grandes et multæ*), ce qui prouve que, dès le commencement, ces carrières furent exploitées en grand, et fournirent de ces colonnes monolithes plus ou moins colossales dont les carrières de Djebel-Fateereh conservent encore de si nombreux échantillons. Tout atteste, en effet, que, dans aucun temps, l'architecture ne fit plus d'usage de monolithes pour la décoration, soit des édifices, soit des places publiques, au moyen de colonnes triomphales, comme celle de Pompée. J'ai émis la conjecture que cette immense colonne était une des *columnæ grandes* tirées de ces nouvelles carrières; la nature du granit, qui est la même que celle du cippe sur lequel est gravée l'inscription latine que je viens de citer, rend la conjecture bien probable.

Il devient donc vraisemblable que l'abandon des carrières de Djebel-Fateereh est dû à l'ensablement du canal; aussitôt qu'il cessa d'être navigable, on dut renoncer à terminer toutes ces colonnes qu'on n'avait plus de moyens de transporter en Égypte. On fut donc contraint de renoncer à cet établissement, et de transporter les grandes exploitations de cette belle matière dans une localité d'où le transport fût plus facile : l'ouverture des nouvelles carrières de Syène aura été une suite de cet abandon.

Mais observons que le délaissement de l'exploitation du granit à Djebel-Fateereh n'a pas nécessairement entraîné celui de l'exploitation du porphyre dans le Djebel-Dokhan. Celle-ci a pu subsister, même après l'ensablement du canal, parce qu'elle produisait des pièces d'une grandeur moindre, qu'on pouvait, à force de bras et d'efforts, transporter par la voie du désert. Un passage d'Eusèbe (2) montre, en effet, que les carrières de porphyre étaient toujours en

(1) Cette inscription, copiée d'abord à Syène par Belzoni et Caillaud, est entrée depuis au musée du Louvre, avec d'autres pièces provenant de la collection Mimaut.

(2) *Hist. Eccles.* Lib. VIII, c. 8 (*De Martyr. Palæst.*)

pleine activité sous le règne de Dioclétien, puisqu'on y envoyait en foule les chrétiens persécutés, condamnés à ces rudes travaux; des passages de Paul le Silentiaire attestent qu'elles le furent plus tard encore, et que leur produit était transporté par la voie du Nil (1). Tous ces renseignemens s'accordent ou se concilient sans peine.

Le canal resta ensablé et hors d'usage jusqu'à la conquête de l'Égypte, en 640 de notre ère. Les extraits de divers auteurs arabes cités par Makrizy donnent des détails circonstanciés sur le rétablissement de cette voie par les ordres du calife Omar (2). Le canal fut exécuté de nouveau, à partir de Fosthath (vieux Caire), c'est-à-dire qu'on reprit le canal de Trajan, qui, au dire de Ptolémée, commençait à Babylone. En moins d'un an, disent ces auteurs, des bateaux chargés de grains arrivèrent à Qolzoum (le *Clysma* des anciens) et portèrent l'abondance sur les marchés de Médyne et de la Mekke. Le canal fut donc rendu à la principale destination que lui avait donnée Ptolémée-Philadelphe. La navigation subsista sans interruption jusqu'au calife Al-Manzor, qui ordonna de combler le canal pour empêcher qu'on ne portât des vivres à Mohammed-Ben-Abdoullâh, qui s'était révolté contre lui, ce qui eut lieu l'an 145 ou 150 de l'hégyre (762 ou 767 de notre ère). Elle avait donc duré seulement cent vingt-deux ou cent vingt-sept ans. Depuis ce moment, ajoutent les auteurs arabes, le canal n'a plus été rétabli (3).

De cet exposé historique, il résulte que le canal des deux mers a servi à la navigation pendant une première période d'environ cinq siècles, sans autre interruption que celle qui tenait à l'étiage du Nil, depuis le règne de Philadelphe au moins jusqu'à la fin du règne de Marc-Aurèle et peut-être jusqu'à Septime Sévère, et pendant une seconde période de cent vingt-deux à cent vingt-sept ans sous la domination des Arabes.

On convenait généralement que le canal avait été navigable pendant cette seconde période, parce qu'en effet les témoignages des auteurs arabes sont tellement précis et circonstanciés, qu'il n'est pas possible de rejeter le fait qu'ils établissent. Je crois avoir montré qu'il en est de même de ceux des auteurs anciens pour l'époque antérieure, et que les contradictions qu'on avait cru remarquer entre eux ne résistent pas à un examen plus approfondi.

(1) *Descr. S. Sophia,* I, v. 379, 380, 625 à 627.

(2) V. la notice sur Makrizy, par Langlès, dans les *Notices des Manuscrits,* t. VI, p. 334 et suivantes.

(3) *Notices des Manuscrits,* volume cité, p. 343.

Est-il maintenant possible de reprendre les travaux des anciens et des Arabes, et de rétablir la navigation par la même voie qu'ils avaient suivie? On ne peut en douter, puisque les conditions sont à présent plus favorables qu'elles l'étaient jadis, le fond du Nil et conséquemment le niveau de ses eaux s'étant élevés d'une quantité notable depuis les temps anciens. Indépendamment de cet argument péremptoire, on peut s'en convaincre encore par les nivellemens précis et les recherches consciencieuses que M. Le Père a consignées dans son excellent mémoire sur le canal des deux mers. Il a montré qu'avec une dépense de 24 à 30 millions, on pourrait opérer la jonction de la mer Rouge avec le Nil, et en même temps avec la Méditerranée, en prévenant, par les moyens que fournit le génie moderne, tous les inconvéniens qui pourraient résulter du versement de la première dans la seconde. Or, que serait-ce qu'une telle dépense en comparaison de l'immense utilité de cette grande opération?

On doit souhaiter que la complication actuelle des intérêts divers et opposés disparaisse devant la certitude des avantages qui pourraient résulter pour tous d'une telle entreprise, si l'on consentait à s'entendre; mais il est à craindre que nous en soyons réduits pendant long-temps aux vœux et, tout au plus, à l'espérance.

LETRONNE.

DES LANGUES

ET DE LA LITTÉRATURE

DE L'ARCHIPEL D'ASIE

SOUS LE RAPPORT POLITIQUE ET COMMERCIAL.[1]

C'est vers la fin du siècle dernier seulement que la position et les limites de cette partie du globe qui de nos jours a reçu le nom de *monde maritime* ou d'*Océanie* ont été reconnues avec quelque certitude, et que l'on a renoncé à l'hypothèse, accréditée par Desbrosses,

(1) L'auteur de ce travail, après avoir été chargé par le ministère de l'instruction publique de deux missions scientifiques en Angleterre, où il est allé visiter les riches dépôts de manuscrits orientaux qui existent à Londres et à Oxford, et d'où il a rapporté des documens précieux (voir *le Moniteur* du 7 novembre 1838 et du 17 mars 1841), a été appelé à faire un cours de langues malaye et javanaise à l'École royale et spéciale des langues orientales établie près la Bibliothèque du Roi. Ce cours, ouvert depuis quelques mois, est suivi avec un grand intérêt, et tout fait espérer que le professeur parviendra à répandre parmi nous le goût d'études aussi curieuses qu'utiles, et qui, cultivées avec succès en Allemagne, en Angleterre et en Hollande, manquaient jusqu'à présent à la science de nos orientalistes français. (*N. du D.*)

de l'existence d'un vaste continent vers le pôle antarctique. Quoique, depuis Bougainville, l'Océanie n'ait cessé d'être parcourue par des navigateurs français dont plusieurs ont décrit, dans des relations pleines de savoir et de charme, les lieux qu'ils ont visités, et quoique, antérieurement à ces expéditions scientifiques, notre langue possédât les récits des plus curieuses explorations, entreprises depuis trois siècles dans ces mers lointaines, il n'y a guère plus de vingt-cinq à trente ans que la connaissance de l'Océanie est entrée dans le cercle des études géographiques usuelles. Des notions vagues et incomplètes, résumées en quelques lignes, étaient tout ce qu'on enseignait alors sur une partie du monde dont la circonscription embrasse toutes les terres qui s'élèvent du sein de cette mer immense qui, sous le nom de *grand Océan* et de *mer des Indes*, couvre la surface de plus de la moitié de notre globe.

Les limites du monde maritime, telles qu'elles sont fixées généralement, s'étendent depuis la pointe d'Atcheh (Achem), à l'extrémité nord-ouest de l'île de Sumatra, vers 5 degrés de latitude nord et 93 degrés 15 minutes de longitude orientale, jusqu'à 15 degrés à l'ouest des côtes d'Amérique. Du sud au nord, ces limites vont, depuis les îles de l'Évêque et son Clerc, à 55 degrés de latitude méridionale, jusqu'à 10 degrés au sud des îles Aleutiennes, placées vers le 40e degré de latitude boréale, et qui appartiennent à l'Amérique.

Le détroit de Malaca, situé entre la péninsule de ce nom et l'île de Sumatra, et le détroit des îles Baschi ou Babuyanes, entre les Philippines et l'île Formose, séparent le monde maritime de l'Asie; l'île de Salas, qui le termine à l'est vers le 107e degré de longitude occidentale, place un intervalle de 600 lieues marines entre cette limite extrême et le continent américain.

Quatre grandes divisions signalées pour la première fois par un célèbre navigateur, M. Dumont d'Urville (1), partagent l'Océanie. La première se compose des riches et vastes contrées connues sous la dénomination d'*archipel d'Asie* ou *d'Orient*, et quelquefois sous celle de *Malaisie*, du nom de la principale nation qui en occupe le sol, et comprend les îles de la Sonde, Java et Sumatra, — l'île de Bornéo, Célèbes, les Moluques et l'archipel des Philippines. Vers le sud, dans la seconde division appelée *Mélanésie*, s'élève l'Australie ou Nouvelle-Hollande, continent presque aussi étendu que

(1) *Voyage de l'Astrolabe*, exécuté en 1826, 1827, 1828 et 1829. *Histoire du Voyage*, t. II.

l'Europe, et sur la surface duquel vivent disséminées ces tribus de race noire que l'on retrouve dans l'île de Van Diémen, dans la Nouvelle-Guinée et dans toutes les terres qui s'étendent à l'orient, telles que la Nouvelle-Irlande, la Nouvelle-Bretagne, les îles Salomon, les Nouvelles-Hébrides jusqu'aux îles Fidji, vers le 180e degré de longitude orientale. En avançant plus à l'est, l'on rencontre, au milieu des flots de l'Océan Pacifique, les nombreux archipels de la Polynésie, troisième partie du monde maritime, peuplée par une race d'hommes qui a porté ses migrations depuis la Nouvelle-Zélande au sud jusqu'aux îles Sandwich ou Havaü au nord, et qui occupe de l'ouest à l'est, entre ces deux points reculés, l'archipel des îles Tonga, les îles fertiles et riantes d'O-Taïti, l'archipel que découvrit l'Espagnol Mendana, celui des îles Po-moutou et l'île de Pâques. Dans l'hémisphère boréal, jusqu'au 40e parallèle environ, s'étend, entre le 126e degré de longitude orientale et le 167e de longitude occidentale, une chaîne de petites îles dont l'ensemble forme, sous le nom de *Micronésie*, la quatrième division de l'Océanie. Ces îles, dont les principales sont celles de King's Mill, les Mariannes, les Carolines, les îles Pelew, etc., renferment une population très variée, dont le langage, les coutumes et les formes de gouvernement diffèrent d'un archipel à l'autre.

Cette classification de M. Dumont d'Urville est fondée sur les rapports des peuples qui habitent le monde maritime, sur leur caractère et la coloration de leur peau plutôt que sur les divisions physiques qui séparent chacun des groupes qui le composent; elle est par conséquent plutôt ethnographique que géographique. Je l'adopterai dans ce travail, parce qu'elle s'accorde assez bien avec les indications qui résultent de l'étude comparée des idiomes océaniens. Ces indications démontrent aussi que les bornes du monde maritime doivent être reculées dans un espace plus large que celui dans lequel on le circonscrit ordinairement, qu'elles doivent s'étendre jusqu'à la péninsule de Malaca, peuplée par des Malays, aller à l'ouest jusqu'à Madagascar, et au nord remonter jusqu'à Formose, parce que les langues en usage dans ces deux îles, dont la première est attribuée à l'Afrique et la seconde à l'Asie, attestent l'origine océanienne des populations qui les habitent. Le terme de *monde océanique* me servira à désigner la partie du globe au milieu de laquelle le lecteur vient d'être introduit, agrandie dans les limites que je viens de tracer.

Les voyages de circumnavigation, qui depuis un siècle ont tant ajouté à nos connaissances géographiques, nous ont appris qu'il existe dans tout le monde océanique un système de langues liées entre elles

par de nombreuses affinités et sorties d'une souche commune. Dans cette famille de langues, il en est deux plus importantes que toutes les autres, car elles sont la clé du système entier et en forment la base; ce sont le malay et le javanais. Liées à des traditions qui s'appuient sur des monumens d'un âge certain et très reculé, elles offrent à l'ethnographie comparée, c'est-à-dire à l'étude des races humaines, les renseignemens les plus précieux sur l'origine et les migrations des populations océaniennes, et sur leurs destinées à une époque dont il ne nous reste aucun souvenir historique. Une autre considération vient encore ajouter à l'intérêt que ces recherches inspirent. Les Malays et les Javanais possèdent une littérature riche et originale, de nombreux documens historiques et des monumens d'une législation très remarquable, qui seule suffirait pour attester les progrès que ces peuples avaient faits autrefois dans la carrière de la civilisation. Ce n'est pas tout; dans ses applications à la marine et au commerce, le malay présente, suivant le témoignage de tous les navigateurs, un caractère d'utilité pratique incontestable. Il règne dans toute la mer des Indes, depuis le cap de Bonne-Espérance jusque et compris la Nouvelle-Guinée, dans un espace de plus de 110 degrés en longitude ou 2,750 lieues, et là où il n'est pas parlé comme idiome national, il est employé de la même manière que la langue franque dans les échelles du Levant, comme un moyen général de communication dans toutes les transactions auxquelles le besoin des échanges peut donner lieu. Aujourd'hui que l'archipel d'Asie est un des points commerciaux les plus importans du globe, il est de l'intérêt de la France de s'y créer des relations avantageuses et durables. Pour y parvenir, le premier et le plus sûr moyen n'est-il pas d'acquérir la connaissance du langage qui doit en être l'instrument? Ainsi l'étude du malay et du javanais peut être envisagée sous trois points de vue, suivant qu'on la rattache à l'histoire ethnographique des races parmi lesquelles ces idiomes sont répandus, à l'intelligence et à l'appréciation des monumens de leur littérature, aux besoins de la navigation et du commerce; chacun de ces trois points de vue produit un ordre spécial de faits dont je vais essayer de présenter un aperçu et de faire apprécier l'intérêt au lecteur.

I.

Ce serait entreprendre l'étude du malay et du javanais d'une manière bien incomplète et bien peu philosophique que d'envisager ces

langues isolément et en dehors de la famille à laquelle elles appartiennent. Pour en comprendre le génie, pour suivre le développement par lequel elles ont passé, et les faire servir de base aux recherches ethnographiques, il est nécessaire de les considérer dans l'ensemble du système dont elles font partie. On sait que le premier et le plus important résultat de l'étude comparée des idiomes, de cette étude dont Leibnitz a posé les principes, et qui a pris rang de nos jours parmi les sciences positives, a été la découverte de l'aptitude que possède chacun d'eux à se grouper par familles ou grandes divisions corrélatives aux variétés physiques qui partagent notre espèce. Parmi ces familles de langues, il n'en est pas qui puissent fournir pour la connaissance de l'homme un champ plus vaste d'observations neuves et fécondes que celle dont le malay et le javanais forment le principal rameau. Cette famille distingue des races dont l'origine est encore un problème pour la science, dont les caractères physiologiques sont loin d'être déterminés, et qui se sont répandues dans le plus vaste espace où jamais peuple ait porté ses migrations, car on les retrouve dans toutes les îles de la mer des Indes et du grand Océan, dans un espace de 190 degrés en longitude, c'est-à-dire de près de quatre mille huit cents lieues; et, phénomène encore plus étonnant, plusieurs de ces langues, parlées à des distances énormes l'une de l'autre, comme le *bisaya* aux Philippines et la langue madécasse, offrent entre elles de telles ressemblances, que l'on croirait entendre, suivant la remarque du savant orientaliste Marsden, les dialectes de deux provinces voisines d'un même royaume. Je les désignerai toutes sous la dénomination commune d'*océaniennes,* du nom de la partie du globe dans laquelle elles sont en usage. Le premier voyageur qui ait songé à en recueillir quelques mots est le crédule et amusant Pigafetta, qui accompagnait Magellan, en 1519, dans la première exploration qui ait été tentée autour du monde. Il a consigné à la fin de son journal trois vocabulaires dont l'un est de la langue de Tidor, l'une des îles Moluques. Son exemple fut suivi par la plupart des voyageurs venus après lui. Vers le milieu du siècle dernier, Forster donna un tableau comparatif, dans lequel il mit en regard onze des dialectes de l'Océanie avec le mot correspondant en malay, et dans les langues du Chili, du Pérou et du Mexique. De ce rapprochement il résulta le fait très curieux que ces dialectes présentaient de nombreuses analogies avec le malay, et n'avaient aucun point de contact avec les langues américaines. Les savans navigateurs Bougainville et Cook s'attachèrent aussi à rassembler les vocabulaires des peuplades qu'ils

visitèrent, et démontrèrent, par des comparaisons plus étendues, la connexion des dialectes de la Polynésie orientale avec le malay et la langue des habitans de Madagascar. Outre ces recherches générales, les deux siècles qui ont précédé le nôtre comptent d'excellens travaux spéciaux sur plusieurs dialectes océaniens. Une fois maîtres de l'archipel d'Asie, les Hollandais s'appliquèrent à l'étude du malay dans un but d'utilité commerciale et de propagation religieuse. Les mêmes vues guidèrent Flaccourt, notre compatriote, lorsqu'il publia un dictionnaire de la langue de Madagascar, où les Français avaient alors un établissement. Aux Philippines, les religieux espagnols exécutèrent sur les idiomes de cet archipel des travaux philologiques qui peuvent rivaliser avec ce que l'érudition moderne a créé de plus parfait. Ces premières recherches, continuées dans notre siècle avec une nouvelle ardeur, se sont enrichies de travaux nombreux et très remarquables. Je citerai en première ligne ceux de Marsden et du docteur Leyden sur le malay, de Crawfurd et de Raffles sur le javanais. C'est à ces savans que nous sommes redevables d'avoir appris que ces langues ont une littérature cultivée et d'un haut intérêt. Depuis quelques années, les Hollandais ont commencé à s'occuper avec un zèle persévérant de la reproduction des textes javanais; nous devons à deux orientalistes très distingués, MM. Gericke et Roorda, d'excellens ouvrages élémentaires destinés à nous en faciliter l'intelligence. A côté de ces travaux viennent se placer ceux des méthodistes anglais sur les langues polynésiennes, qu'ils ont les premiers fixées par l'écriture, et dont ils ont aussi les premiers exposé les règles grammaticales; ceux de M. de Chamisso sur la langue des îles Sandwich, ceux du docteur Martin sur la langue des îles Tonga, et enfin les recherches très précieuses de M. Dumont d'Urville et des savans qui l'accompagnèrent dans le voyage de *l'Astrolabe*, sur les langues entièrement inconnues de la Nouvelle-Hollande et de la terre de Van Diémen.

La comparaison générale des idiomes océaniens a fait aussi de notre temps de très grands progrès. Les recherches de Marsden ont prouvé que la ressemblance qui se manifeste entre tous les membres de cette famille est due à la préexistence d'un type commun ou langage général duquel ils dérivent.

Dans un très intéressant mémoire, qui a pour auteur M. Dumont d'Urville, et qu'il a inséré dans la partie philologique de la relation du voyage de *l'Astrolabe*, ce célèbre navigateur a eu l'idée très ingénieuse de former une table comparative de mots pris dans sept

langues appartenant à trois des grandes divisions du système océanien : la langue de Madagascar, le malay et les langues de la Nouvelle-Zélande, des îles Sandwich, Taïti et Tonga. Non-seulement il a constaté des affinités générales et évidentes entre ces divers idiomes, mais encore il a démontré que les rapports de ceux de la Polynésie orientale étaient plus étroits avec le madécasse, placé à l'extrémité opposée et au point le plus reculé, qu'avec le malay, qui occupe une position intermédiaire. Il a, de plus, découvert que des mots communs au madécasse et aux dialectes polynésiens ne se reproduisaient pas dans le malay. Ces deux considérations lui paraissent devoir confirmer l'opinion émise dans le siècle dernier par Forster, et depuis soutenue par Marsden et Crawfurd, que tous ces idiomes dérivent d'une langue très ancienne, aujourd'hui perdue, et dont les traces sont restées plus ou moins pures et nombreuses dans les divers dialectes de l'Océanie.

Mais l'homme qui est allé le plus loin dans cette voie d'investigations, c'est Guillaume de Humboldt. Cet illustre orientaliste, qui est le plus profond linguiste dont notre siècle s'honore, joignait à un esprit de recherche analytique, porté à un degré éminent, un fonds inépuisable de connaissances ethnographiques. Pour lui, l'étude des langues n'était qu'un moyen d'arriver à une intelligence plus parfaite des formes de la pensée. Son ouvrage sur le kawi, la langue littéraire et liturgique des anciens Javanais, ouvrage qui a été publié en partie après sa mort par son savant collaborateur M. Buschmann, peut être regardé comme un des plus beaux monumens que la philologie ait élevés; il embrasse le système entier des idiomes océaniens dont le savant linguiste a recherché les affinités et retracé le développement, éclairant sans cesse ses aperçus philologiques par l'étude comparée des monumens et des traditions, et les confirmant par tout ce que sa vaste érudition a pu lui suggérer de faits curieux et intéressans. Le grand mérite, à mes yeux, de Guillaume de Humboldt, c'est d'avoir fondé la démonstration de ces affinités sur des bases vraiment rationnelles, c'est-à-dire non-seulement sur des rapprochemens de mots choisis dans des listes partielles, mais encore sur la comparaison des formes grammaticales employées par chaque nation.

La méthode suivie par le savant académicien de Berlin tient aux doctrines professées par l'école linguistique dont il était, avec Guillaume de Schlegel, un des principaux chefs. Il est nécessaire de se rappeler ici que les ethnographes des temps modernes se partagent

en deux classes : l'une qui cherche à découvrir l'affinité des langues par la comparaison des mots pris isolément dans le dictionnaire, l'autre par le rapprochement des formes grammaticales. Dans l'opinion des premiers, si des mots tirés de deux ou plusieurs idiomes ne sont point du nombre de ceux que la conquête ou des relations commerciales ont pu porter d'un peuple à l'autre, mais expriment les premiers et les plus simples besoins de la vie sociale, et répondent aux élémens fondamentaux du langage, il y a preuve d'une parenté originelle entre ces idiomes ainsi qu'entre les peuples qui les parlent. Je serais porté à admettre cette conclusion, si la méthode par laquelle on l'obtient n'était pas souvent très arbitraire. En effet, les linguistes de cette école ne sont pas d'accord sur le choix de ces mots primitifs à comparer, encore moins sur le nombre de ceux dont il faut que l'identité soit reconnue pour affirmer cette double communauté d'origine. Enfin, plusieurs d'entre eux se contentent, pour prononcer qu'il y a identité entre deux mots, de l'existence d'une seule lettre en commun, renouvelant ainsi les défauts de cette vieille école d'étymologistes dont les travaux sont frappés aujourd'hui d'un discrédit mérité. Les principes admis par les partisans de la méthode grammaticale sont plus rigoureux, et les seuls qui soient vraiment philosophiques, car ils reposent sur la comparaison des élémens les plus profonds du génie des langues, les formes grammaticales. Entre deux idiomes qui ont les mêmes pronoms, un même système de déclinaison et de conjugaison, et dont les mots sont formés d'après un mode analogue de dérivation, l'unité d'origine ne saurait être douteuse. Ainsi, si l'on parcourt le dictionnaire du *kawi* ou ancien javanais, l'on verra que sur dix mots il y en a neuf sanskrits et un seul d'origine océanienne; ne semblerait-il pas, d'après cela, que le kawi doive être classé dans la famille des langues de l'Inde? Eh bien! nullement, sa grammaire prouve incontestablement qu'il appartient à la famille océanienne.

Les considérations qui précèdent ne doivent pas faire conclure que je donne une préférence exclusive à la méthode grammaticale sur la méthode lexique; je pense au contraire que l'une et l'autre doivent être employées simultanément, et que ce n'est pas trop de cette réunion pour arriver à des résultats linguistiques certains, et se garder de ces rapprochemens ingénieux dont l'imagination fait souvent tous les frais.

C'est en se servant de ces deux moyens d'investigation avec la sagacité qui faisait le propre de son esprit, que Guillaume de Humboldt

est parvenu à ramener toutes les affinités des idiomes océaniens à une théorie fondamentale. Par la comparaison lexique, il a découvert que l'on pouvait les ranger en cinq grands rameaux, correspondant à autant de règnes ethnographiques ou variétés de races; la première division comprend le malay et le javanais, la seconde la langue de l'île Célèbes, la troisième celle de Madagascar, la quatrième les langues des Philippines et de l'île Formose, et la cinquième celles de la Polynésie orientale, dont les principales sont les dialectes des îles Tonga, Hawaii ou Sandwich, de la Nouvelle-Zélande et de Taïti.

La comparaison des formes grammaticales de ces divers idiomes l'a conduit à des résultats non moins curieux et encore plus importans. Ainsi il a reconnu que tous se développent suivant une loi unique de formation par l'addition de préfixes et d'affixes, ou syllabes accessoires juxtaposées à la racine et destinées à modifier l'idée mère qu'elle renferme et à la faire passer tour à tour à l'état de verbe, d'adjectif, de nom abstrait ou concret. L'identité des pronoms est la preuve la plus forte en faveur de la parenté des langues, et nulle part cette preuve ne se révèle avec plus d'évidence que dans la comparaison des pronoms personnels des langues océaniennes, lesquels ne diffèrent que par de légères permutations de lettres. S'il est vrai, comme je l'ai dit tout à l'heure, et c'est là un fait constant, que l'identité des formes grammaticales, inhérente à un principe métaphysique et radical, indique presque toujours, entre les idiomes où cette ressemblance se produit et les peuples qui les parlent, la provenance d'une souche commune, il faudra admettre que les nations océaniennes, dont la grammaire est formée d'après un type analogue, descendent d'une race unique, qui, modifiée par les influences du climat et du sol, a donné naissance dans cette partie du monde à cinq variétés principales.

C'est cette unité primitive du système grammatical des dialectes océaniens, qui les sépare d'une manière bien tranchée de cette multitude de langages informes répandus parmi les tribus qui occupent la Nouvelle-Guinée, le grand continent de l'Australie, ainsi que la partie montagneuse de la péninsule de Malaca et des Philippines. Placées au dernier degré de l'échelle sociale, ces tribus sont morcelées en une infinité de petites communautés parlant chacune un langage particulier. Elles appartiennent à la race noire, qui, suivant une hypothèse assez vraisemblable, donna à l'Océanie ses premiers habitans, et qui a été chassée et refoulée dans l'intérieur des terres partout où la race jaune est venue s'implanter. Ces populations de

race noire présentant, d'après le témoignage de M. Lesson, quelques traits de ressemblance dans leur conformation physique avec celle des nègres de Mozambique, il serait très important de savoir si les données de la linguistique confirment cette origine africaine, et s'accordent avec les conjectures du voyageur que je viens de nommer.

Une observation faite déjà depuis long-temps, et dont un orientaliste que la France a eu le malheur de perdre fort jeune, le savant et spirituel Rémusat, a tiré plus d'une fois un parti heureux, c'est que la langue d'un peuple est le miroir le plus fidèle de sa civilisation, le tableau le plus complet des révolutions sociales qui ont marqué son existence. Cette observation, aussi vraie qu'ingénieuse, s'applique de tous points aux langues océaniennes. Non-seulement ces langues conservent les traces des diverses formes qu'a revêtues la société chez les nations océaniennes, mais encore elles nous permettent aujourd'hui de suivre leurs migrations à travers cette vaste étendue de mers sur laquelle elles sont disséminées. J'ai essayé de déterminer l'époque où se firent ces mouvemens de populations, en combinant les indications que m'a fournies l'examen des faits philologiques avec les données déduites de l'étude des monumens qui couvrent le sol de Java, et avec les dates consignées dans les écrivains javanais et malays.

Les idiomes océaniens offrent trois périodes de formation, marquées par l'influence des trois systèmes de civilisation qui ont dominé tour à tour dans cette partie du globe. Le premier est celui qui se développa parmi cette race d'hommes qui a étendu ses migrations et sa langue depuis Madagascar jusqu'aux derniers archipels du grand Océan. Un voile épais que la science est impuissante à soulever, couvre le berceau où elle est née; néanmoins l'analogie qui semble exister entre sa conformation physique et le type qui caractérise les peuples du centre et de l'est de l'Asie, pourrait conduire à supposer que c'est de ce vaste continent qu'elle est sortie. La route s'offrait toute tracée devant elle par la péninsule de Malaca, qui, dans cette hypothèse, aurait servi de passage à ces populations primitives pour pénétrer dans les îles voisines. Peut-être aussi ces îles, dans des temps reculés, faisaient-elles partie de la terre ferme, dont elles auraient été séparées par une de ces convulsions de la nature qui ont laissé des traces si profondes sur tant de points de la planète où nous vivons. Au milieu de ces incertitudes, un fait se produit avec

tous les caractères d'une haute probabilité : c'est que Java, dont le sol surpasse en fertilité celui des contrées environnantes, et dont la population se montre à nous, dans tous les temps, agglomérée en corps de nation, fut le foyer où se forma cette civilisation primitive, et d'où elle rayonna dans tout le monde océanique. La présence, dans les idiomes océaniens et dans le javanais vulgaire, d'une foule de mots ayant une racine et une signification communes, confirme cette induction. Il serait impossible aujourd'hui de fixer l'époque à laquelle partirent les premières migrations que Java envoya au dehors; ce fut sans doute plusieurs siècles avant notre ère; en effet, un laps de temps considérable fut nécessaire pour qu'elles aient pu parvenir jusqu'aux limites extrêmes où nous les retrouvons aujourd'hui, et déjà, dans le premier siècle de notre ère, des colonies indoues avaient apporté dans l'archipel d'Asie une nouvelle civilisation, dont il n'existe aucune trace en dehors de ce point central.

Les anciens peuples océaniens eurent-ils des gouvernemens réguliers? à quel degré de civilisation étaient-ils parvenus? C'est ce que l'histoire ne nous apprend pas. Dans cette absence de documens, il peut être utile de consulter le vocabulaire comparé de leurs idiomes; il contient plus d'une curieuse révélation. Ainsi l'on y voit qu'ils avaient fait déjà certains progrès en agriculture, qu'ils avaient dompté le bœuf et le buffle, et qu'ils avaient dressé ces animaux aux travaux du labourage et aux transports des fardeaux, qu'ils connaissaient l'usage de plusieurs plantes alimentaires, telles que le riz, une espèce de blé et la canne à sucre, et possédaient quelques animaux domestiques destinés à leur nourriture, tels que le porc, la poule, le canard; qu'ils savaient se fabriquer des vêtemens avec l'écorce tissée des plantes filamenteuses, travailler le fer, façonner l'or et en faire des objets de parure; enfin qu'ils avaient un système de numération décimale et un calendrier (1).

Parmi les manuscrits qui font partie des belles collections malaye et javanaise, conservées dans la bibliothèque de la Société royale asiatique de Londres, il existe un ouvrage qui a pour titre : *Woukon Jawa di pindeh pada bhasa malayou* (Calendrier javanais traduit en langue malaye), et qui contient un traité complet des diverses méthodes employées par les Javanais pour régler le temps. L'on y voit qu'ils possédèrent de toute antiquité un calendrier astrologique et sacer-

(1) Crawfurd. — *History of the indian archipelago*, t. II.

dotal, fondé sur une astronomie dont les principes nous sont inconnus, et un calendrier rural, divisé d'après l'ordre des travaux de leur agriculture.

L'adoration des objets qui dans l'univers frappent la vue de l'homme, et des grands phénomènes de la nature, cette forme de panthéisme si simple et qui se retrouve chez tous les peuples primitifs, paraît avoir été la base du système religieux des anciennes nations océaniennes. Les Malays et les Javanais, quoique professant depuis plus de dix-huit siècles des croyances étrangères, ont foi encore aujourd'hui à plusieurs de leurs vieilles divinités nationales. Ce sont celles que les adorations du vulgaire avaient consacrées. Chez eux comme parmi nous, plusieurs de ces superstitions ont traversé les siècles, et sont encore debout, quoique les civilisations dont elles sont l'expression aient depuis long-temps cessé d'être. Les Malays croient que des esprits habitent les airs, les bois et les eaux, et exercent sur l'homme une influence malfaisante. Ils ont leur chasseur infernal, comme les bûcherons du Hartz, et leur esprit du foyer domestique, nain difforme qui est aux ordres de quiconque dans la famille a une vengeance à satisfaire, et qui, pour prix de ses services, veut être nourri du sang de celui qui l'emploie. Dans l'opinion du Javanais, à chaque classe d'objets dans la nature est attachée une divinité spéciale.

La cosmogonie des Taïtiens, recueillie par les missionnaires anglais, celle des habitans des îles Tonga, rapportée par Mariner, touchent d'un côté au plus grossier panthéisme, de l'autre elles s'élèvent jusqu'au spiritualisme le plus raffiné. La religion taïtienne porte dans tous ses dogmes les traces d'un double enseignement, l'un extérieur et populaire, l'autre ésotérique et secret. Rien n'est plus curieux à lire, dans les relations des voyageurs, que la description des mystères célébrés par les initiés autour des *moraïs* (1); ces rites sombres et sanglans offrent des analogies frappantes avec les cérémonies du culte druidique.

A cette civilisation des races océaniennes primitives succéda, dans l'archipel d'Asie, celle que l'Inde vint plus tard leur imposer. Ce fut, suivant les chroniqueurs javanais, dans les premières années de l'ère de Salivahana, dont le commencement correspond à l'an 78 de Jésus-

(1) Les *moraïs* décrits par Cook, Wilson et autres, étaient formés de pierres de corail, d'un volume parfois énorme, entassées avec régularité et s'élevant en gradins. Ces monumens, aux proportions colossales, servaient de sépulture aux rois ou aux grands personnages, et étaient consacrés aux divers ordres de dieux.

Christ. Des colonies parties de la côte nord-est du Dekkan vinrent s'établir à Java, apportant avec elles les arts, les lois et les institutions religieuses de l'Inde. Il paraît qu'elles y introduisirent le régime des castes, mais que les brahmes n'acquirent jamais cette suprématie politique dont ils jouissaient sur les bords du Gange. Le gouvernement resta tout entier entre les mains du roi, chef militaire investi d'une autorité absolue, et ce qui confirme le témoignage des écrivains javanais sur ce point, c'est que, dans les codes de lois, les brahmes ne sont point protégés, comme dans le livre de Manou, par une pénalité exceptionnelle, et que ce privilége n'est stipulé qu'en faveur du roi. Les Javanais reçurent des Indous le dogme de la métempsycose, celui des peines et des récompenses dans la vie à venir, l'usage des pénitences et des austérités, celui du sacrifice des veuves sur le bûcher de leurs maris, et portèrent la rigueur de ces pratiques religieuses à un degré d'exagération inconnu même à ceux qui les leur avaient transmises. Le bouddhisme pénétra aussi dans l'archipel d'Asie; il dut compter de nombreux prosélytes à Java, si l'on en juge par les restes des monumens de ce culte que l'on y rencontre à chaque pas, et par l'influence qu'il exerça sur le développement de la littérature javanaise.

Java, devenue le foyer de la civilisation indoue dans l'archipel d'Asie, s'éleva au rang de capitale intellectuelle et religieuse des diverses contrées dont elle occupe le centre, et sur lesquelles elle domina jusqu'à la destruction de Madjapahit, en 1400. Cette ville, dont les ruines, situées dans la partie orientale de l'île, ont excité l'admiration de tous les voyageurs qui les ont visitées, était devenue, pendant le XIIIe et le XIVe siècles de notre ère, le centre d'un empire puissant duquel dépendaient vingt-cinq royaumes et provinces. S'étendant à l'est sur toutes les Moluques, au nord sur une partie considérable de Bornéo, l'empire de Madjapahit occupait à l'ouest toute la côte nord de Sumatra jusqu'à Pasay inclusivement, et se prolongeait jusqu'à Oudjong-Tanah (Pointe de terre), au-delà du détroit de Malaca, à l'extrémité de la péninsule malaye (1). La fusion des colonies indoues et des populations javanaises fut si intime, que le caractère de ces dernières qui, dans l'origine, dut être analogue à celui des peuples congénères répandus autour d'elles, se

(1) Le tableau des provinces et royaumes qui faisaient partie de l'empire de Madjapahit se trouve dans un manuscrit malay de la Société royale asiatique de Londres, ayant pour titre : *Histoire des rois de Pasay*, et coté dans le catalogue sous le n° 61.

modifia pour prendre tous les traits qui distinguent la nationalité indoue. Mais c'est dans le système des langues de l'archipel d'Asie, ce grand rameau de la famille océanienne, que cette action de l'indianisme se manifeste avec le plus de puissance et d'intensité. Le kawi, qui est à Java ce que le sanskrit est dans l'Inde, la langue savante, sur dix mots en a neuf d'origine indoue, et moins altérés que ceux qu'a empruntés le pali, ou la langue sacrée de Siam. A côté du kawi est le haut javanais, dans lequel abondent aussi les mots sanskrits; et au-dessous, sur cette échelle linguistique, se place le langage populaire ou bas javanais, qui s'éloigne d'autant plus de la source indoue, et conserve plus fidèlement le type océanien primitif, que l'on descend plus avant dans les classes de la nation qui ont été moins exposées au contact de l'étranger.

Le malay a reçu aussi, mais à un degré bien moindre que le javanais, l'action fécondante ou régénératrice du sanskrit; il doit à cette langue une partie des mots qui rappellent des idées morales ou métaphysiques, et plusieurs termes de la mythologie indoue. Mais, à mesure que l'on s'éloigne de Java, la connexion des dialectes océaniens avec le sanskrit devient moins étroite et s'efface. Elle est encore sensible dans les idiomes des Philippines, où l'on trouve quelques mots qui attestent que ces îles reçurent les croyances de l'Inde.

Si, par l'examen comparatif des vocabulaires, nous cherchons maintenant à déterminer dans quelles limites s'est exercée l'influence de la civilisation indoue sur le monde océanique, et par conséquent jusqu'où se sont étendues les migrations du peuple qui l'a propagée, nous trouverons que de l'île de Java, qui en est le point de départ, elle s'est répandue à l'ouest, dans toute l'île de Sumatra et sur les côtes de la péninsule de Malaca, au nord jusqu'aux Philippines, à l'est jusqu'aux Moluques, qu'elle n'a point dépassées. C'est en vain que l'on chercherait dans les idiomes de la Polynésie un seul mot dont on pût rapporter l'origine au sanskrit.

Le règne de la civilisation indoue cessa, lorsque l'islamisme fut apporté dans l'archipel d'Asie, vers le commencement du XIIIe siècle. Des deux grandes races qui l'habitent, la race malaye et la race javanaise, la première est celle qui embrassa la nouvelle foi religieuse avec le plus d'ardeur; en très peu de temps, elle fut tout entière musulmane. Cette propagation rapide des dogmes de l'Alcoran parmi les Malays s'explique par les analogies que l'on observe entre leur caractère et celui des Arabes. Doués comme eux d'une imagination vive et mobile, de passions inquiètes et ardentes, ils aiment la guerre,

le commerce, les plus aventureuses expéditions maritimes, en un mot tout ce qui peut satisfaire le besoin d'une activité incessante. Ralliée au drapeau du prophète, la race malaye acquit une unité qui lui avait manqué jusqu'alors. L'Alcoran constitua sa nationalité.

La ville de Malaca, fondée à l'extrémité sud-est de la péninsule de ce nom, vers la seconde moitié du XIIIe siècle, remplit, pendant cette nouvelle période, le même rôle de prédominance intellectuelle et religieuse qui avait été le partage des différentes capitales de l'empire javanais jusqu'à la destruction de Madjapahit. Son code servit de régulateur à toutes les populations de l'archipel d'Asie, son port devint le centre d'un commerce considérable (1). Le goût des arts et de la littérature régnait à la cour des monarques malays. Au rapport des écrivains portugais, leurs cendres reposaient dans des tombeaux dont l'architecture était d'une rare magnificence. La plupart des compositions historiques et des poèmes malays qui nous restent aujourd'hui datent de cette époque. Mais, après deux siècles à peine d'existence, la ville de Malaca tomba entre les mains des Portugais, et la civilisation dont elle avait été le berceau, ayant perdu tout centre d'unité et de force, ne cessa d'aller en déclinant. Juger le peuple parmi lequel cette civilisation prit naissance et se développa avec un grand éclat en si peu de temps, par l'état de barbarie et de décadence dans lequel il est plongé aujourd'hui, c'est vouloir retrouver les Grecs du siècle de Thémistocle et de Léonidas dans les misérables forbans qui infestent les mers de l'archipel dans la Méditerranée.

Parmi les Javanais, les doctrines de Mahomet se répandirent très lentement, et aujourd'hui même, depuis quatre siècles qu'elles leur sont connues, elles n'ont pénétré que d'une manière très superficielle dans les habitudes de leur vie intime.

Les différences que présente l'action de l'islamisme sur la civilisation des Malays et des Javanais se reproduisent dans les langues de ces deux peuples et dans les monumens de leur littérature. Les premiers ont adopté un très petit nombre de mots arabes, qui s'écrivent même très difficilement avec leurs caractères nationaux, tandis que les seconds ont pris non-seulement la nomenclature religieuse musulmane, mais encore plusieurs mots de l'arabe usuel, ainsi que les caractères avec lesquels il s'écrit.

(1) Marco Polo, liv. III, chap. IX, éd. Marsden. — *De Vita et Gestis S. Francisci Xaverii e soc. Jesu*, lib. II, p. 79, a Daniel Bartoli.

Un coup d'œil jeté maintenant sur le tableau comparatif des idiomes océaniens nous montrera les limites dans lesquelles l'islamisme s'est développé. Ces limites peuvent être fixées entre le 93e et le 129e degré de longitude orientale, depuis la pointe ouest de Sumatra jusqu'aux Moluques inclusivement. Au nord, l'islamisme n'a pas atteint les Philippines, ou du moins il ne s'y est jamais établi d'une manière permanente.

La distinction que nous avons tracée entre les trois systèmes de civilisation qui se sont produits à différentes époques dans le monde océanique nous permet maintenant de déterminer avec certitude les origines des langues qui y dominent; origine océanienne pure, origine indoue, origine arabe. Il résulte aussi de ces recherches que ces trois civilisations occupent une zone d'autant plus étendue, ont exercé une influence d'autant plus profonde sur la sociabilité des nations de cette partie du globe, et se lient à des mouvemens de population d'autant plus considérables, que l'on remonte de la plus récente des trois à la plus ancienne.

En indiquant les principales divisions de la famille des idiomes océaniens, les synchronismes qui les rattachent aux diverses civilisations dont ils émanent et dont ils sont l'expression, j'ai déterminé la place que le malay et le javanais tiennent dans l'ensemble de ce système, et l'époque où ces deux langues se sont formées. — Je passe maintenant à l'appréciation des monumens littéraires qu'elles ont produits.

II.

De toutes les langues de la famille océanienne, celles de l'archipel d'Asie sont les seules qui aient des alphabets originaux, et qui, fixées par l'écriture, aient pu être cultivées. A la tête de ces dernières viennent se placer, tant par le nombre que par la valeur des monumens qu'ils possèdent, le malay et le javanais. Je vais parler d'abord de la littérature javanaise, qui a précédé de plusieurs siècles la littérature malaye et sur laquelle celle-ci s'est formée.

La civilisation de l'archipel asiatique, pendant les premiers siècles de notre ère, ayant eu ses précédens et son modèle dans la civilisation indoue, il faut s'attendre à retrouver dans les ouvrages javanais de cette époque une imitation plus ou moins fidèle, plus ou moins habile des compositions sanskrites. Mais ce serait se tromper que de croire que ces ouvrages, qui sont tous écrits en kawi, n'offrent

qu'une reproduction servile des modèles indous. En imitant, les Javanais ont su trouver des inspirations originales, associer d'une manière heureuse les créations de la mythologie indoue à leurs légendes nationales, et empreindre d'une couleur locale les scènes auxquelles les poètes sanskrits ont assigné leur patrie pour théâtre. Ce système de fusion se rencontre à un degré très curieux dans le *Kanda*, le plus ancien poème kawi qui nous soit parvenu, mais dont il ne nous reste aujourd'hui qu'une traduction en langue vulgaire. Ce poème, qui contient une exposition de la cosmogonie javanaise avec un mélange de doctrines bouddhiques, remonte aux premiers temps de l'arrivée des colonies indoues à Java; car les divinités de l'Inde y figurent avec les divinités indigènes dans un antagonisme qui atteste la lutte des deux principes de sociabilité, mis depuis peu en présence.

Le triomphe des idées indoues sur la civilisation javanaise primitive explique pourquoi le *Kanda* nous montre sans cesse ces divinités indigènes dans un état de subordination et d'infériorité. Le dieu javanais Watou Gounong (1) est la personnification la plus remarquable de cette lutte nationale contre un culte étranger. Sa légende, racontée dans le *Kanda*, est fondée sur un mythe tout astronomique et se lie évidemment aux cycles usités dans l'ancien calendrier javanais.

« Il y avait une femme nommée Sinta qui vivait sur la terre, et qui avait une jeune sœur nommée Landap. Une nuit elle rêva qu'elle était couchée à côté d'un pandit (docteur) nommé Rési Gana. Quelques mois après elle se trouva enceinte, et au bout du neuvième elle donna le jour à un enfant mâle d'une rare beauté. Celui-ci, en grandissant, manifesta un caractère violent et indomptable. Un jour qu'il avait excité au plus haut point la colère de sa mère, elle le frappa sur la tête d'un coup si fort, qu'il s'enfuit dans les bois, où plus tard il se fit ermite. Ayant terminé sa pénitence, il vint au pays de Djiling Wési (l'une des anciennes capitales de l'empire javanais), et là, dans une querelle, ayant tué le roi, il monta sur le trône à sa place et devint bientôt un souverain puissant. Il n'était pas encore marié, lorsque sa mère et Landap vinrent à Djiling Wési. Ne les reconnaissant pas et frappé seulement de leur beauté, il les épousa toutes deux. Il avait eu déjà vingt-sept enfans de sa mère Sinta, lorsqu'un jour celle-ci le reconnut à la blessure qu'elle lui

(1) Ce nom signifie *Pierre de la Montagne*, et fut donné à Watou Gounong parce qu'en faisant pénitence sur une montagne, il était resté immobile comme une pierre pendant de longues années. La rigueur de ses austérités lui avait mérité la force et le pouvoir surnaturels dont il était doué et le privilége d'être invulnérable.

avait faite autrefois à la tête. L'union criminelle dans laquelle elle avait vécu l'affligea profondément; elle pressa son fils de prendre une autre femme et d'aller la chercher parmi les bayadères du ciel, lui recommandant surtout de fixer son choix sur la déesse Sri. Là-dessus Watou Gounong envoya une ambassade au ciel; mais les dieux repoussèrent sa demande. Outré de dépit, il leur déclara la guerre; et, fort de sa puissance surnaturelle, il marcha contre eux à la tête de ses vingt-sept fils. Les dieux avaient éprouvé plusieurs défaites, lorsque Wischnou découvrit le secret magique qui rendait Watou Gounong invulnérable, et parvint à lui ôter la vie. Les vingt-sept fils de Watou Gounong, ayant appris la mort de leur père, résolurent de ne pas lui survivre; mais Wischnou, voulant qu'il y eût dans le monde un signe commémoratif de sa victoire, décida que tous les sept jours il donnerait la mort à l'un d'entre eux, de manière à les faire périr tour à tour. La douleur de Sinta, leur mère, fut au comble : elle pleura pendant sept jours, après quoi elle fut reçue dans le ciel. Son nom, celui de sa sœur Landap, ainsi que celui de Watou Gounong, ajoutés au nom des vingt-sept fils de ce dernier, formèrent la période des trente *woukous* (semaines), destinée à rappeler le triomphe de Wischnou. Les larmes de Sinta ayant coulé sept jours, on prétend qu'il tombe toujours de la pluie pendant le woukou qui porte son nom.

« Wischnou, saisissant le *pepateh* (premier ministre) et les trois assesseurs qui, avec Watou Gounong, avaient formé le conseil des cinq, décida qu'ils seraient l'emblème des quatre grandes révolutions ou *Naga* (serpens) : la révolution de la terre (Naga Boumi), celle du jour (Naga Dina), celle de la lune (Naga Woulan), et celle de l'année ou du soleil (Naga Tahon). Il arracha les deux yeux à Naga Boumi, afin que la terre ne pût jamais se révolter contre le ciel; ensuite il creva l'œil gauche à Naga Dina et l'œil droit à Naga Woulan.... »

L'opposition entre la mythologie javanaise et celle de l'Inde, qui se manifeste dans le *Kanda*, disparaît dans le *Manek maya*, autre poème cosmogonique qu'a produit la littérature kawi. L'ordonnance de ce poème, à la fois simple et régulière, le goût épuré qui en a exclu les exagérations monstrueuses qui abondent dans le *Kanda*, et la prédominance des idées indoues, attestent qu'il a été composé à une époque postérieure à celle où ce dernier vit le jour, et lorsque l'art d'écrire avait déjà fait de grands progrès. Le *Manek maya* procède presque entièrement du dogme bouddhique. Il reproduit sans aucun doute les doctrines de ce système religieux, telles qu'elles étaient professées à Java dans les premiers siècles de notre ère.

Ce poème, qui est basé sur une symbolique encore très obscure dans l'état actuel de nos connaissances, s'ouvre par le tableau de la création de l'univers.

« Avant que les cieux et la terre fussent créés, Sang Ywang Wisesa (le tout-

puissant) existait. Ce dieu, qui avait sa demeure au centre de l'univers, nourrissait intérieurement un vif désir d'obtenir du suprême régulateur l'accomplissement d'un souhait qu'il avait formé. Il s'ensuivit un conflit terrible de tous les élémens, au milieu duquel il entendit un son répété, comme le tintement rapide d'une cloche. Il leva les yeux et vit un globe suspendu au-dessus de sa tête. Il le prit et le sépara en trois parties : l'une servit à faire les cieux et la terre, l'autre le soleil et la lune, et la troisième fut l'homme, ou Manek maya.

« La création ayant adoré Sang Ywang Wisesa, celui-ci parla à Manek maya en ces termes : — Désormais tu t'appelleras Sang Ywang Gourou (l'instructeur, le maître par excellence, ou *Bouddha*). Je place une entière confiance en toi ; je te livre la terre et tout ce qu'elle produit pour en disposer selon ta volonté et ton plaisir. — A ces mots, Sang Ywang Wisesa disparut. A la prière de Sang Ywang Gourou, le dieu suprême lui accorda neuf enfans mâles et cinq filles, qui naquirent sans avoir de mère. »

Dans ce système cosmogonique, les neuf fils de Sang Ywang Gourou président aux différentes parties de la sphère. Les quatre premiers règnent sur les quatre points cardinaux, le cinquième sur le centre de la terre, et les quatre autres sur les points intermédiaires. Il est à remarquer que cette distribution des points de la sphère est conçue dans un ordre pareil à celui que nous offrent les plus anciens monumens de l'Inde, est, sud, ouest et nord, centre, etc., et a fait imaginer probablement le mythe de la création des neuf fils de Sang Ywang Gourou. Les cinq premiers, présidant aux points principaux, occupent le rang le plus élevé dans cette hiérarchie. Chacun d'eux épouse une de ses sœurs, reçoit pour demeure un palais d'un métal particulier, d'argent, de cuivre, d'or, de fer ou d'airain, domine sur une mer dont les flots sont ou de lait de noix de coco, ou de sang, ou de miel, ou d'indigo, ou d'eau bouillante. Chacun d'eux a pour emblème un oiseau spécial, préside à un des cinq jours de l'antique semaine javanaise, et a pour anagramme cinq lettres de l'alphabet, dont la combinaison produisait sans doute une sorte de formule talismanique.

« Sang Ywang Gourou descendit sous la terre pour établir l'ordre au sein des créations inférieures. La terre se composait de sept régions superposées comme autant de couches différentes. A ces sept divisions il attacha autant de divinités, qui avaient pour chef le dieu Sang Ywang Antaboga, régent de la septième division.

« Après avoir donné naissance à Sang Ywang Gourou, le régulateur suprême forma un autre ordre de créatures humaines, Sang Ywang Derma Djaka, lequel, s'étant prosterné devant Wisesa, le pria de lui accorder un fils auquel

il donna le nom de Tchatour Kanaka (les quatre facettes d'une pierre précieuse). Ce dernier, ayant d'abord fait pénitence, supplia à son tour Wisesa de lui accorder un fils, qu'il appela Kanaka Poutra (fils de Kanaka), et qui développa une intelligence supérieure à celle de toutes les autres créatures... »

Mais celui de tous les ouvrages kawis qui est le mieux connu jusqu'ici, parce que Raffles en a donné une excellente analyse, c'est le poème épique qui a pour titre *Brata youdha*, c'est-à-dire *la Guerre sainte* ou *la Guerre du malheur*. Le sujet en est emprunté à l'une des plus célèbres épopées indoues, le *Mahabharata*. Suivant le jugement de M. Crawfurd, qui s'est livré à une étude approfondie de ce poème, c'est une imitation faite de verve et pleine de goût de l'original sanskrit, et qui n'a point ces longueurs fatigantes qui déparent l'œuvre de Vyasa. Le style de l'ouvrage kawi rappelle, dans certains passages, la simplicité sublime de la poésie homérique; ailleurs il a l'énergie âpre de la poésie hébraïque, quelquefois aussi la douceur tendre et mélancolique qui caractérise la muse de Virgile.

La composition du *Brata youdha* est, suivant les uns, du XIIe siècle de notre ère; suivant les autres, et c'est là l'opinion générale, elle remonte au VIIe. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'époque où il vit le jour la poésie kawi avait dû être cultivée depuis long-temps, comme le prouve le système métrique très artificiel et perfectionné sur lequel il est fondé.

Voici quel est le sujet de ce poème :

Abiasa, roi d'Astina, eut trois fils, que lui donna Ambalica, la vieille fille d'un ermite de la montagne de Tchamaragandi, qu'il avait été forcé d'épouser. Le premier, nommé Drestarata, était aveugle; le second, qui s'appelait Pandou, avait la tête inclinée de côté; le troisième, qui avait nom Aria Widoura, était boiteux. Pandou, le moins difforme des trois, étant monté sur le trône, Abiasa se fit ermite et alla finir ses jours dans les montagnes. A la mort de Pandou, son frère Drestarata usurpa le pouvoir et le transmit à ses fils, les Kourawas (enfans de Kourou), qui étaient au nombre de cent, au préjudice des cinq fils de Pandou (Pandawas). Le dieu incarné Krischna ayant été envoyé par ces derniers, dont il favorisait la cause, vers le roi d'Astina, pour lui demander le partage égal de l'empire, ce prince rejeta toutes les propositions d'arrangement qui lui furent faites, et les enfans de Pandou se virent forcés de recourir aux armes pour rentrer en possession de l'héritage de leurs pères.

Quelques morceaux extraits du *Brata youdha* pourront peut-être donner au lecteur une idée de l'œuvre de Pouséda, idée sans doute

bien imparfaite, car une version ne saurait rendre toutes les beautés de cette poésie kawi, dont la langue a tant de richesse et d'énergie, dont le mètre est si savant et si varié, le rhythme si harmonieux et si grandiose.

DÉBUT DU BRATA YOUDHA.

STANCE 1. — Ce que le brave demande aux dieux dans la guerre, c'est d'écraser ses ennemis, de voir les chevelures des chefs que sa main a abattus dispersées comme les fleurs qu'agite le vent, de déchirer leurs vêtemens, de brûler leurs autels et leurs palais, de faire hardiment voler leurs têtes lorsqu'ils sont assis sur leurs chars de guerre, et, par ces exploits, de mériter une renommée éclatante.

2. — Tels étaient les vœux que formait Djaya Baya en s'adressant aux trois mondes, pour en obtenir des succès dans la guerre; tels étaient les projets que son ame nourrissait contre ses ennemis. Le nom et la puissance de ce prince devinrent célèbres dans l'univers entier : il était l'objet des louanges de tous les gens de bien et des quatre classes de pandits.

3. — Le seigneur des montagnes descendit accompagné de tous ses pandits, et le roi s'approcha de lui avec respect et un cœur pur. Le dieu fut satisfait et lui dit : — Djaya Baya, ne crains rien; je ne viens pas à toi avec colère, mais pour t'investir, suivant tes désirs, de la puissance de la conquête.

4. — Reçois ma bénédiction, ô mon fils! et écoute ma voix. Dans la contrée que tu habites, tu deviendras le chef de tous les princes qui en sont les maîtres; dans les combats, tu seras toujours vainqueur. Sois ferme et sans crainte, car tu seras comme un *Batara* (dieu incarné). Cette prédiction, prononcée avec solennité, fut conservée dans la mémoire de tous les saints pandits du ciel.

5. — Après ces paroles, le dieu disparut. Les ennemis du roi, dominés par la crainte, se soumirent à lui. Toutes les contrées de son empire étaient tranquilles et heureuses. Le voleur se tint au loin, intimidé par sa vigilante sévérité. L'amant seul commit ses larcins amoureux, cherchant l'objet de sa tendresse à la clarté de la lune.

6. — Ce fut à cette époque que Pouséda rendit mémorable l'anagramme qui sert de date à ce poème (1), dans le temps où l'éclat des exploits de Djaya Baya brillait comme la splendeur du soleil à la troisième saison, et où sa pitié envers ses ennemis vaincus était douce comme les rayons de l'astre des nuits; car, dans la guerre, il traitait ses ennemis avec cette générosité que le roi des animaux montre pour sa proie.

7. — Alors Batara Sewa vint et dit au poète : — Chante la guerre des enfans de Pandou contre les fils de Kourou.

(1) Cet anagramme se compose de quatre mots, qui peuvent être pris indifféremment comme ayant une valeur numérale ou comme exprimant une pensée.

COLÈRE DE KRISCHNA.

Le dieu Krischna est envoyé auprès du chef de la famille des Kourous, Souyoudana, pour réclamer la moitié du royaume d'Astina en faveur des fils de Pandou. Le père et la mère de Souyoudana, ainsi que tous les plus vieux et les plus graves pandits, sont d'avis d'accepter la proposition et de terminer l'affaire à l'amiable; mais les jeunes conseillers du prince branlent la tête en signe de désapprobation et se montrent prêts à attaquer et à tuer Krischna. D'un autre côté, le dieu apprend que Douriodana a conçu le projet de le faire périr, et qu'à sa voix le peuple s'est rassemblé en armes.

75. — A cette nouvelle, donnant un libre essor à son courroux, Krischna s'élance de son siège. La colère enflamme son ame et bouillonne au dedans de lui comme la fureur qui anime le dieu Kala. Sa parole douce devient rude et retentissante; il revêt la forme du tout-puissant Wischnou. Son corps réunit la force des trois pouvoirs et des trois mondes.

76. — Sur ses épaules, d'où sortent quatre bras, s'élèvent trois têtes et trois yeux. Le pouvoir et les attributs de chaque divinité entrent en lui; il concentre en sa personne les forces de Brama, des saints, des dieux les plus puissans, des chefs des Rakschasas (démons), de tous les êtres qui peuplent le monde immatériel, ou qui possèdent quelque pouvoir dans l'univers.

77. — Il balance son corps de côté et d'autre, et le souffle de son haleine résonne comme le rugissement du lion. A la vue du dieu courroucé, la terre effrayée tremble jusque dans ses fondemens; tout ce qui la couvre chancelle : les montagnes courbent leurs cimes et se heurtent, les vagues de la mer se soulèvent au niveau des collines les plus hautes, se creusent en tourbillons, et vomissent sur le rivage les monstres qui habitent les profondeurs de la mer.

78. — A l'instant la terreur saisit les cent fils de Kourou. Ils restent interdits et muets; une pâleur mortelle se répand sur leurs traits et gagne même ceux du prince Kerna. Souyoudana et Youyoutsou s'évanouissent; on les croirait privés de volonté et de sentiment.

79. — Cependant Drouna, Bisma et le bon pandit Narada (1) se mettent en prières aux pieds de Wischnou, et répandent devant lui un nuage de fleurs à l'odeur embaumée. N'es-tu pas le dieu du jour? lui disent-ils; veux-tu être aussi le dieu de la destruction? Prends pitié de ce monde et de tous les êtres qu'il renferme.

80. — Si tu veux la perte des fils de Kourou, elle est inévitable; mais songe

(1) Drouna, Bisma et Narada étaient trois pandits ou docteurs attachés à la cour du roi d'Astina.

encore une fois, songe aux projets de Bima (1) et au serment de Droupadi, qui a juré de laisser flotter sa chevelure jusqu'à ce qu'elle se soit baignée dans le sang des cent fils de Kourou.

81. — Le dieu attendri sentit sa colère s'apaiser en entendant les paroles du saint Bisma, car la sagesse de Krischna ne dédaignait point la louange. Aussitôt il reprit sa forme ordinaire de guerrier.

MARCHE DES ENFANS DE PANDOU.

Les enfans de Pandou, en apprenant que la négociation de Krischna auprès du roi d'Astina n'a point réussi, se réunissent en conseil avec les princes leurs alliés; la guerre y est décidée, et les préparatifs en sont promptement terminés.

95. — Au lever de l'aurore, les fils de Pandou se mirent en marche et quittèrent leur capitale de Wirata. Brillantes comme le soleil levant lorsque, étincelant au-dessus des montagnes, il inonde la plaine de clartés, leurs colonnes nombreuses, serrées, ressemblaient à une mer qui déborde. Un bruit sourd comme le roulement du tonnerre grondant au loin dans les montagnes, annonçait que les éléphans, les chevaux, tous caparaçonnés d'or, ainsi que les chars, s'avançaient rapidement.

96. — Des fleurs jetées par les pandits retombaient en nuages épais sous les pas des guerriers; les airs retentissaient de mille cris confus. Lorsque les fleurs eurent cessé de pleuvoir, il s'éleva un vent violent qui accéléra la marche des enfans de Pandou, car les dieux rassemblés au haut du ciel s'étaient déclarés en leur faveur.

97. — A la tête des colonnes marchait Bima, le hardi et courageux Bima, féroce du désir de combattre et plein de mépris pour ses ennemis; il s'avançait en faisant jouer son arc entre ses mains; c'était un guerrier accoutumé à vaincre et sur mer et sur les montagnes, et à terrasser l'éléphant et le lion.

98. — Dans sa fureur, il était tout-puissant comme l'éléphant des forêts. Il allait soupirant après le moment qui le mettrait en présence des chefs ennemis; et déjà les défiant à haute voix, sa parole, menaçante comme le rugissement du lion, se faisait entendre distinctement dans tous les rangs de l'armée, et retentissait jusque dans les trois mondes.

99. — Après lui venait Ardjouna, assis sur un char d'or ciselé et couvert d'un *payong* (parasol) d'or; enflammé comme un volcan, il appelait la ruine et la mort sur les Kourous et sur Astina, leur capitale. Sa bannière, qui avait le singe pour emblème, s'élevait dans les airs et semblait toucher aux nuages. Dès que son cortège se fut montré dans toute sa splendeur, un éclair sillonna les nues, et un coup de tonnerre se fit entendre comme un présage de victoire.

(1) Guerrier de la famille de Kourou.

100. — Auprès de Palgouna (1) se trouvaient Aria Nakoula avec Sedewa, montés sur un char d'émeraude d'un travail exquis, beaux tous deux comme deux êtres célestes, tous deux brûlant d'en venir aux mains avec les jeunes guerriers d'Astina. Leur bannière flottait dans les airs comme un nuage chargé de pluie, et répandait les pétales de mille fleurs odoriférantes. Ils étaient prêts à frapper comme la foudre avant que l'éclair brille. On eût dit, à les entendre marcher, le bourdonnement d'un essaim d'abeilles allant chercher leur nourriture.

101. — Aria Outara suivait lentement avec Soïta, montés aussi sur un char de guerre et accompagnés de Drasta Drioumma et de Droupada, qui avait Sikandi à ses côtés. Sous leurs ordres était une quantité innombrable de chars, d'éléphans et de chevaux, qui portaient les guerriers et couvraient la terre au loin. Tous étaient animés comme des poissons lorsqu'une fraîche ondée est venue les raviver.

102. — A leur suite, on voyait Droupadi portée sur un palanquin d'or et ombragée d'un payong de plumes de paon; elle ressemblait à une déesse représentée par une image d'or. Sa longue chevelure flottait au gré des vents et descendait sur ses épaules comme un nuage bas, présage d'une pluie de sang. Cette princesse avait sans cesse à la mémoire le vœu qu'elle avait fait de n'attacher les boucles de sa chevelure en désordre que lorsqu'elle se serait baignée dans le sang de ses ennemis.

103. — Derrière elle était Darma Sounou, monté sur un éléphant blanc et dans un riche costume. Son *poustaka* (livre) était de couleur jaune, et l'étui qui servait à le renfermer était de l'or le plus pur. Il allait criant qu'il voulait immoler de sa main Salia, le plus brave guerrier ennemi, et que, lorsqu'il levait son poustaka comme une arme (enchantée), aucun héros ne pouvait l'égaler en force et en courage.

104. — Non loin de là, Krischna, porté sur un char d'or et abrité par un payong blanc, conduisait l'arrière-garde, formée des princes les plus âgés et des troupes royales; auprès de lui étaient son tchakra (2) et sa conque. Les princes qui faisaient partie de son cortége étaient sur des éléphans blancs dont les cris aigus se mêlaient aux bruits discordans qui s'élevaient de tous côtés.

105. — Après Krischna, on voyait Bimanyou, le fils d'Ardjouna, couvert d'armes étincelantes, et monté sur un char enrichi de pierres précieuses; il agitait son tchakra entre ses mains. Auprès de lui était Satiaki, sur un éléphant, et à la tête de nombreux guerriers revêtus d'habits tout brillans d'or qui faisaient l'admiration de tous ceux qui les voyaient.

106. — Pantchawala et Witia, guerriers de la famille des Pandous, s'avançaient à leur tour, richement équipés et assis sur un char orné de pierres précieuses et de fleurs d'or. Leurs vêtemens étaient de la toile la plus fine et

(1) Surnom d'Ardjouna, qui signifie le *héros au pouce fort.*
(2) Arme de jet, ronde et tranchante.

de soie. Une odeur suave était répandue autour d'eux. Leur payong était magnifique, car il était fait des ailes du Mardoukara, et il éblouissait les yeux comme les rayons du soleil.

. . . .

122. — Lorsque Ardjouna fut en présence de l'ennemi, il sentit son ame partagée entre la douleur et la joie, car il ne pouvait s'empêcher d'aimer et de plaindre ceux qu'il allait combattre. La plupart étaient ses proches parens; plusieurs avaient reçu le jour du même père et de la même mère que lui. Les deux frères plus jeunes de son père étaient dans les rangs opposés, ainsi que les saints Gourous, Krépa, Bisma et Douidjenga.

123. — S'adressant alors à Krischna, il le supplia de faire que la bataille n'eût pas lieu, tant sa douleur était profonde d'avoir à combattre les fils de Kourou. Pour toute réponse, Krischna lui enjoint d'aller donner les ordres nécessaires pour que l'action s'engage à l'instant, le comble de l'infamie, dit le dieu, étant de tourner le dos à l'ennemi au moment du combat.... Aussitôt le son des conques et des instrumens militaires se fait entendre.....

127. — A l'instant, les deux armées se précipitent l'une sur l'autre. Dix éléphans contre un char, dix chevaux contre un éléphant, dix chevaux montés par des cavaliers au cœur d'airain, au bras infatigable pour tailler en pièces les ennemis. La lutte fut longue et sanglante; elle dura plusieurs jours consécutifs, et l'issue en fut fatale aux fils de Kourou.

DOULEUR ET MORT DE SATIA WATI.

Salia était un des héros de l'armée d'Astina, qui, après les nombreuses défaites qu'elle avait essuyées, résolut de se sacrifier pour la cause des fils de Kourou. S'arrachant des bras de Dewi Satia Wati, sa femme, il ramena les troupes au combat; mais il fut trahi, et, resté seul sur le champ de bataille, il tomba percé d'une flèche que lui lança Dermawangsa à l'instigation de Krischna. En apprenant la mort de son époux, la princesse vole sur le lieu de l'action, accompagnée de sa fidèle suivante Sagandika, et là, parmi des monceaux de cadavres d'hommes, d'éléphans et de chevaux, et au milieu d'une profonde obscurité, elle cherche le corps de Salia, mais, hélas! sans succès.

603. — Fatiguée de ses recherches infructueuses et désespérant de trouver l'être devant lequel elle voudrait se prosterner, la princesse tire son poignard et veut s'en frapper, car son cœur est tout entier à son mari. Mais le Tout-Puissant, prenant sa douleur en pitié, fait briller un éclair pour la guider, lui donne de nouvelles forces et lui inspire le désir de se remettre en marche.

604. — Pendant tout ce temps, le char de Salia était resté couvert de fleurs répandues du haut du ciel, et, comme si le tonnerre en grondant eût pleuré,

des larmes étaient tombées en pluie fine en témoignage de la douleur des dieux (1). Telles furent les marques qui guidèrent les pas de Satia Wati et qui lui firent découvrir son époux. Il était gisant à terre et semblait la regarder d'un œil hagard comme un homme qui grince des dents.

605. — La princesse se jette alors sur ce corps inanimé, et, sans avoir la conscience de ce qu'elle fait, le couvre de caresses et de baisers : elle frotte ses lèvres pâles avec la couleur vermeille du *sirih* (betel), et, l'appuyant contre son sein, elle essuie sa figure froide avec l'extrémité de sa tunique; mais les yeux éteints du prince restèrent long-temps sans briller d'aucun éclat. Elle ne cessait cependant d'appliquer du bétel mâché sur ses blessures.

. . . .

609. — Il serait trop long de raconter les plaintes qu'une douleur lourde comme une montagne arracha à Satia Wati, tandis qu'elle contemplait son seigneur et avant qu'elle se déterminât à mourir.

610. — Saisissant son poignard d'une main ferme, elle le tira du fourreau, et, le regardant sans pâlir, elle le plongea dans son sein. Son sang jaillit brillant comme l'or le plus pur.

611. — Avant de rendre le dernier soupir, appelant Sagandika d'une voix éteinte, elle lui dit : — O toi, ma fidèle suivante et ma vieille amie, retourne à Mandaraka, et dis à mon peuple :

612. — Que la dernière prière que je lui adresse, c'est de conserver le souvenir de mes souffrances. Peut-être que plus d'un cœur bienveillant sera ému d'amour et de pitié, et que bien des larmes couleront au récit de mes malheurs....

614. — Ma chère maîtresse, dit Sagandika, t'ai-je jamais quittée? Dans quelque classe que ton ame passe, je veux t'y accompagner. Qui aurais-tu pour aller te chercher de l'eau? et qui est-ce qui veillerait à tes pieds, ô ma noble maîtresse! si je n'étais avec toi?...

617. — Sagandika, en disant ces mots, fondait en larmes. Abîmée dans sa douleur, elle retira l'arme sanglante du corps de Satia Wati, s'en frappa et tomba sans vie aux pieds de celle qu'elle avait tant aimée.

618. — Aussitôt leurs ames réunies et heureuses s'envolèrent. L'ame étonnée de Salia s'avança au-devant de la princesse et lui dit : — Je t'attendais, ô ma bien-aimée! plein d'impatience et d'inquiétude, au milieu des nuages, entouré de la troupe des bayadères, des pandits et des *dewas* (dieux).

(1) La même image se reproduit dans le *Paradis perdu :*

Sky lowered, and muttering thunder, some sad drops
Wept at completion of the mortal sin.

Les rapprochemens si ingénieux et si vrais que M. Heeren a faits entre la poésie indoue et l'épopée religieuse des Anglais et des Allemands pourraient être étendus à la poésie kawi. Vyasa et Valmiki dans l'Inde, Pouséda à Java, Milton et Klopstock dans notre Europe, semblent souvent inspirés d'un même génie poétique, malgré l'intervalle immense de lieux et de temps qui les séparent.

619. — Ayant pris la princesse dans ses bras, il revint avec elle par le chemin qui conduit au ciel. En arrivant dans le séjour des immortels, ils en admirèrent les beautés; les maisons étaient de soie et resplendissantes de l'éclat des pierreries.

620. — La princesse contempla avec admiration toutes les magnificences que la bonté du Tout-Puissant a répandues dans ce séjour de délices, et l'éternelle jeunesse des êtres qui l'habitent.

Raffles a analysé plusieurs autres ouvrages kawis qui font partie de sa collection de manuscrits javanais, donnée après sa mort par lady Raffles, sa veuve, à la Société royale asiatique de Londres. Ces manuscrits et ceux de la compagnie des Indes orientales (*East India house*), les seuls que nous possédions encore en Europe, sont trop peu nombreux et n'ont pas encore été assez étudiés pour que je puisse présenter ici quelques idées arrêtées sur le développement et sur le caractère de la littérature kawi. Ce travail pourra être entrepris plus tard, lorsque ce fonds de manuscrits se sera enrichi des découvertes qui se font tous les jours à Java, et qui ont pris une nouvelle activité depuis que Raffles nous a fait entrevoir la valeur historique et littéraire de cette branche de la poésie orientale.

Mais, pour bien apprécier le caractère de la poésie kawi, il est indispensable d'en éclairer l'étude par celle des restes d'antiquités qui couvrent le sol javanais. Là, comme partout ailleurs, les arts et la littérature émanent d'une même pensée créatrice et se sont développés sous une influence réciproque. Ainsi le type indou domine à la fois dans les épopées kawi et dans les grands bas-reliefs des temples de Brambanam et de Boro Boudor, situés, l'un dans le district de Matarem, et l'autre au milieu des montagnes si pittoresques de Kadou. Dans les livres et dans les monumens de l'art, ce sont les mêmes personnages, les mêmes légendes, la même fusion des dogmes brahmaniques ou du culte de Siwa avec les doctrines bouddhiques. Entre le temple de Brambanam et celui de Boro Boudor, il y a néanmoins cette différence que le premier paraît se rattacher plus spécialement au culte de Siwa, et le second au bouddhisme, tel qu'il était professé à Java dans le XIIe et le XIIIe siècles de notre ère. C'est à cette époque que l'on pourrait rapporter la composition du *Niti Sastra*, traité de morale écrit en kawi et né de la même inspiration religieuse qui présida à l'érection du temple de Boro Boudor. La pureté tout ascétique des préceptes enseignés dans le *Niti Sastra* semble rappeler la pensée du fondateur du bouddhisme avec la même

fidélité que les bas-reliefs de Boro Boudor reproduisent la représentation bien connue de ses traits et de son attitude contemplative.

« Louanges à Batara Gourou (Bouddha), dit le poète, à lui qui est tout-puissant! Louanges à Wischnou qui purifie l'ame humaine, et à Batara Sourya (le soleil) qui éclaire le monde! Qu'ils accordent leur protection à l'auteur du *Niti Sastra*, qui contient un sommaire des vérités enseignées dans les livres sacrés.

« La profondeur des eaux, quelque grande qu'elle soit, peut être mesurée; mais la pensée humaine, qui la sondera?

« Celui-là seul mérite le nom d'habile qui peut expliquer les expressions les plus abstraites.

« Une femme qui aime son mari avec assez de tendresse pour ne pas lui survivre, ou qui, si elle lui survit, passe le reste de sa vie dans le veuvage et comme si elle était morte au monde, cette femme est au-dessus de toutes les personnes de son sexe.

« Un homme qui fait du mal à ses semblables viole les préceptes de la loi de Dieu et oublie les instructions de ses Gourous; il ne pourra jamais être heureux, et l'infortune le suivra partout. Cet homme ressemble à un vase de porcelaine qui en tombant se casse en mille pièces, et n'a plus de valeur.

« Personne ne peut emporter avec soi au tombeau les biens de ce monde; n'oublie donc jamais que tu dois mourir un jour. Si tu as été compatissant et libéral pour les pauvres, ta récompense sera grande. Heureux est l'homme qui partage avec l'indigent, qui nourrit celui qui a faim, habille celui qui est sans vêtemens, et qui soulage son semblable dans le besoin; celui-là n'a que du bonheur à attendre dans la vie à venir.

« Les richesses ne servent qu'à tourmenter l'esprit de l'homme, et quelquefois même à causer sa mort. C'est donc avec raison que le sage les méprise. Il en coûte de la peine et des difficultés pour les acquérir, et encore plus de difficultés et de peine pour les conserver; car, si l'on manque de vigilance un instant, le voleur survient qui les emporte, et la douleur que cette perte occasionne est souvent pire que la mort. »

Le type indou adopté dans les temps les plus anciens pour les monumens de l'art et de la littérature fut remplacé plus tard par le type javanais pur. Au lieu de puiser les élémens de leurs compositions dans les épopées sanskrites, les Javanais les empruntèrent exclusivement à leur histoire nationale. Les exploits chevaleresques du héros Pandji, que l'on a surnommé le Charlemagne de l'Orient, et qui vivait au IXe siècle de notre ère, les aventures merveilleuses du prince Damar Woulan (*la lumière de la lune*), qui fut contemporain de la dynastie de Madjapahit, ont donné naissance à un cycle très étendu de poèmes et de romans. Ce retour aux idées nationales marque

l'époque où, vers la fin du XIVe siècle, les doctrines religieuses de l'Inde, qui s'étaient maintenues jusque-là dans leur pureté originelle, se modifièrent en se combinant avec le culte primitif des indigènes. Ce fut alors sans doute que cessa l'usage vulgaire du kawi, qui devint une langue savante, et que les caractères carrés avec lesquels on l'écrivait furent remplacés par l'alphabet cursif actuel.

L'histoire, le drame et le roman, tels sont les genres nés dans la littérature javanaise de cette seconde époque, ou du moins ceux qui nous sont connus jusqu'à présent. Si l'on considère l'histoire du point de vue où nous placent les habitudes rigoureuses de notre esprit occidental, si l'on entend par là le récit d'une suite de faits liés par une chronologie régulière ou coordonnés dans un esprit de système, les Javanais, ainsi que les Malays et les autres nations de l'Orient, n'ont aucune composition qui mérite le nom d'*histoire*. J'appellerai donc, si l'on veut, du nom plus modeste de *chroniques* les compilations dans lesquelles ces peuples ont accumulé des légendes traditionnelles, des faits insignifians et des indications géographiques et historiques de la plus haute valeur, et que l'on chercherait vainement ailleurs. C'est dans ce système de rédaction que sont conçues les chroniques javanaises (*Babat*) que possède la Société royale de littérature de Londres, et dont les plus remarquables sont celles des royaumes de Djanggala (de l'année 771 à l'année 852), de Madjapahit (1146-1365), de Démak (1325-1415), et de Matarem (1415-1679). Il existe, suivant le témoignage de Raffles, dans les archives des princes javanais et des grandes familles de l'île, des pièces historiques très importantes, et le savant anglais a tiré un parti très ingénieux des recherches qu'avaient faites pour lui dans ces riches dépôts le secrétaire du *pangheran* (seigneur feudataire) de Soura-Kerta et plusieurs autres lettrés indigènes. C'est d'après ces documens qu'il a rédigé ses annales javanaises. L'ordre des règnes repose sur l'autorité de deux canons chronologiques comprenant la série des dynasties indoues qui ont gouverné Java jusqu'à la fin du XIVe siècle.

Le sujet des *wayangs* ou drames, emprunté à la mythologie indoue, est essentiellement religieux, et sous ce rapport, ainsi que pour la simplicité de la mise en scène, ces compositions pourraient être comparées à nos anciens mystères. Une autre classe de wayangs est celle dont le sujet est puisé dans les traditions historiques, et qui retracent les amours, les exploits et les malheurs des anciens héros javanais. Sur la scène, les personnages sont représentés tantôt par des acteurs qui, sous un masque et revêtus de costumes magnifiques, joignent

les gestes d'une pantomime expressive au récit que le *dalang* ou chef de la troupe chante au son d'un instrument appelé *gamelan*, tantôt par des figures en cuir de buffle peint ou doré, de dix-huit pouces à deux pieds de haut, que l'on fait mouvoir derrière un rideau transparent. Le caractère des wayangs les assimile plutôt à un ballet qu'à une représentation dramatique destinée à offrir aux spectateurs le tableau des passions mises en jeu ou la satire des vices et des ridicules de la vie humaine.

Les romans, et sous ce titre je réunis tous les ouvrages d'imagination autres que le drame, les romans abondent dans la littérature javanaise moderne et en forment la principale richesse. La plupart de ces compositions ont un caractère élégiaque; rarement elles s'élèvent jusqu'à la majesté des conceptions et du style de l'épopée; elles brillent plutôt par la peinture des mouvemens doux et tendres de l'ame, par des descriptions pleines de grace et de fraîcheur des scènes de la nature.

La littérature malaye, ayant fixé depuis plus long-temps que la littérature javanaise l'attention des orientalistes, est aujourd'hui mieux connue; les secours ne manquent plus pour en aborder l'étude; des textes et des traductions de bons ouvrages ont été publiés. Les Anglais et les Hollandais, maîtres de l'archipel d'Asie, ont rassemblé de riches collections de manuscrits dont la plus belle est sans contredit celle de Raffles, conservée comme sa collection javanaise à la Société royale asiatique de Londres. Mes recherches dans la bibliothèque de cette société me permettront de fournir ici quelques notions sur la littérature malaye, destinées à compléter celles que nous ont données les philologues anglais.

Quoique tous les ouvrages que cette littérature possède actuellement aient été rédigés depuis l'introduction de l'islamisme, cependant le plus grand nombre, du moins ceux qui sont originaux, appartiennent, pour le fond du sujet, à des temps bien antérieurs à cet évènement. En renonçant à leur ancienne foi religieuse qui leur était venue de l'Inde, par l'intermédiaire des Javanais, les Malays n'ont point pour cela proscrit, comme les disciples du prophète dans la Perse et dans l'Inde, les livres que cette foi avait inspirés; chez eux, au contraire, ce sont les traditions et les croyances des âges primitifs qui constituent le fonds de cette masse de poëmes et de romans que leur langue a produits.

Les deux branches de littérature cultivées par les Malays avec une prédilection marquée sont l'histoire et le roman. Ce que j'ai dit

plus haut du caractère de l'histoire javanaise s'applique de tout point à la manière dont ces derniers ont traité ce genre de composition. Dans le nombre des chroniques que renferme la collection de Raffles, l'une des plus intéressantes est celle qui a pour titre *Sedjaret Malayou* (*Généalogies Malayes*). Elle a été rédigée vers le commencement du XVII[e] siècle par ordre du sultan Abdallah, roi de Malaca, et traduite dernièrement par M. le docteur Leyden. C'est un recueil de traditions historiques relatives aux radjas (rois) et aux princes les plus célèbres de l'archipel d'Asie et de la péninsule malaye, qui ont régné depuis la fondation de l'empire de Menangkabow dans l'île de Sumatra, vers les premiers siècles de notre ère, jusqu'à la prise de Malaca par les Portugais, en 1511. Mais de tous les manuscrits historiques de cette collection, le plus considérable et le plus précieux, c'est la grande chronique des rois de Java en deux énormes in-folios, comprenant dans un espace de dix-sept à dix-huit cents ans tout le corps de l'histoire javanaise, à partir des premiers siècles de notre ère jusqu'au règne du sultan Amangkou-Bouama, quatrième du nom, lequel occupait encore le trône en 1814.

Il existe à la Société royale asiatique de Londres d'autres manuscrits d'un caractère historique; ce sont les chroniques de plusieurs états de l'archipel d'Asie, moins considérables, moins puissans que l'empire javanais, mais dont le rôle n'a pas été sans importance dans les destinées des peuples de cette partie du monde océanique. Parmi ces manuscrits se trouvent la chronique des rois de Pasay, capitale d'un état autrefois très puissant situé sur la côte occidentale de Sumatra, celle du royaume de Mangkassar, dans l'île de Célèbes, et les grandes annales malayes. Des recherches intelligentes faites sur les lieux et dirigées avec ce zèle éclairé qui animait Raffles et les autres savans anglais, amèneraient sans doute de nouvelles découvertes. Il n'est pas de nation ou de peuplade dans l'archipel d'Asie, si faible qu'elle soit, qui n'ait ses annales, ou du moins une liste généalogique des souverains qui l'ont gouvernée.

Dans la littérature malaye, les romans sont aussi nombreux et conçus d'après le même plan que dans la littérature javanaise; les uns retracent la peinture naïve des scènes de la vie réelle, les autres associent des faits vrais aux créations de l'imagination, l'histoire à la mythologie. Comme dans les épopées et les pouranas indous, les limites du monde idéal y viennent sans cesse se confondre avec les limites du monde réel; les hommes, les dieux et les génies s'y trouvent en présence. Plusieurs de ces romans sont écrits en prose,

d'autres, sous une forme métrique, en *slokas* ou stances de quatre vers terminés par une rime commune.

Comme chez les Grecs anciens, la poésie, chez les Malays, est toujours accompagnée du chant ou plutôt d'une sorte de récitatif. Les romans de *Bida Sari*, de *Kéni Tambouhan* et de *Salimbari* forment des poèmes d'une étendue considérable qui jouissent d'une grande célébrité parmi les peuples de l'archipel d'Asie. Ces compositions sont remarquables par la simplicité de l'action, par le pathétique des situations, par l'expression des sentimens tendres et gracieux qui y dominent. Celle qui porte le titre de *Kéni Tambouhan* retrace dans un simple et touchant récit l'histoire des malheurs d'une jeune princesse javanaise. Kéni Tambouhan avait été élevée dans la captivité, à la cour de la reine de Madjapahit, avec le prince Radin, héritier présomptif de la couronne. Les deux enfans s'aimèrent dès qu'ils se connurent; ils grandirent en s'aimant toujours. Lorsque Radin fut en âge d'être marié, la reine rechercha pour lui une haute et puissante alliance; elle demanda la main de la fille du roi de Bendjar Koulen; mais, craignant que l'attachement de Radin pour Kéni Tambouhan ne mît obstacle à cette union, elle résolut de la faire périr en secret.

« La reine donna ordre de faire venir le bostandji. Le bostandji accourut, et, lorsqu'il se fut prosterné aux pieds du trône, elle lui dit : — Prends avec toi Kéni Tambouhan, et emmène-la dans les bois. A quoi elle ajouta à voix basse : Fais-la disparaître de manière qu'on ne la voie plus. Ne t'avise pas de t'écarter de mes ordres. — Le bostandji se retira en s'inclinant profondément. Tous ceux qui étaient présens sentirent leurs cœurs palpiter, ils pâlirent, et leurs membres tressaillirent. Ils disaient en eux-mêmes : — Le caractère de cette reine est bien méchant; elle a une malice diabolique, et son ame est dominée par les passions les plus basses. Toutes les princesses étaient émues de pitié en voyant la contenance de Kéni Tambouhan. La reine reprit : — Qu'on l'emmène à l'instant, et, si vous rencontrez le prince dans la forêt, dites-lui de se rendre auprès de moi sur-le-champ. Le bostandji s'inclina de nouveau en recevant ces ordres, et assura la reine qu'ils seraien accomplis avant la fin de la journée. — Alors Kéni Tambouhan se leva et descendit les degrés du palais à pas lents, suivie de son amie Kéni Tédahan qui la consolait : le bostandji marchait devant elles. — Aux yeux des personnes qui la virent s'éloigner, elle parut calme comme la lune au milieu des nuages qui passent dans le ciel, aussi brillante que cet astre lorsque son disque apparaît tout entier et semble luire avec plus d'éclat à mesure qu'on le contemple. — Tous les spectateurs étaient émus de compassion; Kéni Tambouhan ne jeta pas un regard en arrière. Parvenue à la porte exté-

rieure du kampong (jardin), elle s'assit pour prendre un peu de repos; — frappée de l'idée que son existence allait finir, elle pensait à la tendresse de son ami et au malheur d'en être séparée. — Il n'y a pas d'apparence de rencontrer, disait-elle, mon bien-aimé Radin-Inou. Les larmes ruisselaient de ses yeux, et ses deux compagnes partageaient sa douleur. — Le bostandji dit à Kéni Tambouhan : — Hâtons-nous, madame, d'avancer vers la partie de la forêt où le gibier abonde, afin que nous puissions rencontrer promptement le prince. — Parvenue au bord d'un ruisseau dont la rive verdoyante s'inclinait en une pente douce, elle se sentit accablée d'une lassitude extrême et elle prit les mains de ses deux compagnes. — Sa respiration agitée faisait le même bruit que le vent qui souffle avec violence. Elle se reposa un moment au pied d'un arbre, ne sachant pas si elle aurait la force d'aller plus loin. — Le bostandji dit de nouveau aux princesses : — Avançons doucement, je vous en prie; nous aurons bientôt fini de traverser la forêt, et nous arriverons à l'endroit de la chasse. — Kéni Tambouhan se mit en marche de nouveau, faisant effort pour traîner ses pieds après elle. — Le chant des oiseaux au plumage velouté ne faisait qu'ajouter à sa mélancolie, en lui rappelant les conversations de Radin, lorsqu'il l'amusait aux heures de loisir. — Les princesses arrivèrent auprès d'un rocher uni, auquel la nature avait donné la forme d'un siége. Leur conducteur se tournant alors vers Kéni Tambouhan : Ici, madame, dit-il, est le lieu de notre repos. Kéni Tambouhan monta sur le rocher et s'assit les pieds pendans parce qu'elle était lasse. — Kéni Tedahan, sa fidèle confidente, lui dit : J'éprouve de vives alarmes, depuis que nous sommes dans cette solitude, où l'on n'aperçoit les traces d'aucune créature humaine. — Ces paroles accrurent l'anxiété de sa maîtresse, et des larmes semblables à des perles coulèrent le long de ses joues; elle ne prononçait pas un seul mot, se contentant d'essuyer les pleurs que ses yeux répandaient. — Ses deux compagnes pleuraient aussi et restaient plongées dans la stupeur. Kéni Tambouhan, se levant, dit : Pourquoi, bon vieillard, nous as-tu amenées ici, maintenant que le jour est si avancé? Le prince Radin serait-il encore à une grande distance? — Le bostandji répondit d'un air morne : C'est ici, madame, le terme de notre voyage. Votre esclave a reçu ordre de la reine de conduire votre altesse dans cette forêt et de vous y donner la mort, à cause de vos liaisons avec le prince Radin, qui était fiancé à une princesse de Bendjar-Koulan, et qui pourrait maintenant refuser de la prendre pour femme. — Le cœur du bostandji était ému d'un vif sentiment de pitié. Il s'approcha avec respect de la princesse et lui dit d'une voix douce : — Pardonnez, ô madame! à votre esclave d'être obligé de porter les mains sur votre personne. Comment pourrait-il s'en dispenser, dans la crainte qu'il a d'être soumis à l'épreuve du serment? — Mes ordres portent qu'aujourd'hui je dois vous ôter la vie, et il ne m'est pas possible de les éluder. — La princesse lui répondit : Bon vieillard, je n'ai qu'une grace à te demander. Si tu rencontres le prince mon seigneur, porte-lui mes tendres souvenirs; dis-lui mes vœux pour qu'il trouve le bonheur dans l'union

qu'il va contracter, pour que son règne soit long et prospère. — Kéni Tédahan, ayant entendu les paroles de sa maîtresse, fut accablée de douleur, et, comme elle tenait la tête courbée sur ses genoux, — ses larmes, en ruisselant, mouillèrent les vêtemens de Kéni Tambouhan. Depuis votre enfance, dit-elle, j'ai pris soin de vous, tandis que nous habitions encore à Tandjong Poura; — jamais aucun nuage ne vint troubler notre amitié, et nous avons été compagnes dans l'infortune. Mon désir est depuis long-temps que nous soyons unies au moment de la mort. — La réflexion ne fait qu'accroître ma douleur, et mon cœur se brise au dedans de moi. Frappe-moi la première, ô mon père! que je ne sois pas témoin du sort de ma maîtresse! — La princesse dit alors avec dignité : Exécutez les ordres de votre reine. — Ces paroles touchèrent le cœur du bostandji, que ses propres sentimens auraient empêché d'agir. — Il tira son kris (poignard) et le remit encore dans le fourreau; mais enfin il lui plongea la lame longue et acérée dans le sein, de manière que l'arme sortait par derrière. — Kéni Tambouhan, en recevant le coup fatal, tomba sans mouvement à terre (1).

Dans cette revue de la littérature malaye, je n'aurai garde d'oublier les codes de lois, restes vénérables de toutes les civilisations qui se sont succédées dans l'archipel d'Asie, et, de tous les monumens que cette littérature a produits, ceux qui sont peut-être le plus véritablement historiques. Conservées pendant une longue suite de siècles par la tradition dans la mémoire des vieillards et des chefs de tribus, les lois malayes furent rédigées pour la première fois par écrit vers la fin du XIIIe siècle; le plus simple examen suffit pour prouver qu'elles appartiennent à diverses époques et à différens degrés de développement social. Les unes, comme celles qui sont relatives à la pêche et à la chasse, décèlent les habitudes de l'homme encore voisin de l'état de nature, tandis que les autres, en nous montrant le droit de propriété parfaitement défini et exercé dans de très larges limites, en nous faisant connaître une législation pénale très complexe, un droit maritime qui suppose des relations commerciales très étendues, portent avec elles la preuve qu'elles durent naître au sein d'une société régulièrement organisée.

Le conte, ce délassement favori des Orientaux, qui occupe dans les habitudes de leur vie la même place que les représentations scéniques dans celles des peuples européens, le conte est en vogue chez les Malays et forme une des branches de leur littérature. Leurs improvisateurs pourraient lutter, suivant le témoignage de M. Newboldt, pour le charme et la fécondité des récits, avec les conteurs si fameux

(1) Poème de *Kéni Tambouhan*, manus. 7, coll. Raffles.

de la Perse moderne. Ce savant voyageur rapporte avoir vu souvent, dans les villages malays, tous les habitans réunis, après la prière du soir, autour d'un ancien ou de l'imam, et écoutant avec avidité un de ces récits merveilleux (1).

Les Malays ont une sorte de composition métrique qui est pour eux l'objet d'un culte national; c'est le *pantoun*, petit poème composé d'une ou plusieurs stances à rime croisée, et se prêtant aussi bien à l'épigramme, aux jeux d'esprit, qu'à l'expression des sentimens de l'amour. A la pensée contenue dans les deux premiers vers, et exprimée sous une forme symbolique ou par une image vivement dessinée, succède dans les deux derniers une pensée morale ou une maxime pratique, qui est la contre-partie et l'explication du symbole ou de l'image. La forme du pantoun est principalement consacrée aux combats de poésie, que ces peuples aiment avec passion. Deux interlocuteurs récitent des stances alternatives, qui doivent se lier l'une à l'autre par la continuation du sens, s'attaquent et se répondent ainsi pendant plusieurs heures, jusqu'à ce que l'un des deux joûteurs s'avoue vaincu. Dans l'impossibilité de donner ici une idée des règles métriques auxquelles le pantoun est assujéti, et qui en font la difficulté, je me bornerai à faire connaître, par la traduction d'un de ces petits poèmes, la nature des idées qu'ils admettent le plus habituellement, et la manière dont elles se contrastent et s'enchaînent. C'est à l'auteur des *Orientales* qu'est due cette version, dont le mérite est de reproduire dans un mot à mot fidèle la fraîcheur et la simplicité de l'original :

Les papillons voltigent vers la mer,
Qui du corail baigne la longue chaîne :
Depuis long-temps mon cœur sent de la peine,
Depuis long-temps j'ai le cœur bien amer.

Les papillons voltigent vers la mer,
Et vers Bandam un vautour tend ses ailes;
Depuis long-temps, belle parmi les belles,
Plus d'un jeune homme à mon regard fut cher.

Et vers Bandam un vautour tend ses ailes,
Ses plumes là tombent sur Patani :
Plus d'un jeune homme à mon cœur fut uni,
Mais tout le cède à mes amours nouvelles.

(1) *Newboldt's British Settlements in the strait of Malaca.* T. II, chap. XX.

Dans la poésie satirique et morale, dans le genre de l'épître, les Malays possèdent un grand nombre de compositions. M. Marsden en a donné des extraits. La biographie, les relations de voyage, figurent aussi parmi les genres auxquels ils se sont exercés. Les mémoires d'une famille malaye, rédigés par La-uddin, un de ses membres, et traduits par le savant orientaliste que je viens de citer, sont remplis de détails intéressans sur la vie domestique de ces peuples. Enfin, M. Newboldt a découvert récemment et traduit un manuscrit consacré à l'exposition des procédés employés pour la trempe des kris ou poignards, dont l'acier jouit d'une célébrité si méritée.

Mais un des traits les plus remarquables de la littérature malaye, c'est de posséder des versions de presque tous les bons ouvrages qui existent dans les autres littératures de l'Orient. Infatigables compilateurs ou traducteurs, les Malays ont mis à contribution l'arabe, le persan, le sanskrit, les idiomes vulgaires de l'Inde, le siamois, le javanais, etc. On conçoit toute l'utilité de ces traductions lorsqu'elles reproduisent, par exemple, des ouvrages dont l'original est perdu ou écrit dans un idiome pour l'étude duquel les secours sont nuls ou très rares, comme le siamois et la plupart des dialectes transgangétiques.

L'esquisse rapide des littératures malaye et javanaise qui vient de passer sous les yeux du lecteur, ne doit être regardée que comme un travail provisoire. Nous sommes loin d'avoir encore en Europe tout ce qu'elles ont produit de remarquable ou de curieux. Pour en juger le caractère, pour en apprécier le mérite, il est de toute justice d'attendre qu'elles aient été l'objet des mêmes recherches persévérantes que les autres littératures de l'Orient, et qu'un nombre plus considérable de manuscrits ait été recueilli.

D'autres peuples de l'archipel d'Asie ont, comme les Malays et les Javanais, une littérature cultivée. Dans ce nombre sont les Boughis, ce peuple de hardis navigateurs qui habitent l'île de Célèbes. Suivant le témoignage de Raffles, ils ont des chroniques, des recueils de traditions, ainsi que des romans et des poèmes dont l'amour, la guerre et la vie maritime sont les thèmes les plus ordinaires. Il serait d'autant plus à désirer que l'on rapportât en Europe quelques-uns de ces ouvrages, que la langue dans laquelle ils sont écrits commence à être cultivée avec succès par les Anglais, et qu'elle est parlée par une race d'hommes dont les mœurs et les institutions présentent un caractère curieux d'originalité.

Si dans la famille océanienne il n'y a que les peuples de l'archipel

d'Asie qui aient des monumens littéraires, chez tous sans exception il existe une poésie populaire et traditionnelle. La science moderne, en recueillant avec un soin religieux les chants populaires des nations européennes, nous a appris combien ces chants, d'une inspiration si vraie et si profonde, étaient précieux pour la connaissance de la vie intime des nations et riches de faits historiques.

Chez les races océaniennes, depuis la pointe de Sumatra jusqu'à Taïti, la poésie peut être considérée comme une manifestation spontanée de l'énergie morale qui accompagne presque toujours le déploiement des forces physiques. Il est à peine un seul travail domestique qui n'ait un chant particulier dont la cadence suit ou dirige le mouvement du corps, et l'intonation de ce chant, énergique ou douce, se mesure sur la nature de l'action violente ou paisible qu'il accompagne. Dans leurs chansons nautiques, les vers tombent avec les coups de rame, plus pressés, plus forts, à mesure que les vents déchaînés menacent leurs frêles embarcations. S'ils abattent un arbre, ils ont une chanson, et l'arbre doit craquer à chaque refrain. Leur chant de guerre est un cri de fureur; c'est plus qu'une menace, c'est déjà presque un combat.

De tous ces chants, le plus curieux peut-être est celui que ces peuples récitent lorsqu'ils travaillent à abattre les arbres de leurs forêts, car ce chant paraît avoir eu dans l'origine un caractère religieux et propitiatoire. L'on sait que presque toutes les tribus de race océanienne ont rendu aux arbres un culte superstitieux, comme à des transformations (*hantou*) des générations précédentes. Cette croyance, dont on retrouve des traces dans toute la péninsule transgangétique et même dans le Tonquin, peut expliquer et l'origine de ces chants destinés à apaiser les esprits-arbres, et les récits de quelques voyageurs arabes qui représentent la récolte des gommes odorantes ou la coupe des bois de senteur comme accompagnées de sacrifices humains (1).

Mais c'est chez les Tagalas, nation la plus considérable et la plus civilisée de l'archipel des Philippines, que la poésie populaire a atteint un degré remarquable de développement. Les anciennes traditions religieuses, les généalogies, les exploits des héros, sont pieusement conservés dans des chants historiques qu'ils apprennent dès leur enfance, et qu'ils récitent dans leurs travaux, leurs longs voyages, leurs festins et leurs lamentations funéraires.

(1) Jacquet, *Journal asiatique*, décembre 1833, et Marini, *Histoire du Tonquin*, p. 47.

Les habitans de la Nouvelle-Zélande ont un grand nombre de poésies traditionnelles d'une très haute antiquité, et dont ils ignorent l'origine et même le sens allégorique. La plus célèbre de toutes ces compositions est la fameuse ode funèbre ou *Pihé*, qui commence ainsi : *Papa ra te wati tidi*, etc. Comme les Taïtiens, ils peuvent improviser sur toutes sortes de sujets, et leurs annales sont des chants qui leur servent à conserver le souvenir des évènemens remarquables et des hauts faits de leurs guerriers.

Les navigateurs qui depuis trois siècles parcourent les mers de la Polynésie, ont à peine accordé jusqu'à présent quelque attention à l'étude des poésies traditionnelles et des croyances qui ont cours parmi les insulaires qu'ils ont visités. Combien ne serait-il pas à désirer qu'un pareil travail, si utile pour la connaissance des origines de la famille océanienne, fût entrepris par un voyageur familiarisé avec les recherches philologiques, avant que notre civilisation européenne, introduite chez ces peuples par les méthodistes anglais, ait fait entièrement disparaître ces derniers vestiges de leur primitive nationalité !

Il me reste maintenant à envisager l'étude du malay sous le rapport commercial et politique.

III.

La nature, en dotant l'archipel d'Asie de ses dons les plus précieux, en l'entourant de mers calmes qui le sillonnent comme autant de canaux navigables et ouvrent dans tous les sens des voies faciles de communication, la nature semble avoir créé l'archipel d'Asie pour être un des grands marchés du globe. Là, sur un sol d'une fécondité presque sans limites, croissent toutes les productions tropicales, et d'autres qui se refusent à naître ailleurs : des gommes précieuses, des bois de senteur et ces épices si recherchées par tous les peuples, par l'Européen civilisé et l'Asiatique voluptueux comme par l'habitant barbare de l'Afrique. Les richesses métalliques de cette terre fertile ne sont pas moins considérables que les productions végétales qu'elle donne à l'homme. L'étain y est plus abondant que nulle part ailleurs, et l'or y est peut-être aussi commun qu'il l'était autrefois en Amérique. Les flancs des montagnes recèlent l'émeraude, le rubis et le diamant. Il me suffira de retracer ici l'histoire du commerce dont l'archipel d'Asie a été le centre, de montrer l'importance qu'il eut

dans les âges qui précédèrent le nôtre, celle à laquelle il s'est élevé de nos jours, pour prouver l'utilité qu'il y a pour nous à acquérir, par l'étude du malay, la connaissance des ressources qu'offrent les contrées où cet idiome est répandu.

Diodore de Sicile est le premier des écrivains de l'antiquité où l'on rencontre quelques indications géographiques applicables d'une manière plausible aux pays de l'archipel d'Asie. Il raconte qu'un Grec, nommé Iamboule, traversant l'Arabie pour se rendre dans la patrie des aromates, fut enlevé par des brigands, traîné en Éthiopie, et de là transporté, comme l'exigeait une superstition nationale, dans une île australe située au milieu de l'Océan. Il ajoute que ce ne fut qu'après une longue traversée qu'Iamboule aborda à cette île mystérieuse, et que plus tard, contraint d'en sortir, il lui fallut quatre mois de navigation pour atteindre les côtes de l'Inde. Cette relation, qui, sous une forme romanesque, contient des détails très vrais au fond, prouve, par l'absence de toute détermination géographique précise, que les Grecs,au premier siècle de notre ère, n'avaient qu'une idée très vague de l'archipel situé au sud de la péninsule de Malaca. L'expédition d'Alexandre ne leur avait rien appris sur ces contrées, et peut-être les Indiens eux-mêmes, du moins ceux du Pendjab, qu'ils fréquentèrent, n'en avaient aucune connaissance. Pour déterminer l'époque où les marchands étrangers y pénétrèrent pour la première fois, il est nécessaire de savoir que, parmi les objets du commerce oriental, les seuls qui appartiennent en propre à l'archipel d'Asie sont le fruit du giroflier et celui du muscadier. Ses autres productions, telles que le coton et le poivre, se retrouvent dans l'Inde; l'encens vient pareillement dans l'Arabie, et la cannelle est originaire de Ceylan. Or, c'est de ces diverses parties de l'Orient, et non de l'archipel d'Asie, que les anciens recevaient ces denrées dans les siècles antérieurs à l'ère vulgaire. Ce qui confirme cette induction, c'est que le périple de la mer Erythrée, que l'on suppose avoir été écrit dans la treizième année du règne de Néron, ou l'an 63 de notre ère, et qui contient une liste détaillée des articles du commerce oriental qui figuraient dans les marchés de l'Égypte, de l'Arabie et des côtes de l'Inde, le périple ne fait aucune mention du girofle ni de la muscade. Ce n'est qu'un siècle plus tard, c'est-à-dire de l'an 176 à l'an 180, sous le règne des empereurs Marc-Aurèle et Commode, que l'on trouve pour la première fois ces deux objets mentionnés parmi ceux qui étaient soumis à un droit de douane à l'entrée du port d'Alexandrie, en vertu d'une loi qui nous a été conservée dans le Digeste.

Quels peuples arrivèrent les premiers dans l'archipel d'Asie? Les Indous, sans aucun doute, qui en étaient séparés par la plus courte distance, et qui n'avaient qu'à ouvrir les voiles de leurs navires aux moussons, dont la périodicité rend la navigation de ces mers si facile. On voit déjà dans le périple que l'on construisait dans l'Inde des vaisseaux sur lesquels on longeait la côte de Coromandel pour se diriger ensuite vers le Gange, et jusqu'à la presqu'île orientale ou de Malaca, laquelle portait le nom de *Chrysè*, c'est-à-dire *Dorée*, à cause de l'or que l'on en tirait en abondance. La preuve que j'ai déduite, en rapprochant le périple du tarif de douanes décrété par Marc-Aurèle, que ce ne fut pas avant le deuxième siècle que les productions de l'archipel d'Asie furent connues dans l'Occident, s'accorde avec le témoignage des écrivains malays et javanais sur l'arrivée des colonies indoues à Java dans le premier siècle de notre ère; date après laquelle on peut supposer qu'il fallut un siècle d'intervalle pour que ces productions, répandues dans l'Inde, aient été de là dirigées vers les marchés de l'Égypte.

Les peuples qui habitent les côtes de l'Arabie, peuples essentiellement navigateurs et marchands, et que les annalistes hébreux et les historiens d'Alexandre nous représentent comme livrés, depuis la plus haute antiquité, à un trafic suivi avec l'Inde, durent naturellement en rapporter les produits qui y avaient été nouvellement introduits de l'archipel d'Asie. De leurs mains les marchandises de l'Inde passaient dans celles des Grecs d'Égypte, qui, par la navigation de la Méditerranée, les distribuaient dans toutes les parties du monde occidental, et qui furent, jusqu'à la destruction de l'empire romain, les agens de ce commerce intermédiaire dont les Phéniciens avaient été les maîtres dans les temps antérieurs, et qui plus tard, au moyen-âge, fit la fortune des républiques italiennes. Depuis l'époque où s'établirent les premiers rapports des Indous avec les indigènes de l'archipel d'Asie jusqu'au milieu du VIe siècle, le seul écrivain qui fasse une mention expresse du commerce oriental, c'est Cosmas, surnommé l'*Indicopleustes*, dont l'ouvrage porte la date de 547. Il n'en est pas moins certain que, pendant toute cette période, ces relations conservèrent une très grande activité. L'usage des épices de l'archipel d'Asie était devenu un besoin pour les peuples occidentaux, et d'ailleurs ces produits ont formé dans tous les temps une branche trop lucrative de commerce, pour supposer qu'elle ait été négligée après avoir été une fois connue. Il est certain

aussi que rien ne fut changé au mode de communication par lequel ces relations avaient lieu.

Quoique d'un autre côté les marchands grecs, établis sur les côtes de la mer Noire, soient allés chercher les denrées de l'Inde dans la Bactriane, où elles étaient apportées par le haut Indus, ce furent la Syrie et l'Égypte qui restèrent, pendant cette première période, les grands entrepôts du commerce oriental.

Lorsqu'à la voix de Mahomet les tribus de l'Arabie se furent réunies en un corps de nation, et que l'Alcoran leur eut inspiré cet esprit d'enthousiasme et de prosélytisme religieux qui donna à leur empire un si prodigieux développement, les navigateurs arabes, qui, auparavant, ne s'étaient jamais avancés à l'est plus loin que la côte de Malabar et Ceylan, franchirent le cap Comorin et remontèrent la côte de Coromandel. Dans les premiers temps de l'islamisme, leurs vaisseaux partaient des ports qu'ils occupaient sur la mer Rouge et l'Océan, Moka, Djedah, Aden. Mais dès qu'ils se furent rendus maîtres de l'Égypte et de la Perse, et qu'ils eurent puisé dans leur contact avec les Grecs quelques principes d'astronomie nautique, leurs expéditions se firent à la fois par le golfe Persique et la mer Rouge, et dans des limites beaucoup plus reculées qu'auparavant. Nous lisons, dans la relation de deux voyageurs arabes du IXe siècle, que, deux cents ans environ après la prédication de Mahomet, ces expéditions s'étendaient jusqu'à la Chine, où les Arabes avaient des colonies. En s'y rendant, ils durent nécessairement traverser l'archipel d'Asie et sans doute aussi entrer en rapport avec les indigènes. Cependant ce n'est que quatre siècles plus tard, vers le commencement du XIIIe siècle, qu'ils y fondèrent des établissemens permanens. J'ai dit plus haut comment les écrivains malays et javanais s'accordent tous pour fixer à cette époque l'introduction de l'islamisme parmi les populations de l'archipel d'Asie.

Les deux périodes pendant lesquelles le commerce des Arabes avec cette partie de l'Orient et avec l'Inde fut le plus florissant, embrassent les temps de leur plus haute puissance et de leur plus grande prospérité. La première, qui s'ouvre au IXe siècle, est contemporaine de l'empire des khalifes de Bagdad et se prolonge avec plus ou moins d'éclat, suivant les vicissitudes de cette dynastie, jusqu'au moment où, vers la seconde moitié du XIIIe siècle, elle fut renversée par les armes des Mongols. La ville de Bassora, assise au confluent de l'Euphrate et du Tigre, recevait par le golfe Persique les marchandises

de l'Inde, qui, par la navigation intérieure, arrivaient jusque dans la Syrie, et de là passaient aux mains des marchands italiens ou lombards, qui les répandaient dans toute l'Europe. La seconde période est celle pendant laquelle l'Égypte, soumise à la puissante domination des sultans mamelouks, vit, dans la seconde moitié du XIIIe siècle, les Vénitiens, dépossédés par les Génois du commerce de la mer Noire, venir chercher dans le port d'Alexandrie les denrées de l'Inde apportées par la mer Rouge et le Nil.

Tout le monde sait la haute importance du commerce oriental pendant les deux périodes que je viens d'indiquer, l'activité qui en marqua le développement, malgré les bulles des papes qui interdisaient, sous peine d'excommunication, tous rapports avec les infidèles, et le degré de splendeur auquel parvinrent, en s'y livrant, Venise, Gênes et les autres villes commerçantes de l'Italie.

Les documens nous manquent pour déterminer dans quelle proportion les productions de l'archipel d'Asie entraient dans le commerce général de l'Orient avant la découverte du cap de Bonne-Espérance. La richesse et l'abondance de ces productions nous autorisent à penser que cette proportion fut très forte, et rien ne prouve qu'elle fut alors moindre qu'elle ne l'a été depuis l'époque où le chiffre nous en est connu, et où il a été toujours très considérable.

A l'appui de cette induction, nous avons le témoignage de Marco Polo, qui visita l'archipel d'Asie à la fin du XIIIe siècle. D'après la nature des observations du voyageur vénitien, il est évident qu'elles s'appliquent pareillement à un état de choses antérieur à l'époque où il vivait. « L'île de Java, dit-il, abonde en riches productions. Le poivre, la noix muscade, le girofle, etc., ainsi que toutes les autres épices les plus estimées, naissent dans cette île. Ces richesses y attirent un grand nombre de vaisseaux chargés de marchandises sur lesquelles on fait des profits considérables. La quantité d'or que l'on y recueille est au-delà de tout ce que l'on peut calculer ou imaginer. C'est de cette île que les marchands de Zaï-Toun et de Mandji ont importé et importent encore aujourd'hui ce métal en très grande quantité, et que l'on retire la majeure partie des épices qui se consomment dans le monde entier (1). » Marco Polo parle aussi du commerce immense qui se faisait dans le port de Malaca, et de la richesse des productions végétales qui se trouvaient dans l'île de Sumatra, désignée dans la relation du voyageur vénitien sous le nom de *Java la meneur*.

(1) Liv. III, chap. VII.

La recherche des épices orientales donna lieu aux deux plus grands évènemens qui aient marqué l'histoire des progrès matériels de l'humanité, la découverte de l'Amérique et celle d'une route maritime aux Indes par le cap de Bonne-Espérance. Le succès de l'expédition de Vasco de Gama eut pour résultat de changer immédiatement le système commercial du monde entier, système assujetti depuis trois mille ans à la même direction, et de faire passer la civilisation, les richesses et la prépondérance politique à d'autres nations que celles qui en avaient eu jusqu'alors le privilége. Quatorze ans après leur départ de Lisbonne, en 1497, les Portugais recueillaient leur premier chargement d'épices sur les lieux même où la nature les produit.

Le prosélytisme religieux et cet esprit chevaleresque qui les poussait aux plus aventureuses entreprises, furent les principaux mobiles qui les dirigèrent dans la conquête de l'Orient. Les bénéfices du négoce ne venaient pour eux qu'en seconde ligne; néanmoins l'esprit de liberté qui présida à leur système de colonisation donna à leurs établissemens commerciaux un degré de prospérité inouie. La ville de Malaca, dont Alphonse d'Albuquerque s'était emparé en 1511 après un combat sanglant, devint le siége de leur puissance et le théâtre de la lutte qu'ils soutinrent contre les souverains d'Atcheh, dont la capitale, située à la pointe nord-ouest de Sumatra, s'élève de l'autre côté du détroit comme la rivale de Malaca. En nous retraçant les détails de cette lutte, les écrivains portugais énumèrent les ressources maritimes et militaires qu'y déployèrent ces princes indigènes, et qui attestent l'immensité de leurs richesses. Des quatre flottes qu'ils envoyèrent contre Malaca, la troisième comptait plus de cinq cents embarcations, dont cent étaient des galères plus grandes qu'aucune de celles construites jusqu'alors en Europe et portant chacune de six à huit cents hommes et un train considérable d'artillerie. Et ce qui montre que les historiens portugais n'ont en rien exagéré l'opulence des rois d'Atcheh, c'est le témoignage de l'écrivain arabe Ebn-Batouta sur l'importance et l'étendue du commerce dont leur port était le centre, et l'empressement avec lequel les souverains de l'Europe sollicitèrent plus tard leur alliance. Élisabeth, reine d'Angleterre, écrivait au roi d'Atcheh, *son très cher frère*, une lettre conservée encore dans les archives de Londres, avec la réponse du roi d'Atcheh *à son très cher frère* Jacques Ier, qui lui avait envoyé une ambassade.

Le succès des Portugais enflamma l'ardeur des Espagnols à s'ouvrir, eux aussi, l'accès des pays aux épices; mais c'est par une autre

route qu'ils y parvinrent. Magellan, après voir franchi le détroit qui porte son nom, s'avança dans le grand Océan, et, se dirigeant vers le nord, découvrit, en 1521, les Philippines, où cet illustre navigateur trouva la mort. Ce ne fut que quarante-cinq années plus tard que les Espagnols songèrent à faire la conquête de ce riche et vaste archipel, qui ne leur fut cependant assuré que lorsque, en 1571, ils se furent emparés de Luçon, la plus grande des îles qui le composent, et qu'ils y eurent fondé Manille.

Depuis la première apparition des Portugais dans l'archipel d'Asie, un siècle s'écoula avant que les nations du nord de l'Europe songeassent à partager avec eux le commerce de ces riches contrées. Vers la fin du XVIe siècle, une escadre hollandaise y parut sous le commandement de Houtman, qui avait été long-temps dans l'Inde au service du Portugal. La compagnie des Indes orientales, formée en Angleterre en 1601 par un décret d'Élisabeth, y envoya une escadre de quatre vaisseaux qui aborda l'année suivante au port d'Atcheh. Dix-neuf années plus tard, des vaisseaux français y arrivèrent sous la conduite du capitaine Beaulieu. Malheureusement, la jalousie des autres Européens qui nous avait devancés, parvint à rendre nos compatriotes suspects, et fit manquer le résultat de leur mission. La tentative faite plus tard par Louis XIV pour nous ouvrir le royaume de Siam et faire dominer le pavillon français dans ces mers, échoua également. Les Anglais et les Hollandais furent plus heureux ou plus persévérans si l'on veut. Au bout de quinze années, les premiers avaient établi des comptoirs dans la péninsule de Malaca, sur plusieurs points de Sumatra et de Java, à Bornéo, dans les îles Banda, à Célèbes, à Siam, au Japon, et bientôt après dans le royaume de Cambodje, dans la Cochinchine, aux îles Formose et Chusan, et à Macao en Chine. Les développemens de la puissance hollandaise ne furent pas moins rapides. A côté des établissemens anglais, les Hollandais avaient fondé presque partout des établissemens rivaux; mais bientôt, sur plusieurs points, ils parviennent à rester seuls maîtres du terrain en faisant chasser les Anglais par les naturels qu'ils soulevaient contre eux. Dans le même temps, les Moluques, enlevées aux Portugais, leur obéissent et leur assurent le monopole des épices les plus précieuses. En 1621, ils fondent à Java la ville de Batavia, et, au bout de quelques années, c'est déjà la rivale de Goa et la plus riche des colonies européennes dans les mers d'Orient. Plus tard, s'étant ligués avec le souverain d'Atcheh, ils s'avancent contre Malaca, s'en

emparent, et enlèvent sans retour cette magnifique colonie aux Portugais.

Les profits des compagnies anglaises et hollandaises engagées dans ces spéculations d'outre-mer étaient énormes dans les commencemens, malgré les erreurs multipliées qui durent signaler les premiers voyages et les dépenses considérables qu'entraînaient les armemens destinés à protéger ces expéditions; car les états européens n'avaient pas encore à cette époque une marine militaire pour défendre leur marine marchande. Dans les douze premiers voyages, les profits des compagnies anglaises s'élevèrent de 95 à 320 pour 100. Les Hollandais, plus avancés alors que les Anglais dans l'art de la navigation, durent faire un gain encore plus considérable. Diverses causes qu'il serait trop long d'énumérer amenèrent une diminution dans les bénéfices des compagnies anglaises, en les réduisant successivement à un taux très minime, et qui bientôt ne suffit plus pour couvrir les frais d'armement. Dans les trois derniers siècles, le principal commerce de l'archipel d'Asie resta aux mains des Hollandais; eux seuls y conservèrent de grands établissemens, tandis que les Anglais se virent réduits à n'y posséder que de petits comptoirs. C'est donc chez les premiers qu'il est intéressant de suivre les phases de ce commerce et d'en étudier les ressources.

Les registres officiels de la compagnie des Indes hollandaises constatent que, depuis 1603, époque qui date presque de l'origine de la compagnie, jusqu'en 1693, les revenus tirés des colonies s'élevèrent successivement de 60 à 120 millions de francs par année, sans compter les bénéfices doubles et triples que ces revenus produisaient par le commerce d'Europe. Depuis 1697, ce chiffre commença à décroître annuellement; en 1730, la compagnie était en déficit; enfin, en 1770, son passif s'élevait à 233 millions de francs.

Dans son ouvrage sur le *Monde maritime*, M. le baron Walckenaër a indiqué les causes qui amenèrent cet état de décadence et de ruine. Le tableau tracé par le secrétaire de l'Académie des Inscriptions est d'autant plus curieux, que l'on y voit tout ce que la possession de l'archipel d'Asie valait aux Hollandais en dehors des revenus officiels.

« Batavia, dit-il, reçut, dans l'enfoncement de sa baie, des vaisseaux de toutes les parties du monde. Les richesses de l'Asie s'y accumulèrent; le luxe et la corruption qu'il amène y firent de rapides progrès. Le gouverneur ne sortit plus qu'accompagné d'une suite nombreuse et entouré d'une magnificence égale à celle des plus

grands potentats. Les femmes des moindres conseillers ne se montrèrent plus en public qu'avec un cortége fastueux d'esclaves, resplendissantes de l'éclat des diamans et des pierres précieuses, et traînées dans des chars dorés ou de superbes palanquins. Les tables furent surchargées de ce que l'Europe et l'Asie fournissent de plus rare et de plus exquis, et l'on remplaça les eaux de Batavia, regardées avec raison comme malsaines ou peu agréables, par celles de Seltz, arrivées à grands frais du fond de l'Allemagne. Sans respect pour les mœurs et la religion, les premiers personnages de la ville avaient des sérails de plus de cinquante femmes assorties, depuis le teint des Européennes éblouissant de blancheur jusqu'à l'éclat du marbre noir des Indiennes de l'Afrique. Cependant les appointemens des divers agens de la compagnie avaient été fixés à un taux très modique et conforme à la parcimonie et à la frugalité connues de ces commerçans républicains. Les concussions, les gains illicites durent donc suppléer à la modicité des appointemens, et l'insalubrité du climat de Batavia ajoutait encore au désir et au besoin de faire une rapide fortune. »

La révolution française, la conquête de la Hollande qui en fut la suite, et la guerre maritime que l'Angleterre soutint contre nous, laissèrent les colonies néerlandaises de l'archipel d'Asie dans un état provisoire qui dura jusqu'à la paix de 1814 (1).

Cependant la domination britannique avait fait depuis quelques années d'immenses progrès dans l'Inde. Vers la fin du siècle dernier, à peine les Anglais s'en furent-ils rendus les maîtres absolus, qu'ils sentirent le besoin de prendre dans l'archipel d'Asie une position en harmonie avec ce nouveau développement de leur puissance maritime et commerciale. Aux deux comptoirs sans importance qu'ils possédaient à Kedah dans la péninsule malaye et à Bencoulen dans l'île de Sumatra, ils ajoutent un établissement fondé sur une vaste échelle dans l'île du prince de Galles, située près la côte occidentale de la péninsule malaye. La guerre contre la Hollande, devenue province française, leur donne successivement Malaca, Java et les Moluques. Lorsque la paix de 1814 leur enlève ces conquêtes, ils conservent la péninsule malaye dont la possession les rend maîtres de la navigation du détroit de Malaca, et fondent la colonie de Singapore dans l'île de ce nom. Placée à l'extrémité de la péninsule malaye, cette île com-

(1) La compagnie des Indes fut abolie à cette époque; depuis lors, le gouvernement néerlandais gouverne directement ses colonies, et les administre avec une sagesse et une habileté remarquables.

mande un détroit resserré qui forme le passage principal des vaisseaux se rendant dans les mers de la Chine.

Un traité conclu en 1825, entre la Hollande et la Grande-Bretagne, a partagé entre ces deux puissances la domination de l'archipel d'Asie et de la péninsule voisine. La première occupe la partie la plus riche en productions naturelles, Sumatra, Java, les Moluques; la seconde a acquis, par la possession de la presqu'île malaye et des îles adjacentes, la position commerciale la plus favorable qu'il y ait peut-être au monde pour l'établissement d'un système général d'échanges entre l'Asie orientale, l'Inde et les pays d'Occident. Les nouvelles récentes de la Chine viennent de nous apprendre que cette position s'étend maintenant jusqu'à l'île de Kong-Tong, dans l'archipel de Macao, et menace le céleste empire.

En devenant le centre de ces relations nouvelles entre l'Orient et l'Occident, les colonies anglaises du Prince de Galles et de Singapore ont pris en quelques années un développement dont on se ferait difficilement une idée.

La première, qui à la fin du siècle dernier n'était qu'une île misérable habitée par de pauvres pêcheurs malays, vivant dans des huttes, renferme aujourd'hui une population de quarante-cinq mille ames (1), et la jolie ville de George Town, dotée de tous les établissemens d'utilité publique qui recommandent nos cités d'Europe. La culture du muscadier et du giroflier, autrefois circonscrite dans les Moluques, y a été introduite avec un plein succès, et donne avec la culture du poivrier un revenu annuel d'un million. Comme port militaire et marchand, George Town a une haute importance; c'est le point de relâche des vaisseaux qui vont du Bengale à la Chine, et le centre d'un commerce de transit qui s'accroît chaque jour. Depuis 1830 jusqu'en 1836, le chiffre en a quadruplé. Il s'élevait, en 1835, pour les importations, à 37,841,458 francs, et pour les exportations à 33,699,190 francs.

La seconde des deux colonies anglaises, Singapore, fondée il y a à peine vingt-cinq ans par l'auteur de l'*Histoire de Java*, sir Stamford Raffles, qui ne fut pas seulement un savant orientaliste, mais aussi un grand administrateur, Singapore est parvenue à un haut degré de prospérité avec une rapidité sans exemple dans l'histoire des établissemens coloniaux. En 1819, ce n'était qu'une terre sauvage où

(1) La province de Wellesley, située le long de la côte occidentale de la péninsule de Malaca, dépend de l'île du Prince de Galles, et a une population d'environ 40,000 ames, ce qui porte à 85,000 le nombre total des habitans de cette colonie.

une poignée de Malays vivaient à grand' peine du produit de leur pêche et de leurs pirateries. Aujourd'hui, c'est la métropole commerciale de toute cette partie de l'Orient, le centre d'une population nombreuse et active, familiarisée avec toutes les jouissances que l'industrie, le luxe et la culture de l'intelligence peuvent créer. Pour opérer ce prodige, il a suffi d'ouvrir Singapore aux vaisseaux marchands de toutes les nations, en le déclarant libre de toute perception fiscale. D'après les relevés officiels fournis par M. Newboldt, le chiffre des importations s'élevait à Singapore, en 1836, à 33,093,355 f., celui des exportations à 31,087,565 francs.

Mes recherches n'ont pu me procurer le chiffre total du revenu des colonies néerlandaises; celui que donne le règne minéral seulement est énorme. Suivant M. Newboldt, Sumatra produit annuellement de 70 à 80,000 pikouls (1) de poudre d'or; Bornéo en fournit pour 13 millions de francs; l'île de Banca donne de 35 à 40,000 pikouls d'étain. Raffles porte le revenu annuel tiré de Java à 4 millions de livres sterling, ou 100 millions de francs. En fixant celui des Moluques à 20 millions, je crois que mon appréciation est encore modeste.

Aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'archipel d'Asie, mais tout le monde océanique qui s'ouvre aux conquêtes de l'industrie européenne. Quoique les Anglais soient maîtres d'une grande partie du continent de l'Australie, de la terre de Van Diémen, de la Nouvelle-Zélande et des principaux archipels de la Polynésie, et s'efforcent d'établir leur commerce dans cette partie du globe, il y a place encore pour les autres nations de l'Europe qui voudront s'y créer des relations avantageuses.

Ainsi agrandi dans ses limites, le commerce de l'Orient a pris un nouvel essor quant à la nature des opérations dont il est devenu l'objet. En allant recueillir les précieuses denrées de l'archipel d'Asie, l'Europe jadis n'avait rien à y porter en retour; son industrie n'avait point fait les progrès merveilleux dont notre siècle a été le témoin. Aujourd'hui, ses produits manufacturés entrent dans ce commerce pour une part considérable, et forment un moyen d'échange très important pour les nations qui, comme la nôtre, ne possèdent pas de colonies dans ces pays éloignés; chaque année, le chiffre des exportations que l'Europe y envoie s'accroît dans une haute progression. A quel immense développement la plus féconde industrie

(1) Le pikoul égale 133 livres, poids anglais.

des temps modernes, celle des cotons, n'est-elle pas appelée dans des pays dont toutes les populations ne portent que des tissus de cette matière!

Au milieu de ce mouvement commercial, la France n'est pas restée en arrière des autres nations. Sans doute elle lutterait difficilement contre l'Angleterre et la Hollande, souveraines dominatrices des mers orientales, mais il reste encore une position à prendre dans ces riches marchés : l'exemple des Américains qui préparent sur plusieurs points une formidable concurrence à l'Angleterre est là pour le prouver. Nos grands établissemens industriels de la Normandie et de l'Alsace tendent depuis plusieurs années à s'y ouvrir des débouchés qui pourront devenir de plus en plus considérables. Parmi nos villes manufacturières, il y a Mulhouse et Sainte-Marie qui exportent annuellement, tant par Marseille, Bordeaux, le Hâvre, que par Rotterdam, plusieurs milliers de pièces de toiles peintes, de calicots et de filés.

Dans l'état actuel de ces relations, dans la prévision de l'avenir qui les attend, est-il besoin d'insister sur l'intérêt qui s'attache à l'étude d'un idiome qui doit en être le principal instrument, et dont l'utilité pratique est attestée par tous les navigateurs et les commerçans qui ont fréquenté les vastes parages où il est en usage?

A l'aide de cet idiome, il deviendra possible d'apprécier les productions naturelles si riches de ce sol fécond, et, je dois le dire, si mal connu, d'acquérir des notions plus exactes sur les goûts des populations qui l'occupent, pour tels ou tels produits de notre industrie nationale. Si les autres nations l'ont emporté sur nous jusqu'ici par les spéculations lointaines, c'est parce qu'elles ont des idées plus arrêtées sur les mœurs, les habitudes, les préjugés et les institutions des peuples étrangers; idées puisées dans la connaissance des langues et des littératures qui sont partout le reflet de la civilisation. N'est-ce pas d'une étude approfondie des idiomes de l'archipel d'Asie, et des ressources que présentent les pays où on les parle, qu'a jailli la pensée qui a créé Singapore et qui a doté l'Angleterre, dans ces derniers temps, du plus bel établissement commercial qu'elle ait jamais fondé?

Une autre considération domine le sujet qui vient de nous occuper. Depuis la fin du siècle dernier, la connaissance des langues et des littératures orientales a fait les mêmes progrès parmi nous que la civilisation et la puissance des Européens dans l'Orient L'étude du sanskrit et des autres idiomes de l'Asie méridionale, d'abord

circonscrite dans l'Inde anglaise, est devenue générale, et a pris dans les travaux d'érudition le rang éminent qu'elle a droit d'occuper. Les langues du nord et du centre de l'Asie, ces immenses provinces de l'empire russe, commencent à être cultivées par les philologues de Saint-Pétersbourg et de Kasan avec une ardeur qui promet les plus heureux résultats. Le chinois, qui, depuis nos missions du XVIIe siècle, semble être devenu le domaine spécial des orientalistes français, s'offre à nous aujourd'hui, en présence de la lutte que le céleste empire soutient contre l'Angleterre, avec un nouveau caractère d'utilité et d'intérêt. L'établissement de notre domination en Afrique, les évènemens récens dont l'Égypte et la Syrie viennent d'être le théâtre, et ceux que l'avenir prépare, ajoutent à l'importance, déjà si grande, qu'a eue de tout temps l'étude des idiomes parlés dans ces contrées. Au milieu des recherches dont l'Orient est ainsi devenu l'objet, une large place appartient aux langues malaye et javanaise; tant de points de contact les rattachent aux études asiatiques, qu'elles en forment le complément nécessaire. L'Asie a exercé sur le monde océanique une influence non moins profonde que sur notre Europe, et l'histoire de cette influence est écrite tout au long dans les monumens de ces deux langues. Considérées dans l'ensemble du système auquel elles se rattachent, elles méritent à bien plus de titres d'entrer dans le cercle agrandi de l'érudition orientale, car elles sont la clé de tout ce système, un moyen d'initiation à la connaissance d'un monde où la science aujourd'hui a tant à chercher et à découvrir.

ED. DULAURIER.

ÉLEUSIS.

I.

Du haut des blancs parvis de Cérès Éleusine,
Le peuple s'écoulait jusqu'à la mer voisine;
Des adieux se mêlaient aux clameurs des nochers;
Les tentes se pliaient au loin sur les rochers;
Trois vaisseaux, couronnés de fleurs, de bandelettes,
Les jeux étant finis, emportaient les athlètes.
Par un chemin antique, assis dans leurs grands chars,
Gravement revenaient les riches, les vieillards,
Et les vierges d'Attique aux corbeilles fleuries
Marchaient par la campagne en longues théories.

Quand nul ne resta plus du vulgaire joyeux
Dont les rites divins ne frappent que les yeux,
Des hommes désireux d'enseignemens austères,
Et par de saints travaux préparés aux mystères,
Se levant tout à coup au bord des bois sacrés,
Du temple, avec lenteur, franchirent les degrés.
Ils marchaient deux à deux, vêtus de laine blanche,
Les pieds nus, et le front ceint d'une verte branche;
Tous avaient dans l'eau pure, à l'ombre des forêts,

Plongé trois fois leur corps en invoquant Cérès;
Tous avaient bu la veille aux amphores prescrites,
Et muni de flambeaux leurs mains de néophytes.
Ils étaient différens d'âges et de pays,
Mais un désir pareil les avait réunis,
Et tels que des oiseaux qui des bouts d'une plaine
Viennent s'abreuver tous à la même fontaine,
Pour y remplir leurs cœurs, de sagesse altérés,
Aux sources d'Éleusis ils s'étaient rencontrés.

Comme un écho veillant sous le fronton antique,
Une voix leur jeta la formule mystique;
Alors s'ouvrit le temple immense et ténébreux;
Son souffle glacial fit dresser leurs cheveux,
Et sur le seuil, vêtu d'une pourpre flottante,
Le rameau d'or en main, parut l'hiérophante.

L'HIÉROPHANTE.

Pourquoi vos pas hardis troublent-ils les saints lieux?
Hommes, dans leur repos laissez dormir les dieux!
Quel orgueil, ô mortels que la glèbe réclame,
Fait tomber de vos mains la charrue et la rame?
Du joug des vils besoins sous qui tout front blanchit,
Du servage commun, quel droit vous affranchit?
Tandis que vous perdez les jours en vœux superbes,
Vos champs au lieu d'épis ont de mauvaises herbes;
Nul n'amasse pour vous les fruits ou les toisons :
Vous trouverez la faim rôdant vers vos maisons.
Cette terre en est-elle à ses moissons suprêmes?
Manque-t-elle à vos socs et l'onde à vos trirèmes?
Avez-vous donc tari tous les puits des déserts,
Et jusqu'aux pics neigeux labouré l'univers?
Vos soleils sont-ils morts, fait-il froid dans vos ames?
N'avez-vous nulle part des enfans et des femmes?
Le monde offre à vos mains mille biens superflus :
Prenez l'or ou l'amour; que vous faut-il de plus?

LE CHOEUR.

Les dieux nous ont fait naître en d'heureuses contrées,
Riches d'astres, de fleurs, de sources azurées.

Là ne manque jamais ni la rosée au ciel,
Ni le lait aux troupeaux, ni dans les bois le miel;
Sans cesse en ces beaux lieux tiédis par les zéphyres,
Les prés ont des parfums et les yeux des sourires.
C'est là, qu'aux pieds du chêne ou des platanes verts,
Nous avons de vieux toits par la mousse couverts,
Des puits sous les palmiers plantés par nos ancêtres.
Le pampre et le laurier embrassent nos fenêtres;
Dans nos sillons, si peu que les creuse l'airain,
Nous cueillons chaque été dix épis pour un grain.
Là, comme en nos jardins et nos cieux pleins de flammes,
C'est toujours le printemps dans le cœur de nos femmes,
Et les douces saisons remplissent chaque jour
Nos corbeilles de fruits et nos ames d'amour.
S'il est un homme heureux, il vit sur ces rivages;
Et nous, sans qu'une larme ait baigné nos visages,
Nous avons fui; ces biens nous sont presque odieux;
Quelque chose de plus nous est dû par les dieux.
Le fruit mystérieux dont l'espoir nous altère,
Ne mûrit pas peut-être au soleil de la terre;
S'il naissait sous un flot, sur un roc élevé,
Partout où l'homme atteint, oh! nous l'aurions trouvé.
Nous avons fouillé tout, laissant partout nos traces,
Aux sables d'Idumée, aux bois sombres des Thraces;
Notre bouche a pressé les fruits mûrs du lotos,
Et bu la neige vierge au sommet de l'Athos.
Les peuples nous ont dit : « Frappez au sanctuaire. »
Nous avons de cent dieux levé les vieux suaires;
Nous avons ouï les voix de cent autels divers;
Les caveaux de Memphis pour nous se sont ouverts;
De Delphe et d'Érythrée, au fond des noirs asiles,
Nous avons sans effroi vu chanter les sibylles;
Notre oreille attentive a pu saisir le nom
Que Phœbus fait redire au magique Memnon;
A Thèbes, des vieux sphinx interrogeant la face,
Nous y lûmes des mots que le simoun efface;
Les chênes de Dodone ont parlé devant nous,
Et dans Persépolis, humblement à genoux,
Nous avons vu briller, sans percer nos nuages,
Le foyer éternel qu'alimentent les mages.

Notre esprit cherche encor le bien qui l'a tenté;
Est-il ici? Tu sais lequel?... La vérité!

L'HIÉROPHANTE.

Tant que vos sens craindront le toucher de la flamme,
Hommes, la vérité n'est pas faite pour l'ame.
Nul dans ce feu ne prend les charbons à son gré;
Ce qu'il faut à chaque âge est là-haut mesuré.
La lampe surgira; mais malheur au profane
Qui brise avant le temps son urne diaphane!
N'entrez pas au saint lieu pour en sonder les murs
Et creuser sous l'autel; dans les trépieds obscurs
Craignez de réveiller quelques clartés funèbres,
Mortels, et rendez grace aux dieux de vos ténèbres!

LE CHOEUR.

La vérité, c'est l'air que respire l'esprit,
L'aliment créateur dont l'ame se nourrit;
C'est l'haleine des dieux, c'est leur sang qui circule,
Mais ce n'est point un feu qui tue, un vent qui brûle.
O prêtre, à t'écouter, c'est un fleuve d'enfer
Où l'homme ne saurait tomber sans étouffer!
O science! ô science! ô lac tiède et fluide,
Qui baigne les jardins de l'Olympe splendide!
Mer immatérielle aux flots mélodieux,
Où plonge en s'abreuvant l'heureux peuple des dieux!

L'HIÉROPHANTE.

Vous saurez, mais trop tard, ô cœurs que rien n'effraie!
De quel funeste prix la science se paie,
Et ce qu'on peut vieillir en un jour révolu.
Mais venez.... Qu'il soit fait ce que l'homme a voulu!

LE CHOEUR.

Esprit, réjouis-toi! ton attente est passée;
Voici la Vérité, ta belle fiancée;
Avant l'heure d'hymen, au seuil de sa maison,
Chante, oiseau plein d'amour, ta plus douce chanson.

II.

Le prêtre en gémissant livre la porte sainte
A ces hardis mortels; eux traversent l'enceinte
Où la foule s'arrête, et sans courber le front
Vont droit au sanctuaire où les voix parleront.

C'était un antre immense, aussi vieux que la terre,
Où les Titans vaincus cachaient leur culte austère;
Un mont entier creusé des pieds jusqu'aux sommets;
L'œil du jour et des dieux n'y pénétra jamais.
Sculptés dans son granit, des monstres séculaires
Couvraient de longs troupeaux les parois circulaires;
Sur un trépied de bronze un vase empli de feu
Comme un astre immobile en marquait le milieu,
Seul flambeau de qui l'antre empruntait un jour pâle;
La clarté se mourait près de ses flancs d'opale,
Et, sans monter jamais jusqu'aux faîtes obscurs,
Son reflet vague allait blanchir l'orbe des murs.

Le globe merveilleux ne laissait point d'issue
Par où l'on pût toucher à la flamme aperçue;
Sur ses larges contours un artiste pieux
Grava fidèlement les images des dieux,
Leurs combats, leurs amours, les traits de leur sagesse,
Ce qu'adoraient enfin l'Orient et la Grèce;
Le jour intérieur ne luisait au dehors
Qu'en rayons adoucis sortant de leurs beaux corps,
Et, recevant d'eux seuls sa forme et ses limites,
S'échappait en clartés sous le voile des mythes.

Les hommes admiraient ces tableaux radieux,
Et, tandis qu'à genoux ils priaient tous ces dieux,
Grave et haute, une voix, — on eût dit l'antre même, —
Se mit à proférer l'enseignement suprême.
Ce qu'elle remua d'ombres et de clarté,
De terreurs ou d'espoirs, nul ne l'a raconté;
Mais, tant qu'elle parla, ces mortels pleins d'audace
Pâlirent en suant une sueur de glace;
Quelques fantômes vains s'effaçaient de leurs yeux,
Mais un jour effrayant creusait son vide en eux,

Et devant sa lueur qui chassait des chimères
Ils voyaient s'éclipser bien des figures chères.

Quand l'oracle se tut, une invisible main
Frappa le vase ardent qui se rompit soudain,
Et de dieux en débris la terre fut couverte.
S'élançant à grands jets de sa prison ouverte,
La flamme inonde l'antre; éblouis, aveuglés,
Par ces vives splendeurs sentant leurs yeux brûlés,
Regrettant l'ombre antique et fuyant la lumière,
Les hommes à grands pas sortent du sanctuaire.

III.

La grève d'Éleusis entendit des sanglots
Se mêler, tout le soir, au bruit calme des flots;
Et des pas retentir, et des voix désolées
Se plaindre en chœur dans l'ombre, ou gémir isolées.

LE CHOEUR.

Ah! la terre est déserte et le ciel dépeuplé!
Quel est ce Dieu secret dont l'oracle a parlé?
Pourquoi s'enferme-t-il en des lieux invisibles?
Les nôtres se montraient sous des formes sensibles,
Et les hommes ravis adoraient sans efforts
Les esprits immortels parés de ces beaux corps.
Mais toi, Dieu solitaire au-delà des nuages,
Qui saura pour l'autel nous tailler tes images?
De quelles fleurs te ceindre et de quels traits t'armer?
Et, si nul ne t'a vu, qui donc pourra t'aimer?
Quand on aura brisé les idoles des temples,
De quels dieux les héros suivront-ils les exemples?
Les autels vont crouler, les vertus avec eux...
Ah! s'il est temps encor, rendez-nous nos faux dieux!

UN STATUAIRE.

N'allez plus, ô nochers, pour des œuvres sans gloire
Ravir à l'Orient son or et son ivoire;
Quittons le Pentelique où sculptaient nos aïeux,

Et la blanche Paros, cette mine de dieux.
Jetons loin nos ciseaux, outils sacrés naguères,
Qui ne traceront plus que des formes vulgaires.
Nos marbres encensés trônaient sur les autels;
Ceux qui faisaient les dieux feront-ils des mortels!

Si l'Olympe est un mot, si d'un signe de tête
Nul dieu n'en fait tomber la vie et la tempête,
Assis sur son grand aigle et la foudre en ses mains,
Et ne joue à son gré des dieux et des humains;
Si jamais une vierge aux allures hautaines
Du beau sceptre de l'art ne vint douer Athènes;
Si devant toi jamais ils n'ont paru tous deux,
Aux confins du réel agrandis à tes yeux,
Lui, flamboyant d'éclairs que sa droite balance,
Elle, portant l'égide, et le casque, et la lance,
Pourquoi ne peut-on voir ton Zeus et ta Pallas,
Sans tomber à genoux, ô divin Phidias!

LE CHOEUR.

Une voix chante, ô Mer, et gronde sous tes lames,
Une flamme en jaillit, le soir, au choc des rames;
Un caprice inconnu règne au fond de tes eaux;
Tu berces tour à tour ou brises les vaisseaux;
Ton immense regard s'assombrit ou s'éclaire,
On dirait que tu sens l'amour et la colère.
Mille esclaves, ô Mer, peuplent tes flots sacrés,
En toi la vie abonde à ses mille degrés,
Et comme chez un roi, dans tes profonds domaines,
Des trésors inouis bravent les mains humaines;
Sur tes plaines d'azur volent des coursiers blancs
Dont les crins écumeux battent les larges flancs;
Leur foule en hennissant t'adore et t'accompagne,
Quand tu viens sur ton char haut comme une montagne.
Des troupeaux monstrueux paissent dans tes forêts,
Nul chasseur ne les suit dans tes antres secrets;
Là, tu dors dans ta force après tes jours d'orages;
L'homme cueille en tremblant la nacre sur tes plages,
Dérobe le corail à tes murs de granit,
Mais nul n'a vu les bords où ton palais finit;

L'esprit seul peut plonger plus loin que ta surface.
Sur ton front éternel nul sillon ne fait trace;
A ton empire il n'est ni terme, ni milieu;
Qu'es-tu, vieil Océan, si tu n'es pas un dieu?

Et toi que rien ne heurte en ta route azurée,
Toi dont les pas égaux mesurent la durée,
Feu voyageur, Soleil! qui t'a donné l'essor?
Si tu n'as ni coursiers, ni char, ni rênes d'or,
Si tu n'as pas d'un dieu l'étincelant quadrige,
Quelle force t'entraîne et quel bras te dirige?

Les êtres, ô Cybèle, en toi multipliés,
Venaient boire à ton sein et jouer sur tes pieds;
Mais, ô Terre, ô nourrice, ô mère qu'on délaisse,
L'homme aime mieux t'avoir esclave que déesse,
Et trouve, hélas! plus doux tes dons de chaque jour
S'il les doit à sa force et non à ton amour!
Sèvre ce rude enfant qui brise sa lisière,
Et boit mêlé de sang le lait qu'offre sa mère!
Tarisse ta mamelle et ton flanc dévasté,
O Terre! c'en est fait de ta divinité!

UN ADOLESCENT.

Dans le champ paternel que l'Ilissus arrose,
Lorsque je vis Myrto cueillant le laurier-rose,
L'amour ne chantait pas encore dans son cœur.
Elle me désolait avec son air moqueur,
Près d'elle sans rougir m'attirait sur les gerbes;
Quand elle avait couru tout le soir dans les herbes,
Et trouvé quelque nid, rien ne lui manquait plus;
Elle avait cependant ses quinze ans révolus,
Et, sans qu'une étincelle allât jusqu'à son ame,
L'enfant! elle jouait sous mes regards de flamme!
J'immolai deux chevreaux dans le temple d'Éros,
Et le dieu réveilla ce marbre de Paros.
Myrto m'avait quitté pour le Thébain Évandre;
Ni larmes ni présens n'obtenaient un mot tendre;
Ses yeux, muets pour moi, parlaient à l'étranger;
Quel caprice ou quel philtre avaient pu la changer?

Et moi, de son erreur pour la guérir plus vite,
J'apporte une colombe à l'autel d'Aphrodite,
Et le soir Myrto vient s'offrir à mes baisers,
En tremblant à son tour de les voir refusés.

Si l'arc d'Éros se brise, et si tu meurs, déesse,
Si tu ne prêtes plus aux femmes de la Grèce
Ta magique ceinture, et lui son carquois d'or,
Quel charme le printemps nous garde-t-il encor?
Quel dieu fera chanter les nids sous les charmilles,
Et mettra le désir au cœur des jeunes filles?
Et comment écloront sur un sol attristé
Les deux célestes fleurs, l'amour et la beauté?

Meure l'Olympe entier, si nous sauvons les roses!
Les vieillards pleureront les dieux vieux et moroses;
Moi, j'avais froid au cœur devant ces rois grondans.
Ah! prenne qui voudra leur foudre et leurs tridents!
Mais, ô verte Palès! ô Muses! ô Charites!
Prêtresses aux doux yeux dont nous suivons les rites,
Nymphes au chant liquide, ô reines des forêts,
Qui des amans heureux protégez les secrets,
Cypris au sein de neige, à l'haleine de flamme,
Éros, ô bel archer si doux à percer l'ame!
O vous par qui l'on aime! ô chœur mélodieux!
Ne survivrez-vous pas à cette mort des dieux?

LE CHOEUR.

« Homme, si, las d'amour, la soif du vrai t'altère,
« Bois à la même source où s'abreuva ton père;
« N'y creuse pas le sable en cherchant d'où vient l'eau,
« Pour que le flot abonde et jaillisse en ruisseau,
« L'onde se troublerait, et sous ta main déçue
« Peut-être en la sondant tu fermerais l'issue. »

Nos vieillards nous l'ont dit, et nous avons ri d'eux;
Et te voilà tarie, ô source des aïeux!

UN POÈTE.

Adieu les songes d'or qui pleuvent des vieux aulnes,
Les meutes d'Artémis, et le syrinx des Faunes!

Un deuil silencieux va peser sur nos champs,
Car les dieux ne sont plus qui conduisaient les chants.
A qui conterons-nous nos souffrances secrètes,
Et qui nous répondra dans les saintes retraites?

Si la nature est vide, et si les dieux sont morts,
S'il ne nous reste plus ici-bas que leurs corps,
Si les mers, les forêts, n'ont rien qui sente et veuille
Quand la vague se gonfle et quand tremble la feuille,
Si tout enfin, les cieux, les vents, les eaux, les nuits,
Au lieu d'avoir des voix n'ont plus rien que des bruits,
Qu'écoutons-nous encor? Sur nos lyres muettes
Penchons-nous pour pleurer et pour mourir, poëtes!

LE CHOEUR.

Heureux le toit caché dans l'ombre et vert de mousse,
Où l'homme est à l'abri de l'ardeur qui nous pousse,
Adore sans orgueil les lares paternels,
Son fleuve, sa forêt, les astres éternels,
Et la nuit qui le berce, et l'aube qui l'éveille,
Et les riches saisons qui comblent sa corbeille,
Et tous ces dieux amis, ces esprits familiers
Errant dans la nature avec lui par milliers.
Jamais l'homme n'est seul dans ces douces vallées,
D'hôtes chers et sacrés son cœur les voit peuplées;
Tout lui parle, il comprend, il répond en tout lieu;
Chaque être qui l'entoure est son frère ou son dieu.

Mais, si, las d'adorer, il sonde la nature,
S'il chérit moins la paix qu'il ne hait l'imposture;
Si, pour voir ses dieux nus dans leurs antres secrets,
Il trouble leur sommeil de ses pas indiscrets,
Pour les faire parler, s'il veut les mettre aux chaînes;
S'il creuse leurs ruisseaux, et s'il fend leurs vieux chênes,
Alors des eaux, de l'air, des fleurs, de toutes parts
Comme des vols d'oiseaux s'en vont les dieux épars;
Et, trompé comme nous dans son attente avide,
Il s'assied l'œil en pleurs, seul en face du vide.
Dans ce morne royaume il cherche avec effroi,
Après les dieux tombés, quel est le dernier roi!

UNE VOIX.

La Terre est conviée à des fêtes prochaines,
L'ombre antique s'efface, et l'esprit rompt ses chaînes;
Hommes, ne pleurons pas sur nos dieux qui sont morts,
Saluons leur sépulcre, et partons sans remords!
Aux vieux troncs consumés par le temps et la foudre
Succède un bois plus vert engraissé de leur poudre;
La forêt d'âge en âge a des jets plus puissans,
Et nous pourrons à l'ombre y reposer mille ans.
Jamais le ciel n'est vide, et les races divines
En fécondent le sol sous leurs saintes ruines;
Leur grande ame s'épure au fond de ces tombeaux;
D'autres dieux vous naîtront plus jeunes et plus beaux.

Quand le voile est tombé jusqu'aux pieds de l'amante,
Qu'elle résiste encor dans sa pudeur charmante,
L'amant regrette-t-il, en voyant ses beautés,
Les fleurs, la pourpre et l'or de son sein écartés?
Homme, la blanche vierge à tes mains interdite,
Que tu dois pressentir sous le voile du mythe,
La douce Vérité, cédant à ton amour,
Arrache de son corps un voile chaque jour;
Chaque jour elle veut qu'on voie ou qu'on devine
Quelques graces de plus dans sa forme divine.
C'est ton amante encor sous des habits nouveaux;
Au lieu de la déesse, aimais-tu ces lambeaux?

Laisse, artiste sacré, crouler tes vieux modèles
Sans détacher ta main de tes marbres fidèles;
Vers l'Olympe désert ne tourne plus les yeux,
Regarde dans ton cœur : c'est là que sont les dieux.
Vois comment le grand tout se sculpte et se transforme,
Vois les nids s'enlacer aux bras du chêne énorme,
Vois les taureaux bondir, vois danser sur les prés
Les filles aux doux yeux; dans les couchans dorés,
Vois saillir des grands monts les arêtes chenues,
Et la pourpre échancrer le noir profil des nues.
Glane, ô puissant frelon, par tout notre univers
La forme et la couleur, trésors toujours ouverts.

Tiens ton ame attentive aux saintes voix du monde.
Poète, écoute encor les vents, les bois et l'onde;
Chaque jour écartant un vain sujet d'effroi,
La Nature s'approche et tend les bras vers toi;
Sa voix, de jour en jour moins mystique et plus tendre,
T'expliquera son chant que nul n'a su comprendre;
A son grand livre ouvert dans un antre inconnu
Comme en ton propre cœur tu pourras lire à nu.

Eros, le dieu vermeil que la mort décolore,
Expire sur les fleurs qu'il vient de faire éclore;
Pose, ô cœur de seize ans, tes baisers sur son front,
Mais sans larme; à leur dieu les roses survivront.
Va, les tendres soucis, les langueurs, les ivresses,
La volupté des pleurs, l'âcreté des caresses,
Ces flèches de son arc, ces feux de ses autels,
Ces mille maux si doux, enfant, sont immortels!

Hommes, l'ardent soleil dont un âge s'éclaire
Est pour l'âge qui suit un feu crépusculaire;
Le flambeau de vos fils qui d'avance vous luit
Près de l'astre à venir n'est encor qu'une nuit.
A chaque heure l'éther brille de plus de flamme,
Et pour s'en pénétrer s'élargit l'œil de l'ame,
Chaque jour ce grand lac, qui croît incessamment,
Réfléchit plus au loin l'azur du firmament;
Chaque jour il enferme une nouvelle étoile;
Le ciel, pour s'y mirer, jette son dernier voile
Jusqu'à l'embrassement immense et triomphal
Où doivent s'absorber la terre et l'idéal.
Alors, dans l'Océan dont elles sont les gouttes,
Pour n'en sortir jamais les ames fondront toutes,
Et chaque être vivra dans un être commun,
Et la lumière et l'œil enfin ne seront qu'un.

VICTOR DE LAPRADE.

REVUE LITTÉRAIRE.

DE LA DÉMOCRATIE CHEZ LES PRÉDICATEURS DE LA LIGUE,

PAR M. CHARLES LABITTE.

L'érudition, pour s'élever à la dignité de la science, doit, avant tout, donner à ses recherches un but utile, et, pour ainsi dire, pratique; mais, par malheur, c'est là précisément ce qu'elle néglige d'ordinaire. Pourquoi se préoccuper du passé, si l'étude doit rester sans profit pour la vie actuelle? N'est-ce pas trop déjà du présent et des inquiétudes de l'avenir? Qu'importe que les comtes d'Artois aient ajouté aux armes des ducs de Nevers un lambeau de gueule de trois pièces chargé de neuf châteaux d'argent, que tel manuscrit illisible d'un trouvère inconnu soit écrit sur parchemin ou sur papier, que Louis VII ait donné, aux kalendes de juin ou d'août, trois arpens de vignes à l'abbaye de Saint-Germain? L'histoire et la vie ne sont pas là. Il ne suffit pas, pour qu'une charte mérite notre attention et nos respects, que le temps en ait effacé les lettres, ou qu'elle porte, au bout de trois fils de soie verts ou rouges, un morceau de cire vermoulue. Si nous remuons les cimetières pour interroger les morts, que la question, du moins, vaille la peine de les réveiller. Or, ce qu'il faut chercher avant tout dans le passé, c'est le côté humain, c'est le secret de ces passions éternelles qui se raniment çà et là plus ardentes aux époques maladives des sociétés, c'est le mot de ces misères publiques qui travaillent la barbarie comme la civilisation, c'est l'histoire de la lutte toujours renaissante des intérêts et des devoirs, du droit et de la force. C'est donc une heureuse inspiration, quand on s'inquiète des vieux temps, d'explorer de préférence les époques de crise et de rénovation; car, à côté du drame, on trouve là l'enseignement sérieux, et l'esprit est mieux disposé à juger le présent avec calme et justice, quand il a vu, dans le spectacle du passé, les déplorables excès où l'entraînement du combat jette souvent les hommes d'élite et les natures même les plus généreuses.

A ce titre, le XVIe siècle a surtout droit d'intéresser. Jamais, en effet, dans les temps modernes, sans en excepter 89, les passions irrésistibles qui font les révolutions ne se sont produites avec plus de violence et d'énergie. C'est la guerre civile et la guerre religieuse, la guerre de la plume et de l'épée, l'avènement tumultueux des idées modernes, la résistance désespérée d'une société qui va finir. Dans les croyances, fanatisme furieux, scepticisme exagéré; dans les mœurs, licence inouie; l'église prêche le meurtre et tue; les huguenots, qui prêchent la tolérance, déterrent, à défaut d'autres victimes, les morts catholiques pour les brûler. On insulte le pape, mais on respecte le diable. On nie le dogme, mais on croit aux sorciers. Le sujet est varié, l'historien peut choisir.

M. Labitte, en étudiant à fond l'un des côtés de cette grande époque, a rendu un véritable service aux saines études historiques, et son travail a mis en lumière une masse de faits peu connus et souvent mal appréciés. L'*Histoire de la Prédication pendant la ligue* n'est point une monographie restreinte; c'est, pour ainsi dire, l'histoire des institutions de la sainte union. En effet, les prédicateurs, dans ces jours de troubles, jouent le rôle le plus actif; le forum leur appartient. Ils intriguent dans les conseils, reçoivent le mot d'ordre de Rome ou de Madrid, sonnent le tocsin de paroisse en paroisse, et tirent au besoin des coups d'arquebuse par les créneaux des clochers. « Tout mon mal vient de la chaire, » écrivait Henri IV, et Mme de Montpensier disait avec raison : « J'ai fait par la bouche de mes prédicateurs plus qu'ils ne font tous ensemble avec leurs armées. » Les historiens ont souvent parlé de leurs violences. Cependant personne, jusqu'ici, n'avait abordé dans les détails l'étude de leur vie et de leurs sermons; les historiens spéciaux de la chaire eux-mêmes, Bail et Romain Joly leur ont à peine consacré quelques lignes, et tout restait à faire. Mais la tâche était rude, car il y avait dans les recherches matérielles seules de quoi lasser la patience d'un moderne bénédictin. M. Labitte n'a point reculé, et nous le félicitons de son courage, car, à l'aide de ces sermons qui donnent souvent à la curiosité la moins exigeante à peine une phrase par volume, il a fait un livre d'un intérêt élevé et soutenu, et qui, par le choix des textes, la justesse des analyses et la sûreté des appréciations, suffit à faire juger définitivement le rôle du clergé français dans les affaires de la sainte union, rôle triste quand il n'est pas odieux.

Avant d'arriver au sujet même de son livre, et d'étudier, dans les chaires de Paris et de la province, l'influence des prédicateurs sur la politique et les affaires publiques au temps de la ligue, M. Labitte parcourt rapidement l'histoire de l'enseignement parénétique, pour y trouver, dans les temps antérieurs, les antécédens des doctrines manifestées au XVIe siècle. Il remonte jusqu'aux origines. Les apôtres de la Gaule se tiennent dans les hautes sphères de la morale et du dogme, ils annoncent comme saint Paul le Dieu inconnu; ils combattent l'esclavage et rachètent les captifs; ils prêchent la charité et fondent des hospices, ou partagent, comme saint Martin, leur manteau avec les pauvres qui sont nus; ils luttent contre l'hérésie, mais ils commandent

l'amour et le pardon, et les hérétiques ne sont encore à leurs yeux que des étoiles tombées du ciel. Ces hommes puissans par la parole et la vertu donnaient au besoin leur sang en témoignage de leur foi, et ils persuadèrent. Mais le christianisme ressemble à ces vieux monumens que chaque génération dégrade à son tour. Du VIIIe au XIe siècle, la foi et les hautes vertus pratiques se perdent dans la barbarie. Au temps d'Agobard, les prêtres ont oublié l'oraison dominicale, le peuple a oublié le signe de la croix; alors la parole évangélique est sans éclat et sans écho. Ce n'est qu'avec Pierre de Celles, avec Hugues de Saint-Victor, avec saint Bernard, que le Verbe chrétien a reconquis sa puissance; la prédication, à cette époque, présente un double caractère, elle est active et contemplative; elle fait les croisades ou se recueille dans le cloître, pour expliquer le Cantique des cantiques *à ces moines dont le cou s'est retiré en arrière à force de regarder le ciel.* Malheureusement le mysticisme a bientôt replié ses ailes; les extases des amours célestes ne remplissent pas tous les abîmes des cœurs, et Satan, sous les traits d'une nonne, s'introduit souvent dans la cellule du prieur et de l'abbé, comme il allait, déguisé en courtisane, tenter saint Antoine dans sa grotte. Le clergé s'est enrichi, les moines de Cluny n'attendent plus en carême, pour rompre le jeûne, que les premières étoiles se lèvent au ciel. Les évêques négligent la chaire et l'office divin pour la chasse, et comme les chanoines du *Lutrin* qui laissaient à des chantres gagés le soin de louer Dieu, les dignitaires ecclésiastiques délèguent à des prêcheurs salariés la mission d'annoncer la parole divine. On prêche pour de l'argent, et ainsi que le dit un trouvère :

Danz denier et les granz sermons.

La parole évangélique se dégrade avec la foi qui s'altère. Clémangis, Gerson, d'Ailly, réclament en vain pour la chaire cette réforme qu'ils avaient demandée pour la discipline ecclésiastique, et qui eût prévenu peut-être, si elle se fût accomplie, l'insurrection de Luther et de Calvin. Les prédicateurs, en vivant de la vie du monde, en se mêlant à ses passions, en avaient pris la licence. Le désordre des mœurs passa dans leur parole, et Boccace, pour justifier ses contes, invoqua le cynisme des sermons. Vincent Ferrier rendit un instant à l'enseignement parénétique sa rigidité primitive; mais l'apôtre espagnol s'adressait au peuple : il avait besoin, pour se faire écouter, de lui parler de choses actuelles, de descendre au détail de sa vie pratique et bourgeoise. Il acheva de séculariser la prédication, et après lui les sermonnaires, pour mieux captiver l'auditoire, ne tardèrent point à mêler à leurs discours des allusions aux affaires du temps. Dès les premières années du XVe siècle, la politique active fait irruption dans la chaire. Les Armagnacs et les Bourguignons ont des prédicateurs à leurs gages. On s'approche de la ligue. L'opposition de certains membres du clergé au pouvoir, à la royauté, à la papauté même, devient patente, et se traduit publiquement par des paroles qui se traduisent elles-mêmes en actes. Jacques-le-Grand, prêchant devant Charles VI, avait osé dire que le roi est vêtu du sang et des larmes du peuple. Jean

Petit, en se déclarant l'apologiste du meurtre du duc d'Orléans, avait posé le premier dans la chaire la doctrine du tyrannicide : « On peut tuer pour Dieu et dans l'intérêt général; on peut tuer pour le roi. » Tel est son thème. La ligue dira : « Il faut tuer le roi! » Là sera le progrès. En France, ces sorties contre le pouvoir restèrent impunies. Maillard put sans danger s'attaquer à Louis XI, et répondre à Olivier-le-Daim qui menaçait de le jeter à la Seine : « Va dire à ton maître que j'irai plus vite en paradis par eau que lui avec ses chevaux de poste. » Guillaume Pépin proclama du haut de la chaire, sans que personne en fût ému, que la royauté est l'œuvre du diable, et que la liberté seule est de droit divin. Mais les papes furent plus sévères que les rois de France. Pie V envoya d'un seul jour vingt-deux prédicateurs aux galères, parce qu'ils se mêlaient de politique, et la mort de Connecte et de Savonarole atteste que la cour de Rome réservait sa pitié et ses pardons pour les ames du purgatoire. Après avoir ainsi montré dans Jacques-le-Grand, dans Petit, dans Maillard, Pépin, etc., les aïeux catholiques des prédicateurs du XVI[e] siècle qui proclamèrent, les uns la souveraineté populaire, les autres le meurtre politique, M. Labitte cherche la part que les réformés ont à réclamer dans la propagation et la défense des doctrines de la ligue. C'est une curieuse étude, où toutes les assertions sont justifiées par les textes les plus précis.

Le premier pamphlet ouvertement démocratique du XVI[e] siècle fut écrit par un évêque anglais, réfugié à Strasbourg, Jean Poynet, qui fuyait l'inquisition de la reine Marie. Poynet absout le tyrannicide et le déclare un acte juste et conforme au jugement de Dieu. Sa théorie ne tarda point à recevoir une application, et Poltrot, qui avait tué le duc de Guise, fut pleinement justifié par les protestans. Le radicalisme calviniste lança bientôt, par la plume d'Hotman, un manifeste plus célèbre, le *Franco-Gallia*, qui avait pour but d'établir, à l'aide de preuves tirées de l'histoire nationale, que le principe de l'hérédité est un principe faux et dangereux, et que les peuples ont toujours droit de se choisir un roi. Directement ou d'une manière détournée, on saisissait ainsi toutes les occasions de déconsidérer la royauté. En 1575, l'auteur de *la France Turquie* demanda que la reine mère fût enfermée dans un couvent. Il établit de plus la théorie du refus de l'impôt. Les esprits les plus calmes eux-mêmes se laissaient entraîner sur cette pente rapide, et Bodin, qui défendait la monarchie pure, absolvait en certains cas le régicide. Ce n'étaient là cependant que des affaires d'avant-garde. Le calviniste Hubert Languet parut à son tour armé du *Vindiciæ contra tyrannos*, qu'il signa Junius Brutus. Les sujets sont-ils dispensés d'obéir au prince qui leur commande quelque chose de contraire à la loi de Dieu? Est-il permis de résister à un souverain qui veut enfreindre cette loi et qui ruine l'église et l'état? Quelles sont les armes légitimes de la résistance? Telles sont les questions générales que se pose Junius Brutus, qui n'admet que la souveraineté populaire pour principe du gouvernement. Le prince, dit-il, n'est pas le délégué de Dieu, mais son humble vassal. Brutus, il est vrai, concède à l'Éternel quelques droits électoraux. Il l'admet au scrutin, lui permet de présenter son candidat, de

déposer son vote, mais la nomination définitive appartient au peuple. Quand il est investi du pouvoir par la volonté nationale, le monarque, sous peine d'être déclaré tyran, doit se contenter d'un rôle tout-à-fait modeste. S'agit-il de la paix, de la guerre, d'un traité, d'un impôt, et même d'une dépense imprévue, ce roi, qui n'a point l'initiative, doit consulter les chambres, *cameræ ordinariæ*, et c'est le devoir des chambres d'avoir pour lui de la sagesse, de la prévoyance, de l'économie; car, dans la religion politique dont Languet donne le catéchisme, ce n'est pas le pape qui est infaillible, mais le concile seulement. La conclusion du livre est toute pratique et peut se résumer ainsi : Le monarque légitime, c'est-à-dire celui qui a été élu par le peuple, n'est justiciable que des états. L'usurpateur est justiciable du poignard. Cette dernière maxime a été de notre temps appliquée à Napoléon, comme cela se voit, à propos de George Cadoudal, dans les vies des héros vendéens, publiées, je crois, par *la Société des Bons Livres*. M. Loriquet doit aussi en avoir touché quelque chose dans son *Histoire de France*, curieux travail qu'on a tort d'oublier, et dont je conseille la lecture à messieurs les professeurs d'histoire qui s'amusent à refaire en Sorbonne un piédestal à Loyola et à son institut.

Le livre de Languet et les traités du même genre ne sont plus connus aujourd'hui que des bibliophiles; mais la *Servitude volontaire* de la Boétie a conservé quelques lecteurs. C'est une déclamation contre le pouvoir, quel qu'il soit, et *cette opiniâtre volonté de servir si avant enracinée dans les hommes*. Quant à la conclusion pratique, la Boétie n'en donne aucune. En 1579, le poète écossais Buchanan reprit en sous-œuvre le thème d'Hotman et de Languet, et le *De Jure regni* eut en France le plus grand retentissement, car les beaux esprits aimaient à retrouver dans cette œuvre la théorie du régicide embellie d'un latin cicéronien et de toutes les aménités de la rhétorique. Ce fut là le dernier manifeste de la démocratie calvinienne.

Les protestans, en émettant, en soutenant ces doctrines, avaient-ils été sincères? Réclamaient-ils l'égalité, l'allégement, au profit du peuple, des charges publiques, et surtout des charges féodales? S'occupaient-ils de préparer aux classes souffrantes de la société un meilleur avenir? Non. L'idée s'était mise cette fois au service des passions et des intérêts. Les écrivains démocrates travaillaient au profit de l'aristocratie. Telle est du moins l'opinion de M. Labitte, et, quand on a lu son livre, il est difficile de ne pas se ranger à son avis. La politique radicale passe, suivant les évènemens, d'un pôle à l'autre. Ainsi Hotman, qui avait proclamé la souveraineté populaire quand il s'agissait de renverser Charles IX, se déclare dans le *De Jure successionis* pour la succession linéale, parce qu'alors il s'agit de faire régner Henri IV. C'est l'histoire de certain journal réclamant après 1830 le suffrage universel.

Nous savons les antécédens de la ligue, voyons le rôle de ses prédicateurs; c'est un spectacle à la fois grotesque et impie. Les premiers symptômes sérieux de l'union se manifestèrent, on le sait, en 1576. Dans un conseil tenu à Rome, il fut décidé que les prêtres dans la chaire et le confessionnal devaient s'élever contre les priviléges accordés aux sectaires, et empêcher qu'ils n'en jouissent;

ordre fut donné aux curés de dresser le recensement de tous les hommes en état de porter les armes, afin de renverser le roi et de l'enfermer dans un couvent. Nous voilà, dès l'abord, revenus au temps de Chilpéric. Les passions remuantes et basses d'un clergé corrompu répondirent à cet insolent appel du saint-siége. Maurice Poncet, curé de Saint-Pierre-des-Arcis, commença l'attaque. Henri III, dans sa retraite aux Feuillans, s'était mêlé de prêcher, et on l'avait vu paraître à la tête d'une procession, vêtu d'un sac et les reins serrés d'une ceinture garnie de têtes de mort. Dans d'autres circonstances, Poncet eût vanté ces mystiques folies comme une marque d'humilité royale. Il n'y vit cette fois qu'un acte d'hypocrisie, et du haut de la chaire de Notre-Dame il conseilla au roi de ne point porter la discipline à sa ceinture, mais sur ses épaules, et de s'en étriller, attendu qu'il l'avait bien gagné. Poncet avait raison sans doute, mais fallait-il attendre, pour blâmer, un ordre du Vatican? Henri III, qui n'osait ni pardonner ni punir, fit conduire le prédicateur dans une abbaye de Melun, sans autre mal que la peur qu'il eut en y allant d'être jeté à la Seine. Les attaques continuèrent et n'en devinrent que plus vives. Le mardi du carnaval de 1583, Henri III avait couru sous le masque, avec ses mignons, les rues de Paris. Rose, son prédicateur ordinaire, qui depuis dix ans tolérait, sans jamais dire un mot, des scandales plus grands encore, s'émut tout à coup d'une pieuse colère, et tonna dans sa chaire contre le monarque. Bientôt moines, bacheliers en théologie, *maîtres ès-arts crottés,* furent appelés à la croisade. On convoqua le ban et l'arrière-ban des couvens et des sacristies. Les prédicateurs Boucher, Prevost, Launnay, Pelletier, Guincestre, Rose, Hamilton, tous les marmitons et les soupiers de la Sorbonne, comme dit l'Étoile, organisèrent le comité des archi-ligueurs, s'emparèrent des chaires, et des paroles passèrent bientôt aux actes. Ces tribuns en surplis et en camail endossent la cuirasse et baptisent en pleine église le pot de fer sur la tête. A la journée des barricades, ils marchent au premier rang, avec quatre cents moines et huit cents écoliers. Ils tirent des coups d'arquebuse, chantent des psaumes, et font sonner la charge en criant : Allons prendre frère Henri de Valois dans son Louvre. Le meurtre des Guise vint compliquer la situation; les prédicateurs firent jurer au peuple qu'il verserait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour venger les princes; les Parisiens, étourdis par ces déclamations violentes, eurent bientôt le *feu à la tête et le fer aux mains,* et plus de cent mille personnes rangées en procession et tenant des cierges parcoururent les rues en criant : Dieu éteigne la race des Valois!

Les révolutions se ressemblent toutes; qu'elles s'accomplissent au nom des passions et des intérêts, ou au nom de la liberté et de la justice. Quand le flot s'est une fois soulevé, il arrive toujours une heure fatale, où l'écume seule surnage, où l'idée morale disparaît, où la modération devient le seul crime. Cette heure était venue pour la ligue. L'enseignement religieux avait complètement disparu de la chaire. On ne prêchait plus l'Évangile, *parce qu'il était trop connu, et que chacun le savait;* et, comme le disait un magistrat du XVIe siècle, cette distance qui sépare le cœur de l'honnête homme du cou-

teau du scélérat, était de jour en jour moins grande. Guincestre insultait en chaire le président de Harlay, et quelques jours après de Harlay et soixante membres du parlement étaient mis en prison. Au milieu de tous ces désordres, le peuple mourait de faim ; mais la démocratie des ligueurs se souciait peu de ces misères. Les prédicateurs mangeaient le *chapon gras,* et faisaient piller les meilleures maisons de la ville pour avoir leur part du butin.

Les violences contre Henri III allaient toujours croissant. Boucher le traitait de Turc, de magicien, de harpie, de diable; les plus réservés parlaient de l'enfermer dans un cloître, et Mme de Montpensier portait toujours une paire de ciseaux pour lui faire une couronne de moine. Les outrages de la chaire, cependant, ne pouvaient suffire à contenter les haines. On eut recours aux pamphlets, et les prédicateurs payèrent encore de leur plume. Boucher, le *boutefeu,* le *trompette,* se mit à l'œuvre, et dans le *De justa Henrici tertii abdicatione,* il fouilla la Bible et l'histoire pour absoudre, pour glorifier le tyrannicide, et démontrer à l'aide des anagrammes qu'Henri III était indigne de la couronne, et de la moindre pitié, attendu que l'on trouvait dans ses noms : *O Deus! verè ille antechristus! O le Judas! vilain Hérodes! dehors le vilain,* et : *crudelis hyena.*

Jacques Clément se chargea d'appliquer les théories. A la mort de Henri de Valois ordre fut donné par les seize aux prédicateurs de justifier l'assassin, de prouver que le Béarnais ne pouvait monter sur le trône, et que tous ses partisans devaient être excommuniés. Les curés de Paris se conformèrent de tout point à ces instructions, le régicide fut glorifié comme un acte saint, et le pape donna son approbation. Dès ce moment, toutes les haines, toutes les fureurs, se reportèrent sur le Béarnais. Henri IV, à la prise de Vendôme, avait fait pendre le cordelier Robert Chessé, qui s'était mis à la tête d'un vaste complot organisé à Tours contre la vie du feu roi, et que les habitans de Vendôme eux-mêmes avaient signalé comme le principal auteur de la révolte de leur ville. La ligue inscrivit Chessé sur son martyrologe, et appela sur Henri IV les vengeances du peuple et de Dieu. Des missionnaires étrangers, dont le plus célèbre fut Panigarolle, évêque d'Asti, étaient mêlés à toutes ces luttes. Les seize, le pape, Philippe II, donnaient tour à tour le mot d'ordre, et, comme le dit M. Labitte, « c'était un spectacle impie, que celui de tant d'idées générales, de tant de théories diverses, ici monarchiques, là républicaines, mises de la sorte au service des passions, répudiées ou prônées selon les chances des partis. » A toutes ces injures, à tous ces efforts des factions, Henri IV avait répondu par des victoires. Les chefs de la sainte union et leurs agens, les prédicateurs, n'en devinrent que plus actifs. On ne comptait plus dans Paris que trois curés de paroisse, qui prêchassent la paix et se souvinssent de l'Évangile. C'étaient les curés de Saint-Méry, de Saint-Eustache et de Saint-Sulpice. Le 8 mai 1590, Henri IV vint mettre le siége devant Paris. Les prédicateurs, aidés du légat Gaetano et de l'ambassadeur espagnol Mendoza, organisèrent la résistance. Pendant la durée du siége, ils prêchèrent deux fois par jour, et, comme ils étaient *bien munitionnés de vivres,* ils exhortaient avec une ardeur

singulière le peuple à supporter la faim. Mais ce pauvre peuple, qui avait épuisé ses ressources, murmurait. On avait mangé tous les chevaux, les ânes, les cuirs et les chiens. On commençait à vouloir manger du pain, et le duc de Parme arriva fort à propos pour tirer d'embarras nos prêcheurs, qui touchaient eux-mêmes à la fin de leurs provisions et de leurs argumens.

Malgré la levée du siége, la ligue perdait chaque jour du terrain. La division s'était mise dans le camp du clergé parisien. Les uns penchaient vers l'Espagne, d'autres vers Mayenne, quelques-uns voulaient un gouvernement municipal composé de petits bourgeois et de théologiens. Mais s'il y avait division dans les sympathies politiques, la haine contre Henri IV était unanime. On ne pouvait le vaincre par les armes, on l'attaquait avec le mensonge et la calomnie. On invoquait contre lui et contre ses partisans la doctrine du tyrannicide. Rose demanda une saignée de la Saint-Barthélemy, et le curé Aubry offrit de marcher le premier pour égorger les politiques. Le pape, cette fois encore, donna son approbation, et les prédicateurs, qui commençaient à désespérer du triomphe, eurent recours à ces mesures de terreur, à ces mesures extrêmes, qui sont les derniers efforts d'un pouvoir qui va tomber. Ils proclamèrent la loi des suspects, firent des visites domiciliaires, organisèrent la délation, instituèrent des chambres ardentes, et firent mettre à mort le président Brisson. C'était servir à souhait la cause de Henri IV; la *Ménippée* acheva de tuer, à force de ridicule et de bon sens, une cause qui travaillait elle-même, par ses excès, à sa propre ruine, et la conversion du Béarnais lui porta les derniers coups. Boucher essaya cependant de prolonger la résistance. Il prononça dans l'église Saint-Méry *Neuf Sermons sur la simulée conversion de Henri IV*, qu'il livra bientôt après à l'impression. On n'avait jamais déversé plus de fiel et d'injures. Henri de Bourbon, dit Boucher, entre autres aménités, n'est qu'un hypocrite, — et c'est là la moindre insulte.— C'est un trompeur de nonnains, un Caligula, un Néron; il est grand moqueur, grand paillard et grand avare. Il fait le lion à Paris et le renard à Rome; et pour avaler la grace du Saint-Esprit, il lui faut le sucre d'un royaume. Ses partisans valent-ils mieux? Qui le soutient? Parmi les magistrats, des larrons de finances; parmi les évêques, d'ignorans buveurs qui ont à leur table les reliques de Rabelais; parmi les docteurs, des joueurs de cartes; *toutes les mauvaises humeurs du royaume se sont rangées à cette apostume*. Boucher s'indigne de la paix qu'il prévoit et qu'il redoute, il défend de prier pour elle et la déclare inique, et à la veille de l'édit de Nantes il demande l'inquisition. Toutes ses sympathies sont acquises à Philippe II, et sa politique générale n'est autre chose que l'alliance d'une démocratie hypocrite et de la théocratie, avec cette réserve détournée toutefois, que la théocratie gardera le grand rôle, et que le peuple sera soumis à l'église comme le corps à l'esprit. En d'autres termes, il veut la république, même sous la présidence du diable, pourvu que le diable consente à baiser la mule du saint père. Jean Porthaise, dans des sermons publiés sous les mêmes titres que ceux de Boucher, soutient le même thème. Il engage l'église à tirer

contre Henri IV les couteaux spirituels et matériels, les fidèles à ne jamais faire la paix avec les hérétiques, et surtout avec le roi, attendu qu'il suivait plusieurs cultes et pratiquait une polygamie de Turc.

Porthaise et Boucher avaient en quelque sorte résumé dans ces sermons les dernières théories de la ligue. C'était la partie dogmatique, le manifeste, la dernière manœuvre de la grande guerre. Les escarmouches duraient encore, il est vrai; sur plusieurs points de la province, et dans quelques églises de Paris, les prédicateurs essayaient de ranimer la lutte; mais leur temps était passé. Garin avait beau crier dans son église : « Quand bien même le Béarnais aurait bu toute l'eau bénite de Notre-Dame, je ne croirais pas sa conversion sincère. » Le peuple l'écoutait encore, mais par pure curiosité. Henri IV d'ailleurs venait d'être sacré à Chartres, et les ligueurs, dans ces extrémités, étaient réduits à espérer un *meurtre providentiel*. Dans l'égarement des dernières fureurs, ils tentèrent même de corrompre Gabrielle d'Estrées pour l'engager à tuer le roi, qu'ils appelaient Holopherne; mais Gabrielle ne se laissa point tenter par la gloire de Judith. Henri IV entra enfin dans Paris, fort heureusement pour le bien du royaume. Il proclama en faveur des prédicateurs l'oubli du passé, et pour toute justice se contenta d'en exiler trois ou quatre, en compagnie de quelques bedeaux et sacristains, dans des abbayes bien rentées. On vit alors ce qui se voit souvent en temps de révolution; quelques-uns de ces prêcheurs qui avaient combattu le plus vivement, furent les premiers à chanter le *Te Deum*. Ceux qui eussent arquebusé Henri IV avec grande satisfaction quelques mois auparavant, quittèrent la pertuisane et prirent le goupillon pour le bénir et l'asperger au passage. Les plus habiles demandèrent des pensions, qu'ils obtinrent; c'est là de l'histoire moderne. Ils avaient tous du reste fini leur rôle, et les plus heureux furent encore, après tout, ceux qui étaient tombés, pendant la lutte, avant la défaite; la mort les avait sauvés de l'apostasie.

Je regrette, dans cette exposition rapide et bien incomplète, de n'avoir pu suivre M. Labitte à travers tous les détails de son livre, car c'est surtout par ces détails, par mille faits rassemblés çà et là, dans les mémoires, dans les sermons, les pamphlets, les pièces diplomatiques, qu'on peut juger de l'esprit qui animait les ligueurs. Le travail est complet. La biographie, l'histoire politique, la bibliographie et l'histoire littéraire s'y prêtent une mutuelle lumière, et l'auteur a porté çà et là, sur les évènemens généraux et sur les hommes, des jugemens souvent neufs et toujours piquans. M. Labitte, dans une conclusion ferme et concise, résume au point de vue historique le but, les moyens, les conséquences de ce grand mouvement du XVIe siècle, que le président Hénault appelle l'évènement le plus singulier peut-être qu'on ait jamais lu dans l'histoire. La ligue, a-t-on dit, a donné à la France l'unité politique comme conséquence de l'unité religieuse; mais le réveil de l'esprit municipal, mais les gouvernemens locaux, ne sont-ils pas là pour témoigner que l'union, en tendant au fédéralisme, préparait au royaume une organisation pareille à celle des cantons suisses ou des républiques italiennes? Ses théories démocra-

tiques étaient-elles sincères? M. Labitte ne le pense pas, car elle les avait empruntées au calvinisme, et pour le calvinisme la démocratie n'était qu'une question de circonstance, une machine de siége qu'on devait briser la brèche ouverte. Qu'on se souvienne des faits. Par qui la réforme, dans l'origine, est-elle appuyée en Allemagne? par la petite noblesse, qui cherche à se soustraire au contrôle de ses princes. Puis, quand elle a gagné du terrain, quels sont ses nouveaux soutiens? ces princes eux-mêmes, qui l'adoptent à leur tour comme un instrument contre l'empire. Ni la réforme ni la ligue ne cherchaient à introduire l'égalité, et sans l'égalité qu'est-ce que la démocratie? L'union n'avait-elle pas pour but direct de ruiner, au nom d'un dogme politique qui n'avait pas sa foi, le pouvoir établi, pour servir les projets d'avénement de la maison de Lorraine, puis ceux de Philippe II? Grace à cette lutte commencée au nom de la religion, continuée dans l'intérêt des Guise, et habilement dirigée par l'ambition d'un roi étranger, l'or de l'Espagne faillit réaliser ce que la politique armée de Charles V n'avait pu faire. Comme mouvement catholique, la ligue doit-elle être justifiée? non, car elle manque également de logique et de but désintéressé. Elle commence contre un roi vainqueur des huguenots à Jarnac et à Montcontour, et elle s'acharne en finissant contre un roi nouvellement converti. L'indépendance même du saint-siége eût été compromise par son triomphe, qui eût fait du pape un chapelain de l'Escurial. Il faut reconnaître toutefois que la ligue a été utile au catholicisme, en aidant, par sa résistance à la réforme, la victoire du parti politique sur les huguenots. Malgré ces faits précis, malgré ses excès, ses doctrines subversives, la ligue a été réhabilitée de nos jours. Mais il faut prendre garde. Quand il s'agit de littérature, les réhabilitations hasardées et absolues sont innocentes, et, comme le dit M. Labitte, elles ne blessent que le goût. Qu'on élève Rutebeuf au-dessus d'Horace, cela ne fait tort à personne, pas même à Horace. Que M. Ozanam nous dise que les *Nibelungen* soutiennent le parallèle avec les œuvres d'Homère, et que les adieux de Siegfrid et de Chriemhild peuvent se comparer aux adieux d'Andromaque, nous nous permettrons tout simplement de ne pas être de son avis, comme bien d'autres, tout en l'engageant néanmoins à « tenter de continuer ses explorations en continuant de descendre le cours du temps, » et en lui tenant compte de son « noviciat » et des difficultés d'un travail où il s'engage seul « sur les traces encore peu familières de la philologie d'outre Rhin, « au risque de se perdre, comme Varus, dans les bois, les marais et les brouillards. » En histoire, les réhabilitations ont une portée plus sérieuse. Il ne s'agit pas seulement de chercher l'originalité en prenant à tâche de contredire toutes les opinions reçues, et de louer parce qu'on a blâmé. On excuse une erreur de date, mais on n'excuse pas une opinion qui, tout en blessant la vérité, outrage en même temps la morale. M. Labitte insiste avec raison sur ce point. Darmès a été jugé hier, et nous glorifions la ligue, qui a armé, qui a béni Jacques Clément, qui a mis le couteau, par ses traditions, aux mains de Ravaillac. Nous demandons que la peine de mort soit effacée de nos codes, nous rimons des idylles humani-

taires, et nous glorifions la ligue, qui a justifié la Saint-Barthélemy. Nous parlons de tolérance et nous glorifions la ligue, qui a proscrit toute liberté de conscience, qui a voulu l'inquisition. Sainte et glorieuse ligue! disait au commencement de cette année même M. l'abbé Lacordaire, dans cette chaire de Notre-Dame où, depuis Guincestre et Boucher, aucune voix ne s'était élevée pour évoquer les sanglans souvenirs de l'union, et l'éloquent dominicain ajoutait : « Quand on sauve la nationalité d'un peuple, tous les crimes vont se perdre dans la gloire. » Lorsque les septembriseurs égorgeaient les prisonniers de l'Abbaye, ils travaillaient aussi à leur manière à sauver la nationalité française. Je doute fort néanmoins que M. Lacordaire fasse, aux stations du prochain carême, l'oraison funèbre des septembriseurs. Il y aurait cependant, entre les deux apologies, une certaine relation logique. N'est-il pas déplorable de voir ainsi les hommes du clergé les plus éminens en talens et en vertus disposés à rentrer toujours, d'une manière plus ou moins détournée, dans l'arène de nos passions politiques? Ils devraient se souvenir cependant de ce verset, connu même des profanes : Quand on sème du vent, on récolte des tempêtes. N'est-il pas déplorable qu'en dehors du clergé des hommes d'un esprit étendu et d'une instruction solide, comme M. Lenormant, se laissent prendre à ces dangereux paradoxes, et qu'ils proclament, à propos du saint-office ou de la Saint-Barthélemy, la théorie des rigueurs salutaires? Quelques pas encore, et les plus honnêtes gens du monde, les érudits les plus inoffensifs, en arriveront à dire du catholicisme ou du progrès ce que Saint-Just disait à propos de la liberté : *C'est une rose qui fleurit dans le sang*. Du reste, c'est là une manière de voir qui ne date pas d'hier, et M. de Pibrac, le très moral auteur des quatrains, trouvait aussi la Saint-Barthélemy fort de son goût.

Singulière époque, que celle où nous vivons! On assure que nous sommes en progrès, que l'humanité marche *vers le pôle de l'avenir*, et cependant il me semble qu'en bien des points nous ne sommes guère plus sages que nos turbulens aïeux de la ligue. Justifier leurs folies et leurs crimes, n'est-ce pas avouer implicitement qu'on les imiterait au besoin? n'est-ce pas retomber à leur niveau? C'est à se croire parfois au XVIe siècle. Même impatience de ce qui est, même aspiration vers un avenir nouveau, même confusion dans les croyances politiques ou religieuses, et, comme au temps de la *Ménippée*, quand l'un veut de la pluie pour ses choux, l'autre veut du soleil pour ses blés.

HISTOIRE DE LA FORMATION DE LA LANGUE FRANÇAISE, par M. J.-J. Ampère. — Depuis le président Fauchet jusqu'à La Tour-d'Auvergne, l'étude des origines et des vicissitudes de notre langue a préoccupé vivement la curiosité des érudits; mais les philologues n'avaient donné jusqu'à présent que des solutions très incomplètes, et le plus souvent contestables. Dans ses prédilections d'helléniste, Henri Estienne, ce maître prodigieux, ne reconnaissait que la langue grecque comme source légitime et directe du français moderne. Ménage, plus ouvert, admettait le latin comme branche collatérale dans cette généalogie des mots; mais son horizon, ainsi que le panorama de

Rome, était borné par les sept collines. Bullet, pour citer un nom moins connu (car la philologie ne donne pas toujours la gloire), Bullet fit table rase du grec et du latin, et se jeta tête baissée dans le monde celtique, et après une longue pérégrination, il finit par se retrouver au pied de la tour de Babel. Pour les esprits moins aventureux, l'analyse éternelle du fameux serment de Louis-le-Germanique était le dernier mot de la science. On s'arrêtait comme les voyageurs au cap Nord, *ubi deficit orbis*. Pourquoi donc, après tant d'essais, aucune œuvre complète n'avait-elle encore été réalisée? C'est que la critique, la méthode, la connaissance suffisante des langues antiques et modernes, des langues de l'Inde et de l'Europe, ont manqué généralement aux philologues. Heureusement l'Allemagne, qui, malgré sa poésie rêveuse, a le génie du rudiment, s'est inquiétée de cette dégradation, et sur le champ tant de fois labouré de la grammaire générale, elle a creusé des sillons profonds; elle a poussé, comme Alexandre, ses conquêtes jusqu'à l'Indus. La linguistique a fait révolution, et la France a pris part au mouvement. Déjà Raynouard avait parlé de nouvelles voies, mais, avec son tour d'esprit absolu, il n'avait vu que la France du midi, et il avait fait servir une admirable science de détails à la défense d'une hypothèse qui n'a guère plus de solidité que les rêveries de Henri Estienne ou de Bullet. Il appartenait à M. Ampère de réhabiliter parmi nous la philologie justement décriée. En suivant dans un vaste travail d'ensemble notre culture littéraire, il a étudié la langue, à travers ses développemens, dans son enfance, sa puberté, son âge mûr, et pour en écrire l'histoire, il n'a point élevé tout un système exclusif sur quelques phrases recueillies au hasard, sur des monumens d'une date douteuse, sur les lettres à demi effacées d'une inscription runique; il a vu par lui-même, il a contrôlé par sa propre autorité les textes latins, provençaux, picards; il a analysé, en comparant les idiomes les plus divers, les principes généraux de la transformation des langues, et il est arrivé de la sorte à poser des principes sûrs, des règles incontestables, qu'il a lui-même rigoureusement respectées.

Dans une introduction rapide, qui est à elle seule un morceau capital et qui résume à grands traits d'immenses lectures, M. Ampère trace l'histoire de notre littérature du moyen-âge, du moment où la langue vulgaire commence à devenir l'instrument actif de la pensée. C'est un curieux spectacle que cette lutte de deux langues, l'une décrépite et l'autre dans l'enfance; et, tout en suivant avec un vif intérêt les progrès de cet idiome barbare qui deviendra l'admirable organe de Bossuet et de Molière, on ne peut s'empêcher de plaindre cette langue puissante du passé qui a subi tant de dégradations, qui est tombée de Cicéron aux casuistes, et qui, chassée enfin de la philosophie et de l'histoire, après s'être réfugiée dans l'église, n'a plus trouvé pour asile que le thème et la thèse.

Lorsqu'il arrive à l'histoire primitive de la langue française, M. Ampère laisse sagement de côté la question tant de fois débattue de l'origine du langage; il cherche à établir avant tout la filiation et la parenté des idiomes qui ont formé notre vocabulaire et notre syntaxe. Or, quels sont, dans cette syntaxe,

les élémens qui dominent? Sans nul doute les élémens latins; il en est de même dans le vocabulaire. La langue française est d'origine latine avant tout; mais l'échange perpétuel des idées entre le peuple, les émigrations, les invasions qui passent, la conquête qui prend racine sur le sol, le commerce qui met en jeu les intérêts, ont apporté tour à tour à cette source première des affluens qui l'ont grossie. La Grèce, qu'on retrouve au berceau de toutes les civilisations de l'Europe antique, avait mis le pied sur la terre gauloise; la Grèce a donc sa part à réclamer dans nos richesses lexicographiques, mais cette part est bien minime, si l'on s'attache aux mots qui nous ont été légués directement par l'antiquité, si on retranche tous les emprunts de la science moderne et tout ce que donne la décadence byzantine par les rapports des croisades et par les relations mercantiles. L'Allemagne peut à bon droit réclamer davantage. M. Dietz a compté dans notre langue plus de mille mots qui sont sans nul doute de provenance germanique, et M. Ampère fait remarquer qu'on retrouve, dans ces radicaux d'outre-Rhin, le cachet âpre et sauvage des mœurs tudesques. Les Allemands, dont la vie s'écoulait dans les joies des combats ou la colère de l'ivresse, nous ont donné un grand nombre de termes de guerre, de mots tristes, et presque toutes les dénominations féodales. C'est ainsi que la civilisation se reflète dans le langage, et en considérant de la sorte la philologie au point de vue de l'histoire, en lui demandant non-seulement des élémens pour la grammaire, mais des enseignemens sur les mœurs et les institutions, on l'élève à la hauteur d'une science utile et sérieuse. C'est là d'ailleurs le procédé habituel de M. Ampère, qui, tout en sachant donner une large place au détail, agrandit son sujet par des rapprochemens ingénieux, par des vues neuves et philosophiques. La partie du livre qui traite des étymologies est curieuse et attrayante au dernier point, ce que l'on n'attendait pas assurément du sujet. On peut dire que M. Ampère a constitué une véritable méthode dans cette science étymologique, qui prête si facilement aux erreurs et qui était tombée auprès des esprits positifs dans un juste discrédit.

Nous regrettons de ne pouvoir suivre ici dans le détail la science vraiment inépuisable de M. Ampère. On lui doit cette justice que peu de livres de notre temps attestent une connaissance aussi sérieuse du sujet, et présentent, sur un thème vieilli, un aussi grand nombre de vues perçantes et nouvelles. Tous les travaux entrepris jusqu'à ce jour sur l'histoire de notre langue n'étaient, à vraiment parler, que des essais, fort savans quelquefois, mais n'embrassant que des points restreints de la question, et le plus souvent dénués de méthode et de critique. M. Ampère a enfin donné un livre complet, approfondi, chose rare à notre époque de dispersion, un livre où le détail est traité avec une patience et une exactitude qui peuvent défier Péterson ou Meister, et qui offre de plus ce qui manque souvent aux érudits allemands, l'élévation, et ce qui leur manque toujours, la finesse et l'esprit.

****

AFFAIRES DE SUISSE.

LA DIÈTE ET LA QUESTION D'ARGOVIE.

La Suisse est un bien petit pays, mais sa position au cœur de l'Europe, son héroïque histoire, le génie indépendant et fier de ses habitans, lui assignent parmi les nations une importance qui contraste avec sa faiblesse apparente. La France surtout doit se préoccuper de la Suisse, et suivre avec soin tous les événemens qui se passent dans ce coin de terre. La Suisse est une des plus vieilles alliées de la France; elle touche à plusieurs de nos plus belles provinces; une grande partie de ses cantons parle notre langue; son histoire a été liée à la nôtre sur bien des points, et le contre-coup de nos révolutions s'y est toujours fait sentir. Sa neutralité perpétuelle, reconnue par les traités, est une des plus précieuses garanties de notre sol contre une invasion; ses peuplades guerrières gardent pour nous les passages des Alpes, et nous dispensent de veiller sur nos frontières du Jura aussi soigneusement que sur le reste. L'affaire actuelle des couvens d'Argovie est une question tout intérieure, toute domestique, qui ne regarde que la Suisse, et dont les puissances de l'Europe n'ont pas à se mêler; mais, comme elle compromet au plus haut point la paix intérieure de nos voisins, l'esprit public en France s'en est justement inquiété, et ce sera répondre à un intérêt aussi général que légitime que d'en raconter ici les phases avec quelque détail.

Cette affaire n'est pas un fait isolé. C'est un incident de plus dans l'histoire des révolutions intérieures de la Suisse depuis 1830, incident qui se lie à tous ceux qui ont précédé, et qui n'en est que la suite. Il importe donc, pour le bien comprendre, de se faire une idée nette de la situation générale du pays. Quelques mots suffiront pour présenter en résumé cette situation.

Avant la révolution de 1789, la Suisse, qui passait dans le monde pour la terre de la démocratie et de la liberté par excellence, était, au contraire, plus engagée peut-être que tout autre pays dans les traditions oligarchiques du moyen-âge. Les affranchis des quatorzième et quinzième siècles, qui avaient rempli l'Europe du bruit de leurs nobles luttes pour leur émancipation, étaient devenus par la suite des temps des privilégiés. Sur les treize cantons dont se composait alors la confédération helvétique, six seulement avaient gardé le nom de cantons démocratiques : c'étaient ceux d'Uri, d'Unterwald, de Schwytz, de Zug, de Glaris et d'Appenzell. Les institutions primitives, conservées par ces cantons dans toute leur simplicité républicaine, leur donnaient en effet l'apparence d'une organisation extrêmement démocratique; mais sous ces formes populaires se cachaient des distinctions de race et d'origine. Les descendans des premiers fondateurs de la liberté étaient seuls en possession des droits politiques, et la *Landsgemeine*, ou assemblée générale, qui avait réuni dans l'origine toute la population mâle, n'en comprenait plus, dans certains de ces cantons, que la moitié, et même, dans quelques autres, que le quart.

Quant aux sept autres cantons, ils n'avaient pas même la prétention d'être considérés comme des démocraties, et ils acceptaient sans difficulté la désignation de cantons aristocratiques. C'étaient ceux de Soleure, Lucerne, Fribourg, Berne, Zurich, Bâle et Schaffouse. Berne surtout était remarquable par la concentration de tous les pouvoirs entre les mains de quelques familles. Ce canton avait dû à sa constitution aristocratique le privilége de devenir le plus puissant de la Suisse; il est, comme on sait, de la nature même des aristocraties d'être conquérantes, et de donner aux pays qu'elles gouvernent une grande énergie extérieure. Ce que le sénat de Rome, le conseil de Venise et le parlement d'Angleterre ont fait en grand, l'oligarchie bernoise l'avait fait en petit : même aujourd'hui, le canton de Berne est le plus étendu de la confédération. Avant la révolution de 1789, les cantons actuels de Vaux et d'Argovie obéissaient au gouvernement de Berne comme pays conquis. Il est vrai que

Berne n'était pas le seul canton qui eût fait ainsi des conquêtes, et qui administrât arbitrairement des provinces sujettes; le canton actuel du Tessin était sujet d'Uri, et le canton actuel de Thurgovie appartenait aux huit plus anciens cantons, qui le gouvernaient et le rançonnaient tour à tour.

C'est dans cet état que la révolution française trouva la Suisse. Le spectacle de ce qui se passait en France éveilla des idées de liberté dans les pays conquis et des idées d'égalité dans la population rurale des cantons aristocratiques. Des insurrections locales éclatèrent. Favorisée par ce mouvement, une armée française envahit la Suisse et essaya d'y fonder une république une et indivisible comme la nôtre. Cette tentative ne pouvait pas réussir, mais le passage de nos armes et de nos idées n'en bouleversa pas moins l'antique édifice, et des besoins nouveaux se firent jour. Quand le premier consul rétablit l'ancienne confédération, les cantons ne se reconstituèrent pas tels qu'ils avaient été avant la secousse qui les avait transformés. Les vieilles aristocraties, plus ou moins abattues par la nouvelle constitution, mais encore vivaces, prirent part sourdement à la lutte de l'Europe contre Napoléon; elles ouvrirent la Suisse en 1813 aux armées étrangères, et, quand l'Europe coalisée eut rétabli sur les ruines de l'empire la monarchie des Bourbons, elles profitèrent de la réaction universelle contre les idées révolutionnaires pour ressaisir une partie de leur ancien pouvoir. Le pacte fédéral de 1815 fut le produit et la consécration de cette restauration de la Suisse.

Pendant les quinze années qui suivirent, les vieilles idées et les idées nouvelles luttèrent en Suisse comme en France. Dans un grand nombre de cantons, le retour aux formes oligarchiques avait été trop marqué pour être durable. Ici, c'était le privilége du patriciat, à l'exclusion de la bourgeoisie; là, c'était le privilége de la bourgeoisie des villes à l'exclusion de la population des campagnes. Des agitations intérieures ne cessèrent de protester contre un tel état de choses. Les gouvernemens, celui de Genève excepté, se refusèrent à toute amélioration par des voies légales; il devint dès-lors évident que des changemens plus ou moins violens étaient inévitables. Quelques mois avant les événemens de juillet 1830, la révolution se fit sans résistance dans le canton du Tessin. Le reste de la Suisse libérale, excité par cet exemple, était déjà travaillé de ces frémissemens qui précèdent les soulèvemens populaires, quand la nouvelle de la révolution des trois jours arriva. Ce fut l'étincelle sur la traînée de poudre. En peu de temps, tous les cantons aristocratiques avaient subi leur

révolution, et les constitutions de 1815 étaient remplacées par des constitutions libérales.

Malheureusement le parti vainqueur en 1830 ne montra pas en Suisse la modération qu'il avait montrée en France. La plupart des novateurs passèrent le but. Au lieu de s'arrêter à la liberté, on alla jusqu'au radicalisme. Malgré cet entraînement, à peu près inséparable du mouvement d'une révolution, les nouveaux gouvernemens s'établirent et se consolidèrent si bien, qu'il serait insensé maintenant au parti de l'ancien régime d'essayer de revivre. Les idées radicales n'ont pas un danger aussi prompt en Suisse qu'ailleurs. Les mœurs y sont trop simples et les esprits trop droits pour que l'anarchie y porte tous ses fruits. C'est surtout dans leurs rapports avec les puissances étrangères que les Suisses sentent le besoin d'avoir un gouvernement. Pour tout ce qui regarde leurs affaires intérieures, le respect de l'individu pour l'individu est passé dans leurs habitudes, si bien qu'il peut jusqu'à un certain point leur tenir lieu de fortes institutions.

Les divergences politiques ne sont pas les seules causes des troubles qui existent dans ce pays, le plus divisé de l'Europe sous tous les rapports. A la querelle du radicalisme et de l'aristocratie vient se joindre la querelle de la réforme et du catholicisme. La Suisse a été au seizième siècle le théâtre de guerres religieuses acharnées; elle a même été une des patries de la réforme, car les prédications de Zwingle furent contemporaines de celles de Luther, et le mouvement contre l'église fut spontané à Zurich aussi bien qu'en Saxe. Aucun des deux partis n'ayant complètement vaincu à cette époque, il en est résulté que le territoire de la Suisse est resté très inégalement morcelé entre les deux communions. Les plus anciens cantons, comme Uri, Schwytz et Unterwald, sont restés catholiques; d'autres sont protestans, comme Berne et Zurich; d'autres sont mixtes, c'est-à-dire mêlés de protestans et de catholiques, comme Saint-Gall et Argovie. Dans le canton d'Appenzell, les luttes religieuses furent si vives, que l'on convint, en 1597, de diviser ce canton en deux parts; les catholiques s'établirent dans l'une et les protestans dans l'autre; de là l'origine des deux demi-cantons connus sous les noms d'Appenzell intérieur et d'Appenzell extérieur.

Ce qui subdivise la Suisse à l'infini, c'est que les grandes fractions des partis politiques n'y correspondent pas aux grandes fractions des partis religieux. Il y a presque dans chaque canton une combinaison différente. Avant la révolution de 1789, les cantons dits démocra-

tiques étaient catholiques, et les cantons aristocratiques étaient protestans. Depuis 1830, la plus grande confusion s'est établie. Un nouvel élément s'est introduit; c'est l'élément philosophique et irréligieux, qui a fait généralement alliance avec l'esprit radical, mais il s'en faut bien qu'il soit à lui seul tout le radicalisme. Le canton de Lucerne, qui a maintenant la constitution la plus radicale de la Suisse, est très catholique. D'un autre côté, les trois petits cantons, qui sont catholiques fervens, sont en même temps très conservateurs. A Berne, l'aristocratie déchue et le libéralisme vainqueur sont également attachés à la réforme. A Zurich, les radicaux, qui ont été maîtres du gouvernement pendant quelque temps, ont voulu faire acte d'incrédulité en appelant le professeur Strauss, qui nie jusqu'à l'existence de Jésus-Christ, à enseigner dans leur université; le peuple, qui est protestant zélé, a pris les armes, a renversé le gouvernement et l'a remplacé par les hommes modérés du parti conservateur. Il est vrai de dire cependant qu'en général, et à prendre les choses dans leur ensemble, les pays protestans sont plus portés aux idées libérales, et les pays catholiques aux idées de conservation.

Enfin, il est une troisième question qui est pour la Suisse une source constante de difficultés : c'est celle des rapports des états avec la confédération. Dans l'origine, les trois cantons qui ont formé par leur réunion le noyau de la confédération helvétique, ne se sont associés que dans un but de défense commune. C'était une idée trop complexe pour ces temps reculés que celle d'une confédération réelle qui soumît chacun des états au contrôle de tous. Les bergers des Waldstetten voulaient, avant tout, être maîtres chez eux, et s'ils consentaient à se donner des alliés, c'était uniquement pour avoir plus de bras en armes contre l'ennemi, non pour aliéner une portion quelconque de leur souveraineté. Cette notion imparfaite et primitive fut suffisante tant que dura la confusion du moyen-âge, mais dès que la constitution intérieure des états européens commença à se régulariser, il n'en fut plus de même. Non-seulement de puissantes unités nationales, se formant autour de la Suisse, durent faire sentir à ses cantons le besoin de resserrer plus fortement le nœud qui les unissait dans l'intérêt même de leur défense, mais de nouveaux besoins durent aussi leur montrer qu'il ne suffisait pas de s'organiser pour la guerre, et qu'il y avait un autre genre d'organisation, rendu nécessaire par les progrès de la civilisation générale. Aussi bien la Suisse n'était plus cette association de quelques milliers de paysans dont l'unique besoin était de mener paître leurs troupeaux

en liberté dans les hautes vallées des Alpes; des villes importantes, des territoires étendus avaient accédé à la confédération, et devaient en avoir changé la nature.

Malgré ces puissantes considérations, l'esprit de la vieille Suisse résista avec tant de force, que toute idée d'une forte constitution fédérale ne put s'y introduire avant la révolution de 1789. Depuis, plusieurs efforts ont été tentés pour en établir une, mais avec peu de succès. La tentative faite par la révolution française ne compte pas; elle était trop violente et trop excessive pour avoir la moindre chance de succès. L'acte de médiation de Bonaparte fut un progrès, mais qui fut imposé à la Suisse, et dont elle se délivra dès qu'elle le put. Le pacte de 1815 même fut long-temps repoussé par les cantons primitifs comme portant atteinte aux souverainetés cantonales. Depuis 1830, un nouveau projet de pacte fédéral a été discuté, mais il n'a pu arriver à terme. L'idée de constituer plus réellement l'unité nationale de la Suisse est une de ces idées qui ne peuvent être populaires. Elle ne sert ni les passions radicales ni les passions aristocratiques; elle doit, au contraire, soulever contre elle tous les partis locaux dont elle comprimerait l'action. Elle ne peut faire son chemin que lentement, dans les esprits élevés et prévoyans; encore est-il fort à craindre que, si elle n'est pas favorisée par les circonstances, elle ne parvienne pas à se réaliser.

L'affaire des couvens d'Argovie, dont il nous reste à parler, soulève à la fois les trois questions intérieures de la Suisse, question politique, question religieuse, question fédérale, et c'est ce qui en a fait l'importance.

Avant 1798, l'Argovie était, comme nous l'avons déjà dit, un pays conquis et sujet de Berne. Il ne pouvait pas s'y trouver d'aristocratie puissante et formée de longue main, puisque le pays n'avait pas eu, avant d'être affranchi par les Français et constitué en canton indépendant, le libre gouvernement de lui-même. On ne trouve d'ailleurs dans ce canton aucune ville assez considérable pour devenir un foyer permanent d'influences politiques. La révolution s'y était donc faite sans effort après 1830, et le nouveau gouvernement, né de l'impulsion la plus populaire, n'avait rencontré aucun obstacle sérieux à son établissement. Mais si la politique ne pouvait pas être par elle-même une cause bien vive de lutte, elle l'est devenue par la religion. Sur cent soixante mille habitans dont se compose la population du canton, quatre-vingt-dix mille sont protestans et soixante-dix mille sont catholiques. Les protestans, comme les plus nombreux, avaient

pour eux le gouvernement depuis 1830, et ils s'en servaient pour inquiéter les catholiques; ceux-ci, de leur côté, ne cessaient de s'agiter pour disputer le pouvoir à leurs adversaires. Leurs principaux centres d'action étaient de riches couvens d'hommes et de femmes établis depuis des siècles dans le pays, et notamment celui de Muri, le plus opulent de toute la Suisse.

L'année 1840 était l'époque fixée pour une révision de la constitution d'Argovie. Les catholiques demandaient depuis long-temps qu'on introduisît dans la constitution nouvelle des dispositions plus favorables au libre exercice de leur foi. Ils allèrent même jusqu'à proposer ce qu'ils appelaient la *séparation confessionnelle*, c'est-à-dire une séparation des deux confessions qui donnât à chacune le droit d'administrer à elle seule les affaires de son culte. Les protestans ne se bornèrent pas à leur refuser cette garantie; tous les articles proposés par les catholiques furent repoussés en même temps par les rédacteurs du nouveau projet. Ceux-ci firent plus; ils proposèrent d'effacer le seul article qui, dans l'ancienne constitution, avait consacré les droits des catholiques par la disposition connue sous le nom de *parité*. C'était mettre en pratique cette doctrine des théoriciens absolus de la souveraineté du nombre, que la moitié plus un du peuple a le droit de dépouiller et même de détruire, s'il lui plaît, la moitié moins un. Les catholiques argoviens n'eurent pas de peine à démontrer, dans les discussions qui précédèrent le vote, que c'était là abuser étrangement du droit de la majorité, mais les protestans n'en tinrent nul compte. A tous les griefs des soixante-dix mille, les chefs des quatre-vingt-dix mille répondaient par des menaces. C'était dans les couvens, disait-on, que s'entretenait l'esprit de rébellion, et le plus sûr serait un jour de les supprimer et de saisir leurs biens.

Le vote sur le nouveau projet de constitution mit les deux partis en présence le 5 janvier dernier. La population protestante presque tout entière lui accorda son adhésion; les bailliages catholiques le repoussèrent avec non moins d'unanimité. 16,050 votes s'étant prononcés *pour*, et 11,481 *contre*, il fut adopté. Ce résultat fut suivi d'une grande agitation dans les bailliages catholiques, et surtout dans les environs du couvent de Muri. Le gouvernement argovien, inquiet ou feignant de l'être, envoya sur les lieux un membre du conseil exécutif, M. Waller, pour se saisir des chefs de la révolte qu'on supposait sur le point d'éclater. A son arrivée à Muri, M. Waller trouva la population sous les armes. Au lieu d'arrêter ceux qu'il était venu chercher, il fut arrêté lui-même et mis en prison avec les gen-

darmes qui l'accompagnaient. Dans tout le pays, les catholiques se levèrent en masse. Le gouvernement argovien convoqua de son côté tout le contingent militaire, et appela du secours des cantons voisins. Le 11 janvier, un engagement eut lieu près de Vilmergen, où déjà deux fois on s'était battu, en 1656 et en 1712, pendant les guerres de religion. Les cathotiques furent repoussés, et les troupes prirent possession du couvent de Muri, que l'abbé et tous les religieux avaient abandonné. M. Waller et les autres prisonniers furent délivrés.

Le 13 janvier, le grand conseil d'Argovie, encouragé par ce succès, décréta la suppression de tous les couvens du canton et la confiscation de leurs biens. Un second décret, en date du 20 janvier, fixa les mesures à prendre pour la prompte liquidation de ces biens. C'est cette mesure violente qui est devenue pour toute la Suisse une source de graves embarras.

L'article 12 du pacte fédéral du 7 août 1815 est ainsi conçu : « L'existence des couvens et chapitres, la conservation de leurs propriétés, en tant que cela dépend du gouvernement des cantons, sont garanties. Ces biens sont sujets aux impôts et contributions publiques, comme toute autre propriété particulière. » Ce n'était donc pas seulement l'équité qui réprouvait l'acte du gouvernement d'Argovie, cet acte était encore contraire au texte formel de la loi fondamentale. Ce n'a pourtant pas été une chose toute simple que de ramener l'état d'Argovie à l'exécution du pacte fédéral, et ce n'est même pas une affaire finie à l'heure qu'il est; bien s'en faut. L'action du gouvernement est si peu organisée en Suisse, qu'il était fort à craindre que le coup d'état du 13 janvier n'eût sa pleine exécution. Encore aujourd'hui, il n'est pas certain qu'il soit révoqué, mais enfin le principe contraire est posé malgré toutes les difficultés. Les Suisses ont suppléé, à force de bon sens, de prudence et de persévérance, à ce qui manque à leurs institutions. Il ne s'agit plus maintenant que de tirer les conséquences du principe; œuvre pénible et périlleuse, mais d'un succès très possible et même très probable, si les hommes qui ont eu jusqu'ici la conduite de l'affaire persévèrent dans leur résolution calme, patiente et forte.

Ce qui a beaucoup contribué à rendre l'affaire délicate et difficile, c'est l'attitude prise par le directoire fédéral ou vorort. On sait qu'aux termes du décret fédéral de 1815, le canton dirigeant change tous les ans; c'était cette année au canton de Berne qu'était dévolue l'autorité supérieure fédérale. Or, le canton de Berne, au-

trefois le plus aristocratique de tous, est devenu, par une réaction assez ordinaire, un des plus libéraux dans son gouvernement actuel. De plus, il a cette année pour avoyer ou président du directoire un homme d'un caractère très résolu, M. Neuhaus. Dès que les troubles d'Argovie furent connus, Berne s'empressa d'y envoyer des troupes. Son gouvernement crut que le soulèvement des catholiques de Muri se liait à une conspiration générale des partisans de l'ancien régime contre le nouveau. Autant pour intimider ses propres aristocrates que pour contenir les catholiques des cantons voisins, il mit sur pied une force considérable. Ses bataillons aidèrent le gouvernement d'Argovie dans un commencement d'exécution des décrets du 13 et du 20 janvier. Soit par esprit de protestantisme, soit par incrédulité philosophique, les chefs bernois ont paru voir avec plaisir la suppression des couvens, et le gouvernement d'Argovie a toujours été appuyé par eux dans la lutte qu'il vient de soutenir contre une grande partie de la confédération.

Cependant la résolution prise par ce gouvernement avait soulevé une vive opposition dans les cantons catholiques. La vieille Suisse donna la première le signal des protestations. Dès le 22 janvier, le directoire fédéral reçut une lettre très vive du gouvernement d'Unterwald, qui demandait ou le rétablissement immédiat des couvens supprimés ou la convocation d'une diète extraordinaire pour délibérer sur la violation du pacte. Cette démarche d'Unterwald était d'autant plus significative, qu'on ne devait pas douter que le gouvernement de ce canton ne se fût entendu, avant de la faire, avec ceux d'Uri et de Schwytz. L'alliance séculaire entre les trois cantons primitifs est si étroite, qu'il est bien rare que l'un des trois agisse sans l'assentiment préalable des autres. Il n'y avait pas d'ailleurs de question qui pût réunir plus fortement dans une seule pensée ces populations patriarcales. L'amour de la foi antique s'est conservé parmi les héritiers d'Arnold, de Stauffacher et de Furst, comme l'amour de l'antique liberté. L'influence politique y est presque tout entière entre les mains des moines, qui sont restés les dépositaires de toutes les croyances et de toutes les traditions. C'est presque sous les murs de l'antique abbaye d'Einsiedlen, dans les montagnes de Schwytz, qu'a été gagnée en 1308 la bataille de Morgarten, qui consacra l'indépendance naissante de la Suisse, et c'est à la voix de leurs prêtres que les habitans des villages de Waldstetten ont fait, en 1798, l'héroïque folie de se défendre seuls contre l'armée française victorieuse.

Bientôt en effet Uri et Schwytz se réunirent à Unterwald. Après

eux vinrent Zug, Fribourg et Neuchâtel, qui écrivirent dans le même sens. Aux termes du pacte, la déclaration de cinq cantons suffit pour que la convocation d'une diète extraordinaire soit obligatoire. Le vorort convoqua donc la diète pour le 15 mars. C'était déjà un préliminaire important pour le triomphe définitif de la bonne cause que cette réunion d'une diète extraordinaire; il était même à remarquer que l'appel à la juridiction fédérale était venu de ceux qui se sont montrés en toute occasion les plus obstinés défenseurs des souverainetés cantonales. Il fallait que l'injustice commise par l'Argovie fût bien flagrante pour avoir mené jusque-là ces cantons. On aurait tort néanmoins de croire que la question fût décidée par cela seul : six cantons sur vingt-deux étaient loin de former la majorité. Plusieurs cantons, et des plus importans, paraissaient indécis; d'autres prenaient ouvertement la défense d'Argovie. On opposait à l'article 12 du pacte, protecteur des couvens, l'article 1er, qui établit la souveraineté de chaque état dans ses affaires intérieures. La plupart des hommes politiques de la Suisse reconnaissaient bien que le gouvernement d'Argovie n'avait pas le droit de prononcer la suppression *générale* des couvens, mais ils lui reconnaissaient en même temps le droit de fermer ceux qui étaient des foyers avérés de révolte. Une polémique très vive s'engagea dans les journaux sur toutes ces questions.

Un incident survint qui faillit tout compromettre en mettant du côté d'Argovie des passions légitimes. La diplomatie s'était émue. Tous les ministres présens à Berne avaient eu soin d'informer leurs cours de la situation critique de la Suisse. Le nonce du pape, monseigneur Ghizzi, s'était empressé d'adresser au vorort une protestation contre la suppression des couvens. Cette protestation était conçue en termes très modérés, mais qui laissaient entrevoir une intervention possible de l'Europe dans les affaires intérieures de la Suisse. On savait d'ailleurs qu'elle avait été communiquée par le nonce aux représentans des deux grandes puissances catholiques auprès de la confédération, M. le comte Mortier, ambassadeur de France, et M. le comte de Bombelles, ministre d'Autriche. Ces deux puissances, la France et l'Autriche, sont depuis long-temps en possession de la principale importance diplomatique en Suisse. La question de la conduite que suivraient leurs agens préoccupait extrêmement l'opinion publique. Il ne pouvait pas y avoir de doute sur le jugement que les deux gouvernemens porteraient sur l'affaire en elle-même; la violation du pacte fédéral était évidente, et le décret argovien trop injuste pour qu'il pût être approuvé par aucun homme raisonnable en Eu-

rope. Mais les deux cabinets s'en tiendraient-ils à leur opinion sans l'exprimer officiellement, ou interviendraient-ils dans la question par des actes diplomatiques?

On ne tarda pas à dire en Suisse que M. de Metternich avait adressé à M. de Bombelles les instructions les plus positives pour intervenir au nom de l'empereur; cette nouvelle souleva dans tout le pays une vive irritation. Protestans et catholiques, adversaires et défenseurs d'Argovie, s'unirent dans une même pensée d'indépendance nationale. Les Suisses sont très ombrageux, très susceptibles, pour ce qui peut porter la moindre atteinte à leurs droits comme état souverain, et ils ont raison. Pour conserver entière leur liberté d'action au milieu des masses politiques qui se meuvent autour d'eux, ils ont besoin de veiller sur elle avec un soin jaloux. Le souvenir de leur neutralité violée deux fois, en 1798 et en 1813, les rend défians à juste titre. Moins une nation occupe de place sur la carte, plus elle doit suppléer par la fierté à ce qui lui manque du côté de la force. Aussi la Suisse tout entière applaudit-elle à la réponse qui fut faite par le gouvernement d'Argovie à la note du nonce qui lui avait été transmise par le vorort. Le nonce ayant dit que les stipulations du pacte fédéral avaient été les conditions auxquelles l'Europe avait garanti la neutralité de la Suisse, Argovie répondait avec raison que c'était là une erreur matérielle: le pacte avait suivi et non précédé la reconnaissance de la Suisse comme état indépendant; la Suisse ne pouvait d'ailleurs admettre que son existence, comme nation, eût jamais pu être soumise à une condition quelconque.

M. de Bombelles remit à son tour une note au vorort. Dans cette note, qui n'était, disait-on, que le préliminaire de démonstrations plus graves, le gouvernement autrichien ne se présentait encore que comme héritier de la maison de Habsbourg, fondatrice des couvens supprimés. On sait que la maison de Habsbourg est originaire du pays d'Argovie; les couvens de ce pays devaient la plus grande partie de leurs richesses aux dons des princes et princesses de cette famille dont les tombeaux y étaient conservés. M. de Bombelles déclarait dans sa note que l'empereur son maître protestait, en sa qualité de descendant des fondateurs et donateurs des couvens de Muri et autres, contre tout acte par lequel les biens provenant du patrimoine de ses augustes ancêtres seraient détournés de leur destination première; de plus il rendait les autorités d'Argovie responsables de tout acte de profanation ou de destruction qui serait exercé contre les tombeaux des Habsbourg et contre les archives qui contenaient les docu-

mens primitifs de cette illustre maison. L'état d'Argovie, à qui la note de M. de Bombelles fut renvoyée par le vorort comme l'avait été celle du nonce, n'eut pas de peine à démontrer que, les donations faites par les Habsbourg étant irrévocables, ils ne pouvaient plus être reçus à faire valoir aucune prétention sur ce qu'ils avaient à jamais abandonné. Quant aux reliques des morts, l'état d'Argovie répondit noblement qu'elles étaient sous la protection de la conscience publique, et qu'elles n'avaient jamais cessé d'être protégées par le respect religieux de tout un peuple.

Il était à craindre que, si les choses marchaient long-temps sur ce pied, la cause du canton spoliateur ne se confondît avec celle de l'indépendance nationale. Les regards des Suisses se tournaient avec inquiétude vers la France. La France était la vieille amie de la Suisse et avait souvent traité avec elle d'égale à égale. Puis le principe général de sa politique était le principe de non-intervention. Ce qui lui importait le plus, c'était la conservation de l'indépendance nationale de la Suisse, car cette indépendance même était sa sauvegarde. D'ailleurs la France de 1830 n'avait pas en Suisse les mêmes amis que l'Autriche; l'Autriche était plus ou moins en rapport avec le parti de l'ancien régime; la France, au contraire, devait éviter de blesser le parti libéral. Malgré toutes ces raisons, les Suisses n'étaient pas complètement tranquilles, et nous devons reconnaître que l'exemple des interventions de 1836 et de 1838 justifiait leurs craintes.

Le gouvernement français a su éviter cet écueil. Quoiqu'il fût loin d'approuver la conduite du gouvernement d'Argovie, il ne fit aucune réclamation officielle. Le langage de M. le comte Mortier fut, en cette occasion difficile, plein de mesure et de convenance; il ne laissa pas ignorer combien il lui semblait désirable, dans l'intérêt de tous les pays libres, que l'abus de pouvoir dont un canton s'était rendu coupable fût réparé, mais il se borna à exprimer son sentiment, à donner des conseils, reconnaissant que la question devait rester renfermée dans la Suisse même. Cette sage modération gagna peu à peu tout le corps diplomatique. Quelques communications verbales furent encore, dit-on, adressées par les représentans d'Autriche, de Russie et de Bavière, au président du vorort, mais ces diverses entrevues ne furent suivies d'aucune note écrite. Les journaux ont publié dans le temps une dépêche menaçante de M. de Metternich à M. de Bombelles; celui-ci en donna lecture à M. Neuhaus, mais la prudence du cabinet autrichien ne tarda pas à lui faire comprendre combien il serait utile à son but d'adopter une autre marche, et en ce mo-

ment les deux cabinets paraissent d'accord pour s'en tenir aux moyens d'influence et de persuasion.

Cependant les grands conseils s'assemblaient sur tous les points de la Suisse pour nommer les députés à la diète extraordinaire et préparer leurs instructions. Partout on réclamait le mémoire justificatif qui avait été promis par Argovie, mais ce mémoire n'arrivait pas. Le gouvernement d'Argovie n'ayant adressé au vorort qu'un résumé des argumens qui devaient être développés dans son mémoire, le vorort n'avait pu communiquer que cette pièce aux états fédérés. En présence d'un document aussi imparfait et à défaut de renseignemens plus précis, les discussions qui eurent lieu dans les grands conseils furent très réservées. La violation du pacte était si manifeste, que, dans presque tous les cantons, on ne put s'empêcher de poser en principe le maintien de l'acte fondamental, mais cette déclaration préalable était en général accompagnée de restrictions en faveur d'un autre principe non moins cher aux Suisses, celui de la souveraineté cantonale. Il est vrai de dire cependant que l'ensemble des instructions paraissait favorable au rétablissement des couvens, malgré les précautions dont cette opinion avait eu soin de s'envelopper.

Mais ce qui pouvait moins que jamais être mis en doute, c'était l'intention bien formelle de toute la Suisse de ne permettre à aucun gouvernement étranger de se mêler de cette affaire. Les instructions de presque tous les cantons à leurs députés contenaient un article fort net sur ce point, et cet article était généralement voté dans les grands conseils à l'unanimité des voix. Dans le canton de Fribourg, canton catholique par excellence, un membre ayant exprimé le désir qu'une recommandation expresse fût faite aux députés à ce sujet, un des députés nommés, M. d'Église, partisan zélé du rétablissement des couvens, répondit qu'une pareille précaution était inutile, et qu'il serait le premier à proposer des mesures énergiques pour repousser toute intervention de l'étranger.

Enfin le 15 mars arriva, et la diète extraordinaire s'ouvrit à Berne. M. l'avoyer Neuhaus, président du directoire fédéral, prononça le discours d'ouverture. Dans ce discours, qui était en langue française, ce qui ne s'était jamais vu depuis 1815, M. Neuhaus ne dissimulait pas son opinion personnelle sur la question. Suivant lui, l'article 12 du pacte n'était pas ce pacte tout entier, et l'article 1er avait bien aussi sa valeur, qu'il ne fallait pas oublier. D'ailleurs l'existence d'une nation n'était pas subordonnée à celle de la loi fondamentale. Il

n'était pas de peuple qui n'eût été amené par le mouvement de la civilisation à laisser tomber en désuétude un ou plusieurs articles de sa constitution, la lettre écrite étant immobile et ne pouvant suivre le progrès du temps. Enfin le haut état d'Argovie avait pu être forcé par une nécessité impérieuse à faire ce qu'il avait fait. M. Neuhans terminait par de chaleureuses considérations en faveur de l'idée qui préoccupait alors tous les Suisses, le maintien de l'indépendance nationale. Ce discours, qui résumait tout ce qu'il y a de généreux et en même temps d'extra-légal dans les idées du parti libéral suisse, produisit une impression très complexe. Tout le monde s'associa aux déclarations patriotiques du président du vorort, mais on pensa généralement qu'il avait été trop loin dans ses théories sur le droit de la nécessité et sur l'impuissance des constitutions; c'était déjà une première impression favorable à la cause des couvens argoviens.

Après le discours d'ouverture, la diète prit connaissance de deux pétitions. L'une était signée par les supérieurs et supérieures des monastères supprimés, qui réclamaient la révocation pure et simple des décrets des 13 et 20 janvier; l'autre était des réfugiés politiques argoviens, qui exposaient d'une manière générale les vœux et les griefs de la population catholique, et qui demandaient à la diète l'envoi de commissaires fédéraux dans le canton. Ensuite, les députés des six cantons qui avaient demandé la convocation de la diète extraordinaire, prirent successivement la parole pour expliquer les motifs qui avaient déterminé leurs gouvernemens à faire cette demande. Le député d'Uri commença, et fit valoir avec une grande force les raisons qui militaient en faveur du rétablissement des couvens; après lui vinrent Schwytz, Underwald, Zug, Fribourg et Neuchâtel, qui présentèrent les mêmes conclusions. Tous reconnaissaient à Argovie le droit de punir les personnes qui auraient troublé la tranquillité publique, mais ils niaient que les établissemens dont ces personnes étaient membres pussent être responsables de leurs actes, et ils déclaraient qu'à leurs yeux il y avait eu violation du pacte fédéral.

Ainsi se passa la première séance de la diète. A la seconde, le mémoire justificatif du gouvernement d'Argovie dont il avait été si souvent question fut enfin distribué aux députés, et le premier député d'Argovie, M. Wieland, prit en outre la parole pour défendre son gouvernement. Le mémoire justificatif n'avait pas moins de 157 pages d'impression; on y trouvait une longue dissertation historique et philosophique sur l'inutilité des couvens en général, ainsi que

beaucoup d'autres choses étrangères à la question elle-même. On y lisait avec regret des anecdotes scandaleuses concernant les moines et les religieuses d'Argovie, qui n'étaient rapportées que d'après la rumeur publique, et des assertions également dénuées de preuves sur la part que tous les couvens auraient prise à la dernière révolte; on y cherchait en vain des faits concluans et des raisonnemens solides. Réduite à une question de discipline intérieure et dégagée de toute complication diplomatique, l'affaire se présentait sous son véritable jour. Quant au discours de M. Wieland, il dura trois heures, sans rien contenir de plus décisif en faveur d'Argovie; ce député termina son discours en annonçant que, si un arrêté diétal ordonnait la révocation des décrets, son gouvernement ne s'y soumettrait pas. Cette menace fut accueillie très défavorablement et nuisit à la cause au lieu de lui servir. Autant les membres de la diète auraient défendu l'état d'Argovie contre toute intervention étrangère, autant ils éprouvèrent de douleur en voyant un membre de la confédération déchirer le sein de la patrie commune et contester la libre et fraternelle action de l'autorité fédérale.

Après ces explications préliminaires, les membres de la diète développèrent successivement leurs instructions. La plus grande modération était toujours observée dans le langage, et le plus profond respect pour les souverainetés cantonales formait toujours le fond des discours, mais il était facile de voir que l'opinion favorable au maintien des couvens gagnait peu à peu du terrain. Le député de Zurich, M. de Muralt, un des hommes les plus influens de la Suisse, auquel ses instructions laissaient une assez grande latitude, se prononça en faveur de cette opinion. Un autre homme également influent et considéré, M. Baumgartner, député de Saint-Gall, motiva un avis analogue d'une manière très remarquable. M. Druey, député de Vaud, développa des considérations en faveur des garanties dues aux couvens, qui frappèrent beaucoup de la part du représentant d'un des cantons les plus protestans de la Suisse. Thurgovie, le Tessin et Berne furent les seuls cantons qui prirent ouvertement la défense d'Argovie; les autres regrettèrent plus ou moins ce qui s'était passé, et, tout en indiquant pour la plupart des moyens de conciliation, exprimèrent le vœu que le gouvernement d'Argovie revînt sur sa décision. Dans sa quatrième séance, la diète décida, malgré l'opposition très vive d'Argovie, qu'une commission serait nommée pour lui faire des propositions sur les moyens d'aplanir la difficulté.

Cette commission fut composée de MM. de Muralt, député de Zurich, Bloesch de Berne, Baumgartner de Saint-Gall, Kopp de Lucerne, Schmid d'Uri, Druey de Vaud, et d'Église de Fribourg. Trois de ces commissaires représentaient des cantons protestans, MM. de Muralt, Bloesch et Druey; trois représentaient des cantons catholiques, MM. Kopp, Schmid et d'Église; le septième, M. Baumgartner, était député d'un canton mixte. Si les divers élémens religieux de la Suisse étaient représentés dans cette commission avec une juste proportion, il n'en était pas de même des opinions sur la question. Ceux qui désapprouvaient la conduite du gouvernement d'Argovie y étaient en grande majorité. On remarqua d'ailleurs que, contre l'usage habituellement suivi par les diètes fédérales, le président du vorort, M. Neuhaus, n'avait pas été désigné pour en faire partie. La diète avait pensé sans doute que M. Neuhaus avait exprimé son opinion en faveur d'Argovie plus ouvertement qu'il ne convenait à un président; cependant, toujours préoccupée des égards que les états se devaient entre eux, la majorité avait eu soin, en écartant M. Neuhaus, de nommer à sa place le second député de Berne, M. Bloesch, afin que le vorort fût représenté dans la commission. Le principe de cette commission et le choix des membres qui devaient la composer furent décidés par quatorze voix : celles de Zurich, Uri, Schwytz, Unterwald, Zug, Schaffouse, Saint-Gall, Valais, Neuchâtel, Vaud, Grisons, Fribourg, Glaris, et les deux demi-voix de Bâle ville et d'Appenzell intérieur. On put donc regarder dès ce moment la majorité comme formée dans la diète contre les décrets des 13 et 20 janvier.

Encore est-il à remarquer que l'amendement proposé par M. Rigaud, député de Genève, et qui obtint les voix de Genève, Soleure, Tessin, Thurgovie, Lucerne, Berne, et les deux demi-voix de Bâle campagne et d'Appenzell extérieur, était moins une décision favorable aux prétentions d'Argovie qu'un terme moyen pour gagner du temps et préparer une conciliation.

Il n'est pas douteux que cette disposition de la diète a été due en partie à l'attitude prise par les agens diplomatiques à la suite de la conduite adoptée par la France. Dans sa réponse à la dernière communication du vorort, réponse qui fut communiquée à la diète, le nonce du pape s'exprima en termes encore plus modérés que la première fois. Il se borna à maintenir les droits du saint-siége sans faire aucune nouvelle allusion aux puissances qui avaient garanti la neutralité de la Suisse. Il s'attacha surtout à démontrer que la dé-

marche du saint-siége en faveur des couvens ne pouvait être considérée comme une intervention étrangère. Ce n'était pas en effet, disait-il, le souverain temporel des états romains qui venait s'immiscer dans les affaires politiques d'un état indépendant; c'était le chef de l'église catholique qui prenait la défense des institutions religieuses de cette même église, et on ne voyait pas comment il pouvait être, en pareil cas, qualifié d'*étranger*. Du reste, le nonce déclarait que l'intention du saint-père, en remplissant un devoir, n'avait pu être de porter atteinte à la souveraineté d'un état indépendant. Ainsi s'évanouissaient les justes causes de susceptibilité qui avaient pu un moment agiter la Suisse.

Le 29 mars, M. Baumgartner, rapporteur, présenta à la diète le résultat des délibérations de la commission; ce rapport se terminait par trois avis différens. Le premier exprimait l'opinion de la majorité de la commission, composée de cinq membres sur sept, MM. de Muralt, Kopp, Baumgartner, Schmidt et d'Église. Il consistait: 1° à déclarer la suppression générale des couvens incompatible avec l'article 12 du pacte fédéral; 2° à inviter l'état d'Argovie à prendre de nouvelles décisions qui pussent dispenser l'autorité fédérale d'intervenir elle-même pour le maintien des obligations prescrites par le pacte; 3° à inviter en outre l'état d'Argovie à accélérer ses déclarations nouvelles de telle sorte qu'elles pussent être communiquées au vorort, et par celui-ci aux états fédérés, vers le milieu du mois de mai suivant; 4° à déclarer que, dans le cas où le canton d'Argovie ferait difficulté d'obtempérer à l'invitation qui lui était adressée, ou ne le ferait pas d'une manière satisfaisante, la diète se réservait de prendre dans la prochaine session ordinaire toutes les mesures qu'elle croirait nécessaires pour le maintien du pacte; 5° enfin à ordonner qu'en attendant la décision définitive de la diète, toutes les mesures relatives à la liquidation des biens des couvens supprimés seraient suspendues.

Ces conclusions étaient précédées d'une discussion lumineuse qui établissait de la manière la plus péremptoire et la plus prudente à la fois les droits et les devoirs de la diète. Après quelques réflexions générales sur les dissensions intestines d'Argovie et sur la lutte qui existe en Suisse entre les différens partis politiques et religieux, M. Baumgartner énumérait les conditions essentielles nécessaires à l'existence de toute confédération. Il posait la limite entre les pouvoirs des états fédérés et ceux de la confédération elle-même. Il démontrait que les décrets du gouvernement d'Argovie étaient con-

traires au texte et à l'esprit de la loi fondamentale. En même temps il indiquait avec la plus grande modération dans quelle mesure devait s'exercer l'autorité commune, afin de pousser jusqu'au scrupule le ménagement pour la souveraineté cantonale. Puis, montrant quels seraient les torts d'Argovie si ce canton répondait aux invitations bienveillantes de la diète par une résistance que rien ne saurait justifier, il prouvait que le devoir de la diète était d'assurer le maintien du pacte fédéral, tout en laissant un vague salutaire sur les mesures qu'il serait sans doute nécessaire de prendre à cet effet, et qu'il était difficile d'indiquer d'avance sans blesser la susceptibilité de l'état qui en serait l'objet.

A cet avis de la majorité étaient joints, selon l'usage suivi en Suisse, les avis de deux minorités. La première minorité, qui se composait d'une seule voix, celle de M. Bloesch, député de Berne, déclarait que ses instructions ne lui permettaient pas d'adhérer à l'opinion de la majorité, et se bornait à proposer à la diète un vote d'ajournement en exprimant le vœu que l'affaire se terminât sans l'intervention de l'autorité fédérale. C'était là l'opinion la plus favorable à Argovie. L'avis de la seconde minorité, qui ne se composait également que d'une voix, celle de M. Druey, député de Vaud, était encore une proposition de transaction. Selon M. Druey, la diète devait inviter le gouvernement d'Argovie à revoir ses décrets de manière à concilier les vœux des populations des deux communions, tant dans ce canton que dans les autres états de la confédération, mais sans poser en principe que le pacte avait été violé, sans annoncer que la diète interviendrait, si Argovie ne se rendait pas à son vœu, et en exprimant l'espoir que le gouvernement d'Argovie *aviserait de son plein gré et dans sa sagesse* à concilier les droits de l'état avec la liberté des communions. M. Druey proposait en outre d'admettre comme *possible* la suppression des couvens de Muri et de Wettingen, dont l'action patente ou occulte présentait réellement, disait-il, des dangers pour l'état.

Les discussions recommencèrent dans le sein de la diète sur les propositions de la commission. Argovie renouvela avec une extrême énergie ses protestations contre toute intervention de l'autorité fédérale dans ses affaires intérieures; le député de ce canton alla même jusqu'à repousser l'avis de M. Bloesch, comme admettant la possibilité ultérieure de mesures coercitives. De son côté, le président du vorort, M. Neuhaus, reproduisit avec chaleur ses argumens en faveur d'Argovie. Tous ces efforts ne purent empêcher

qu'une majorité se déclarât dans la diète en faveur de la première proposition de la commission. Il est vrai que cette majorité ne fut que de 13 voix, celles de Zurich, Uri, Schwytz, Underwald, Zug, Fribourg, Valais, Saint-Gall, Neuchâtel, Glaris, Schaffouse, Grisons, et les deux demi-voix de Bâle ville et d'Appenzell intérieur. Lucerne, Soleure, Genève, Vaud, Bâle campagne et Appenzell extérieur s'abstinrent. Argovie, Thurgovie, Tessin et Berne émirent un vote négatif. On voit que ces quatre derniers cantons pouvaient seuls être considérés comme partisans de la suppression des couvens; tout le reste des cantons était réellement opposé à cette mesure, mais quelques-uns d'entre eux conservaient encore des scrupules sur les moyens à prendre pour les rétablir.

Voilà donc les décrets des 13 et 20 janvier déclarés par la diète incompatibles avec l'art. 12 du pacte fédéral de 1815. Pour qui connaît l'organisation intérieure de la Suisse, l'état de ses idées et de ses mœurs, c'est une grande victoire pour la cause de l'ordre.

La même majorité se déclara, dans la séance suivante, en faveur des art. 2, 3, 4 et 5 de la majorité de la commission, et l'ensemble du projet fut transformé, le 2 avril, en décret de la diète fédérale. Dans la séance du 5 avril, Argovie fit insérer au protocole une protestation contre ce décret; la diète n'en tint nul compte, et déclara, dans la même séance, qu'elle ne se dissoudrait pas, mais qu'elle s'ajournerait seulement, pour être en état de faire face aux événemens, si des circonstances nouvelles nécessitaient sa réunion avant la convocation de la diète ordinaire. Une discussion orageuse s'engagea à l'occasion d'une réclamation de Zurich, sur la manière dont l'état de Berne était intervenu militairement en Argovie, et en général sur l'ensemble de la conduite tenue par le vorort dans cette affaire. M. Neuhaus, très vivement attaqué, notamment par Uri, se défendit avec non moins de vivacité; mais la grande majorité des députés donnèrent de nouvelles preuves de leur amour pour la concorde et la bonne harmonie, en s'appliquant à étouffer la querelle et à ajourner la question soulevée par Zurich. Enfin, le 6 avril, l'assemblée se sépara.

Ainsi s'est passée cette diète extraordinaire de 1841, qui fera époque dans l'histoire politique de la Suisse. L'esprit des diètes justement mémorables de 1831 et 1832, un moment éclipsé, a reparu cette année. Il faut espérer, pour la prospérité intérieure de la Suisse, que cet esprit de modération et de sagesse ira en se fortifiant de jour en jour. On a vu combien d'hésitations et de ménagemens ont précédé et accompagné la décision qui a été prise. Ces hésitations ser-

vent à montrer l'importance du décret du 2 avril. Si la suite de l'affaire est aussi bien menée que le commencement, la Suisse sera parvenue à se tirer du plus mauvais pas qu'elle ait traversé depuis long-temps. Tous les points de son territoire présentent les élémens d'une guerre religieuse. Rien ne peut écarter ce fléau qu'une juste satisfaction donnée à toutes les communions.

Le gouvernement d'Argovie ne s'est pas encore soumis au décret diétal du 2 avril. Il a au contraire, par une résolution en date du 13 mai, invité les cantons à ne pas donner suite à leur décret. Il est vrai que cette invitation est accompagnée de deux manifestations conciliantes: par l'une, le grand conseil déclare que, si les cantons persistent dans leur décision, il se montrera disposé à faire, autant que possible, à ses confédérés le sacrifice de sa conviction, *désirant prouver qu'il n'a jamais eu l'intention de violer le pacte ;* par l'autre, il annonce qu'il va suspendre provisoirement toute mesure de liquidation ultérieure, déclarant d'ailleurs qu'il a toujours eu l'intention de ne consacrer le produit des biens des couvens qu'*à des œuvres pieuses ayant pour but l'avantage commun de la chrétienté*. La résolution du 13 mai a été regardée par les catholiques comme un refus d'obtempérer au décret du 2 avril. De leur côté, les radicaux l'ont blâmée comme étant un commencement de concession. Il faut espérer que ce sera dans ce dernier sens qu'elle finira par être interprétée.

En ce moment, la question s'examine de nouveau. La session ordinaire de la diète a commencé, il y a quelques jours. Le plus grand nombre des instructions données aux députés est favorable au décret du 2 avril. Il est à croire que la majorité qui a voté ce décret sera augmentée. Argovie ne pourra probablement alors se refuser plus long-temps à reconnaître l'autorité fédérale. On parle déjà de mesures qui seraient prises pour assurer les catholiques d'Argovie contre l'oppression. Nous ne pouvons que nous féliciter de voir de pareilles dispositions se répandre dans le parti libéral suisse. Ce qui peut arriver de plus heureux à ce pays, frère du nôtre, c'est qu'il s'y forme un grand parti libéral et conservateur à la fois, également éloigné des habitudes oligarchiques de l'ancien régime et des idées révolutionnaires du radicalisme, dévoué à la liberté sous toutes les formes, tant religieuses que politiques, et fondant sur le respect des droits et des consciences, sur la défense de chacun et sur les concessions réciproques de tous, l'édifice durable et régulier d'une forte organisation politique.

***

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 juillet 1841.

Les élections anglaises sont achevées, et bien que nous n'en connaissions pas encore le résultat final, nous pouvons tenir la victoire des tories pour certaine. Ils auront en définitive gagné plus de vingt-cinq siéges dans le parlement, c'est-à-dire une majorité de cinquante à soixante voix. Si ce n'est pas là une majorité très forte, elle peut suffire du moins pour fonder, avec l'appui de la chambre des lords, un gouvernement qui n'est pas sans quelque chance de durée. Cependant l'opposition sera redoutable, violente; elle soulèvera des tempêtes; elle s'efforcera de jeter à tout risque le ministère sur les écueils qui peuvent le briser. La manœuvre sera difficile, laborieuse; il y aura des dangers partout, sur la place publique, dans le parlement, à la cour, en Angleterre, en Irlande. Il faut un pilote aussi calme, aussi habile, aussi persévérant que sir Robert Peel pour inspirer confiance à ceux qui doivent affronter avec lui les périls d'une si grande aventure.

Nous ne partageons pas toutes les opinions de l'illustre baronnet; nous sommes convaincus qu'il tient pour inviolables des limites que l'Angleterre franchira invinciblement, à une époque moins éloignée peut-être que ne le pense l'aristocratie anglaise. Est-il moins vrai que, comme chef de parti, comme homme politique, il a été admirable de sagacité, d'habileté, et de cette patience digne, calme, prévoyante, qui est le véritable cachet de l'homme d'état?

Une grande épreuve l'attend. Il peut écrire une belle page de sa biographie, si, comme premier ministre, il conserve sur les siens la même influence qu'il a exercée comme chef de parti, s'il parvient à les plier aux idées de transaction, de conciliation, qui sont à la fois dans la nature de son esprit et

dans son caractère; s'il peut ainsi, sous sa conduite, sans bouleversement, sans secousses, faire faire un pas de plus à l'Angleterre dans cette carrière que désormais aucune puissance humaine ne peut fermer aux peuples civilisés.

Une transaction raisonnable et franchement offerte par les tories pourrait amener de singuliers résultats. Si elle peut enlever au cabinet Peel les suffrages de ces hommes ardens, aveugles, opiniâtres, qui dans tout pays ont toujours été un cruel embarras pour le parti conservateur, elle peut aussi lui procurer l'adhésion d'un certain nombre de whigs. Des hommes considérables, très riches, ont-ils pu assister sans une certaine défiance, sans quelque crainte et quelque hésitation, aux derniers exploits du cabinet qui se meurt? Ces mesures qui, quelque justes et bonnes qu'elles fussent en elles-mêmes, s'annonçaient d'une manière si inattendue, si soudaine, si révolutionnaire, cet appel aux masses et aux passions populaires, ce langage d'une violence inouie dans la bouche des hommes du pouvoir, des gardiens de la paix publique, ont dû être pour plus d'un whig matière à graves réflexions. Et lorsque dans le nouveau parlement on verra les whigs les plus ardens et les plus irrités de la défaite d'aujourd'hui chercher leur point d'appui dans les rangs des radicaux et des Irlandais les plus fougueux, il se peut que les whigs modérés et sans passions se sentent refoulés vers les Stanley et les Graham, et aillent bon gré mal gré grossir la majorité du cabinet qui est sur le point de se former.

On le voit, le parti whig aussi rencontrera ses orages et ses écueils; mais entre les tories modérés et les radicaux, attiré (nous le pensons du moins) d'un côté par des offres raisonnables, et de l'autre par de séduisantes promesses de secours, pourra-t-il suivre sa route sans voir ses rangs s'amincir, sans cacher son drapeau et arborer des couleurs qui ne sont pas les siennes? Il est permis d'en douter.

Il est impossible de jeter les yeux sur ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre sans être frappé d'une remarque que fait naître dans tout esprit réfléchi l'étude de l'histoire. Les hommes qui ont le gouvernement des choses de ce monde font si souvent autre chose que ce qu'ils voulaient faire, que ce qu'ils s'imaginent avoir fait! L'histoire est pleine de ces mécomptes de l'orgueil humain. Le cabinet de lord Melbourne est pour les hommes d'état un nouvel enseignement d'humilité et de modestie. Par le traité du 15 juillet, il comptait se raffermir et se préparer un long et brillant avenir; il s'est suicidé : il voulait s'arroger sur l'empire ottoman une influence exclusive et permanente, et l'empire ottoman, ébranlé par la secousse que lui a donnée sa violente intervention, menace de s'écrouler et d'ouvrir une large brèche à la Russie; il espérait ôter à la France toute action sur les affaires de l'Orient, et déjà l'Europe, effrayée des funestes suites du traité, est impatiente de le voir relégué parmi ces faits accomplis dont on ne veut pas même garder le souvenir, convaincue désormais que le concours de la France peut seul préparer à la question orientale une solution qui ne compromette pas le repos du monde.

C'est là l'exacte vérité. Le traité du 15 juillet nous a enfin déterminés à des armemens que nous avions trop négligés, et dont, quoi qu'on en dise, nous devons nous féliciter tous les jours; nos armemens ont forcé l'Angleterre à augmenter les siens, et cette dépense, venant s'ajouter à celles qu'exigeaient l'expédition de Syrie, la guerre de la Chine, a produit ce *déficit* que le cabinet anglais cherchait à combler par les mesures qui l'ont renversé.

Lord Palmerston, le véritable auteur de cette politique fantasque et aventureuse, a tristement achevé sa longue et trop longue carrière ministérielle. Il laisse à ses successeurs la guerre avec la Chine, l'empire d'Orient ébranlé, l'alliance de l'Angleterre avec la France brutalement brisée et remplacée par des méfiances et des récriminations fâcheuses, par un retour déplorable de ces vieilles antipathies nationales qui ont fait tant de mal à deux grands pays qui n'ont rien à s'envier, et qui peuvent se respecter sans faiblesse et s'honorer l'un l'autre avec dignité.

Lord Palmerston a eu soin de nous éclairer lui-même sur les passions qui l'agitent, et sur sa ferme résolution de tout sacrifier à ses intérêts d'homme de parti. Qu'on lise son discours à ses électeurs, ces incroyables paroles qu'un ministre de la reine d'Angleterre a osé jeter à la populace qui hurle autour des *hustings*. Certes, la France et son armée ont le droit de mépriser ces diatribes, et nous ne nous abaisserons pas jusqu'à la réfutation; mais que penser d'un homme d'état, d'un ministre des affaires étrangères, qui s'exprime de la sorte sur le compte d'une nation qu'il appelle amie et avec laquelle il négocie et se dit à la veille de signer un traité? Est-ce là une extravagance ou un calcul? L'un et l'autre. Il a voulu à la fois satisfaire ses passions, ses rancunes, et servir ses intérêts.

Lord Palmerston n'a jamais pardonné au gouvernement français de l'avoir contrarié dans ses projets sur l'Espagne. L'amitié du noble lord est toujours à une condition, c'est qu'on secondera tous les élans de sa fougueuse imagination. Il aime à forcer la main aux cabinets étrangers comme il l'a forcée à ses collègues pour le traité du 15 juillet. Lui résister, c'est un crime; ne pas le seconder, c'est rompre avec lui. Son ressentiment devint plus amer et plus violent encore lorsque le ministère du 12 mai, au lieu de s'unir étroitement à lui pour régler les affaires d'Orient, préféra, à tort ou à raison, les traiter dans une conférence européenne. Dès ce moment, la France n'a trouvé en lui qu'un ennemi, un ennemi contenu pendant quelque temps par le bon sens et la loyauté de ses collègues, mais un ennemi persévérant, qui est enfin parvenu à surmonter leurs répugnances et à leur faire signer la rupture de l'alliance française. Après le traité du 15 juillet, il s'est encore irrité de l'irritation de la France. Il aurait voulu la voir tout-à-fait passive, désarmée, obséquieuse, abattue. C'est ainsi qu'il l'avait promise à ses complices. La France lui a donné une sorte de démenti. Si elle n'a rien fait, elle s'est émue; si elle n'a pas eu recours aux armes, elle les a du moins préparées; si elle n'a pas effrayé l'Europe, elle a donné à penser. L'Europe a compris que la garantie de la paix du monde est à Paris, et que la pensée de toucher aux grandes

questions européennes sans le concours de la France est une de ces hardiesses, pour ne pas dire de ces folies, qu'il est sage de ne pas prolonger.

C'est avec tous ces mécomptes, ces irritations, et avec la perspective de la ruine prochaine de son cabinet, que lord Palmerston est arrivé sur les *hustings*. Homme passionné, il a voulu se donner une facile satisfaction; candidat, il a caressé les préjugés nationaux de ses électeurs; ministre, il a parlé à ses amis politiques en Europe. Il leur a dit implicitement : —Vous me trouverez toujours le même, l'ennemi du gouvernement français; entre lui et moi, il n'y a ni trève ni paix; ses ennemis peuvent compter sur moi et comme ministre et comme chef de l'opposition.—Nous ne savons pas quel sera l'avenir politique de lord Palmerston; nous savons seulement que, si sa vie publique n'est pas terminée, ses inconvenantes paroles, que la France doit regarder comme l'expression d'une colère impuissante et ridicule, n'auront d'autre effet que d'être un embarras pour lui.

Il serait prématuré de rechercher quelles seront, à l'égard de la politique extérieure, les dispositions du cabinet que les élections vont très probablement donner à l'Angleterre. Nous n'en connaissons pas encore tous les élémens et toutes les nuances. D'un côté, il est difficile que la retraite de lord Palmerston et de ses trop dociles collègues nous laisse des regrets; de l'autre, nous ne pouvons pas oublier que nos tendances, nos doctrines, nos sympathies politiques, ne sont pas celles des conservateurs anglais, surtout si les tories absolus prenaient quelque influence dans la nouvelle administration. A tout prendre, nous pouvons être tranquilles observateurs des péripéties de la lutte anglaise. La justice comme la prudence nous commandent d'attendre les faits.

Au surplus, l'occasion de s'expliquer catégoriquement peut se présenter d'un instant à l'autre. Les affaires d'Orient sont toujours en suspens. Si les populations chrétiennes n'ont pas chassé les Turcs, les Turcs à leur tour n'ont pu dompter toutes les insurrections. Les Candiotes résistent; quelques secours leur arrivent de leur co-réligionnaires, et si l'Europe ne sent pas se réveiller pour eux cet élan qui seconda si puissamment la première insurrection grecque, il y a du moins pitié et sympathie. Il s'est même élevé à leur égard une polémique que nous avons quelque peine à comprendre, tant les rôles nous paraissent nettement tracés par la force même des choses.

Et d'abord, quoi qu'on dise, l'Europe ne confondra jamais l'insurrection des populations chrétiennes contre la stupide et cruelle domination des Turcs avec les menées et les émeutes de la démagogie. Déjà, lors de la première insurrection, les polices européennes voulurent, soit par erreur, soit par ruse, établir cette confusion d'idées; l'Europe ne prit point le change; elle ne le prendra pas davantage aujourd'hui. Qu'il y ait en Grèce je ne sais quel émissaire de je ne sais quel comité directeur, cela est possible. Qu'est-ce que cela prouve? On dit que les vautours suivent les armées; décident-ils de la paix et de la guerre? livrent-ils les batailles?

L'Europe ne sait qu'une chose : c'est que le gouvernement turc, malgré la

comédie de Gulhané, est toujours un gouvernement ignorant et barbare; qu'aujourd'hui il est en outre impuissant; que voulût-il quelque bien, il est hors d'état de l'accomplir, et que les populations chrétiennes sont livrées, sans protection aucune, à une soldatesque effrénée et à la cupidité féroce de tyrans subalternes. Un gouvernement au nom duquel on commet impunément les atrocités qu'on a commises en Bulgarie, ne peut accuser personne que lui-même de l'insurrection de ceux qui ont le malheur d'être ses sujets. Croire qu'aujourd'hui on entendra sans émotion les cris des chrétiens que les féroces Arnautes égorgent sur le seuil de l'Europe, ce serait méconnaître son temps et se repaître d'odieuses chimères.

Ainsi, que les particuliers s'émeuvent, qu'ils fassent des vœux pour les opprimés que le désespoir a poussés à la révolte, que sans violer les lois de leur pays, sans compromettre leur gouvernement, ils leur soient utiles s'ils le peuvent, il n'y a qu'à les en louer. La religion et l'humanité ont leurs droits, et si la Porte redoute l'appui moral de l'Europe, qu'elle cesse une fois d'insulter par ses actes aux mœurs, aux opinions, aux sentimens, aux croyances des Européens.

Nous serions loin d'approuver ceux qui pousseraient les sujets paisibles de la Porte à l'insurrection. Si jamais il était permis de donner un semblable conseil, ce ne serait qu'à la condition d'en partager les périls; l'opprimé seul peut mesurer ses souffrances, ses moyens, son droit. Les véritables insurrections ne se font ni par émissaires ni par lettres; elles naissent de la nécessité, qui seule les légitime. Mais pousser à l'insurrection des populations paisibles et résignées, ou sympathiser avec elles lorsque l'insurrection est éclatée et qu'on en reconnaît la légitimité, sont deux faits parfaitement différens. La France de juillet excita les sympathies des peuples. L'Europe fut-elle coupable en applaudissant à la révolution de juillet?

S'il ne faut pas pousser à la révolte les populations paisibles de l'Orient, encore moins faudrait-il décourager ceux que le désespoir a soulevés, et leur conseiller de se mettre à la merci des Turcs. Qui ne connaît leur perfidie et leur cruauté? Qui ne connaît des faits récens, des faits (nous le savons) que les diplomates eux-mêmes n'osent plus nier, des faits qui rappellent toute l'atrocité d'un autre âge? Un conseil de soumission est encore une de ces responsabilités que nul n'a le droit de prendre, si ce n'est un gouvernement fort, et qui serait bien décidé à faire respecter par la Porte les lois de l'humanité.

Au reste, quant aux gouvernemens, nous ne pouvons que le répéter, le moment ne nous semble pas arrivé de solliciter leur intervention. Si l'insurrection n'est pas sérieuse, ils refuseront d'intervenir si ce n'est par quelque recommandation insignifiante et dont les Turcs ne tiendraient aucun compte. Si elle est sérieuse, une intervention intempestive peut la compromettre. C'est par de longs et pénibles efforts qu'il faut gagner la liberté. Les diplomates peuvent un jour la reconnaître; ils ne la donnent pas.

Les gouvernemens, on ne peut se le dissimuler, sont dans une position très délicate et très difficile. Amis de la Porte, ils doivent respecter son droit. D'un autre côté, une juste jalousie les préoccupe à l'égard de l'Orient. Toute modification du *statu quo* leur présente d'énormes difficultés. Tout ébranlement peut entraîner une grande ruine. Et si l'empire ottoman s'écroule, que devient l'Europe? Que devient-elle aujourd'hui que ce malheureux traité du 15 juillet a brisé la clé de la voûte, l'alliance qui seule était la véritable garantie de la paix du monde?

Ainsi nous comprenons facilement les regrets et peut-être le dépit que donnent aux hommes d'état les troubles de l'Orient. Ces troubles les prennent au dépourvu. C'est un compte nouveau qui s'ouvre malgré eux avant qu'ils aient eu le temps de solder celui du 15 juillet.

Les cabinets se retranchent dans le grand mot, dans ce mot que nous avons tous prononcé souvent avec plus ou moins d'emphase, bien qu'avec des significations assez diverses; je veux dire l'intégrité de l'empire ottoman. La diplomatie invoque toujours ce même principe, mais sa foi est bien affaiblie; elle ne l'avoue pas tout haut, mais le doute s'est glissé dans son cœur. Elle a raison de douter : c'est le traité du 15 juillet qui a brisé le talisman. La démonstration est bien simple.

Il y a long-temps que l'intégrité de l'empire ottoman, en prenant l'expression dans sa stricte signification, n'est plus qu'une chimère. Il y a long-temps que la Servie, la Moldavie, la Valachie, l'Égypte, la Grèce, l'Arabie et tout récemment Samos, la Syrie, ont été ou détachées de l'empire, ou réduites pour le sultan à des possessions presque nominales. Il y a long-temps que la Porte est hors d'état de reconquérir toute province qui veut sérieusement se séparer : il a fallu que quatre puissances européennes se réunissent pour lui rendre la Syrie, la Syrie qu'on a enlevée à Méhémet-Ali sans que pour cela le sultan ait la force de la ressaisir. Bref, il n'y a pas d'homme sensé qui ne reconnaisse que l'intégrité de l'empire ottoman est une pensée qui ne pouvait plus se réaliser que sous une seule forme.

C'était en resserrant dans des limites proportionnées à la faiblesse du gouvernement central le territoire directement gouverné par le sultan, et en permettant que les parties qui échappaient à sa puissance directe fussent gouvernées par des vassaux, par des princes tributaires, qu'on pouvait maintenir à l'égard de l'Europe l'intégrité de l'empire du croissant. Le lien du vassal avec le sultan aurait été encore plus intime et plus solide, s'il y avait eu entre eux identité de vues et de religion. Ainsi Méhémet-Ali remplissait toutes les conditions désirables. Turc par sa naissance, par ses habitudes, par ses mœurs, par ses croyances, il avait en même temps l'esprit ouvert aux idées européennes. Loin d'affaiblir l'empire, il le fortifiait, et il était aussi intéressé que le sultan à le défendre envers et contre tous. Qu'importe à l'Europe la forme de l'empire? Ce qui importe à ceux qui désirent sincèrement en conserver l'intégrité, c'est qu'aucune des puissances ne puisse être tentée de le morceler

à son profit, c'est que toute occasion ou prétexte de démembrement soit éloigné. Le problème se trouvait ainsi résolu.

Le traité du 15 juillet a renversé ce système. On a ébranlé le pacha sans raffermir le sultan. Il n'y a plus de force dans l'empire; le suzerain et le vassal sont également impuissans. La seule forme sous laquelle l'intégrité réelle de l'empire ottoman était encore possible a été brisée à Londres. On ne la retrouvera plus. C'est ainsi qu'on peut dire que cette expression, « l'intégrité de l'empire ottoman, » n'a plus de sens aujourd'hui. La chute définitive n'arrivera peut-être pas demain, c'est un mourant qui à force de soins peut encore traîner pendant quelques jours une existence misérable; mais la vie, mais la santé, nul ne peut les lui rendre. Méhémet-Ali aurait comprimé, contenu du moins l'élément chrétien; le sultan laissera commettre d'horribles cruautés, et ne le comprimera pas. L'Europe se sentait partagée entre ses tendances chrétiennes et son admiration pour Méhémet-Ali. Aujourd'hui, elle est toute à ses sentimens et à ses penchans naturels. L'opinion de l'Europe est une puissance; c'est un ennemi que les Turcs ne dompteront pas : il est plus redoutable que la plus redoutable des croisades.

Au résumé, le traité du 15 juillet porte ses fruits; c'est à ce traité que la diplomatie doit aujourd'hui les graves pensées qui commencent à la préoccuper. L'empire d'Orient est encore debout, mais un accident peut le faire tomber demain : il est hors d'état de résister à un accident.

Les gouvernemens ont raison d'être inquiets et très réservés; ils ont raison de regarder avec un œil de méfiance les troubles de l'Orient. Aussi ne sommes-nous pas de ceux qui songent à leur demander de prendre à l'instant même un parti. Nous voudrions seulement qu'on n'eût pas la pensée, fort vaine d'ailleurs dans les pays de liberté, d'imposer silence à la pitié et de lier les mains à la charité chrétienne. A chacun son rôle : la politique aux hommes d'état, la neutralité aux gouvernemens, la charité aux ames pieuses et libérales, s'il s'en trouve encore.

Au reste, le sort des chrétiens de l'Orient peut dépendre, en partie du moins, de l'issue des négociations toujours pendantes à Londres. Une fois le traité du 15 juillet relégué dans le domaine de l'histoire, les dispositions des puissances à l'égard des faits qui se développent en Orient, seront naturellement subordonnées à la situation relative de ces mêmes puissances en Europe. L'isolement serait peut-être une cause nécessaire de soupçons, de retenue et de méfiance. On surveillerait très attentivement ses voisins, et on éviterait avec un soin scrupuleux et même cruel de leur offrir le moindre prétexte de soupçon. Toute intervention à Constantinople, même la plus mitigée, la plus contenue, ne fût-elle qu'une prière, qu'un pur acte d'humanité, pourra paraître, si elle est isolée, un fait grave, une tentative d'empiétement, un danger pour l'équilibre européen. On préférera s'abstenir.

Quoi qu'il en soit, nous le répétons, nous sommes loin de souhaiter dans ce moment l'intervention des puissances, soit isolées, soit réunies. Si la cause

de la chrétienté et de la civilisation doit réellement triompher en Orient, il faut qu'elle grandisse par ses propres forces, par son élan naturel, et qu'elle se fasse accepter des puissances sinon comme une cause gagnée, du moins comme une cause qu'on ne peut plus rayer du rôle des affaires européennes, et qu'il faut promptement décider.

La Suisse a été le théâtre de nouveaux troubles. La contre-révolution, encouragée peut-être par l'aspect général des affaires et par de coupables instigations, a tenté un coup de main dans le canton du Tessin. Elle a honteusement succombé devant la prévoyante fermeté du gouvernement et l'énergie de la grande majorité du pays. Il faut espérer que les vainqueurs n'abuseront pas de leur facile victoire par des condamnations excessives et multipliées. Une justice calme et clémente peut seule mettre fin aux troubles civils.

La diète suisse vient de prendre, dit-on, une détermination grave : elle a sommé le canton d'Argovie de se conformer dans un bref délai aux résolutions de la diète dernière. L'arrêté aurait été adopté par une majorité composée de douze voix et de deux demi-voix. C'est le canton de Zurich, aujourd'hui conservateur, qui aurait pris l'initiative. Saint-Gall aurait appuyé la proposition; Genève l'aurait repoussée, ainsi que les grands cantons voisins de l'Argovie, Berne et Vaud. Les meilleurs esprits ont pu sans doute se diviser d'opinion sur la question de savoir s'il fallait débuter par une sommation ou par des moyens plus concilians et plus doux; mais une fois la question résolue et l'arrêté rendu, il n'est pas un ami de la Suisse qui ne doive conseiller aux cantons dissidens de se réunir à la majorité. Il faut, avant tout, vouloir être une nation; et que deviendrait la nationalité de la Suisse, si une résolution de la diète extraordinaire, confirmée par un arrêté de la diète ordinaire, pouvait être tenue pour non avenue, le canton récalcitrant trouvant appui et faveur dans un grand nombre de cantons? Ce serait enlever à la confédération toute dignité comme toute autorité : une guerre civile serait une issue plus douloureuse sans doute, mais moins déplorable qu'un pareil affaissement de l'autorité fédérale. L'arrêté de la diète n'impose pas au gouvernement d'Argovie des obligations très précises : il en exige seulement des résolutions, des mesures qui *soient en harmonie* avec le décret du 2 avril. Cela laisse aux Argoviens une certaine latitude; les Argoviens doivent en user avec modération, et la diète à son tour doit se contenter d'un *à peu près* raisonnable. Les confédérations ne peuvent vivre que de transactions.

Nous aussi nous avons eu nos troubles. Une ville considérable, Toulouse, en a été le théâtre. Nous n'avons pas besoin de dire combien ces manifestations violentes et brutales nous paraissent condamnables. Nous condamnons également le but et les moyens. Toutes ces manifestations contre des mesures qui n'ont en réalité d'autre objet que l'égale répartition des impôts, prouvent assez ce que l'esprit municipal ferait, pour peu qu'on lui mît la bride sur le cou, de notre puissante centralisation, de notre admirable unité nationale, œuvre et gloire de la révolution.

On parle d'une promotion de pairs, qui ne serait pas, dit-on, nombreuse; on parle également de changemens dans le personnel des préfectures et des sous-préfectures. Ces bruits ont fait de nouveau supposer que le cabinet préparait la dissolution de la chambre des députés. Malgré ces apparences, nous persistons à croire que ce n'est pas là la pensée du cabinet. Ce serait une témérité aussi dangereuse qu'inutile. Il n'obtiendrait pas une chambre plus compacte; il s'exposerait au risque de voir grossir les rangs de l'opposition. Ce qui manque depuis long-temps aux cabinets, c'est la confiance générale dans leur durée. Ils ne peuvent guère inspirer un sentiment qu'au fond ils n'ont pas eux-mêmes. Si le ministère peut affronter la nouvelle session, s'il parvient (hypothèse très hasardée) à la traverser, c'est alors qu'il pourra tenter la dissolution. On aura commencé à croire en lui.

Un autre sujet de conversations incessantes dans un certain monde, ce sont les mouvemens qu'on attend dans notre diplomatie. Nous n'avons aucune envie de répéter tous ces bruits, tous ces propos, disons-le, toutes ces misères. Nous dirons seulement que ce sont là de ces incertitudes et de ces débats auxquels il est urgent de mettre un terme. Peu nous importe le résultat : l'essentiel est d'en finir; la dignité du gouvernement l'exige.

— M. Valery vient de faire paraître, sous le titre de *l'Italie comfortable ou Manuel du Touriste* (1), un petit livre qui sera utile et agréable aux personnes qui font le voyage d'Italie. Ce petit ouvrage, que nous appellerions volontiers l'almanach des voyageurs, et surtout des voyageurs gourmands, contient des observations précieuses sur les prix des auberges et des voitures, sur les meilleurs comestibles de chaque ville, et sur les médecins qu'on peut appeler pour remédier aux indigestions des mets exquis mentionnés par M. Valery; sur les valets de place, les ciceroni, les guides, et toute cette nation de démonstrateurs qui fourmille en Italie. Dans les voyages ordinaires, on nous raconte les ruines de Pompéi ou de Rome, ce qui est fort bien; mais on ne nous dit pas, pendant qu'on visite toutes ces belles choses, de quelle manière on se loge et on se nourrit, à quel prix on est transporté en voiture, à cheval, ou en bateau, et de ce côté les voyages ressemblent quelque peu aux romans de chevalerie, où les héros sont toujours en bataille ou en amour, sans qu'on sache jamais à quelle heure ils dînent ou se couchent. Si M. Valery n'avait pas fait ses *voyages d'Italie,* qui sont un des meilleurs répertoires que nous connaissions des antiquités de l'Italie, de ses monumens, de ses statues, de ses tableaux, et même de sa littérature ancienne et moderne, nous ne parlerions

(1) Librairie de Jules Renouard, rue de Tournon.

pas de son manuel d'économie et d'hygiène italiennes; mais quatre ou cinq voyages faits en Italie pour chercher et dire tout ce qu'il y a de beau, de noble, de savant dans ce pays, autorisent aussi M. Valery à nous faire profiter de son expérience dans les petites choses, après nous avoir aidés de son instruction dans les grandes. Il a eu du reste le mérite de donner une forme littéraire à un sujet qui ne l'était guère, de raconter çà et là quelques curieuses anecdotes, et de faire quelques piquantes citations, tout en indiquant les bonnes adresses, les bons endroits et les bons marchés. En mangeant les choses, on aime souvent à savoir les hommes célèbres qui les ont mangées avant vous. M. Valery a de quoi satisfaire ce goût d'érudition : il dit quels sont les raisins que le prince Eugène de Leuchtemberg faisait venir de Bologne à Munich à Noël et à Pâques, quelles sont les figues de Pesaro que chantait le Tasse, comment à Naples on peut boire du vrai falerne et à quel prix, comment le maigre de la table du cardinal de Bernis, à Rome, avait une renommée particulière parmi les membres du sacré collége, et comment, enquête faite, il se trouva que ce maigre exquis tenait à l'emploi du jus de jambon; combien Pie VII aimait le tabac, et surtout le tabac de la régie française, et comment M. de Blacas lui en apporta par contrebande dans une audience secrète; comment aussi le tabac a été recommandé, puis proscrit par les papes, puis réhabilité, et comment un savant religieux du XVII[e] siècle, Benoît Stella, le conseillait aux prêtres et aux moines comme un aide à la chasteté; quel est, à Montefiascone, le cru dont le vin muscat fut fatal au cardinal Maury, qui, évêque de Montefiascone pendant son exil, goûta trop de ce fruit de son diocèse et y perdit quelque peu de la force de son esprit. Enfin, comme aujourd'hui un livre n'est pas complet et n'est pas à la mode s'il n'y est parlé quelque part de Napoléon, disons en finissant que de ce côté aussi le manuel de M. Valery ne laisse rien à désirer, car il nous dit quel est le poisson que Napoléon, à Turin, en allant à Marengo, trouva si exquis, qu'il mangea le plat tout entier. Ce poisson est la *lamprede,* petite et mince anguille pêchée dans le Pô. Ce sont ces indications, ces détails et ces petites anecdotes, qui font l'utilité et aussi l'agrément de *l'Italie comfortable* de M. Valery.

———

V. DE MARS.